

**Rapport**  
**concernant les résultats de la consultation**  
**au sujet de la révision de la loi sur la Banque**  
**nationale**

Berne, le 9 janvier 2002



## Sommaire

<b>1</b>	<b>Introduction</b> .....	<b>7</b>
1.1	Point de la situation .....	7
1.2	Contenu de la documentation relative à la consultation .....	7
1.3	Données relatives à la procédure de consultation.....	8
1.4	Vue d'ensemble.....	9
1.4.1	Aperçu des résultats de la consultation.....	9
1.4.2	Structure du rapport .....	10
<b>2</b>	<b>Remarques de fond / densité normative</b> .....	<b>10</b>
<b>3</b>	<b>Dispositions générales (chap. 1)</b> .....	<b>11</b>
3.1	Statut juridique et raison sociale (art. 1 P-LBN) .....	11
3.1.1	Société anonyme régie par une loi spéciale vs établissement de droit public	11
3.1.2	Limitation de l'actionariat.....	11
3.2	Sièges, succursales, agences et représentations (art. 3 P-LBN) .....	12
3.2.1	Double siège juridique de la BNS à Berne et à Zurich (art. 3, al. 1, P-LBN)	12
3.2.2	Succursales, agences et représentations dans les régions (art. 3, al. 2, P-LBN).....	12
3.3	Mission de la banque centrale (art. 5, al. 1, P-LBN) .....	13
3.3.1	Formulation équilibrée proposée par les experts.....	13
3.3.2	Priorité plus grande à la stabilité des prix.....	13
3.3.3	Mise sur pied d'égalité des objectifs en matière de croissance et d'emploi ....	14
3.3.4	Propositions relatives à l'économie libre .....	15
3.3.5	Propositions relatives au choix exact des termes.....	16
3.4	Tâches de la banque centrale (art. 5, al. 2 à 4).....	16
3.5	Indépendance à l'égard de toute instruction (art. 6 P-LBN) .....	17
3.6	Obligation de rendre compte et information (art. 7 P-LBN) .....	17
3.7	Exonération fiscale (art. 8 P-LBN).....	19
<b>4</b>	<b>Opérations de la Banque nationale (chap. 2)</b> .....	<b>19</b>
4.1	Opérations avec des intervenants sur les marchés financiers (art. 9 P-LBN).....	19
4.2	Opérations avec d'autres banques centrales et avec des organisations internationales (art. 10 P-LBN) .....	19
4.3	Opérations pour le compte de la Confédération (art. 11 P-LBN).....	19
4.4	Opérations pour l'infrastructure administrative (art. 13 P-LBN).....	19

<b>5</b>	<b>Attributions en matière de politique monétaire (chap. 3)</b> .....	<b>20</b>
5.1	Suppression des contrôles des émissions et des mouvements de capitaux.....	20
5.2	Collecte de données statistiques (art. 14 P-LBN).....	20
5.3	Obligation de fournir des données statistiques (art. 15 P-LBN).....	21
5.4	Réserves minimales (art. 17 P-LBN).....	21
5.4.1	Transfert des dispositions de la loi sur les banques relatives à la liquidité de caisse dans la LBN, sous forme de dispositions sur les réserves minimales..	21
5.4.2	Densité normative / répartition des dispositions entre la loi et l'ordonnance .	21
5.4.3	Définition des actifs considérés comme «réserves minimales» .....	22
5.4.4	Cercle des établissements tenus de détenir des réserves minimales.....	22
5.4.5	Aménagement de l'obligation de détenir des réserves minimales (niveau du taux, rémunération, etc.).....	23
5.5	Surveillance de systèmes de paiement (art. 18 P-LBN) .....	23
5.6	Disposition pénale (art. 21 P-LBN).....	24
<b>6</b>	<b>Dispositions relevant du droit de la société anonyme (chap. 4)</b> .....	<b>24</b>
6.1	Capital-actions, forme des actions (art. 22).....	24
6.2	Registre des actions, restrictions à la transmissibilité (art. 23).....	25
6.3	Détermination du bénéfice (art. 27 P-LBN) .....	25
6.4	Répartition du bénéfice (art. 28 P-LBN) .....	27
6.4.1	Dividende versé aux actionnaires .....	27
6.4.2	Suppression du versement aux cantons par tête de population .....	27
6.4.3	Répartition entre les cantons.....	28
6.4.4	Convention visant à assurer une distribution constante du bénéfice .....	28
<b>7</b>	<b>Organisation (chap. 5)</b> .....	<b>29</b>
7.1	Organes (art. 30 P-LBN).....	29
7.2	Fonctionnement de l'assemblée générale (art. 31 P-LBN) .....	29
7.3	Convocation de l'assemblée générale, objets portés à l'ordre du jour (art. 32 P-LBN).....	29
7.4	Tâches de l'assemblée générale (art. 33 P-LBN).....	29
7.5	Election et durée du mandat du conseil de banque (art. 36 P-LBN) .....	30
7.6	Conditions à remplir pour l'élection au conseil de banque (art. 37 P-LBN) .....	30
7.7	Tâches du conseil de banque (art. 39 P-LBN).....	31
7.8	Nomination et durée du mandat de la direction générale (art. 40 P-LBN).....	31
7.9	Révocation et nomination d'un remplaçant (art. 42 P-LBN) .....	32
7.10	Tâches de la direction générale (art. 43 P-LBN) .....	32
7.11	Tâches de l'organe de révision (art. 45 P-LBN).....	32

<b>8</b>	<b>Dispositions finales (chap. 7)</b> .....	<b>32</b>
8.1	Réduction du capital-actions, transfert du fonds de réserve .....	32
<b>9</b>	<b>Annexe</b> .....	<b>33</b>
9.1	Liste des participants à la consultation .....	33
9.2	Prise de position individuelle des participants sur les questions posées .....	36
9.3	Liste des abréviations .....	142

## Liste des tableaux

Tableau 1:	Liste des participants à la consultation.....	33
Tableau 2:	Généralités .....	36
Tableau 3:	Prises de position sur la densité normative .....	39
Tableau 4:	Art. 1 Statut juridique et raison sociale .....	43
Tableau 5:	Art. 3 Sièges, succursales, agences et représentations .....	49
Tableau 6:	Art. 5, al. 1 Mission de la Banque centrale .....	52
Tableau 7:	Art. 5, al. 2 à 4 Tâches de la Banque centrale .....	64
Tableau 8:	Art. 6 Indépendance à l'égard de toute instruction .....	67
Tableau 9:	Art. 7 Obligation de rendre compte et information .....	68
Tableau 10:	Art. 8 Exonération fiscale .....	77
Tableau 11:	Art.9 Opérations avec des intervenants sur les marchés financiers.....	78
Tableau 12:	Art.10 Opérations avec d'autres banques centrales et avec des organisations internationales .....	78
Tableau 13:	Art.11 Opérations pour le compte de la Confédération.....	79
Tableau 14:	Art.13 Opérations pour l'infrastructure administrative .....	79
Tableau 15:	Suppression du contrôle des émissions et des contrôles des mouvements de capitaux.....	80
Tableau 16:	Remarques générales sur la base légale des activités statistiques .....	80
Tableau 17:	Art. 14 Collecte de données statistiques .....	83
Tableau 18:	Art. 15 Obligation de fournir des données statistiques .....	84
Tableau 19:	Art. 16 Confidentialité .....	86
Tableau 20:	Art. 17 Réserves minimales .....	86
Tableau 21:	Art. 18 Surveillance de systèmes de paiement .....	92
Tableau 22:	Art.21 Disposition pénale .....	101
Tableau 23:	Art.22 Capital-actions, forme des actions .....	102
Tableau 24:	Art. 23 Registre des actions, restrictions à la transmissibilité.....	102
Tableau 25:	Art. 24 Dispositions régissant la cotation en bourse .....	103
Tableau 26:	Art. 25 Communications .....	103
Tableau 27:	Titre de la section 2 «Etablissement des comptes et répartition du bénéfice» .....	103
Tableau 28:	Art. 26 Comptes annuels.....	104
Tableau 29:	Art.27 Détermination du bénéfice.....	104
Tableau 30:	Art. 28 Répartition du bénéfice.....	119
Tableau 31:	Art. 30 Organes .....	128

Tableau 32:	Art. 31 Fonctionnement de l'assemblée générale .....	129
Tableau 33:	Art. 32 Convocation de l'assemblée générale, objets portés à l'ordre du jour .....	130
Tableau 34:	Art. 33 Tâches de l'assemblée générale .....	130
Tableau 35:	Art. 36 Election et durée du mandat du conseil de banque .....	130
Tableau 36:	Art. 37 Conditions à remplir pour devenir membre du conseil de banque.....	134
Tableau 37:	Art. 39 Tâches du conseil de banque .....	136
Tableau 38:	Art. 40 Nomination et durée du mandat de la direction générale.....	139
Tableau 39:	Art. 42 Révocation et nomination d'un remplaçant.....	139
Tableau 40:	Art. 43 Tâches de la direction générale.....	140
Tableau 41:	Art. 45 Tâches de l'organe de révision .....	140
Tableau 42:	Art. 48 Décisions .....	141
Tableau 43:	Art. 49 Juridiction administrative du Tribunal fédéral.....	141
Tableau 44:	Art. 52 Réduction du capital-actions, transfert du fonds de réserve .....	141
Tableau 45:	Suppression de l'art. 64 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur les fonds de placement .....	141
Tableau 46:	Liste des abréviations des participants à la consultation .....	142

# 1 Introduction

## 1.1 Point de la situation

L'actuelle loi sur la Banque nationale (LBN) date de 1953 et elle n'a été que partiellement révisée depuis lors. De nombreuses dispositions ne sont, de ce fait, plus adaptées aux conditions actuelles. En outre, à la suite de la révision de l'article constitutionnel relatif à la politique monétaire (art. 99 Cst.), il importe de procéder à des adaptations au niveau de la loi. Pour ces raisons, une révision totale de la LBN s'impose. Le Département fédéral des finances (DFF) a chargé un groupe d'experts, composé de représentants de l'Administration fédérale des finances (AFF), de la Banque nationale suisse (BNS), ainsi que d'experts externes, d'élaborer un projet de réforme. Une procédure de consultation officielle au sujet de la nouvelle LBN proposée par le groupe d'experts a été menée auprès des cantons, des partis, des associations et des autres organisations intéressées. Le présent rapport résume et expose les avis exprimés par les participants à la consultation.

## 1.2 Contenu de la documentation relative à la consultation

Le projet d'experts concernant la révision totale de la LBN mis en consultation contient, pour l'essentiel, les propositions suivantes:

**Maintien pour la BNS de la forme juridique de société anonyme fondée sur une loi spéciale et des sièges de Berne et Zurich.** Bien qu'elle associe droit privé et droit public, la forme juridique de la société anonyme fondée sur une loi spéciale n'a pas généré de difficultés dans le passé. Par ailleurs, cette forme juridique convient bien pour souligner l'indépendance de la BNS, étant donné qu'elle entraîne pour ainsi dire automatiquement l'autonomie institutionnelle et financière de la BNS. La forme juridique actuelle est donc maintenue. Pour des raisons d'ordre politique, les experts proposent de conserver les deux sièges de la BNS à Berne et à Zurich. Cependant, la BNS aura désormais un double siège juridique et l'on ne fera plus de distinction entre siège «juridique et administratif» et «siège de la direction générale».

**Concrétisation de la mission constitutionnelle de la banque centrale.** L'indépendance de la BNS inscrite dans la Constitution et l'obligation de rendre compte figurant dans la présente loi doivent se rapporter à l'exécution d'une mission concrète. La mission constitutionnelle consistant à mener une politique monétaire servant les intérêts généraux du pays est dès lors précisée comme suit dans la LBN: *«La Banque nationale conduit la politique monétaire dans l'intérêt général du pays. Elle assure la stabilité du niveau des prix. Ce faisant, elle tient compte de l'évolution de la conjoncture.»*

**Indépendance et obligation de rendre compte.** Dans la LBN, l'obligation pour la BNS de rendre compte au Conseil fédéral, à l'Assemblée fédérale et au public constitue le pendant de l'indépendance de la BNS, qui figure déjà dans la révision de la Constitution (art. 99, al. 2, Cst.).

**Définition plus souple des opérations de la BNS.** Comme la liste exhaustive des opérations que la BNS est autorisée à effectuer actuellement n'est plus adaptée à l'évolution rapide des marchés financiers, la loi définit ces opérations de manière plus souple. Cela permet notamment de dégager un meilleur rendement des réserves monétaires.

**Modernisation des instruments relevant de la puissance publique utilisés par la banque centrale** (dorénavant: «attributions en matière de politique monétaire»). Les contrôles des émissions et des mouvements de capitaux ne sont plus opérés depuis longtemps. Ils n'exercent plus d'effets sur les marchés financiers actuels et ils sont supprimés. Les prescriptions relatives à la détention de réserves minimales par les banques sont révisées et adaptées aux exigences de la politique monétaire. En outre, la LBN dote la BNS d'une base légale uniforme pour l'établissement de statistiques sur les marchés financiers. La Banque nationale est désormais habilitée à surveiller l'activité des systèmes de paiement sans numéraire dans la mesure où ceux-ci jouent un rôle important pour la stabilité du système financier.

**Adaptation des dispositions relevant du droit de la société anonyme, y compris de celles relatives à la détermination et à la répartition du bénéfice.** Jusqu'à présent, la LBN ne mentionnait pas la part des revenus de la BNS qui devait être utilisée pour constituer des réserves et celle qui pouvait être distribuée en tant que bénéfice. Dans la nouvelle LBN, il doit être expressément précisé que la BNS, en sa qualité de banque centrale indépendante, détermine le volume des réserves nécessaires à la conduite de la politique monétaire. Dans ce contexte, il convient d'appliquer la règle selon laquelle les réserves monétaires doivent augmenter proportionnellement à la croissance économique.

En ce qui concerne les prescriptions relatives à la répartition du bénéfice, la limite maximale du dividende payable aux actionnaires est conservée. De même, la clé de répartition des bénéfices, selon laquelle 1/3 des bénéfices restants de la BNS reviennent à la Confédération et 2/3 aux cantons, est reprise telle quelle. En revanche, par souci de simplification, l'indemnité par tête de population versée aux cantons sera supprimée; en effet, le montant de cette indemnité (environ 5,5 millions de francs) peut être considéré comme négligeable par rapport au reste de la somme distribuée (actuellement 1,5 milliard de francs). Désormais, le texte légal mentionnera aussi la convention conclue entre le DFF et la BNS afin de garantir la constance des montants distribués.

**Organisation.** Les sept organes dont la BNS dispose actuellement sont: l'assemblée générale des actionnaires, le conseil de banque, le comité de banque, les comités locaux, la commission de contrôle, la direction générale et les directions locales. On renoncera à l'avenir au comité de banque, aux comités locaux et aux directions locales. De plus, le conseil de banque verra son effectif réduit de 40 à 15 membres. Par contre, ses compétences seront renforcées.

### 1.3 Données relatives à la procédure de consultation

Le Conseil fédéral a ouvert le 16 mars 2001 la procédure de consultation relative à la révision de la loi sur la Banque nationale. Le délai de consultation était fixé au 15 juillet 2001.

Au total, 62 avis ont été recueillis. Sur les 66 organisations invitées par écrit à se prononcer («participants officiels»), 56 ont saisi l'occasion d'exprimer leur avis sur la révision totale de la LBN. En outre, il y a eu 6 avis de participants qui s'exprimaient de leur propre gré («participants non officiels»).

## 1.4 Vue d'ensemble

### 1.4.1 Aperçu des résultats de la consultation

Le projet de loi des experts a globalement reçu un **bon accueil**. Toutefois quatre aspects ont suscité des commentaires et des propositions de changement:

- la formulation de la mission de la banque centrale
- la surveillance des systèmes de paiement sans numéraire
- la répartition du bénéfice
- le maintien de l'actionnariat privé

La proposition du groupe d'experts relative à la **formulation de la mission de la banque centrale** satisfait notamment la CDF, la majorité des cantons, le PDC, l'USAM, l'ASB, la CQC, la BNS et la Industrie-Holding. Une minorité des cantons, le PSS, les Verts et l'USS considèrent que cette mission est trop orientée vers la stabilité des prix et ils souhaitent que soient pris en compte, en plus de la stabilité des prix, des objectifs en matière de croissance et d'emploi. Certains au contraire, dont le PRD, l'UDC, le PLS et economiesuisse, préconisent d'insister davantage sur la stabilité des prix dans la mission de la banque centrale.

La nouvelle compétence de la BNS, à savoir **surveiller l'activité des systèmes de paiement sans numéraire et fixer des exigences minimales pour les systèmes significatifs du point de vue systémique**, fait l'unanimité. Pour divers participants (p. ex. la BNS, la CFB, l'ASB), la loi devrait préciser que non seulement le trafic des paiements proprement dit, mais aussi tous les systèmes significatifs du point de vue de la place financière devraient être soumis à la surveillance. A cet égard, la réglementation des **systèmes de règlement des opérations sur titres** revêt un caractère urgent. Ils proposent donc de profiter de la révision de la LBN pour soumettre à une surveillance non seulement le trafic des paiements («volet monétaire»), mais **aussi expressément le «volet titres»** (dépôt central de titres, compensation et règlement des effets). Il s'agirait de régler dans la loi la **coordination entre les autorités de surveillance**. La **CFB** propose d'examiner **deux variantes**: la première constituerait une solution radicale où la BNS serait chargée non seulement de la surveillance des systèmes, mais aussi de la surveillance des établissements portant sur de tels systèmes, prévue par la loi sur les banques et exercée actuellement par la CFB. Une seconde variante, moins radicale, consisterait en une répartition complémentaire consensuelle des tâches entre la CFB (surveillance des établissements), d'une part, et la BNS (surveillance des systèmes), d'autre part.

Concernant la **détermination du bénéfice**, une majorité des participants ne souhaitent pas que la direction générale de la BNS aie la compétence exclusive de fixer le volume des réserves monétaires. Ils proposent soit d'introduire **dans la loi des directives plus précises sur la détermination du bénéfice**, soit de faire **approuver la décision de la direction générale par une instance indépendante**. (Une majorité des cantons demandent ici la création d'une nouvelle instance formée de la direction générale de la BNS, de trois membres du Conseil fédéral et de trois représentants des cantons; le Conseil fédéral ou le conseil de banque sont également proposés comme instances d'approbation). La BNS n'est pas, comme le groupe d'experts, en faveur de la direction générale comme instance d'approbation, mais en faveur du conseil de banque.

Quant au **statut juridique de la BNS**, une majorité des participants souhaitent en rester à une société anonyme régie par une loi spéciale. Toutefois le PSS, les Verts et l'USS en particulier préféreraient la création d'un établissement de droit public. Un compromis consisterait à maintenir le statut juridique de société anonyme, tout en **supprimant l'actionariat privé**. La limitation du cercle des actionnaires aux cantons, à qui revient l'essentiel du bénéfice de la BNS, correspondrait mieux à la situation réelle, d'où le soutien du PDC. Le PLS et la BNS approuveraient également le passage à une société anonyme où le cercle des actionnaires est fermé (corporations de droit public).

#### 1.4.2 Structure du rapport

Le présent rapport concernant les résultats de la consultation est formé d'une partie analytique et d'une annexe.

La partie analytique résume les avis reçus pour chaque article de la loi: le chapitre 2 comprend des remarques de fond et des commentaires relatifs à la densité normative. Le chapitre 3 porte sur les dispositions générales de la loi. Le chapitre 4 contient les remarques des participants à propos de l'aménagement des opérations, tandis que le chapitre 5 est consacré aux attributions en matière de politique monétaire. Le chapitre 6 aborde les commentaires des dispositions relevant du droit de la société anonyme et le chapitre 7 l'organisation de la BNS. Le chapitre 8 résume les avis concernant les dispositions finales.

L'annexe (chap. 9) comprend la liste des participants à la consultation qui ont donné leur avis (ch. 9.1). Elle reprend ensuite dans le détail (ch. 9.2) les avis de chaque participant sur les diverses questions. Un répertoire alphabétique des abréviations utilisées figure à la fin du rapport (ch. 9.3).

## 2 **Remarques de fond / densité normative**

**Tous les participants à la consultation considèrent qu'une révision totale de la LBN s'impose**, étant donné que la loi en vigueur est en grande partie désuète et qu'elle ne répond plus aux besoins actuels. L'écho rencontré par le projet d'experts est donc positif – à quelques exceptions près.

**La majorité des cantons, tous les partis, les associations et la BNS considèrent la densité normative du projet de loi comme appropriée.** La réglementation détaillée au niveau de la loi, en particulier pour la structure organisationnelle, renforce la sécurité juridique et protège mieux l'indépendance de la Banque nationale. La **BNS** signale par ailleurs qu'on ne peut pas lui appliquer sans autre le modèle de réglementation (réduire en faveur de l'ordonnance le nombre de dispositions de la loi) adopté pour des sociétés anonymes régies par une loi spéciale, telles que La Poste ou les chemins de fer, étant donné que les tâches de la Banque nationale font partie de l'action étatique, laquelle ne saurait être privatisée. L'**ASG** considère même la densité normative du projet comme insuffisante.

En revanche, les cantons de **ZG et SO** auraient souhaité que le projet de loi soit plus concis et que les **dispositions de détail relatives à l'organisation** ne figurent pas dans la loi, mais soient réglées par le Conseil fédéral ou le conseil de banque **par voie d'ordonnance ou de règlement**.

### 3 Dispositions générales (chap. 1)

#### 3.1 Statut juridique et raison sociale (art. 1 P-LBN)

##### 3.1.1 Société anonyme régie par une loi spéciale vs établissement de droit public

Les cantons de **ZH, LU, OW, ZG, SO, AI, SG, VS, NE, GE et JU** préconisent le maintien du statut juridique de **société anonyme régie par une loi spéciale** ou tout au moins ils ne voient pour le moment aucune raison de modifier ce statut. Sont également de cet avis: le **PRD**, le **PDC**, l'**UDC**, le **PLS**, **economiesuisse**, l'**USAM**, l'**UPS**, l'**ASB**, la **FRSP**, la **BNS**, la **RBA**, l'**UBCS**, le **CP**, la **HEV** et un représentant des **actionnaires privés** de la BNS. Ils signalent tous que le statut juridique actuel n'a jamais engendré de difficultés. En outre, le statut de SA **souligne l'indépendance de la BNS** en lui accordant des modes de décisions et des responsabilités propres, chaque compétence d'intervenir accordée à une autorité externe constituant une exception à la règle et nécessitant une base légale explicite.

La transformation de la BNS en **établissement de droit public** satisferait en revanche les cantons de **UR, NW, BS**, le **PSS**, les **Verts**, l'**USS**, la **SSEC** et l'**ASG**. Le canton de **GL** recommande un réexamen de la variante de droit public, tandis que le canton du **TI** demande un statut juridique aussi clair que possible. Les partisans d'un établissement de droit public font ressortir que les **droits des actionnaires seraient sérieusement restreints**, ce qui ferait de la BNS une SA atypique. Ils mentionnent en particulier le plafonnement du dividende versé (absence de lien entre le capital investi et la part au bénéficiaire) et la nomination par le Conseil fédéral – instance ne participant pas au capital social – de la majorité des organes de la BNS. Les **cantons** ajoutent que si la BNS devenait un établissement de droit public, il serait bien plus aisé d'exiger d'elle non seulement un rapport sur sa politique monétaire, mais aussi un **compte rendu de sa politique d'entreprise**. Ainsi, le Parlement pourrait contrôler les coûts générés par la BNS, institution financée avec la fortune du peuple. Les **Verts** rappellent par ailleurs qu'à ce jour, seule une minorité détient à titre privé des actions en Suisse, alors que de larges couches de la population n'en ont pas faute de moyens financiers. Par conséquent, l'adoption pour la BNS du **statut juridique de société anonyme tend à favoriser les personnes aisées**. Le statut d'établissement de droit public serait préférable, en ce sens qu'il ne favoriserait pas certaines couches socio-économiques.

##### 3.1.2 Limitation de l'actionnariat

Si la BNS conserve son statut juridique de société anonyme régie par une loi spéciale, il convient de décider si elle doit rester une société anonyme cotée en Bourse, avec des actionnaires privés minoritaires, ou s'il faut limiter l'actionnariat aux corporations de droit public.

Étant donné les droits très restreints dont disposent les actionnaires, le canton de **SG**, le **PDC** et le **PLS** estiment qu'il **faudrait renoncer dorénavant à l'actionnariat des personnes physiques**. Un actionnariat réservé aux cantons, qui se partagent l'essentiel du bénéfice de la BNS, correspondrait mieux à la réalité. Le **PDC** craint en outre que l'actionnariat privé ne complique la reconnaissance de l'immunité dont la BNS jouit en vertu du droit international. Le **PLS** et la **BNS** pourraient envisager une société anonyme avec un actionnariat fermé. La BNS précise que le nombre d'actionnaires privés et leur participation à l'assemblée générale ont fortement reculé depuis les débuts. En outre, l'action de la BNS a fait l'objet à plusieurs reprises, dans le contexte de la réévaluation des réserves d'or, de spéculations infondées mais fortes.

Le **PSS** et l'**USS**, attachés au statut d'établissement de droit public, souhaitent que si la BNS reste une société anonyme, on ne se borne pas à exclure les actionnaires privés au sens de la loi actuelle. L'**USS** propose d'**exclure les banques cantonales** et de **limiter l'actionnariat à la Confédération et aux cantons**. Le **PSS** voudrait aussi exclure les cantons, qui n'exercent plus de fonction d'actionnaire de la Banque nationale. La part cantonale au bénéfice de la BNS n'a rien à voir avec la fonction d'actionnaire qu'exercent les cantons et ne serait donc pas affectée par cette exclusion.

### 3.2 Sièges, succursales, agences et représentations (art. 3 P-LBN)

#### 3.2.1 Double siège juridique de la BNS à Berne et à Zurich (art. 3, al. 1, P-LBN)

Le projet de loi propose de maintenir les deux sièges de la BNS à Berne et à Zurich, en renonçant à distinguer entre un «siège juridique et administratif» et un «siège de la direction générale»; la Banque nationale disposera désormais d'un double siège juridique.

Une majorité des participants, regroupant les cantons de **ZH, LU, SO, TI, NE, GE** et **JU**, le **PRD**, le **PDC**, l'**UDC** et le **PLS** ainsi qu'**economiesuisse**, l'**USAM**, l'**UPS**, la **FRSP**, l'**USS**, la **SSEC** et le **CP** demandent le **maintien des deux sièges à Berne et Zurich**, pour des raisons touchant au fédéralisme (Berne servant de siège pour la Suisse romande) et à la politique (importance du dialogue entre la BNS et les autorités politiques).

**UR, NW, ZG, BS, TG, VS** estiment en revanche qu'un siège suffirait. L'**ASG** et la **HEV** sont également en faveur d'**une fusion des sièges**, pour des raisons d'ordre économique.

Si les sièges de la BNS devaient fusionner, le canton du **VS** et le **PLS** remarquent que le siège unique ne devrait pas nécessairement être à Zurich. Se fondant sur des considérations politiques, le canton de **LU**, le **PSS** et l'**USS** se prononcent nettement en faveur de **Berne** comme siège de la BNS. En revanche, les cantons de **ZG** et **TG** et la **HEV** préconisent un siège unique à **Zurich**, pour garantir la proximité de la place financière et souligner l'indépendance de la BNS vis-à-vis des autorités politiques. Le canton du **TI** insiste pour qu'une agence importante de la BNS soit maintenue au Tessin après la suppression des directions locales. Cette solution garantirait le contact entre la BNS et la Suisse italienne et tiendrait compte de l'importance du **Tessin, en sa qualité de troisième place financière suisse** et de portail d'accès à l'espace économique de la Lombardie. L'**ASG** recommande enfin d'examiner un transfert du siège à **Genève**.

#### 3.2.2 Succursales, agences et représentations dans les régions (art. 3, al. 2, P-LBN)

Les cantons de **SZ** et **SG**, le **PDC** et la **BNS** insistent sur l'importance, pour la Banque nationale, d'entretenir de bonnes relations avec les différentes **régions et branches économiques**. D'où la nécessité de mieux préciser l'importance de cette présence régionale, à l'art. 3, al. 2. A cet effet, le texte de la loi devrait mentionner explicitement de manière plus contraignante l'entretien des contacts avec l'économie et les autorités régionales et l'observation de la vie économique dans les régions, au lieu d'employer la formule plutôt vague selon laquelle la BNS «peut» avoir des représentations chargées de ces tâches.

Alors que, de l'avis de la **BNS**, la mention dans la loi des représentations à l'étranger peut être supprimée, vu que, d'une part, les possibilités qu'offrent les télécommunications rendent improbable leur création et que, d'autre part, le détachement à l'étranger de personnel de la BNS

resterait possible, le **CP** juge positive la mention de la possibilité d'établir des représentations à l'étranger, car elle prend en compte l'importance accrue de la coopération monétaire sur le plan international.

### 3.3 Mission de la banque centrale (art. 5, al. 1, P-LBN)

Le projet d'experts propose la formulation suivante pour la mission de la banque centrale:

*«La Banque nationale conduit la politique monétaire dans l'intérêt général du pays. Elle assure la stabilité du niveau des prix. Ce faisant, elle tient compte de l'évolution de la conjoncture.»*

Les participants à la consultation s'accordent à dire que la mission confiée par la Constitution à la BNS, à savoir mener une politique monétaire servant les intérêts généraux du pays, est assez vague et qu'il faut la préciser dans le texte de la loi par rapport à l'indépendance et à l'obligation de rendre compte. La plupart des participants sont opposés à ce que la stabilité des prix fasse l'objet d'une définition quantifiée dans la loi. Le **PSS** souhaite toutefois que le message explicite la notion de stabilité des prix et que l'inflation sous-jacente serve de paramètre pour la politique de stabilité. Les opinions sont moins claires en revanche sur la question de savoir quels objectifs en matière de politique économique il convient de nommer au titre de la mission de la banque centrale.

#### 3.3.1 Formulation équilibrée proposée par les experts

La proposition de formulation du groupe d'experts satisfait la **CDF**, une **majorité des cantons (ZH, UR, SZ, OW, NW, ZG, FR, SO, BL, AR, AI, GR, AG, TI, VD, NE, GE et JU)**, le **PDC**, l'**USAM**, l'**ASB**, la **FRSP**, la **CQC**, la **BNS**, la **RBA**, l'**UBCS**, la **Industrie-Holding** et la **HEV**. Ces participants approuvent que la nouvelle mission de la banque centrale mentionne explicitement l'objectif de la stabilité des prix, et qu'en même temps l'obligation de tenir compte de l'évolution de la conjoncture indique la part de responsabilité de la BNS sur le plan économique. Globalement, la formulation proposée pour la mission de la banque centrale est équilibrée et elle tient compte des limites et des possibilités de la politique monétaire. La **Industrie-Holding** se demande en outre si l'on ne devrait pas renoncer à la formule creuse d'«intérêt général du pays».

#### 3.3.2 Priorité plus grande à la stabilité des prix

La proposition des experts est formulée de manière trop générale selon le **PRD**, l'**UDC**, le **PLS**, **economiesuisse**, l'**UPS** et le **CP**, qui souhaitent qu'une plus grande priorité soit accordée à l'objectif de la stabilité des prix.

Ainsi le **PRD** recommande de reprendre la version de la mission de la banque centrale qui a été discutée dans le cadre de la réforme séparée des dispositions constitutionnelles sur la monnaie: *«La Banque nationale suisse mène la politique monétaire, dans l'intérêt général du pays, tout en donnant la priorité à l'objectif de stabilité des prix.»*

L'**UDC** est d'avis que la BNS doit garantir la stabilité des prix. Elle **s'oppose en revanche à l'intention d'inscrire dans la loi la responsabilité de la BNS sur le plan conjoncturel** et demande donc de biffer purement et simplement la phrase qui précise que la BNS tient compte de l'évolution de la conjoncture. Elle estime qu'il va de soi que la BNS doit prendre

en compte et observer l'évolution conjoncturelle à long terme dans l'exercice de la tâche consistant à assurer la stabilité du niveau des prix.

Le **CP** préconise aussi de **renoncer à l'obligation de tenir compte de l'évolution conjoncturelle** ou – si la conjoncture devait quant même apparaître dans la mission de la banque centrale – d'opter pour une formulation analogue à celle de la mission confiée à la Banque centrale européenne.

Le **PLS** souligne que la BNS devrait **axer sa politique monétaire exclusivement sur l'objectif de la stabilité des prix et s'abstenir de mener une politique conjoncturelle**. Il précise qu'une politique monétaire conduite dans l'intérêt général du pays implique, pour la Banque nationale, de prendre en compte équitablement la situation dans les **régions**.

**Economiesuisse** et l'**UPS** souhaitent **supprimer le concept vague d'«intérêt général du pays»** et préciser que la politique monétaire contribue à une évolution conjoncturelle équilibrée, en exploitant la marge de manœuvre disponible pour stabiliser la production et l'emploi. Ils proposent la formulation suivante: *«La stabilité des prix est l'objectif primordial de la politique monétaire de la Banque nationale. Cette dernière tient compte de l'évolution conjoncturelle de manière à permettre, à travers un approvisionnement en monnaie adéquat, l'exploitation du potentiel de production de l'économie.»* Ces mêmes participants s'opposent résolument à une extension de la mission de la banque centrale sous la forme d'objectifs en matière de taux de change ou de l'encouragement du plein emploi et de la croissance. Ils soulignent que les sources de la croissance échappent à la sphère d'influence de la politique monétaire (investissements dans le capital matériel et humain, innovations dans les produits et les processus, nouvelles combinaisons de facteurs).

### 3.3.3 Mise sur pied d'égalité des objectifs en matière de croissance et d'emploi

Les cantons de **LU**, **GL**, **BS**, **VS**, le **PSS**, les **Verts**, l'**USS**, la **SSEC** et l'**ASG** critiquent la trop grande attention accordée à la stabilité des prix. Si celle-ci devait apparaître explicitement dans la mission de la BNS, il conviendrait de réserver dans cette mission une place au moins égale à des objectifs en matière de croissance et d'emploi.

Le canton de **LU** souligne que la stabilité des prix compte parmi les tâches essentielles de la Banque nationale. Toutefois, comme une politique ne visant que la stabilité des prix peut avoir des conséquences fâcheuses pour l'emploi, surtout dans des phases de récession, **LU** approuve expressément la mention de l'intérêt général du pays et propose de préciser la 2<sup>e</sup> phrase relative à la mission de la banque centrale comme suit: *«..... Elle vise la **stabilité du niveau des prix en tenant compte de la situation de la conjoncture et de l'emploi.**»*

Le canton de **GL** juge que la mission de la BNS est trop axée sur la stabilité des prix. Si la stabilité des prix devait demeurer dans la loi, il faudrait ajouter d'autres critères comme le **plein emploi et la croissance économique**.

Le canton de **BS** appuie cette revendication et propose la formulation suivante: *«La Banque nationale a pour tâche de créer des conditions monétaires stables **pour encourager le plein emploi, la croissance et la stabilité des prix.**»*

Le canton du **VS**, enfin, pense comme la CDF que la stabilité des prix constitue un objectif important. Mais il recommande de mentionner spécialement, **dans la mission de la Banque**

**centrale**, la prise en compte des **intérêts du tourisme**, branche très sensible à la fluctuation du cours des monnaies.

Le **PSS**, l'**USS** et la **SSEC** signalent que la politique monétaire est le moyen le plus efficace pour influencer l'évolution conjoncturelle, en particulier sur le plan du chômage et du renchérissement. D'où la nécessité d'interpréter en relation avec l'art. 100 Cst. la mission de conduire la politique monétaire dans l'intérêt général du pays. Ils proposent la formulation suivante: «*La BNS conduit la politique monétaire dans l'intérêt général du pays. Elle stabilise l'évolution conjoncturelle; elle contribue en particulier à prévenir et à combattre le chômage et le renchérissement.*» Par ailleurs, comme la politique monétaire ne peut combattre le renchérissement sans affaiblir la croissance économique, en raison de taux d'intérêt élevés ou de l'appréciation du franc, l'objectif de la stabilité du niveau des prix ne serait atteignable qu'au détriment de la croissance économique et de l'emploi. Accorder la priorité à la stabilité des prix ne se justifierait, selon le **PSS** et l'**USS**, que si les coûts sociaux et économiques du renchérissement dépassaient de beaucoup les coûts correspondants dus au chômage, ce que personne ne saurait prétendre après les expériences douloureuses des années 1990. Il serait par conséquent inopportun d'accorder une plus grande importance à la stabilité des prix qu'au plein emploi.

Pour les **Verts** également, la proposition des experts est loin de remplir la mission de conduire une politique monétaire servant les intérêts généraux du pays. Ils mentionnent que **l'exigence de stabilité des prix repose sur des bases essentiellement théoriques** et qu'il **manque la preuve empirique** établissant que des taux d'inflation inférieurs à 10 – 20 % auraient des répercussions néfastes sur l'économie réelle. Au contraire, une politique monétaire trop restrictive risquerait de freiner la croissance et de se répercuter négativement à long terme sur le chômage. En outre, des taux de renchérissement trop faibles entravent les processus d'adaptation de l'économie réelle: par exemple, en cas de rigidité des salaires nominaux, des taux d'inflation positifs servent de «lubrifiant» et facilitent les adaptations des salaires réels. Enfin, les Verts signalent que la théorie sous-estime fréquemment les dangers que comporte une déflation. Ils proposent donc de formuler comme suit la mission de la banque centrale, sur le modèle du rapport d'experts: «*La BNS approvisionne en monnaie l'économie de telle sorte que celle-ci puisse exploiter son potentiel de production. Ce faisant, elle tient compte de la stabilité des prix.*»

L'**ASG** relève également que la mission proposée pour la banque centrale est, en étant axée très fortement sur la stabilité des prix, contraire à la mission constitutionnelle. Elle propose donc de limiter la mission de la BNS à la **conduite de la politique monétaire dans l'intérêt général du pays**.

#### 3.3.4 Propositions relatives à l'économie libre

La **FBS** et l'**INWO** placent au premier plan des tâches de la banque centrale la garantie de la stabilité à long terme du pouvoir d'achat du franc. Elles parlent expressément de «stabilité du pouvoir d'achat» et non de «stabilité des prix», laquelle laisserait trop entendre qu'il s'agit de prix isolés. Elles estiment que la politique de stabilisation doit être menée au moyen de la masse monétaire, conformément à la théorie quantitative de la monnaie de Silvio Gesell et de Th. Christen. La formulation proposée est la suivante: «*La Banque nationale conduit la politique monétaire dans l'intérêt général du pays. Ce faisant, elle tient compte de l'évolution de la conjoncture. Elle garantit, à travers la gestion de la masse monétaire, la stabilité du pouvoir d'achat à moyen et à long terme.*» La FBS ajoute que la stabilité du pouvoir d'achat si-

gnifie un écart maximal de 1 % d'inflation, par an, mesuré à l'aide de l'indice suisse des prix à la consommation.

### 3.3.5 Propositions relatives au choix exact des termes

Concernant la version allemande, le **PDC** et la **BNS** jugent que la formule «*sie gewährleistet die Preisstabilität*») comporte un élément de garantie. Ils préféreraient d'utiliser la formule («*sie sichert die Preisstabilität*»).

L'**USS** considère que «*gewährleistet*» est inacceptable. Même si la priorité était donnée à l'objectif en matière d'inflation, la formulation devrait être la suivante: «... *Elle vise la stabilité des prix. Ce faisant, elle tient compte de l'objectif d'une évolution équilibrée de la conjoncture.*»

La **FRSP** souhaite mentionner à propos de la mission de la banque centrale l'«*évolution générale de la conjoncture*», pour montrer clairement que la politique monétaire ne saurait être au service de certaines branches économiques.

Concernant la version française, le **PLS** et la **BNS** signalent que l'énoncé actuel «*elle assure la stabilité du niveau des prix*» pourrait prêter à des interprétations inadéquates (p. ex. après un choc inflationniste, mener une politique monétaire restrictive jusqu'à ce que le niveau de prix originel soit retrouvé). Ils proposent donc la formulation «*elle assure la stabilité des prix*».

## 3.4 Tâches de la banque centrale (art. 5, al. 2 à 4)

Les cantons de **SH** et **NE** ainsi que l'**UDC** approuvent expressément l'actualisation et la concrétisation proposées des tâches de la Banque centrale.

Le canton du **JU** propose de mentionner à l'al. 2, let. a, la fonction de **prêteur ultime** assumée par la BNS.

La **Poste** apprécie que l'**approvisionnement en numéraire** figure expressément parmi les tâches de la BNS (al. 2, let. b). Elle précise par ailleurs qu'elle met à disposition une partie du réseau de distribution nécessaire à l'approvisionnement en numéraire. Or cette tâche dont elle s'acquitte dans l'intérêt de l'ensemble de l'économie est **déficitaire**, et elle doit en assumer la totalité des coûts. La Poste souhaite donc se défaire du mandat de gestion des caisses publiques ou toucher une **indemnisation** pour cette prestation.

Le canton du **JU** et le **PDC** souhaitent expliciter à l'al. 2, let. d, que la gestion des réserves monétaires doit s'effectuer dans un rapport «liquidité, sécurité et rendement» optimal. Le **PDC** propose en ce qui concerne la version allemande de remplacer «*verwalten*» par «*bewirtschaften*».

Le canton du **JU**, le **PDC**, l'**ASB**, la **BNS**, la **RBA** et l'**UBCS** signalent l'importance d'un système financier fonctionnel et stable. Comme la BNS assume des tâches diverses (politique monétaire axée sur la stabilité des prix, rôle de prêteur en dernier ressort, surveillance des systèmes de paiement sans numéraire importants du point de vue systémique, établissement de statistiques) qui contribuent à la stabilité du système financier, ces participants souhaitent l'ajout à l'art. 5 d'une référence concrète à la stabilité du marché financier. La formulation

proposée par l'ASB, la BNS, la RBA et l'UBCS «e) *Elle contribue à la stabilité du système financier.*» indiquerait que la BNS n'exécute pas cette tâche seule, mais qu'elle collabore et agit de manière coordonnée avec d'autres autorités, en particulier la CFB.

La FBS et l'INWO proposent de charger en outre la BNS, à l'al. 2, d'assurer la circulation monétaire, d'empêcher la thésaurisation de francs, de laisser les taux de change évoluer librement, de renoncer totalement aux réserves d'ici 20 ans et de ramener à un minimum les réserves de devises.

Comme en vertu de l'art. 11 P-LBN, la Banque nationale n'est plus obligée de contracter lors de ses opérations pour le compte de la Confédération, la BNS recommande d'adapter l'art. 5, al. 4, de la manière suivante: «*Lorsqu'elle fournit des prestations bancaires à la Confédération, la Banque nationale opère à la demande des services fédéraux compétents.*»

### 3.5 Indépendance à l'égard de toute instruction (art. 6 P-LBN)

La BNS propose de modifier le titre de cet article en remplaçant «*Indépendance à l'égard de toute instruction*» par «*Indépendance*». Les participants saluent par ailleurs la concrétisation de l'indépendance de la banque centrale.

### 3.6 Obligation de rendre compte et information (art. 7 P-LBN)

Tous les participants approuvent l'introduction de l'obligation formelle de rendre compte, qu'ils jugent nécessaire à la légitimation démocratique de l'indépendance de la banque centrale. Toutefois, les opinions divergent quelque peu quant à l'aménagement concret.

La CDF, les cantons de ZH, LU, OW, NW, GL, ZG, FR, SO, BL, SH, AR, GR, AG, TI, VD, VS, GE et JU, le FDP, le PDC, l'UDC, le PLS, l'USAM, l'ASB, la FRSP, la SSEC, la CQC, la BNS, la RBA, l'UBCS et le CP appuient l'aménagement en trois volets de l'obligation de rendre compte que propose le rapport d'experts. Ils considèrent en particulier qu'il est important que la BNS soit tenue de rendre compte **ex post** à l'Assemblée fédérale, afin d'éviter que des influences politiques indésirables s'exercent sur elle. Le PLS et la SSEC souhaiteraient que les modalités d'information du public soient mieux précisées. La CDF, les cantons de FR, BL, AR, GR et AG s'opposent aux demandes souvent formulées, relatives à la publication des procès-verbaux des séances et du vote des membres de la direction générale de la banque.

Le PSS et l'USS approuvent également l'introduction de l'obligation de rendre compte. Ils avancent surtout que la BNS est souvent confrontée à des **conflits d'objectifs** sur le plan de la lutte contre l'inflation et de l'emploi. La décision relative à la manière de résoudre ces conflits est de nature politique. D'où la nécessité de définir périodiquement avec le Conseil fédéral les priorités en matière de politique monétaire. Il va de soi pour le PSS et l'USS que la direction générale de la BNS informe aussi le **conseil de banque** de sa politique monétaire et de ses intentions en la matière, comme cela se fait d'ailleurs déjà aujourd'hui.

Economiesuisse et l'UPS sont aussi favorables à la réglementation proposée concernant l'obligation de rendre compte et l'information, mais ils considèrent que la description figurant dans le rapport d'experts peut prêter à confusion – contrairement au texte de loi – vu qu'il y est question d'«*informations essentiellement rétrospectives*», puis d'une information «*tournée vers l'avenir*». Ils soulignent qu'une **information uniquement rétrospective de l'Assemblée**

**fédérale et du public n'est pas conciliable avec l'obligation de rendre compte et l'information étendues et modernes d'une banque centrale indépendante.**

De l'avis des cantons de **UR, BS** et **NE**, l'obligation de rendre compte à l'Assemblée fédérale et au public, telle qu'elle est proposée, ne va **pas assez loin**. **UR** et **BS** proposent que la BNS donne régulièrement des explications au Parlement et au public, lors de **manifestations ouvertes aux médias**. Quant au **PSS**, il souhaite que l'obligation de rendre compte à l'Assemblée fédérale dépasse le cadre des commissions parlementaires concernées et que la BNS se soumette à un débat parlementaire. Une alternative consisterait à organiser des auditions publiques.

L'**ASG** souhaite que l'obligation de rendre compte au public soit plus étendue. Elle **rejette l'aménagement en trois volets de l'obligation de rendre compte** au Conseil fédéral, à l'Assemblée fédérale et au public et elle **demande** que la BNS informe **conjointement, à travers des auditions publiques**, le souverain, le Parlement et une commission parlementaire d'experts au sujet de sa politique monétaire et des mesures projetées.

Les **Verts** jugent **absolument insuffisante** l'obligation de rendre compte figurant dans le projet. Ils doutent que le Conseil fédéral dispose des ressources suffisantes pour exercer sa responsabilité en la matière. Ils déplorent également que les discussions entre le Conseil fédéral et la BNS se déroulent à huis-clos. En outre, ils préconisent que la Banque nationale s'acquitte de son obligation de rendre compte à l'Assemblée fédérale devant le Parlement et non lors de séances de commissions, pour associer largement le public au débat sur la politique monétaire. Enfin, il s'agit de rechercher un maximum de transparence sur le plan de l'information du public (publication de la procédure de décision, transparence au sujet des modèles prévisionnels, simulation de scénarios de rechange).

A l'opposé, le canton de **SZ** juge **trop étendue** l'obligation de rendre compte: il souhaite que les rapports aux commissions concernées se limitent aux *«décisions prises dans le cadre de la politique monétaire»*.

En ce qui concerne la **fréquence** des rapports, les cantons de **ZH, LU, ZG** et **GE**, le **PLS** et la **FRSP** considèrent que deux comptes rendus par an aux commissions parlementaires concernées suffisent. Le canton du **JU** craint que les besoins d'information des commissions ne soient plus fréquents et il souhaite par conséquent que la loi oblige la BNS à *«exposer au moins deux fois par an la situation économique et sa politique monétaire»* aux commissions compétentes. L'**ASG** préconise une information trimestrielle. L'**USAM** en revanche juge que l'obligation de rendre compte à l'Assemblée fédérale une fois par an suffirait. Enfin, le **PDC**, l'**UDC**, l'**ASB**, la **BNS**, la **RBA** et l'**UBCS** trouvent trop rigides les fréquences prévues aux al. 2 et 3 et proposent de remplacer *«deux fois par an»* et *«au moins une fois par an»* par *«périodiquement»* et *«régulièrement»*.

L'**ASB**, la **RBA** et l'**UBCS** recommandent en outre de **désigner par leur nom les commissions concernées**, afin de prévenir d'éventuels conflits de compétences.

Au sujet de la formulation et de la systématique de l'art. 7, les cantons de **ZG** et **TI** suggèrent de réexaminer l'utilisation des termes «obligation de rendre compte» et «information», et «exposer» et «orienter». Pour marquer une claire séparation entre les compétences et les responsabilités, le canton du **TI** recommande de parler seulement du «devoir d'informer» dans tout l'article. Dans le même sens, le canton de **AI** propose de modifier le titre de l'art. 7 en

remplaçant «*Obligation de rendre compte*» par «*Obligation d'informer*», afin de ne pas porter préjudice à l'indépendance de la direction générale.

Le **PDC** et la **BNS** suggèrent, en raison de la teneur juridique différente des divers alinéas (obligation de rendre compte proprement dite uniquement vis-à-vis du Conseil fédéral; exposer à l'Assemblée fédérale et informer le public), de créer **deux articles séparés**, l'un portant sur l'**obligation de rendre compte proprement dite** faisant l'objet de l'art. 7, al. 1, et l'autre, intitulé «**Rapports et information**», regroupant les al. 2 à 5 proposés.

### **3.7 Exonération fiscale (art. 8 P-LBN)**

Le canton de **TG** considère que la BNS devrait rester soumise aux droits de mutation cantonaux et communaux.

## **4 Opérations de la Banque nationale (chap. 2)**

### **4.1 Opérations avec des intervenants sur les marchés financiers (art. 9 P-LBN)**

Les cantons de **LU, SH, GR, VD, l'ASB, la RBA, l'UBCS** et le **CP** soutiennent expressément la définition plus souple des opérations. Les développements rapides sur les marchés financiers rendent nécessaire une description en termes souples dans la loi.

La **Comco** remarque que les prestations qui sont également proposées par des établissements commerciaux devraient pouvoir être offertes par la BNS à des conditions semblables.

Le canton du **JU** enfin souhaiterait mentionner le marché financier à l'art. 9, al. 1 et préciser que la Banque nationale gère les réserves monétaires dans un rapport «liquidité, rendement, sécurité» optimal.

### **4.2 Opérations avec d'autres banques centrales et avec des organisations internationales (art. 10 P-LBN)**

Le canton du **JU** propose de préciser que la BNS peut entrer en relation avec des banques centrales étrangères et avec des organisations internationales, mais ceci **dans l'accomplissement de ses tâches**.

### **4.3 Opérations pour le compte de la Confédération (art. 11 P-LBN)**

La **Comco** approuve particulièrement la suppression du principe de la gratuité des services bancaires fournis par la BNS à la Confédération. Elle remarque que la gratuité de tels services comporte des risques de distorsion de la concurrence ainsi que le danger d'une affectation inadéquate des ressources. La **Poste** approuve l'art. 11 en tant qu'étape vers le marché libre – une direction dans laquelle elle s'est engagée depuis des années.

### **4.4 Opérations pour l'infrastructure administrative (art. 13 P-LBN)**

Le **PRD** propose de **biffer cet article** ou – par analogie avec le droit en vigueur – de le limiter à la rémunération des avoirs du personnel et des institutions de prévoyance de la BNS. Il n'est pas souhaitable que la BNS devienne une banque ordinaire, pour son propre personnel non

plus, notamment en raison d'intérêts divergents qui pourraient être contraires à la mission légale de la banque centrale.

## 5 Attributions en matière de politique monétaire (chap. 3)

### 5.1 Suppression des contrôles des émissions et des mouvements de capitaux

La **suppression du contrôle des émissions** fait l'unanimité. Une **majorité** des participants est également favorable à la suppression **des contrôles des mouvements de capitaux**. Seuls le canton de **VD** et le **CP** souhaitent **maintenir** les contrôles des mouvements de capitaux, car cet instrument peut avoir un effet dissuasif sur les fluctuations spéculatives des taux de change.

### 5.2 Collecte de données statistiques (art. 14 P-LBN)

La création d'une **base légale uniforme** pour les activités statistiques de la BNS est **généralement approuvée**.

Il est important toutefois, comme le mentionnent les cantons du **TI** et de **NE**, le **PDC**, l'**USAM** et la **Industrie-Holding**, que le principe de proportionnalité demeure respecté et que la Banque nationale n'abuse pas de sa compétence en matière de collecte de données statistiques. Le **PRD** exprime de même une certaine méfiance à l'égard de la formulation très large des besoins en la matière, et l'**UDC** souligne qu'il faut absolument veiller à ce que les activités statistiques soient conformes à la mission confiée à la BNS par la loi. L'**UDC**, **economiesuisse**, la **Industrie-Holding** et l'**UPS** exigent que chaque statistique se justifie sous l'angle du rapport coût/efficacité. **Les participants en question** proposent par conséquent d'ajouter à l'art. 14, al. 1, P-LBN, que le nombre et le type des collectes doivent se limiter au minimum nécessaire. L'**UDC** souligne qu'il faudra veiller à ce que la charge administrative soit la plus faible possible pour les entreprises du secteur non-financier qui ne devaient fournir aucune statistique jusqu'ici. Elle part du principe que les PME ne seront pas concernées.

Le canton du **JU** et l'**UDC** recommandent d'éviter les chevauchements avec les activités statistiques déployées par la CFB ou d'autres institutions de la Confédération. Le canton du **JU** suggère par conséquent de mentionner à l'art. 14, al. 2, la collaboration avec la CFB.

Le canton du **TI**, **economiesuisse** et l'**UPS** soutiennent l'**obligation de garder le secret** qui est prévue.

Le canton de **VD** souhaite qu'il soit fait référence à la **loi** du 9 octobre 1992 **sur la statistique fédérale**.

La **CFB** évoque les difficultés que pourrait créer l'**abrogation prévue de l'art. 64 de la loi sur les fonds de placement**. Il est vrai que le contenu de cet article doit être repris par analogie dans la LBN. Cependant, l'abrogation dans la loi sur les fonds de placement entraînerait aussi celle de l'art. 85, al. 4, de l'ordonnance sur les fonds de placement, qui autorise l'**externalisation des activités statistiques**. La possibilité d'externaliser la collecte et le traitement des données statistiques devrait donc également être reprise dans la LBN révisée. La **CFB** suggère d'examiner l'opportunité d'introduire cette option – aménagée en «prescription potestative» – non seulement pour les fonds, mais de manière générale.

Enfin, sur le plan de la systématique du droit, **economiesuisse** et l'**UPS** ne voient pas **pourquoi la statistique figure dans le chapitre «Attributions en matière de politique monétaire»**.

### 5.3 Obligation de fournir des données statistiques (art. 15 P-LBN)

Le **PDC**, la **BNS** et la **Industrie-Holding** demandent d'inscrire à l'art. 15, al. 3, que la BNS est tenue de **s'entendre avec les personnes soumises à l'obligation de fournir des données statistiques**. L'**ASG** signale que les données à transmettre devraient être prévisibles pour tous les intervenants sur les marchés. Dans ce sens, il faudrait préciser à l'art. 15 P-LBN que la BNS n'exerce pas son activité statistique de manière informelle ou le cas échéant, en rendant des décisions, mais en se fondant sur des normes juridiques.

### 5.4 Réserves minimales (art. 17 P-LBN)

#### 5.4.1 Transfert des dispositions de la loi sur les banques relatives à la liquidité de caisse dans la LBN, sous forme de dispositions sur les réserves minimales

**A l'exception de l'ASG, tous les participants à la consultation approuvent la nouvelle réglementation des réserves minimales proposée dans la LBN.**

L'**ASG** pense quant à elle que l'utilité, en termes de politique monétaire, de l'obligation de conserver une liquidité minimale, découlant des exigences en matière de réserves minimales, se limite à une fonction d'«amortisseur» pour le bon fonctionnement des systèmes de paiement. Par conséquent, **la liquidité minimale exerce son rôle en premier lieu sur le plan de la surveillance prudentielle des banques**. Un transfert des dispositions relatives aux liquidités de la LB à la LBN n'est donc pas nécessaire. Il faudrait plutôt laisser dans le domaine de la surveillance des banques l'essentiel des dispositions relatives à la liquidité de caisse. La banque centrale peut fixer ses propres exigences en matière de liquidité vis-à-vis des intervenants dans le circuit monétaire, s'agissant des systèmes dont elle exerce la surveillance.

#### 5.4.2 Densité normative / répartition des dispositions entre la loi et l'ordonnance

En ce qui concerne l'**aménagement** concret des dispositions sur les réserves minimales et la densité normative à l'échelon de la loi, les cantons de **UR, NW, GL, BS, TI, VD** et le **CP** jugent adéquate la proposition du groupe d'experts. Les cantons de **ZH, LU, ZG, NE, GE**, le **PSS**, le **PLS**, **economiesuisse**, l'**UPS**, la **FRSP**, l'**USAM** et la **SSEC** approuvent l'intention de régler **par voie d'ordonnance** l'aménagement concret des réserves minimales. Cette manière d'agir tient compte de l'évolution rapide dans le secteur financier et de la modification des besoins des participants au marché des capitaux, ainsi que de la demande de lois «concises». **Economiesuisse** et l'**UPS** soulignent à ce propos la nécessité d'élaborer la réglementation au niveau de l'ordonnance en accord avec l'Association suisse des banquiers.

En revanche, le **PDC**, l'**UDC**, l'**ASB**, la **RBA**, l'**UBCS** et la **HEV** relèvent une certaine **asymétrie** à l'art. 17 P-LBN, vu que les composantes des réserves minimales font l'objet d'une énumération exhaustive à l'al. 1 et que les engagements à court terme déterminants ne sont pas précisés à l'al. 2; il s'agit donc de définir cette notion dans la loi, faute de quoi le plafond prévu à l'al. 2 pour le taux des réserves (4 %) serait dépourvu de sens.

### 5.4.3 Définition des actifs considérés comme «réserves minimales»

La **FRSP** se demande pourquoi la réglementation suisse sur les réserves minimales devrait différer de celle en vigueur dans la zone euro (en intégrant le numéraire dans les réserves minimales tout en s'abstenant de rémunérer celles-ci).

L'**USS** indique que La Poste ne deviendra pas une banque dans un proche avenir. Il devrait donc rester provisoirement possible de considérer comme réserve minimale les **avoirs sur compte postaux** des banques. D'où sa proposition, pour conserver une certaine flexibilité sur ce plan, de régler la **définition des réserves minimales par voie d'ordonnance**.

**La Poste** est également **résolument en faveur de la prise en compte des avoirs sur comptes postaux dans les réserves minimales**. Elle souligne que leur exclusion serait inadéquate car elle diminuerait la **sécurité de l'exécution des paiements au niveau du système postal** - qui est le principal système de paiements de masse - si les banques réduisaient leurs avoirs sur comptes postaux en raison des nouvelles dispositions sur les réserves minimales. En outre, de même que l'inclusion dans les réserves minimales des avoirs en comptes de virement à la BNS contribue au bon fonctionnement du SIC, la prise en compte des avoirs sur comptes postaux profiterait au système de paiements exploité par Postfinance. Rien ne justifie donc d'avoir deux poids, deux mesures. Et comme il n'existe pas en Suisse de véritable alternative pour l'exécution des paiements de masse, l'exclusion des avoirs sur comptes postaux entraînerait **de l'avis des banques un renchérissement du trafic des paiements**. Enfin, le principal argument avancé dans le rapport en faveur de l'exclusion des avoirs sur comptes postaux – une inégalité de traitement potentielle entre La Poste et les banques, au cas où **La Poste** deviendrait **une banque postale** – ne tient pas. Premièrement, La Poste propose, à travers l'exécution des paiements de masse, un service que les banques ne s'offrent pas entre elles. Deuxièmement, les signaux politiques sont actuellement plutôt défavorables à une banque postale, si bien qu'il serait inadéquat d'exclure dès aujourd'hui les avoirs sur comptes postaux, en perspective d'une hypothétique inégalité de traitement. Il n'y aurait inégalité de traitement que si, d'une part, Postfinance obtenait une licence bancaire et si, d'autre part, l'exécution des paiements de masse n'était plus offerte aux autres banques. Si le législateur souhaitait régler ce cas, il faudrait régler par voie d'ordonnance la liste des actifs inscrits au bilan et considérés comme réserves minimales, en se conformant à la définition des engagements à court terme pris en compte pour le calcul des réserves minimales nécessaires.

### 5.4.4 Cercle des établissements tenus de détenir des réserves minimales

Le canton du **JU** soulève la question de l'**extension de l'obligation de détenir des réserves minimales à d'autres agents économiques**, notamment aux sociétés d'assurances.

La **BNS** propose de prévoir dans la loi que **la BNS peut astreindre, par voie d'ordonnance, les émetteurs de monnaie électronique et les autres émetteurs de moyens de paiement à l'obligation de détenir des réserves minimales**, si leur activité risque de porter un préjudice notable à la mise en œuvre de la politique monétaire. Elle justifie cette proposition en signalant qu'en raison de la transformation rapide des marchés financiers, le terme «banque» pourrait à l'avenir ne plus s'appliquer à toutes les entreprises tenues de détenir des réserves minimales. Il se pourrait, par exemple, qu'avec la remise de monnaie électronique, d'autres établissements financiers que les banques deviennent des émetteurs de monnaie. Une large diffusion de monnaie privée émanant d'établissements non bancaires pourrait ramener la demande de monnaie centrale en dessous du seuil nécessaire à la mise en œuvre de la politique monétaire.

La soumission des émetteurs de monnaie électronique ou d'autres moyens de paiement à l'obligation de détenir des réserves minimales garantirait alors le seuil nécessaire de la demande d'avoirs en comptes de virement auprès de la BNS.

#### 5.4.5 Aménagement de l'obligation de détenir des réserves minimales (niveau du taux, rémunération, etc.)

Pour le canton du **VS**, **une rémunération éventuelle des réserves légales n'est pas absolument exclue**. Le canton de **ZG** se demande si, d'un point de vue juridique, la base légale prévue permettrait d'introduire par voie d'ordonnance une rémunération des réserves minimales.

Le canton du **JU**, le **PRD**, l'**UDC**, **economiesuisse**, l'**UPS** et l'**USAM** rappellent que l'économie a besoin de **conditions générales favorables** et soulignent que la réglementation sur les réserves minimales ne doit pas pénaliser les banques suisses par rapport aux établissements étrangers. L'**ASB**, la **RBA** et l'**UBCS** déconseillent tout renforcement des dispositions actuelles sur la liquidité de caisse, vu que les coûts superflus qui en découleraient affaibliraient la compétitivité de la place financière suisse.

Les **Verts** pensent que les réserves monétaires de la BNS servent en premier lieu à la place financière suisse. Or elles ne coûtent pas davantage aux établissements financiers qu'aux autres contribuables. Les Verts souhaitent pallier ce «**subventionnement**» du secteur financier en obligeant les établissements financiers à détenir des réserves non rémunérées auprès de la BNS. La réglementation figurant dans la LBN devrait être plus contraignante, pour que la BNS puisse exiger que les établissements financiers détiennent ces réserves minimales.

Le **PSS** demande au Conseil fédéral d'examiner une **différenciation de l'obligation de détenir des réserves minimales**. Alors qu'il n'y a rien à objecter au taux maximal de 4 % applicable aux avoirs des banques, il faudrait prévoir la possibilité de relever, dans certaines conditions, le niveau des réserves minimales en fonction des accroissements desdits avoirs.

### 5.5 Surveillance de systèmes de paiement (art. 18 P-LBN)

Les participants à la consultation s'accordent à penser que les banques centrales ont une part de responsabilité dans l'aménagement des systèmes de paiement qui peuvent présenter un risque systémique. La nécessité d'une surveillance des systèmes de paiement sans numéraire est par conséquent incontestée. Les cantons de **ZH**, **UR**, **NW**, **GL**, **BS**, **TI**, **VS**, **NE**, **GE**, **JU**, le **PSS**, le **PLS**, **economiesuisse**, l'**UPS**, la **FRSP**, l'**USS**, la **SSEC**, **La Poste** et l'**ASG** mentionnent expressément leur accord avec l'aménagement proposé.

Les cantons de **LU**, **ZG**, **AI**, **VD**, le **PDC**, l'**UDC**, l'**USAM** et le **CP** signalent la nécessité de **définir plus précisément dans la loi la notion de «systèmes de paiement sans numéraire»**. Il s'agit en particulier d'examiner si une surveillance s'impose aussi pour les systèmes de règlement des opérations sur titres, lesquels comportent des risques systémiques élevés. En outre, il faut garantir qu'à l'avenir également, **une seule autorité de surveillance** sera compétente pour les institutions concernées, et veiller à une répartition précise des compétences entre la BNS et la CFB ou les banques centrales et les autorités de surveillance étrangères.

Cet avis est partagé par l'**ASB**, la **BNS**, la **CFB**, le **SIS**, le **SIC**, la **RBA** et l'**UBCS**, pour qui la surveillance devrait s'exercer, non seulement comme jusqu'ici sur les opérations de paiement proprement dites, mais aussi sur les autres systèmes importants pour la place financière. A cet

égard, il est particulièrement urgent de réglementer l'activité des institutions communes des banques suisses dans le domaine des titres. D'où la proposition de profiter de la révision de la LBN pour soumettre à une surveillance non seulement les opérations de paiement («volet monétaire»), mais **expressément aussi le «volet titres»** (dépôt central des titres, compensation et règlement des effets) et de façon générale l'exploitation de systèmes importants pour la place financière. Il faudrait en l'occurrence régler dans la loi la **coordination entre les autorités de surveillance**. La CFB propose d'étudier **deux variantes**: une solution radicale consisterait à charger la BNS non seulement de la surveillance des systèmes, mais aussi de celle des établissements portant sur le SIS et les éventuelles autres institutions communes, prévue par la loi sur les banques et exercée actuellement par la CFB. Une seconde variante, allant moins loin, consisterait en une répartition complémentaire consensuelle des tâches entre la CFB (surveillance des établissements) et la BNS (surveillance des systèmes). L'ASB, la RBA et l'UBCS ajoutent que la solution choisie ne devrait pas avoir d'effet sur la création ultérieure d'un statut «sur mesure» pour les prestataires d'opérations sur titres.

L'ASB, le SIS, le SIC, la RBA et l'UBCS signalent qu'il faut spécifier, en ce qui concerne le champ d'application de l'art. 18 P-LBN, si les **systèmes qui décomptent en devises étrangères ou qui sont domiciliés à l'étranger** doivent uniquement informer, ou respecter également des exigences minimales. Au cas où des exploitants étrangers seraient concernés, il faudrait examiner comment traduire dans les faits les exigences minimales à l'étranger.

Le PRD et l'USAM n'ont aucune objection d'ordre politique contre la surveillance des systèmes de paiement par la BNS, mais ils souhaitent **que les compétences de la BNS en la matière soient formulées avec la plus grande retenue possible**.

Pour le canton de LU se pose la question de savoir s'il ne faudrait pas, du fait de l'euro, compléter les instruments à disposition de la BNS, pour que les deux devises puissent coexister dans de bonnes conditions.

## 5.6 Disposition pénale (art. 21 P-LBN)

Le PSS se demande si les dispositions prévues à l'art. 21 auront un effet dissuasif suffisant contre les infractions dans le domaine de la surveillance des systèmes de paiement, et le canton de NE recommande d'augmenter substantiellement le montant maximal de l'amende, fixé à 200 000 francs.

## 6 Dispositions relevant du droit de la société anonyme (chap. 4)

### 6.1 Capital-actions, forme des actions (art. 22)

Les **actionnaires privés** proposent, plutôt que de réduire à 25 millions de francs le capital-actions qui s'élève actuellement à 50 millions, de verser entièrement ce montant à l'aide des réserves de la Banque nationale. Cela permettrait de récompenser tous les actionnaires de leur fidélité.

## 6.2 Registre des actions, restrictions à la transmissibilité (art. 23)

Le canton de **VD** et le **CP** auraient volontiers limité comme jusqu'ici l'actionnariat aux personnes physiques et morales **suisses**. Le **CP** souligne en outre que la Confédération devrait continuer à s'abstenir d'acquérir des actions de la BNS.

L'**ASB**, la **RBA** et l'**UBCS** signalent que les banques cantonales détenaient à fin 2000 près de 15 000 actions de la BNS. Le projet de loi limite l'inscription d'un actionnaire à 100 actions au total. Cette restriction ne s'applique pas aux collectivités ni aux établissements suisses de droit public. Or comme les banques cantonales peuvent être aussi bien des établissements que des sociétés anonymes, cette exception ne vaut pas pour toutes lesdites banques. L'**ASB**, la **RBA** et l'**UBCS** proposent donc de compléter l'al. 2 de la manière suivante: «*Cette restriction ne s'applique ni aux corporations ni aux établissements suisses de droit public, ni aux banques cantonales au sens de l'art. 3a LB*».

Un **actionnaire privé** souhaite que la **limitation de l'inscription** à 100 actions soit abandonnée, car ce plafond priverait de droits légitimement acquis les actionnaires privés qui détiennent plus de 100 actions. Il faudrait veiller au moins, si la restriction concernant l'inscription est maintenue, à ce que de tels actionnaires et leurs successeurs légaux conservent leurs droits acquis.

## 6.3 Détermination du bénéfice (art. 27 P-LBN)

La question de la détermination du bénéfice a suscité des commentaires détaillés de la part des cantons, en leur qualité de principaux bénéficiaires:

La **CDF** et **tous les cantons** pensent que les réserves de la BNS ne devraient **pas dépasser une limite adéquate du point de vue économique**. Une majorité d'entre eux relève que, par rapport à d'autres pays européens, la Banque nationale ne répartit, aujourd'hui encore, qu'une part nettement moins grande de ses bénéfices et consacre des moyens financiers beaucoup plus importants aux provisions. La Suisse est de plus le seul pays européen qui charge sa banque centrale, à travers la loi, de constituer des réserves monétaires.

Les cantons de **ZH** et **GL** pensent toutefois, comme le groupe d'experts, que la répartition du bénéfice doit être de la **compétence exclusive de la Banque centrale** et que toute ingérence politique doit être évitée. Il recommandent également de s'en tenir à la pratique actuelle, selon laquelle **les réserves monétaires doivent s'accroître proportionnellement à la croissance économique nominale**. Le canton de **AI** ajoute que lorsque la Banque nationale détermine le volume des réserves monétaires nécessaires, elle devrait tenir compte non seulement de l'évolution de l'économie suisse, mais aussi d'**aspects structurels** tels que l'importance des réserves monétaires pour le commerce extérieur ou la place financière internationale.

Les cantons de **LU**, **SZ** et **SG** estiment également que la BNS devrait en principe déterminer de manière autonome le volume des réserves monétaires, vu qu'en définitive seul un organe politique pourrait faire office d'instance d'approbation, ce qui nuirait à l'indépendance visée pour la BNS. Le canton de **SZ** propose toutefois de ne pas confier cette tâche à la direction générale de la BNS mais au **conseil de banque**, sur proposition de la direction générale. La décision du conseil de banque serait ensuite **soumise à l'approbation du DFF**. De l'avis du canton de **LU**, il faudrait élaborer **par voie d'ordonnance des directives contraignantes** limitant la marge d'autonomie de la BNS en matière de constitution de réserves monétaires. Le

canton de **SG** propose quant à lui d'inscrire dans la loi l'obligation pour la Banque nationale de **motiver ses décisions**.

La **CDF**, les cantons de **UR, OW, NW, ZG, FR, SO, BS, BL, AR, GR, AG, TG, TI, VD, VS, NE** et **JU** trouvent discutable que la BNS puisse déterminer de manière autonome le volume des réserves monétaires. Ils **rejettent par conséquent l'art. 27 P-LBN** et exigent soit qu'une instance politique approuve la décision à ce sujet, soit que la loi comporte des indications plus précises relatives au volume des réserves monétaires.

La **CDF** ainsi que les cantons de **ZG, UR, OW, NW, FR, SO, BL, AR, GR, AG, TG, TI, VD, VS** et **JU** exigent une **instance d'approbation**. Alors que le canton de **ZG** ne se prononce pas sur l'aménagement de cette instance, la **CDF** et les 14 autres cantons proposent de confier à un **comité ad hoc la détermination du volume des réserves monétaires**. Ce comité comprendrait **trois membres du Conseil fédéral, trois membres de la direction générale de la BNS et trois représentants cantonaux** faisant partie du conseil de banque.

Le canton de **SH** revendique un droit de codécision pour les cantons. Le canton de **NE** signale le rapport étroit qui unit la détermination du volume des réserves monétaires et la **convention sur la répartition du bénéfice** au sens de l'art. 28 P-LBN. Il souhaite par conséquent compléter l'art. 27 par un renvoi à l'art. 28, précisant que le volume maximum des réserves monétaires est fixé dans la convention sur la répartition du bénéfice, à laquelle les cantons devraient être associés. Au cas où la LBN ne tiendrait compte ni de cette proposition, ni de l'idée d'une instance d'approbation, le canton de **NE** propose que **la loi fixe des règles** plus précises pour la **détermination du volume des réserves monétaires**.

Les cantons de **BS** et **GE** exigent que la loi **fixe un niveau maximal pour les provisions**. Celui-ci pourrait s'exprimer en fonction du produit intérieur brut, à cela près que le rapport entre les réserves et le PIB devrait être nettement inférieur à ce qu'il est actuellement.

Parmi les autres participants à la consultation, le **PRD**, l'**UDC**, le **PLS**, l'**USAM**, l'**ASB**, la **FRSP**, la **Industrie-Holding**, la **RBA**, l'**UBCS**, le **CP** et la **HEV** soulignent qu'il ne faut pas **politiser la détermination du bénéfice**. Aussi sont-ils favorables à la réglementation proposée, selon laquelle la direction générale de la BNS peut fixer de manière autonome le volume des réserves monétaires, sans «instance d'approbation» ultérieure, en tenant compte de l'économie suisse. Tandis que le **PRD**, l'**ASB**, la **RBA** et l'**UBCS** approuvent la phrase mentionnant que la Banque nationale tient compte de l'évolution de l'économie suisse lors de sa décision, l'**UDC** la juge tendancieuse et souhaite qu'elle soit biffée. S'il devait y avoir malgré tout une instance d'approbation, le **PLS** est d'avis que celle-ci ne devrait pas être le Conseil fédéral, mais le conseil de banque. Le **PLS** déconseille de préciser davantage dans la loi le mode de détermination du bénéfice. Il propose à la place des directives qui seraient émises par la direction générale et approuvées par le conseil de banque.

**Economiesuisse** et l'**UPS** jugent adéquate la règle de compétence en faveur de la BNS, mais suggèrent de compléter l'art. 27 P-LBN comme suit: *«La Banque nationale détermine le volume des réserves monétaires nécessaires à la conduite de la politique monétaire. Ce faisant, elle tient compte des fonctions essentielles des réserves monétaires, de leur coût et de leur utilité, ainsi que de l'évolution de l'économie suisse.»*

Le **PDC** et la **SSEC** pensent également que la Banque nationale devrait décider de manière autonome du volume des réserves monétaires. Le **PDC** suggère toutefois de procéder, au stade du message, à une analyse approfondie de la situation actuelle desdites réserves et, pour

prévenir de futurs différends, de prévoir la **codécision du conseil de banque** ou d'élaborer des **prescriptions légales plus claires** à propos du volume des réserves monétaires (p. ex., croissance au même rythme que le PIB). La **SSEC** recommande que le **Conseil fédéral** se prononce régulièrement sur la politique de détention de réserves proposée par la direction générale de la BNS.

Le **PSS** et l'**USS** admettent que la détermination des réserves monétaires fait partie de la politique monétaire que la BNS devrait mener de manière autonome, conformément à la Constitution. D'un autre côté, il s'agit d'une **décision à caractère politique**, qui ne peut par conséquent pas être confiée à la seule direction générale. D'où leur proposition de faire approuver par le conseil de banque, dans le cadre de sa fonction de surveillance, le volume de réserves monétaires proposé par la direction générale. Le **PSS** préconise l'**inscription dans la loi de critères plus précis pour la détermination du bénéfice** et propose d'obliger la BNS à **céder la totalité de ses revenus d'exploitation** (produit des intérêts sans les gains sur les changes et sans les réévaluations) et de **détacher de la Banque nationale la gestion des réserves monétaires**.

Les **Verts** et l'**ASG** s'opposent à ce que la BNS ait la compétence de fixer le montant des réserves monétaires. Les **Verts** exigent **soit des dispositions concrètes dans la loi, soit la création d'une instance indépendante** qui examinerait d'un œil critique la constitution de réserves par la BNS. Il apparaît indiqué à l'**ASG** que la Banque nationale **soit obligée par la loi de répartir une large part du produit net des intérêts (au minimum  $\frac{3}{4}$ ) entre la Confédération et les cantons**.

La **BNS** estime enfin que l'art. 27 P-LBN, tel qu'il est proposé, **comporte des répétitions**: si la Banque nationale est habilitée à constituer des provisions à partir de ses revenus pour garantir une croissance suffisante des réserves monétaires, elle détermine également le volume de ces réserves. Par ailleurs, la BNS souhaite que la loi mentionne les risques commerciaux, en plus de l'évolution de l'économie suisse, comme critère de calcul des provisions. Elle propose donc de formuler ledit article comme suit:

<sup>1</sup>*La Banque nationale constitue des provisions suffisantes afin de maintenir les réserves monétaires au niveau requis par la politique monétaire. Ce faisant, elle tient compte de l'évolution de l'économie suisse et des risques commerciaux.*

<sup>2</sup>*Le revenu restant constitue le bénéfice à distribuer.*

## 6.4 Répartition du bénéfice (art. 28 P-LBN)

### 6.4.1 Dividende versé aux actionnaires

L'**UDC** approuverait une **hausse du dividende maximal** versé aux actionnaires, de 6 à 10 % du capital-actions. Les **actionnaires privés** préconisent aussi une hausse de leur dividende: ils proposent soit des dividendes fixes à hauteur de 8 à 20 % du capital-actions, soit une participation de 1/6 au bénéfice de la BNS (Confédération: 2/6; cantons: 3/6).

### 6.4.2 Suppression du versement aux cantons par tête de population

La **CDF**, les cantons de **ZH, LU, UR, NW, ZG, FR, BL, AR, AI, GR, VD, VS, NE, JU**, le **PRD**, le **PLS**, **economiesuisse**, l'**UPS**, l'**ASB**, la **RBA**, l'**UBCS** et la **FRSP** acceptent, par

souci de simplification, la proposition de supprimer l'indemnité de 80 centimes par tête de population. Le canton du **VS** relève également que, globalement et compte tenu du fait que dorénavant la plupart des prestations fournies par la Banque nationale à la Confédération seront onéreuses, la position des cantons ne s'en trouve pas péjorée.

En revanche, les cantons de **GL**, **SH** et **AG** ainsi que l'**UDC** demandent le maintien de l'indemnité par tête de population, au moins jusqu'à ce que la réforme de la péréquation et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) entre en vigueur.

#### 6.4.3 Répartition entre les cantons

La **CDF**, tous les cantons à l'exception du **JU**, le **PRD**, le **PDC**, l'**UDC**, le **PLS**, **economiesuisse**, l'**USAM**, l'**UPS**, l'**ASB**, la **RBA**, l'**UBCS**, la **FRSP** et l'**Industrie-Holding** sont favorables au maintien de la clé de répartition entre les cantons, en fonction de leur population de résidence ordinaire et de leur capacité financière, jusqu'à l'introduction de la RPT.

Le canton du **JU** demande par contre que la clé de répartition soit immédiatement changée et que l'excédent revenant aux cantons soit réparti à raison de 3/8 en fonction de leur population de résidence ordinaire et à raison de 5/8 en fonction de la capacité financière (aujourd'hui 3/8 en fonction de la capacité financière et 5/8 en fonction de la population de résidence ordinaire). Le **PSS** demande au Conseil fédéral de commenter dans le message les répercussions financières qu'aurait cette proposition pour les différents cantons.

#### 6.4.4 Convention visant à assurer une distribution constante du bénéfice

Les cantons de **ZH**, **LU**, **UR**, **SZ**, **OW**, **ZG**, **SO**, **BS**, **VS**, **NE**, **GE**, **JU**, le **PRD**, le **PSS**, le **PLS**, **economiesuisse**, l'**UPS**, l'**ASB**, la **RBA**, l'**UBCS**, l'**USS**, la **SSEC** et le **CP** approuvent la **conclusion d'une convention visant à assurer une distribution constante du bénéfice**, vu qu'elle faciliterait la planification et l'établissement du budget dans les cantons. Le **PSS**, l'**USS** et la **SSEC** considèrent en outre que cette convention permettra de stabiliser le comportement, en matière de dépenses, des collectivités publiques en période de faiblesse conjoncturelle.

Les cantons de **ZG** et **SO** soulignent que la **distribution constante** du bénéfice **ne devrait pas pénaliser les cantons** à long terme, à travers une accumulation excessive de réserves monétaires auprès de la BNS. C'est pourquoi les cantons de **UR** et **BS** exigent que soit opérée une **distinction entre la distribution constante du bénéfice et la détermination du bénéfice** et que les différences éventuelles entre le bénéfice effectif et le montant distribué apparaissent clairement dans les comptes.

Les cantons de **NE** et **JU**, le **PRD**, le **PLS** et le **CP** souhaitent qu'une délégation des cantons soit **associée** à l'élaboration de la convention sur la distribution constante du bénéfice, alors que le canton de **SZ** demande que les cantons soient entendus par le département compétent avant la conclusion de la convention.

Le canton d'**OW** recommande de **ramener de 5 ans à 3 ans la durée** de la convention, afin de permettre l'adaptation rapide des montants distribués aux revenus effectifs de la Banque nationale. Le **CP** souhaite en revanche que la convention soit conclue pour une période **aussi longue que possible**, pour, d'une part, faciliter aux cantons la planification financière, et,

d'autre part, éviter autant que possible des spéculations sur les augmentations du montant distribué.

La **FRSP** ne s'oppose pas à la conclusion d'une telle convention, mais signale que **c'est le volume des réserves monétaires nécessaires qui devrait déterminer le montant du bénéfice distribué**, et non l'inverse. En outre, il devrait être possible de ne pas verser le montant convenu si les réserves monétaires de la BNS n'atteignent pas 70 % du niveau recherché.

Le canton de **SG** et le **PDC** pensent par contre qu'**il n'appartient pas à la Banque nationale d'assurer une distribution constante**. Ce serait plutôt à la **Confédération et aux cantons** de passer une **convention** à cet effet. Quant aux parts du bénéfice conservées pour assurer une distribution constante, elles devraient être rémunérées et mentionnées séparément dans les comptes de la Banque nationale. Le canton du **TI** est contre toute **stabilisation** et pour la distribution des bénéfices effectifs de la Banque nationale. **L'UDC** exige elle aussi la distribution des bénéfices effectifs et estime qu'il appartient aux cantons de gérer le cas échéant des fluctuations plus fortes des bénéfices.

## 7 Organisation (chap. 5)

### 7.1 Organes (art. 30 P-LBN)

Le **CP** s'oppose à la suppression du comité de banque ainsi qu'à la réduction de la taille du conseil de banque. En effet, le conseil de banque, fort de 40 membres, représente très largement le corps socio-politique helvétique, tandis que le comité de banque joue le rôle d'un conseil d'administration.

**Economiesuisse** et **l'UPS** signalent que certaines chambres de commerce et quelques fédérations de l'industrie, basées en Suisse orientale notamment, sont attachées au **maintien des comités locaux, en tant qu'instances consultatives pour l'observation de la situation économique régionale**.

Les autres participants à la consultation approuvent la simplification proposée en matière d'organisation.

### 7.2 Fonctionnement de l'assemblée générale (art. 31 P-LBN)

Le canton du **JU** estime que le mode de désignation du président de l'assemblée générale devrait être prévu par la loi.

### 7.3 Convocation de l'assemblée générale, objets portés à l'ordre du jour (art. 32 P-LBN)

La **FBS** et **l'INWO** exigent que le nombre d'actionnaires requis pour présenter une proposition à l'assemblée générale ne soit pas relevé de 10 à 20.

### 7.4 Tâches de l'assemblée générale (art. 33 P-LBN)

Le **PDC** souhaite, en ce qui concerne la décision portant sur l'emploi du bénéfice porté au bilan, introduire un renvoi à l'art. 28 P-LBN.

## 7.5 Election et durée du mandat du conseil de banque (art. 36 P-LBN)

Les participants à la consultation sont favorables à la réduction de 40 à 15 du nombre de membres du conseil de banque ainsi qu'au renforcement de ses compétences. Le canton de LU signale que le nouveau conseil de banque est plus grand que le comité de banque actuel, ce qui pourrait compliquer la prise de décision. Le PRD, l'UDC, le PLS, la BNS et l'ASG recommandent même une **réduction plus drastique du conseil de banque à 9 ou 11 membres**. Toutefois, plus le conseil de banque est restreint, plus il est difficile d'assurer une représentation adéquate des régions géographiques et linguistiques.

La CDF et les cantons de BE, OW, ZG, FR, SO, BL, AR, SG, GR, AG, TG, VD, VS et JU proposent qu'**au moins trois des membres élus par le Conseil fédéral appartiennent aux gouvernements cantonaux**.

Concernant le **rapport entre le nombre des membres du conseil de banque nommés par le Conseil fédéral et de ceux qui sont élus par l'assemblée générale**, les cantons de ZH de NE ainsi que la BNS souhaitent que le Conseil fédéral ne nomme plus que la stricte majorité (8 membres sur 15 ou 6 sur 11). La FBS et l'INWO aimeraient même réduire à 6 sur 15 le nombre des membres nommés par le Conseil fédéral. Le PSS, l'USS et la SSEC préconisent en revanche la nomination de tout le conseil de banque par le Conseil fédéral. Quant aux **autres participants à la consultation**, ils sont favorables au maintien du rapport entre le nombre des membres nommés par le Conseil fédéral et de ceux qui sont élus par l'assemblée générale. Au où l'actionnariat serait limité aux cantons, le canton de SG demande que les cantons aient le droit de nommer 9 membres du conseil de banque et le Conseil fédéral 6 seulement.

## 7.6 Conditions à remplir pour l'élection au conseil de banque (art. 37 P-LBN)

Tous les participants approuvent en principe l'exigence selon laquelle les membres du conseil de banque doivent avoir des connaissances reconnues dans les domaines des services bancaires et financiers, de la conduite d'entreprises, de la politique économique ou des sciences. Les Verts exigent en outre des connaissances fondées dans le domaine de la politique monétaire. Economiesuisse et l'UPS notent en revanche **un certain décalage entre le profil d'exigences et les tâches des membres du conseil de banque**: alors que les conditions strictes à remplir permettraient de penser que le conseil de banque contrôle, compte tenu du droit des sociétés anonymes, les objectifs de l'entreprise et le choix des moyens pour atteindre ces objectifs, il n'exerce en réalité qu'une surveillance de nature administrative, étant donné que la direction générale est seule habilitée à prendre les décisions de politique monétaire.

Quant à la composition du conseil de banque, le PSS, l'USS et la SSEC exigent que **les forces politiques et les partenaires sociaux soient équitablement représentés**, en plus des différentes régions géographiques et linguistiques,. En outre, le conseil de banque devrait disposer de **l'infrastructure** nécessaire pour s'acquitter des tâches et des fonctions de contrôle qui lui sont confiées. La HEV souhaite que les milieux économiques soient davantage représentés au sein du conseil de banque. L'ASG pense au contraire que le choix des membres du conseil de banque devrait se baser **exclusivement sur les connaissances techniques**; en effet, tout système de quota comporterait des désavantages pour l'institution et pour notre pays

## 7.7 Tâches du conseil de banque (art. 39 P-LBN)

Le renforcement des compétences du conseil de banque est généralement approuvé. Les participants ont émis les remarques suivantes au sujet des diverses tâches:

L'**ASG** voit dans l'obligation faite au conseil de banque de soumettre le **règlement d'organisation** à l'approbation du Conseil fédéral (let. a) une atteinte à l'indépendance de la banque centrale.

Les **Verts** estiment qu'il faudrait **professionnaliser le placement des actifs** jouant un rôle en matière de distribution du bénéfice **et la gestion des risques sur mandat du Conseil fédéral** (let. c).

Le **PDC** estime qu'à l'avenir, **le conseil de banque et non le Conseil fédéral devrait nommer les membres de la direction générale** (let. f).

La **BNS** souhaite que la LBN autorise la direction générale à octroyer la **procuration ou la mandat commercial** à des employés. Cela permettrait de supprimer la seconde partie de la let. h, qui précise que le conseil de banque peut habiliter la direction générale sur ce plan.

Le **PDC**, le **PSS**, l'**USS**, la **SSEC** et la **BNS** désirent associer désormais le conseil de banque à la détermination du volume des réserves monétaires. Le **PSS**, l'**USS** et la **SSEC** suggèrent d'accorder au conseil de banque la compétence d'approuver les propositions de la direction générale en la matière, tandis que selon le **PDC**, le conseil de banque devrait disposer d'un droit direct d'être consulté lors de la fixation du volume des réserves monétaires. D'après la **BNS**, la décision portant sur le volume des provisions devrait être de la compétence unique du conseil de banque.

Le **PSS**, l'**USS** et la **SSEC** désirent en outre confier au conseil de banque le **contrôle des décisions de politique monétaire prises par la direction générale**. Les organes chargés de la politique monétaire sont en effet exposés jour après jour à des conflits d'objectifs dont ils devraient informer le conseil de banque. Cette tâche va de soi et il n'est donc pas nécessaire de la mentionner explicitement dans la loi; elle ne devrait toutefois pas être passée sous silence dans les explications.

Selon la proposition du **PDC** et de la **BNS**, le conseil de banque devrait pouvoir établir dans les comptoirs, **en remplacement des comités locaux, des conseils** qui observeraient la vie économique régionale.

La **BNS** enfin souhaiterait que la loi mentionne expressément la **compétence du conseil de banque en matière de politique salariale**.

## 7.8 Nomination et durée du mandat de la direction générale (art. 40 P-LBN)

L'al. 4 de cet article précise que le conseil de banque fixera désormais les salaires des membres de la direction générale et de leurs suppléants. Alors que la **SSEC** préconise de manière générale la transparence et l'ouverture, le canton de **LU**, le **PSS** et l'**USS** proposent de préciser dans la loi que les **salaires des membres de la direction générale doivent se situer dans les limites de la réglementation des traitements du personnel de la Confédération**. Les cantons de **UR** et **BS** ainsi que les **Verts** souhaitent que la rémunération reste de la **compétence du Conseil fédéral**.

### **7.9 Révocation et nomination d'un remplaçant (art. 42 P-LBN)**

D'après le canton de **TG**, la formulation de l'art. 42 n'indique pas assez clairement qu'une révocation n'est possible que pour des raisons subjectives liées à la personne et non pour des raisons politiques objectives qui portent sur la politique monétaire à mener.

De l'avis des **Verts**, l'impossibilité de révoquer des membres de la direction générale nuirait à l'indépendance de la BNS. L'activité de la direction générale doit être soumise à un contrôle public, et il faut prévoir une base légale permettant de révoquer la direction générale si celle-ci n'est pas à même d'assumer sa responsabilité «dans l'intérêt général du pays». Les Verts proposent donc de s'en tenir à la formulation actuelle, laquelle prévoit une possibilité de destitution «par une décision motivée».

### **7.10 Tâches de la direction générale (art. 43 P-LBN)**

Le canton du **JU** signale que l'adoption de la convention sur la distribution du bénéfice mériterait d'être citée dans la loi.

Dans le cas de la détermination du volume des réserves monétaires, la **BNS** propose de régler comme suit la répartition des tâches entre le conseil de banque et la direction générale: le conseil de banque détermine le volume des réserves monétaires (art. 39 P-LBN) et la direction générale en fixe la composition.

Toujours selon la **BNS**, la direction générale devrait être à même d'octroyer directement la procuration aux employés (voir commentaire de l'art. 39 P-LBN).

### **7.11 Tâches de l'organe de révision (art. 45 P-LBN)**

La **BNS** propose de biffer purement et simplement les al. 3 et 4 de cet article, dont le contenu est identique à celui des art. 729 et 729 a CO.

## **8 Dispositions finales (chap. 7)**

### **8.1 Réduction du capital-actions, transfert du fonds de réserve**

Pour le canton du **JU**, le fonds de réserve ne devrait être transféré aux provisions que si cela se justifie réellement. Dans le cas contraire, le montant en question doit être considéré comme bénéfice à répartir entre la Confédération et les cantons.

## 9 Annexe

### 9.1 Liste des participants à la consultation

Le tableau mentionne toutes les organisations ou personnes qui se sont exprimés dans le cadre de la procédure de consultation. Les participants officiels sont les cantons, les partis politiques, les associations faîtières et d'autres organisations à qui les documents soumis à la consultation étaient destinés. Quant aux participants non officiels, ils ont donné leur avis sans y être invités. Cette catégorie comprend notamment des associations qui se sont exprimées indépendamment de leur organisation faîtière. La numérotation des participants est une mesure pratique dépourvue de tout jugement de valeur, et qui vise à faciliter l'enregistrement des avis recueillis.

**Tableau 1: Liste des participants à la consultation**

N°	Participant	Abréviation
<b>A. Participants officiels</b>		
<b>Gouvernements cantonaux</b>		
1.00	Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren / Conférence des directeurs cantonaux des finances / Conferenza dei direttori cantonali delle finanze	FDK / CDF
1.01	Kanton Zürich	ZH
1.02	Kanton Bern	BE
1.03	Kanton Luzern	LU
1.04	Kanton Uri	UR
1.05	Kanton Schwyz	SZ
1.06	Kanton Obwalden	OW
1.07	Kanton Nidwalden	NW
1.08	Kanton Glarus	GL
1.09	Kanton Zug	ZG
1.10	Canton de Fribourg	FR
1.11	Kanton Solothurn	SO
1.12	Kanton Basel-Stadt	BS
1.13	Kanton Basel-Land	BL
1.14	Kanton Schaffhausen	SH
1.15	Kanton Appenzell Ausserrhoden	AR
1.16	Kanton Appenzell Innerrhoden	AI
1.17	Kanton St. Gallen	SG
1.18	Kanton Graubünden	GR
1.19	Kanton Aargau	AG
1.20	Kanton Thurgau	TG

N°	Participant	Abréviation
1.21	Cantone Ticino	TI
1.22	Canton de Vaud	VD
1.23	Kanton Wallis	VS
1.24	Canton de Neuchâtel	NE
1.25	Canton de Genève	GE
1.26	Canton du Jura	JU
<b>Tribunaux fédéraux</b>		
2.01	Bundesgericht / Tribunal fédéral / Tribunale federale	BG / TF
2.02	Eidgenössisches Versicherungsgericht / Tribunal fédéral des assurances / Tribunale federale delle assicurazioni	EVG / TFA
<b>Partis</b>		
3.01	Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz / Parti radical-démocratique suisse / Partito liberale-radicale svizzero	FDP / PRD / PLR
3.02	Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz / Parti Démocrate-Chrétien / Partito Popolare Democratico	CVP / PDC / PPD
3.03	Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Parti socialiste suisse / Partito socialista svizzero	SPS / PSS
3.04	Schweizerische Volkspartei / Union Démocratique du Centre / Unione Democratica di Centro	SVP / UDC
3.05	Liberale Partei der Schweiz / Parti libéral suisse / Partito liberale svizzero	LPS / PLS
3.06	Grüne Partei der Schweiz / Les Verts / I Verdi	Grüne / Verts / Verdi
<b>Associations faitières de l'économie</b>		
4.01	economiesuisse	economiesuisse
4.02	Schweizerischer Gewerbeverband / Union suisse des arts et métiers / Unione svizzera dei arti e mestieri	SGV / USAM
4.03	Schweizerischer Arbeitgeberverband / Union Patronale Suisse	SAV / UPS
4.04	Schweizerische Bankiervereinigung / Association suisse des banquiers / Associazione svizzera dei banchieri	SBV / ASB
4.05	Fédération Romande des Syndicats Patronaux	FRSP
4.06	Schweizerischer Gewerkschaftsbund / Union syndicale suisse / Unione sindacale svizzera	SGB / USS
4.07	Schweizerischer Kaufmännischer Verband / Société suisse des employés de commerce / Società svizzera degli impiegati di commercio	SKV / SSEC / SSIC

<b>Autres participants officiels</b>		
5.01	Kommission für Konjunkturfragen / Commission pour les questions conjoncturelles / Commissione per la congiuntura	KFK / CQC / CC
5.02	Die Post / La Poste / La Posta	Post / Poste/ Posta
5.03	Schweizerische Nationalbank / Banque nationale suisse / Banca nazionale svizzera	SNB / BNS
5.04	Eidgenössische Bankenkommision / Commission fédérale des banques / Commissione federale delle banche	EBK / CFB
5.05	Wettbewerbskommission / Commission de la concurrence / Commissione della concorrenza	Weko / Comco
5.06	SIS SegInterSettle AG	SIS
5.07	Swiss Interbank Clearing AG	SIC
5.08	RBA-Holding	RBA
5.09	Verband Schweizerischer Kantonalbanken / Union des banques cantonales suisses / Unione delle Banche Cantionali Svizzere	VSKB / UBKS
5.10	Verband Schweizerischer Vermögensverwalter / Association suisse des gérants de fortune / Associazione svizzera di gestori di patrimoni	VSV / ASG
5.11	Industrie-Holding, Vereinigung schweizerischer Industrie-Holdinggesellschaften / Groupement de holdings industrielles suisses	Industrie-Holding
5.12	Centre Patronal	CP
5.13	Hauseigentümerverband Schweiz / Société suisse des propriétaires fonciers	HEV
5.14	Schweizer Hotelier-Verein / Société suisse des hôteliers / Società Svizzera degli Albergatori	SHV / SSH / SSA
<b>B. Participants non officiels</b>		
6.01	Freiwirtschaftliche Bewegung der Schweiz	FBS
6.02	INWO Schweiz, Internationale Vereinigung für eine natürliche Wirtschaftsordnung	INWO
6.03	Jean-Pierre Forney, Arlesheim	J.-P. Forney
6.04	Ferdinand C. Moser, Berne	F. Moser
6.05	Heinz Schmid, Oetwil a.d.L.	H. Schmid
6.06	Dr. Jürg Stüssi-Lauterburg, Windisch	J. Stüssi

## 9.2 Prise de position individuelle des participants sur les questions posées

### Remarques de fond

Tableau 2: Généralités

N°	Abréviation	Propositions
1.00	FDK	Die Finanzdirektorenkonferenz hat den Bericht und Entwurf der Expertengruppe „Reform der Währungsordnung“ mit grossem Interesse zur Kenntnis genommen. Wir sind <b>mit wenigen Ausnahmen mit dem Entwurf einverstanden</b> . Insbesondere bringen wir <b>Vorbehalte bei der vorgesehenen Gewinnausschüttung</b> an.
1.01	ZH	Wir <b>schliessen uns</b> den Erwägungen der vom EFD eingesetzten Expertengruppe „Reform der Währungsordnung“ <b>weitestgehend an</b> . Die im Vordergrund stehenden Revisionspunkte erachten wir als sinnvoll und zweckmässig. Sie tragen den zukünftigen Aufgaben der SNB sowie den veränderten Bedürfnissen der Finanzmarktteilnehmer gebührend Rechnung. Lediglich <b>im Hinblick auf die Wahlkompetenz für den Bankrat</b> würden wir eine verstärkte Berücksichtigung der tatsächlichen Aktionärsstruktur begrüssen, indem den <b>Kantonen ein höheres Gewicht</b> beigemessen wird.
1.02	BE	Wir sind mit dem Gesetzesentwurf und dem Expertenbericht <b>grundsätzlich einverstanden</b> .
1.03	LU	Wir halten den vorliegenden Gesetzesentwurf als eine <b>taugliche Anpassung</b> an die heutigen Rahmenbedingungen. Insbesondere unterstützen wir die Absicht, dass entgegen früheren Entwürfen das Gesamtinteresse des Landes deutlicher postuliert ist. Es ist jedoch von grosser Bedeutung, dass nicht nur aus den Materialien, sondern auch aus dem Gesetzestext selbst hervorgeht, dass Preisstabilität als Hauptaufgabe der SNB nicht Selbstzweck bleiben darf. Aus diesem Grunde schlagen wir an den entsprechenden Stellen Präzisierungen der Gesetzesartikel vor.  Alle unsere Bemerkungen und Vorschläge sind aus dem Bestreben entstanden, dass die <b>SNB im Interesse der gesamten schweizerischen Volkswirtschaft wirken muss und ihr Vermögen und ihre Gewinne als Eigentum des Volkes zu betrachten sind</b> .
1.05	SZ	Wir beurteilen die <b>Kernelemente</b> der Revision <b>positiv</b> .
1.06	OW	Wir haben den Bericht und Entwurf der Expertengruppe „Reform der Währungsordnung“ mit Interesse zur Kenntnis genommen. Abgesehen von wenigen Ausnahmen sind wir mit dem Entwurf für eines revidierten Nationalbankgesetzes <b>einverstanden</b> . Insbesondere bringen wir <b>Vorbehalte bei der vorgesehenen Gewinnausschüttung</b> an.
1.07	NW	<b>Im Grundsatz</b> sind wir mit dem Entwurf <b>einverstanden</b> . Die grössten <b>Vorbehalte</b> bringen wir allerdings <b>bei der Gewinnausschüttung</b> an.
1.08	GL	Wir sind mit wenigen Ausnahme mit dem Entwurf einverstanden. Allerdings möchten wir einige <b>Vorbehalte zur vorgesehenen Gewinnausschüttung</b> anbringen. Trotzdem <b>begrüssst</b> der Kanton Glarus die Tatsache, dass das heutige in vielen Teilen veraltete <b>Nationalbankgesetz revidiert</b> werden soll.
1.10	FR	Nous sommes d'accord avec le projet, à quelques exceptions près. Nous avons notamment <b>des réserves en ce qui concerne la détermination du bénéfice</b> à distribuer.
1.11	SO	Wir beschränken uns in unserer Stellungnahme auf Problembereiche, welche für die Kantone von Bedeutung sind. So verzichten wir auf eine Stellungnahme zur geplanten Einführung von Mindestreserven für Banken sowie zur Überwachung von bargeldlosen Zahlungssystemen durch die Schweizerische Nationalbank (SNB).  Wir sind <b>grundsätzlich mit dem Entwurf einverstanden</b> . In einigen Punkten, insbesondere bei der vorgesehenen <b>Gewinnausschüttung</b> , bringen wir in Übereinstimmung mit der Konferenz der Kantonalen Finanzdirektoren <b>Vorbehalte</b> an.

1.12	BS	Der Kanton Basel-Stadt <b>begrüss</b> t die Tatsache, dass das heutige in vielen Teilen <b>veraltete Nationalbankgesetz revidiert werden soll</b> . Vorbehalte bringen wir betreffend Rechtsform, Formulierung des Notenbankauftrags und Gewinnermittlung an.
1.13	BL	Wir haben die Materie geprüft und sind der Auffassung, <b>dass wir uns dem Bericht der Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren anschliessen können</b> .
1.14	SH	Grundsätzlich unterstützen wir die Bestrebungen, das geltende, aus dem Jahre 1953 stammende Nationalbankgesetz auf einen zeitgemässen Stand zu bringen. Der vorliegende Entwurf bildet dazu eine <b>ausgezeichnete Grundlage</b> . <b>Vorbehalte</b> haben wir betreffend <b>Gewinnermittlung und –verteilung</b> .
1.17	SG	Viele Bestimmungen im Gesetzesentwurf stossen auf unsere <b>Zustimmung</b> , namentlich diejenigen zum Notenbankauftrag, zur Rechenschaftspflicht und zu den geld- und währungspolitischen Befugnissen. Zu den <b>Vertretungen im Inland, zu den aktienrechtlichen Bestimmungen, und zur Zusammensetzung des Bankrates</b> haben wir hingegen <b>Vorbehalte</b> anzubringen.
1.18	GR	Grundsätzlich sind die vorgeschlagenen Änderungen im Nationalbankgesetz zu begrüessen. Wo nichts anderes vermerkt, verweisen wir auf die <b>Stellungnahme der FDK</b> , der wir uns anschliessen können.
1.19	AG	Der Kanton Aargau schliesst sich in seiner Stellungnahme, mit einer Ausnahme (s. Kommentar zu Art. 28 E-NBG), der <b>Auffassung der kantonalen Finanzdirektoren</b> an.
1.20	TG	Wir <b>erachten eine Totalrevision des NBG als nötig</b> und unterstützen den unterbreiteten Gesetzesentwurf über weite Teile.  Vorbehalte haben wir bezüglich der Gewinnermittlung (Art. 27 E-NBG) und der fehlenden Vertretung der Kantone im Bankrat (Art. 36 E-NBG) anzubringen. Wir unterstützen deshalb mit Nachdruck die entsprechenden <b>Vorschläge der FDK</b> in deren Vernehmlassung und erklären diese zum integrierenden Bestandteil unserer Stellungnahme.
1.21	TI	Riteniamo valide nel complesso le modifiche proposte poiché è <b>giusto che in un momento di grandi cambiamenti anche la nostra banca nazionale possa modernizzare i propri strumenti d'azione</b> ; sia quelli tecnici sui mercati finanziari che quelli organizzativi interni. La nuova struttura societaria e la nuova organizzazione interna <b>non dovrebbero però comportare per il Ticino la perdita della sede locale e quindi delle relazioni economiche dirette con la terza piazza finanziaria svizzera nonché con una delle potenze economiche dell'UE che è la Lombardia</b> .
1.22	VD	L'évolution du contexte économique, institutionnel et légal intervenu depuis les années 50 <b>nécessite une modernisation profonde</b> de la mission et de l'organisation de la BNS ainsi que des instruments monétaires à sa disposition. Le Conseil d'Etat reconnaît dès lors l'opportunité d'une révision totale de la loi de 1953.
1.23	VS	Nous partageons le constat du groupe d'experts sur <b>la nécessité</b> d'une révision de la loi sur la Banque nationale, eu égard d'une part à l'évolution de la situation monétaire internationale, et d'autre part aux nouveautés introduites par la nouvelle Constitution fédérale.  Quant au fond, <b>les principales propositions du projet trouvent notre agrément, avec toutefois quelques nuances ou exceptions</b> . Notamment, nous ne pouvons souscrire à la solution retenue par l'article 27 du projet concernant la détermination du bénéfice.
1.24	NE	Nous avons pris connaissance avec intérêt des propositions du groupe d'experts. Selon notre appréciation, le projet de loi mis en consultation est parfaitement à même de donner à la BNS le cadre adéquat pour que celle-ci puisse accomplir son mandat constitutionnel. <b>Nous approuvons donc les propositions contenues dans le projet, sous réserve des remarques et propositions ci-après concernant notamment la constitution de réserves monétaires et la répartition du bénéfice</b> de la BNS.
1.25	GE	Le Conseil d'Etat genevois vous remercie de l'avoir consulté dans le cadre de la révision de la loi sur la Banque nationale suisse et approuve, pour l'essentiel, l'ensemble du projet <b>sous réserve des remarques et propositions ci-après concernant notamment la détermination (art. 27) et la répartition (art. 28) du bénéfice</b> de la BNS.

2.01	BG	Das Bundesgericht <b>verzichtet auf eine Stellungnahme.</b>
2.02	EVG	Da die Vorlage unsere Gerichtsorganisation und das Rechtsmittelverfahren nicht direkt betrifft, <b>verzichten wir auf eine Stellungnahme.</b>
3.02	CVP	Die CVP <b>begrüss</b> t die <b>allgemeine Stossrichtung</b> des Entwurfs für die Revision des NBG und erachtet den Entwurf als insgesamt taugliche Grundlage für die Botschaft. Durch die vorgeschlagene Totalrevision wird das NBG schlanker, moderner und besser lesbar.
3.04	SVP	Die SVP <b>begrüss</b> t die <b>Revision des Nationalbankgesetzes.</b>
3.05	PLS	Le Parti libéral suisse (PLS) <b>approuve le principe d'une révision totale</b> de la loi sur la Banque nationale. Cette révision est en effet la conséquence de la nouvelle base constitutionnelle et de la démonétisation de l'or intervenue en mai 2000.  Nous saluons la volonté de la Confédération de mieux définir les tâches de la BNS, d'en confirmer le statut et d'en simplifier l'organisation. Nous approuvons tout particulièrement l'affirmation du principe de l'indépendance de la BNS. Il en va de même, dans la définition des tâches, de la mention du principe selon lequel la BNS conduit une politique monétaire dans l'intérêt général du pays.
4.01	economiesuisse	Die Vorarbeiten zu dieser wichtigen Gesetzesrevision zeichnen sich durch hohe Qualität aus. Vor allem der Expertenbericht liefert eine ausgezeichnete Auslegeordnung der sich im Laufe der Zeit veränderten Währungsverhältnisse und den damit verbundenen Rückwirkungen auf die heutige und zukünftige Notenbankpolitik. Dabei werden nicht nur die Verhältnisse und Erfahrungen in anderen Ländern, insbesondere in der Eurozone, reflektiert. Es findet auch eine Auseinandersetzung mit der wissenschaftlichen Geldtheorie und –politik statt, deren Erkenntnisse in geeigneter Weise in die Gesetzesvorlage einfließen. Aufgrund dieser Ausgangslage hat der Gesetzesentwurf im Schosse von economiesuisse eine <b>gute Aufnahme und in weiten Teilen auch Zustimmung</b> gefunden. In zwei Kernbereichen schlagen wir jedoch Präzisierungen vor. Es betrifft dies den Notenbankauftrag und die Bestimmung der Höhe der Währungsreserven.
4.02	USAM	L'actuelle loi sur la Banque nationale a été introduite en 1953. Depuis cette date les conditions des marchés internationaux de l'argent et des capitaux, tout comme l'environnement économique dans lequel nous vivons, se sont considérablement modifiés. L'Union suisse des arts et métiers <b>salue dès lors le projet de réforme proposé</b> car il vise à moderniser le système monétaire de notre pays en le rendant plus conforme à la réalité économique.  Dans son ensemble, le projet de loi sur la Banque nationale est un bon texte qui a su préserver des éléments qui ont fait leurs preuves et amender ceux qui manifestement n'étaient plus adaptés aux conditions actuelles de la vie économique. Cela devrait permettre à la BNS d'être plus efficace dans la gestion de ses actifs, de bénéficier d'une liberté d'action accrue, d'avoir des compétences supplémentaires dans la surveillance des systèmes de paiement et de simplifier son organisation.
4.03	SAV	Wir schliessen uns vollumfänglich der <b>Stellungnahme von economiesuisse</b> an.
5.01	CQC	La Commission pour les questions conjoncturelles <b>soutient pleinement cette révision.</b> Les réformes proposées vont dans le sens de la prise de position de la Commission concernant la révision des dispositions constitutionnelles de la monnaie (exprimée dans son 364 <sup>ème</sup> bulletin du 6 mars 1998).
5.03	SNB	Wir erachten den <b>Gesetzesentwurf als eine problembezogene, umfassende Neuordnung des schweizerischen Zentralbankstatuts</b> , in den Lösungsansätzen ausgewogen und international kompatibel. Gesetzesentwurf und Begleitbericht der Expertengruppe bilden u.E. eine <b>solide Basis</b> für die Botschaft an die eidgenössischen Räte. Es zeichnet sich damit für die Schweiz eine moderne Notenbankgesetzgebung ab, die - zusammen mit dem Währungs- und Zahlungsmittelgesetz (WZG) - dem Geldwesen zumindest für die absehbare Zukunft einen sicheren Rahmen geben dürfte.
5.05	Comco	De manière générale, la Comco approuve le projet de révision tel que présenté.
5.08	RBA	Die RBA-Holding konnte über ihre Vertreter in den Gremien der <b>Schweizerischen Bankiervereinigung</b> an der gemeinsamen Stellungnahme der Schweizer Banken mitwirken. Wir unterstützen diese Eingabe in allen Teilen.

5.09	VSKB	Wir verweisen auf die Stellungnahme der <b>Schweizerischen Bankiervereinigung</b> , an deren Erarbeitung auch Vertreter aus unserer Gruppe beteiligt waren. Wir sind Ihnen dankbar, wenn Sie die dort aufgeführten Bemerkungen und Anliegen bei der Weiterbearbeitung des Vorhabens berücksichtigen.
5.10	VSV	<b>Die SNB soll, frei von jeder Einflussnahme und auf der Grundlage fundierter Analysen, die geld- und währungspolitischen Interessen unseres Landes wahrnehmen können.</b> Dass Gesetzesentwürfe regelmässig Bezug auf die Regulierung in der EU nehmen, ist nachvollziehbar; <b>dass der Entwurf zum NBG auf bestehender Basis de facto an die europäische Gesetzgebung anknüpft, ist weniger verständlich.</b> Die Expertenkommission ist scheinbar von der Tatsache unberührt, dass der Leistungsausweis der EZB bis anhin bedenklich schwach ist. Ob und inwiefern die Probleme der EZB und der Gemeinschaftswährung EURO in der bestehenden Geldverfassung der EU begründet sind, hat die Expertenkommission nicht vertieft geprüft. Ungeprüft blieb ferner die Übernahme und/oder Berücksichtigung anderer Lösungsmöglichkeiten, namentlich der amerikanischen und englischen. Die der Zentralbank dieser Staaten zugrundeliegenden Konzepte haben sich in den letzten Jahren besser bewährt als das Modell der EZB. Die unserer Ansicht nach einseitig „in Richtung EZB“ erarbeitete und ohne ernsthafte Prüfung und Diskussion von Alternativen entstandene Revisionsvorlage ist möglicherweise in der Zusammensetzung der Expertengruppe begründet. Bis auf zwei Universitätsprofessoren handelt es sich bei den weiteren acht Experten um Vertreter der SNB und des EFD. <b>Die Berücksichtigung eines erweiterten Expertenkreises wäre wünschenswert gewesen und hätte vermehrt zu meinungsbildenden Diskussionen Ausschlag gegeben.</b>
6.06	J. Stüssi	Der Entwurf entspricht in meinen Augen generell (Ausnahme: s. Kommentar zu Art. 23 E-NBG) den Anforderungen an ein zeitgemässes Notenbankgesetz und ich wünsche ihm eine verdiente Aufnahme in der Öffentlichkeit.

**Tableau 3: Prises de position sur la densité normative**

N°	Abréviation	Propositions
1.01	ZH	Auf <b>Verordnungsstufe oder in Statuten</b> sind grundsätzlich <b>lediglich Vorschriften</b> aufzunehmen, <b>die einer raschen Anpassung an veränderte Verhältnisse bedürfen.</b>
1.03	LU	Das Gesetz scheint uns <b>gut lesbar</b> . Es fehlen keine wichtigen Bestimmungen, und es finden sich auch keine, die wir auf die Verordnungsstufe verlegen möchten.
1.04	UR	Die Regelungsdichte erscheint <b>zweckmässig</b> .
1.06	OW	Die Regelungsdichte erscheint <b>zweckmässig</b> .
1.07	NW	Die Regelungsdichte erscheint <b>zweckmässig</b> .
1.08	GL	Die Regelungsdichte erscheint <b>zweckmässig</b> .
1.09	ZG	Der E-NBG enthält in Art. 30 - 47 zum Thema Organisation <b>zahlreiche Detailbestimmungen</b> . Eine hohe Regelungsdichte auf Gesetzesstufe erhöht die Rechtssicherheit, andererseits erschwert sie eine rasche Anpassung an veränderte Umstände. <b>Manche Bestimmungen zum Thema Organisation liessen sich besser in einer Verordnung oder in einem Reglement regeln, allerdings müsste dann die Unabhängigkeit der SNB sichergestellt werden.</b> Ferner müssten im E-NBG alle Bereiche geregelt sein, in denen vom subsidiären Privatrecht abgewichen werden soll. Gleichzeitig müsste das NBG festhalten, in welchen Bereichen die SNB und in welchen der Bundesrat für die Regelung der Detailbestimmungen zuständig ist.

1.11	SO	<b>Der Gesetzesentwurf enthält zahlreiche organisatorische Detailbestimmungen. Wir würden es begrüßen, wenn er gestrafft würde.</b> Zu diesem Zweck müssten Kompetenzen an den Bundesrat bzw. an den Bankrat delegiert werden. Es wird Aufgabe des EFD sein, zwischen gesetzeswesentlichen und delegierbaren Bestimmungen zu unterscheiden und entsprechende Vorschläge zu unterbreiten. Wir stellen uns vor, dass z.B. der Bundesrat ermächtigt wird, die besonderen Aufgaben des Bankrates (Art. 39 Abs. 2 E-NBG) in der Verordnung zu regeln. Weiter kann der Bankrat ermächtigt werden die besonderen Aufgaben des Direktoriums in einem Reglement zu beschliessen. Als selbstverständlich und damit nicht gesetzeswürdig erachten wir die Vorschrift in Art. 42 Abs. 2 E-NBG, wonach der Bundesrat Ersatzwahlen vorzunehmen hat, wenn er ein Mitglied des Direktoriums oder einen Stellvertreter bzw. eine Stellvertreterin abberufen hat. Ebenso selbstverständlich ist, dass die Ersatzwahl für den Rest der Amtsdauer. Eine solche Vorschrift gehört in eine Verordnung.
1.12	BS	Die Regelungsdichte erscheint <b>zweckmässig</b> .
1.21	TI	Riteniamo <b>adeguata</b> la densità normativa che regolerà la BNS.
1.23	VS	A l'examen, <b>la densité normative du projet de loi soumis s'avère bonne</b> et n'appelle pas d'observation particulière.
1.24	NE	La loi propose et contient, il est vrai, de nombreuses dispositions de détails relatives à l'organisation de la BNS. Ces dispositions législatives tiennent lieu de statuts. <b>Il est essentiel qu'il en soit ainsi.</b> Il ne saurait être envisageable que des dispositions d'organisation soient laissées à l'appréciation de la BNS elle-même ou soient prévues dans des statuts séparés dont elle se doterait de manière indépendante. La <b>sécurité juridique</b> ressortant des dispositions propres à la loi spéciale et le renvoi, par défaut, aux règles générales du code des obligations en matière de sociétés anonymes, assurent la meilleure transparence, sont efficaces et doivent être maintenus.
1.25	GE	Nous sommes <b>d'accord avec le degré de densité normative prévu</b> dans le projet de loi, même s'il est élevé. Il contribue à la <b>sécurité juridique</b> , un aspect particulièrement important si l'on souhaite préserver l'indépendance de l'institution.
1.26	JU	Nous sommes d'avis que <b>la densité normative du projet de loi est adaptée aux objectifs</b> assignés à la révision.
3.01	FDP	Die Regelung der Organisation der SNB (Art. 30 - 47 E NBG) ist umfassend und detailliert auf Gesetzesstufe vorgesehen. Unter Berücksichtigung der Vor- und Nachteile eines anderen Vorgehens (Verordnung oder Statuten bzw. Reglementen) und der Aufgaben und Funktionen der SNB <b>erachten wir die Regelungsdichte und deren Aufnahme im Gesetz als angemessen.</b>
3.02	CVP	Die CVP begrüsst insbesondere, dass <b>nicht mehr benötigte hoheitliche Instrumente ersatzlos gestrichen</b> werden. Dies bewirkt eine wünschenswerte Entrümpelung des Gesetzes und entspricht dem allgemeinen Trend zur Deregulierung. Insgesamt ist die <b>Regelungsdichte</b> unseres Erachtens nicht zu hoch, sondern <b>angemessen</b> . Die SNB operiert nicht im freien Markt, sondern ihre Aufgabe ist eine wirtschaftspolitisch lenkende. Aus diesem Grund müssen auch im organisatorischen Bereich Regelungen und Kompetenzen ins Gesetz aufgenommen werden. Ein <b>reines Rahmengesetz, verbunden mit statutarischen Regelungen, vermöchte nach Meinung der CVP nicht zu genügen.</b>
3.03	SPS	Das Gesetz scheint uns <b>gut lesbar</b> . Es fehlen keine wichtigen Bestimmungen, und es finden sich auf keine, die wir auf die Verordnungsstufe verlegen möchten.
3.04	SVP	Die SVP verspricht sich vom vorgeschlagenen klaren Rahmen auf Gesetzesstufe (ohne zahlreiche nachgeordnete Erlasse) eine verstärkte Rechtssicherheit. Deshalb sind die <b>wichtigen Grundsätze</b> wie die Ernennung des Direktoriums, Wahl der Mehrheit vom Bankrat, die Rechnungsabnahme und Reglemente usw. <b>direkt im Gesetz zu verankern</b> . Ebenfalls stimmt die SVP mit dem Grundsatz überein, dass das <b>Gesetz selber eigentlich die Aufgabe von Statuten der SNB</b> übernimmt, da der Bund ja nicht Aktionär der SNB ist und so seine Rechte auch nicht über die Aktionärsversammlung wahrnehmen kann. Auf die Verordnungsstufe, die sonst diese Bestimmungen übernehmen müsste, ist aus Gründen der Wahrung der Unabhängigkeit der SNB zu verzichten.

3.05	PLS	<b>Le projet nous paraît équilibré.</b> Le parti libéral suisse est d'avis que la loi doit se borner aux principes essentiels et que le reste peut être traité par voie d'ordonnance ou de règlement. A condition toutefois que ces ordonnances et règlements n'entrent pas dans trop de détails et surtout n'introduisent pas des dispositions qui auraient dû figurer dans la loi. Cette remarque vaut pour l'ensemble de la législation. Lorsque l'on accuse la Confédération de trop légiférer, le reproche s'adresse avant tout à l'administration qui, dans des ordonnances d'application, entre dans beaucoup trop de détails.
4.01	economie-suisse	Die Regelungsdichte im vorliegenden Gesetzesentwurf erachten wir im Hinblick auf die damit gewährleistete Rechtssicherheit als <b>angemessen</b> .
4.02	USAM	La densité normative de ce projet de loi nous paraît <b>satisfaisante et susceptible de conférer à la réforme une grande sécurité juridique</b> .
4.03	SAV	Unterstützung der Position von <b>economiesuisse</b> .
4.04	SBV	<b>Wir befürworten die detaillierte Regelung der Organisation der SNB im NBG.</b> Die SNB übt wichtige hoheitliche Funktionen aus. Die hierfür notwendige Organisation soll im Gesetz explizit festgelegt sein. Für diese Lösung spricht insbesondere das damit erzielte, <b>höhere Mass an Rechtssicherheit</b> sowie der <b>bessere Schutz der Unabhängigkeit der SNB</b> .
4.05	FRSP	La LBN joue <b>le rôle de statuts de la BNS</b> . Elle doit dès lors comprendre, pour le moins, les points qui font l'objet des articles 626 ss du CO. De surcroît, le projet se doit de prendre en compte le nouveau droit de la société anonyme, entré en vigueur en 1992, et prévoir des dispositions dérogatoires lorsque cela est nécessaire en considération du caractère particulier de la BNS. <b>Il en résulte une densité normative élevée mais, à notre avis, indispensable.</b> De manière analogue à la solution adoptée par la <b>SUVA</b> (article 61 alinéa 3 de la LAA) <b>des questions de détail ayant trait, par exemple, à l'organisation de l'assemblée générale ou à la tenue du registre des actions peuvent être traitées par voie réglementaire.</b>
4.06	SGB	Das Gesetz erscheint uns <b>gut lesbar</b> . Es fehlen keine wichtigen Bestimmungen und es finden sich auch keine, die wir auf die Verordnungsstufe verlegen möchten.
4.07	SKV	Die Regelungsdichte im vorliegenden Entwurf scheint uns <b>richtig</b> , die darin enthaltenen Bestimmungen sollten auf Gesetzesstufe verbleiben.
5.03	SNB	Im Fragebogen an die Vernehmlassungsadressaten wird die Regelungsdichte des Gesetzesentwurfs im Bereich der Organisation zur Diskussion gestellt. Gedacht ist offenbar an eine Reduktion der Gesetzesbestimmungen zugunsten von Verordnungsrecht oder separaten Statuten der SNB - ein Regelungsmuster, wie es unlängst für die spezialgesetzlichen Aktiengesellschaften Swisscom und SBB gewählt wurde. Sowohl das Bundesgesetz über die Organisation der Telekommunikationsunternehmung des Bundes (TUG) als auch das Bundesgesetz über die Schweizerischen Bundesbahnen (SBBG) sind Rahmengesetze, die durch nachgeordnete Erlasse (Statuten, Verordnungen) ergänzt werden. <b>Wir raten davon ab, dieses Regelungskonzept unbesehen auf die SNB zu übertragen.</b> Die Swisscom und die SBB haben Dienstleistungen für ein breites Publikum am Markt zu erbringen. Folgerichtig sind sie in die Form einer Aktiengesellschaft gekleidet, die sich von einer privatrechtlichen AG im wesentlichen dadurch unterscheidet, dass der Bund von Gesetzes wegen Mehrheitsaktionär sein muss. Die Ausgangslage bei der SNB ist eine gänzlich andere. Die SNB erfüllt eine wirtschaftspolitische Steuerungsaufgabe. Bei ihrer Tätigkeit geht es um Staatshandeln, das als solches nicht privatisiert werden kann. Daran ändert die Tatsache nichts, dass die SNB ihren öffentlich-rechtlichen Auftrag überwiegend mit privatrechtlichen Mitteln erfüllt. Hinzu kommt, dass der Bund nicht Aktionär ist. Vielmehr werden die aktienrechtlichen Organbefugnisse bei der SNB direkt überlagert durch das verwaltungsrechtliche Element der Mitwirkung und Aufsicht des Bundes (Art. 99 Abs. 2 BV). Dieses findet seinen Niederschlag zwangsläufig in einer Vielzahl von spezialgesetzlichen Abweichungen vom Aktienrecht (Wahl und Amtsenthebung von Mitgliedern des Bankrates und des Direktoriums, Genehmigung von Jahresrechnung und Geschäftsbericht durch den Bundesrat, etc.). Die Regelungsdichte des NBG im Bereich der Organisation bliebe deshalb relativ hoch, selbst wenn

		<p>ein Teil der Gesetzesbestimmungen in Statuten untergebracht werden könnte.</p> <p>Eine detaillierte Studie unseres Rechtsdienstes hat aufgezeigt, dass ein alternativer NBG-Entwurf mit separaten Statuten ganze sechs Artikel weniger umfassen würde als der Gesetzesentwurf der Expertengruppe. Weil der Normgehalt von Statuten der SNB - verglichen etwa mit jenem der Statuten der Swisscom - bescheidener ausfallen würde, wären auch die Vorteile, die aus der einfacheren Abänderbarkeit von Statuten gegenüber einem formellen Gesetz resultieren, geringer. Als Nachteile eines Rahmengesetzes mit Statuten wären ein Verlust an Rechtssicherheit, eine verminderte Konstanz im organisationsrechtlichen Gefüge der SNB und insbesondere eine geringere Transparenz der Rechtsgrundlagen der Zentralbank in Kauf zu nehmen. In Würdigung der Vor- und Nachteile <b>sprechen wir uns entschieden für eine Beibehaltung des bisherigen Regelungskonzeptes aus, wonach das NBG im Bereich der Organisation der SNB Statutenfunktion erfüllt.</b></p>
5.08	RBA	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.09	VSKB	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.10	VSV	Wir verweisen in diesem Zusammenhang auf unsere Kommentare zu den übrigen Artikeln, in denen wir die <b>Regelungsdichte für ungenügend erachten.</b>

## Chapitre 1: Dispositions générales

Tableau 4: Art. 1 Statut juridique et raison sociale

N°	Abréviation	Propositions												
1.01	ZH	Das bisherige Rechtsgebilde der SNB in Form einer spezialgesetzlichen Aktiengesellschaft widerspiegelt die besonderen Eigenheiten der Notenbank. Da sich diese Rechtsform seit ihrem Bestehen durchaus bewährte, <b>erkennen wir keinen materiell zwingenden Anlass für einen Rechtskleidwechsel.</b>												
1.03	LU	An der <b>Rechtsform der SNB als spezialgesetzliche Aktiengesellschaft soll festgehalten werden.</b> Sie ist insofern atypisch, als das Aktienkapital vernachlässigbar, die Dividende gering und die Rechte der Aktionäre stark eingeschränkt sind. Dem Aktienkapital fällt im Verhältnis zur Bilanzsumme eine äusserst geringe Bedeutung zu. Das geringe Aktienkapital sowie die Vinkulierungsbestimmungen machen die Aktien der SNB für Anleger kaum attraktiv. Bei dieser Rechtsform können sich auch Abgrenzungsprobleme und Unsicherheiten bezüglich des anwendbaren Rechts ergeben, welche sich bei der Wahl einer rein öffentlich-rechtlichen Rechtsform vermeiden liessen. In der Vergangenheit haben sich jedoch aus der Ausgestaltung der SNB als einer spezialgesetzlichen Aktiengesellschaft keine Schwierigkeiten ergeben. Aufgrund der Aufgaben und der Stellung der SNB scheint uns die <b>Rechtsform einer AG betriebswirtschaftlich nicht zwingend, politisch jedoch angezeigt, um die Unabhängigkeit der SNB zu manifestieren.</b> Aus politischen Gründen sprechen wir uns somit für die Beibehaltung der heutigen Rechtsform aus.												
1.04	UR	Die <b>Rechtsform einer AG ist unseres Erachtens nicht zweckmässig</b> für die Erfüllung des öffentlichen Auftrags einer Notenbank. Die folgende Tabelle wirft einen Blick auf die Verteilung der Aktionäre und der Gewinne: <table border="1" data-bbox="438 1115 1425 1243"> <thead> <tr> <th>in %</th> <th>Bund</th> <th>Kantone</th> <th>Private</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Aktienanteil</td> <td>0</td> <td>63</td> <td>37</td> </tr> <tr> <td>Gewinnanteil</td> <td>33</td> <td>66</td> <td>1</td> </tr> </tbody> </table> <p>Es ist offensichtlich, dass <b>zwischen eingesetztem Kapital und erzieltm Gewinn kein Zusammenhang</b> besteht, wie das sonst bei einer AG typisch ist. Damit ist das zentrale Element einer AG nicht gegeben. Auch im Ausland (EU, GB, USA) sind die Zentralbanken keine Aktiengesellschaften. Zu begrüssen wäre die <b>Form einer öffentlich-rechtlichen Anstalt mit eigener Rechtspersonlichkeit.</b> Die Institution des Bankrates als oberstem Organ der Anstalt kann trotzdem beibehalten werden.</p> <p>Die Schaffung einer öffentlich-rechtlichen Anstalt gestattet zudem wesentlich besser, <b>von der SNB nicht nur einen geldpolitischen, sondern auch einen betriebswirtschaftlichen Rechenschaftsbericht</b> zu verlangen. Damit können <b>die Kosten der mit Volksvermögen bezahlten Institution SNB vom Parlament überwacht werden.</b></p>	in %	Bund	Kantone	Private	Aktienanteil	0	63	37	Gewinnanteil	33	66	1
in %	Bund	Kantone	Private											
Aktienanteil	0	63	37											
Gewinnanteil	33	66	1											
1.06	OW	Eine <b>Änderung der Rechtsform</b> ist für die Erfüllung des öffentlichen Auftrags einer Notenbank <b>nicht erforderlich.</b> Sollte die derzeitige Rechtsform irgendwann zu Schwierigkeiten führen, könnte immer noch die Form einer öffentlich-rechtlichen Anstalt mit eigener Rechtsperson ins Auge gefasst werden.												
1.07	NW	Die aufgezeigten Nachteile sollen eliminiert werden. Eine <b>öffentlich-rechtliche Rechtsform würde mehr Vorteile bringen.</b>												
1.08	GL	Man kann sich fragen, ob die Rechtsform einer Aktiengesellschaft für eine Notenbank die richtige Gesellschaftsform darstellt. Auch in andern Ländern sind die Zentralbanken keine Aktiengesellschaften. <b>Denkbar wäre die Form einer öffentlich-rechtlichen Anstalt mit eigener Rechtsperson. Wir empfehlen, diese Frage nochmals zu prüfen.</b>												
1.09	ZG	An der <b>Rechtsform der SNB als spezialgesetzliche Aktiengesellschaft soll festgehalten werden.</b> Diese Rechtsform hat insbesondere den Vorteil, dass damit die <b>Unabhängigkeit der SNB betont</b> wird.												

1.11	SO	Wir unterstützen die <b>Beibehaltung der Rechtsform einer spezialgesetzlichen Aktiengesellschaft</b> . Auch wenn diese Rechtsform gewisse Mängel hat, hat sie doch in der Vergangenheit zu keinen Problemen geführt.												
1.12	BS	<p>Die <b>Rechtsform einer AG ist unseres Erachtens nicht adäquat</b> für die Erfüllung des öffentlichen Auftrags einer Notenbank. Die folgende Tabelle wirft einen Blick auf die Verteilung der Aktionäre und der Gewinne:</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>in %</th> <th>Bund</th> <th>Kantone</th> <th>Private</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Aktienanteil</td> <td>0</td> <td>63</td> <td>37</td> </tr> <tr> <td>Gewinnanteil</td> <td>33</td> <td>66</td> <td>1</td> </tr> </tbody> </table> <p>Es ist klar ersichtlich, dass <b>zwischen eingesetztem Kapital und erzieltm Gewinn kein Zusammenhang</b> besteht, wie das sonst bei einer AG typisch ist. Damit ist das zentrale Element einer AG nicht gegeben. Auch im Ausland (EU, England, USA) sind die Zentralbanken keine Aktiengesellschaften. Begrüssen würden wir die <b>Form einer öffentlich-rechtlichen Anstalt mit eigener Rechtsperson</b>. Die Institution des Bankrates als oberstem Organ der Anstalt kann trotzdem beibehalten werden.</p> <p>Die Schaffung einer öffentlich-rechtlichen Anstalt gestattet zudem wesentlich besser, <b>von der SNB nicht nur einen geldpolitischen, sondern auch einen betriebswirtschaftlichen Rechenschaftsbericht</b> zu verlangen. Damit können <b>die Kosten der mit Volksvermögen bezahlten Institution SNB vom Parlament überwacht werden</b>.</p>	in %	Bund	Kantone	Private	Aktienanteil	0	63	37	Gewinnanteil	33	66	1
in %	Bund	Kantone	Private											
Aktienanteil	0	63	37											
Gewinnanteil	33	66	1											
1.16	AI	Die Rechtsform der <b>SNB als spezialgesetzliche Aktiengesellschaft</b> ist beizubehalten. Dies hat den Vorteil, dass damit im Gegensatz zur öffentlich-rechtlichen Anstalt deren <b>Unabhängigkeit signalisiert</b> wird.												
1.17	SG	<p><b>Weder die geltenden noch die vorgeschlagenen Bestimmungen zum Aktionärskreis der Nationalbank vermögen zu befriedigen. Wir regen an zu prüfen, inwieweit der Status der Nationalbank als Publikumsgesellschaft heute überhaupt noch opportun ist.</b></p> <p>Der heutige Aktionärskreis der Nationalbank setzt sich zusammen aus den Kantonen, öffentlich-rechtlichen Anstalten, den Kantonbanken und Privataktionären. Letztere halten rund einen Drittel des Aktienkapitals. Es ist uns bewusst, dass bereits bei der Gründung der Nationalbank vor fast hundert Jahren intensiv darüber debattiert wurde, ob die Aktien der Nationalbank ganz, teilweise oder gar nicht im Publikum zu streuen sind. Wir regen an, diese Debatte wieder aufzunehmen. Vom Reingewinn der Nationalbank profitieren heute zu zwei Dritteln die Kantone und zu einem Drittel der Bund. Weder die ausgeschüttete Dividende von maximal sechs Prozent an die Aktionäre noch das Aktienkapital von 50 bzw. 25 Mio. Franken stehen in einem plausiblen Verhältnis zur heutigen Bilanzsumme von über 100 Mrd. Franken und zu den jährlichen Reingewinnen bzw. Verlusten in Milliardenhöhe. Eine Erhöhung des Aktienkapitals steht nicht zur Diskussion. Vor diesem Hintergrund regen wir an zu prüfen, inwieweit der Status der Nationalbank als Publikumsgesellschaft überhaupt noch sinnvoll ist. <b>Ein Aktionärskreis, welcher ausschliesslich aus den Kantonen besteht, entspräche den tatsächlichen Gegebenheiten besser.</b></p> <p><b>Unbestritten ist die Rechtsform der spezialgesetzlichen Aktiengesellschaft.</b> Wir folgen dabei der Argumentation des Expertenberichtes.</p>												
1.21	TI	Riteniamo corretto che <b>la BNS debba assumere una forma giuridica chiara: pubblica o privata. L'attuale situazione</b> (forma privata legata and una legge speciale) <b>non soddisfa più appieno</b> le esigenze di responsabilità e di presa di posizione di fronte al mercato finanziario moderno, soprattutto negli aspetti organizzativi e amministrativi dei suoi organi interni. <b>Siamo dell'avviso che una società anonima di diritto privato, sebbene con una legge speciale, debba avere la massima congruenza possibile con le possibilità date dal diritto societario privato e pertanto si deve fare uno sforzo di semplificazione nei processi decisionali e nei flussi di responsabilità.</b> In questo modo si garantisce totalmente il mandato della BNS quale banca centrale del Paese conferendole un alto grado di flessibilità e di opportunità a seconda delle circostanze nelle quali è chiamata ad operare. Questa forma giuridica consentirà di limitare le interferenze politiche che mirano a snaturare la vera missione della BNS sancita nella costituzione ed ora concretizzata tramite la proposta												

		di nuova legge. In ogni modo <b>occorrerà a livello di statuti avere riguardo per il ruolo dei Cantoni nella nuova società</b> : i Cantoni dovrebbero beneficiare di un trattamento di favore vista la responsabilità e il rischio assunto fino ad oggi.
1.23	VS	La forme juridique actuelle de la BNS a donné toute satisfaction, de sorte qu' <b>une modification de celle-ci ne paraît ni utile, ni nécessaire</b> . De plus, le statut de société anonyme présente par rapport à celui d'établissement de droit public, des avantages quant à <b>l'indépendance de l'institution par rapport aux collectivités publiques</b> .
1.24	NE	La BNS <b>doit rester une société anonyme fondée sur une loi spéciale</b> . Cette structure juridique met en évidence l'indépendance de la banque centrale et correspond donc bien à son statut particulier.
1.25	GE	Nous sommes d'avis que la BNS <b>peut rester une société anonyme fondée sur une loi spéciale</b> .
1.26	JU	Même si nous pensons que la forme juridique actuelle peut être qualifiée de profondément atypique (société anonyme fondée sur une loi), nous pensons qu'elle <b>souligne très clairement la situation d'indépendance institutionnelle et financière de la BNS</b> .
3.01	FDP	Der <b>Beibehaltung der bisherigen Rechtsform</b> der spezialgesetzlichen Aktiengesellschaft kann zugestimmt werden, insbesondere auch, da dies - wie in den Erläuterungen erwähnt - bis anhin zu keinen Schwierigkeiten geführt hat.
3.02	CVP	In den Augen der CVP dient die <b>Rechtsform der Aktiengesellschaft</b> dazu, die <b>Unabhängigkeit der Notenbank zu sichern</b> . Die SNB soll deshalb eine Aktiengesellschaft mit eigener Rechtspersönlichkeit, Organen, usw. bleiben. Würde die SNB in eine öffentlich-rechtliche Anstalt überführt, wären zahlreiche Sicherungsbestimmungen notwendig, um ihre Unabhängigkeit zu gewährleisten. Auch im europäischen Umfeld sind verschiedene Notenbanken als Aktiengesellschaften organisiert, wenn auch mit beschränktem Aktionärskreis.  Die CVP ist der Ansicht, dass sich ein <b>geschlossener Aktionärskreis</b> – wir denken hier an die <b>Kantone</b> als die natürlichen, weil am Gewinn hauptsächlich beteiligten Aktionäre – auch für die SNB <b>empfehlen</b> würde. Zwar war die Schaffung einer Publikumsgesellschaft ursprünglich richtig, zumal jegliche Staatshaftung fehlte. Heute aber besteht zur Weiterführung in dieser Form keine Notwendigkeit mehr. Im Gegenteil hat sich im Zusammenhang mit den Sammelklagen jüdischer Organisationen in den USA gezeigt, dass der SNB gerade wegen ihrer privaten Aktionäre tendenziell Probleme mit der Anerkennung ihrer völkerrechtlichen Immunität erwachsen. Zudem hat die Tatsache, dass die Aktionärsrechte sehr stark beschnitten sind, dazu geführt, dass die Präsenz der privaten Aktionäre an den Generalversammlungen in den letzten Jahren stark zurückgegangen ist.
3.03	SPS	Dem Aktienkapital fällt im Verhältnis zur Bilanzsumme eine äusserst geringe Bedeutung zu. Aufgrund der Aufgaben und der Stellung der Nationalbank scheint uns die <b>Rechtsform einer AG weder betriebswirtschaftlich noch politisch notwendig</b> . Das geringe Aktienkapital sowie die (gerechtfertigten!) Vinkulierungsbestimmungen bedeuten, dass die Aktien der Nationalbank auch für Anleger von sehr geringer Bedeutung sind. Wir sind deshalb <b>entschieden für eine Umwandlung in eine öffentlich-rechtliche Anstalt</b> . Das Unikum von Privataktionären einer Nationalbank muss bei dieser Gelegenheit aufgehoben werden. <b>Die Privataktionäre sind gemäss den Bestimmungen des geltenden Gesetzes auszahlen</b> . Wir halten <b>auch die Auszahlung der Kantone für sinnvoll</b> , weil ihnen als Träger der Nationalbank keine Funktion mehr zukommt. Der kantonale Anteil am Nationalbankgewinn hat mit dieser Trägerschaft nichts zu tun und wird durch unsere Forderung nicht tangiert.

3.04	SVP	Die <b>jetzige Rechtsform</b> entspricht den besonderen Bedürfnissen und Gegebenheiten. Sie ist ein wichtiges Mittel, um die <b>Unabhängigkeit</b> , vor allem auch die institutionelle Unabhängigkeit der SNB zu sichern (inklusive Organ-, Finanz- und Personalautonomie). Die Möglichkeit, Aktien der SNB zu erwerben, beinhaltet auch ein Element von Volksnähe und Demokratie. <b>Die spezialgesetzliche Rechtsform ist deshalb auf jeden Fall derjenigen einer öffentlich-rechtlichen Anstalt vorzuziehen.</b>
3.05	PLS	<b>La forme de la SA fondée sur une loi spéciale nous paraît pouvoir être maintenue.</b> C'est le meilleur statut par rapport au principe de l'indépendance. Il conviendrait cependant de se <b>poser la question de l'opportunité de supprimer l'actionnariat des personnes physiques pour le limiter à des institutions.</b> Il faut en effet constater que de nombreux actionnaires ne comprennent pas pourquoi ils ne sont pas traités comme dans toute SA, en particulier dans la distribution du dividende. Or, il se justifie de limiter le dividende comme le prévoit la loi actuelle et comme le prévoit aussi le projet soumis en consultation. Une réflexion devrait donc être faite sur ce point même s'il faut être conscient que la suppression de l'actionnariat privé ne serait pas chose facile.
3.06	Grüne	Im Entwurf zum neuen Nationalbankgesetz wird an der Rechtsform der AG festgehalten. Es drängt sich jedoch auf, im Rahmen der neuen gesetzlichen Ordnung die Angemessenheit dieser Rechtsform zu prüfen. Die Expertengruppe hält fest, dass sich die Unabhängigkeit der SNB „grundsätzlich auch in einer Anstaltsstruktur verwirklichen“ (S. 26) liesse – analog zu anderen unabhängigen Zentralbanken. Die Expertengruppe zieht jedoch die AG vor, da diese „ihre Wirkung als Verkörperung der institutionellen Unabhängigkeit“ entfalte. Im Gegensatz zur öffentlich-rechtlichen Anstalt wird jedoch mit der Rechtsform der Aktiengesellschaft die Affinität zu Aktionären betont. Da in der Schweiz nach wie vor nur eine Minderheit privat Aktien hält, bzw. sich grosse Bevölkerungsteile wegen fehlenden finanziellen Möglichkeiten keine Aktien besitzen, richtet sich die SNB über die Rechtsform der Aktiengesellschaft tendenziell an vermögenden Personen aus. Die Rechtsform der <b>öffentlich-rechtlichen Anstalt ist daher vorzuziehen</b> , da sie über ihre rechtliche Grundlage nicht von vornherein gewisse sozioökonomische Schichten favorisiert. Die Verfassungsbestimmung der Unabhängigkeit enthält durch die Rechtsform der öffentlich-rechtlichen Anstalt erst ihre gesetzliche Entsprechung.
4.01	economiesuisse	Da die heutige Rechtsform der SNB als <b>spezialgesetzliche Aktiengesellschaft zu keinen Problemen geführt</b> hat und diese Rechtsform vor allem erlaubt, die unabhängige Stellung der SNB hervorzuheben, <b>drängen sich keine Änderungen auf.</b>
4.02	USAM	La Banque nationale reste une société anonyme régie par une loi spéciale. Dans les commentaires accompagnant le questionnaire on précise que « le statut de société anonyme n'a pas généré de difficulté dans le passé ». <b>Dès lors, cette forme juridique ayant fait ses preuves, il n'y a pas lieu de la changer.</b> De plus, ce statut particulier <b>souligne l'indépendance</b> de la Banque nationale à l'égard de la Confédération.
4.03	SAV	Unterstützung der Position <b>von economiesuisse.</b>
4.04	SBV	Wir <b>befürworten die Beibehaltung der heutigen Rechtsform</b> der SNB. Sie hat sich bewährt und bislang zu keinerlei Schwierigkeiten Anlass geboten. Die spezialgesetzliche Aktiengesellschaft hat insbesondere den Vorteil, dass damit die <b>Unabhängigkeit der SNB auch gegenüber den Finanzmärkten signalisiert</b> wird.
4.05	FRSP	Historiquement, les dispositions relatives à la forme juridique et à l'organisation de la BNS, entrées en vigueur en 1907, sont le reflet des luttes politiques qui ont précédé la création de notre banque centrale. Le compromis qui en est résulté, soit le statut de société anonyme fondée sur une loi spéciale, a généré une situation atypique en ce sens notamment que les droits des actionnaires sont fortement limités et que les membres des principaux organes de direction sont désignés par une autorité qui ne participe pas au capital social.  L'on pourrait dès lors juger opportun de <b>transformer la BNS en un établissement de droit public. Tel n'est pas notre avis</b> essentiellement pour les deux raisons suivantes :  ➤ La forme juridique de la société anonyme, qui <b>souligne bien l'indépendance ainsi</b>

		<p><b>que l'autonomie institutionnelle et financière</b> de la BNS n'a <b>jamais engendré de réelles difficultés</b> depuis près d'un siècle.</p> <p>➤ De 1907 à nos jours, <b>la structure de l'actionariat à la fois public et privé est restée d'une grande stabilité</b> comme le relève avec pertinence le rapport du groupe d'experts. En effet, à la fin de l'an dernier, plus de la moitié des titres était détenue par les cantons et d'autres collectivités et établissements de droit public, un tiers était au nom d'actionnaires particuliers alors que le solde, soit 11%, était constitué de demandes de transfert.</p>
4.06	SGB	<p>Dem <b>Aktienkapital</b> fällt im Verhältnis zur Bilanzsumme eine <b>äusserst geringe Bedeutung</b> zu. Aufgrund der Aufgaben und der Stellung der Nationalbank scheint uns die Rechtsform einer AG weder betriebswirtschaftlich noch politisch notwendig. Das geringe Aktienkapital sowie die (gerechtfertigten!) Vinkulierungsbestimmungen bedeuten, dass Aktien der Nationalbank auch für Anleger von sehr geringer Bedeutung sind. Eine <b>Umwandlung in eine öffentlich-rechtliche Anstalt fände</b> aus diesem Grund <b>unsere Unterstützung</b>.</p> <p>Aber auch ohne Schaffung einer öffentlich rechtlichen Anstalt muss das <b>Unikum der Privataktionäre abgeschafft</b> werden. Die <b>Privataktionäre sind nach den Bestimmungen des geltenden Gesetzes auszuzahlen</b>. Nur noch der Bund und die Kantone sollten Aktien halten können. <b>Auch</b> die noch mit 15 % des Kapitals an der SNB beteiligten <b>Kantonalbanken</b> sollten in einem rein öffentlichen Aktionariat <b>nicht mehr vertreten</b> sein.</p>
4.07	SKV	<p>Gemessen an den Aufgaben und der Stellung der Nationalbank scheint die Rechtsform einer AG weder betriebswirtschaftlich unabdingbar noch politisch notwendig; eine <b>Umwandlung in eine öffentlich-rechtliche Anstalt wäre eine durchaus denkbare Option</b>.</p>
5.03	SNB	<p>Es erscheint uns wichtig, dass die verfassungsrechtlich verankerte Unabhängigkeit der SNB im Gesetz sachgerecht konkretisiert wird. Gewiss bedeutet die neu ins Gesetz aufzunehmende Weisungsfreiheit (funktionelle Unabhängigkeit) einen Fortschritt. Indessen ist <b>darauf zu achten, dass im Zuge der Novellierung des NBG nicht andere Elemente der Unabhängigkeit geschwächt werden</b>. Zu denken ist etwa an die institutionelle und finanzielle Unabhängigkeit der SNB, die gesetzlich ebenfalls solide abgestützt sein müssen. Unter diesem Gesichtspunkt erschiene uns eine <b>Abkehr von der Rechtsform der Aktiengesellschaft</b>, wie sie im Fragebogen an die Vernehmlassungsadressaten zur Diskussion gestellt wurde, <b>verfehlt</b>. Denn mit der <b>aktienrechtlichen Struktur</b> werden dem Unternehmen SNB grundsätzlich <b>eigene Entscheidungswege und Verantwortlichkeiten</b> zugesprochen; jede Mitwirkungsbefugnis einer aussenstehenden Behörde ist eine Ausnahme von der Regel und bedarf einer expliziten gesetzlichen Grundlage. Der Umbau in eine öffentlich-rechtliche Anstalt des Bundes könnte u.E. die Unabhängigkeit der SNB in Frage stellen. Bei ihrer Gründung wurde die Nationalbank bekanntlich deshalb als spezialgesetzliche Aktiengesellschaft konstituiert, weil der Gesetzgeber sich davon einen höheren Grad an Unabhängigkeit und einen intensiveren Kontakt der Bank mit der Wirtschaft versprach. Diese Rechtsform hat sich bewährt. Sie ist geeignet, das Vertrauen der internationalen Finanzmärkte in eine sachorientierte, von politischen Einflussnahmen freie Geldpolitik aufrecht zu erhalten. Im Übrigen weisen zahlreiche ausländische Zentralbanken die Rechtsform einer AG auf (u.a. Belgien, Griechenland, Italien, Niederlande, Österreich, Schweden sowie die Banken des US-amerikanischen Federal Reserve System).</p> <p>Die Beibehaltung der Rechtsform einer spezialgesetzlichen Aktiengesellschaft für die SNB <b>bedeutet nicht zwangsläufig, dass das Aktionariat unverändert zusammengesetzt</b>, d.h. die SNB eine börsenkotierte Aktiengesellschaft mit privaten Minderheitsaktionären bleiben müsste. Bei der Gründung der SNB bestand die Idee, über die Beteiligung Privater am Aktienkapital die Verbundenheit der Notenbank mit der Bevölkerung zu fördern. Diesem Gedanken wird heute mit der Pflicht der SNB zur regelmässigen Information der Öffentlichkeit besser Rechnung getragen. Die einschneidenden Beschränkungen der Aktionärsrechte im NBG dürften das Ihre dazu beigetragen haben, dass die Anzahl der Privataktionäre seit den Anfängen der SNB von ursprünglich 12'250 auf weniger als 3'000 abgenommen hat. Auch deren Teilnahme an der Generalversammlung ging zurück. Zudem war die SNB-Aktie im Zusammenhang mit der Aufwertung der Goldreserven wiederholt Gegenstand völlig unbegründeter Spekulationen. Aus diesen Gründen <b>könnten wir uns auch einen Übergang zu einer Aktiengesellschaft mit geschlossenem Aktionärskreis</b></p>

		<b>(öffentlich-rechtliche Körperschaften) vorstellen.</b>
5.08	RBA	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.09	VSKB	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.10	VSV	<p>Die <b>Ausgestaltung der SNB mit eigener Rechtspersönlichkeit</b> ist auch nach unserer Auffassung <b>weiterhin richtig</b>. Als „Bankier des Bundes“ muss die SNB auch als Rechtssubjekt des Privatrechts auftreten können.</p> <p>Damit ist jedoch die Beibehaltung der Form der spezialgesetzlichen Aktiengesellschaft nicht hinreichend begründet. <b>Die Schaffung einer rechtlich selbstständigen Anstalt des öffentlichen Rechts wäre im internationalen Kontext zeitgemässer.</b> Die funktionelle, institutionelle und finanzielle Unabhängigkeit der Zentralbank kann auch so gewährleistet werden.</p> <p>Die heutige Rechtsform ist das Ergebnis der Kompromisse eines 15-jährigen Kampfes aus der Entstehungszeit der „modernen Schweiz“. Dieser Kampf ist längst ausgestanden. Die neue SNB hat nicht mehr, wie in der Botschaft von 1904 ausgeführt wurde, „den doppelten Charakter einer Privatbank und einer Staatsbank“. Mit der Revision des NBG sollen die Grundlagen für eine moderne Zentralbank geschaffen werden.</p> <p>Die Rechtfertigung für eine Beibehaltung der spezialgesetzlichen Aktiengesellschaft kann somit nur noch darin liegen, dass dem Druck politischer Einflussnahme auf eine Zentralbank in dieser Form besser widerstanden werden kann, als in der Form einer selbstständigen Anstalt des Bundesrechts.</p> <p>Durch den E-NBG soll dem Bundesrat nun neu die Kompetenz erteilt werden, die von ihm bestimmten Mitglieder des Bankrates abzurufen. Damit hat der Bundesrat, d.h. die oberste politische Exekutive, die Befugnis, jederzeit die Mehrheit der obersten Verwaltungsebene der Zentralbank auszutauschen. Er braucht sich dabei nur auf die Nichterfüllung der nicht spezifizierten Voraussetzungen für die Amtsausübung zu berufen. Auch unter diesem Gesichtspunkt ist die personelle Unabhängigkeit einer spezialgesetzlichen Aktiengesellschaft nicht grösser als diejenige einer selbstständigen Anstalt.</p> <p>Als Ergebnis lässt sich somit festhalten, dass im neuen NBG die SNB als <b>scheinunabhängige spezialgesetzliche Aktiengesellschaft</b> ausgestaltet werden soll, die der mittelbaren Direktion der obersten Exekutive untersteht.</p> <p><b>Will der Gesetzgeber an der Form der wirklich unabhängigen spezialgesetzlichen Aktiengesellschaft festhalten, so sollte er sich auch materiell dazu bekennen.</b> Dies bedeutet im Ergebnis aber auch, dass die Mehrheit der obersten Verwaltungsebene der Zentralbank nicht gestützt auf eine Generalklausel ohne jede Trennschärfe ausgetauscht wird.</p> <p><b>Soll aber dieses weitreichende Aufsichtsinstrument geschaffen werden, so wäre es ehrlicher, das Konzept der Aktiengesellschaft aufzugeben und die SNB in eine Anstalt des öffentlichen Rechts umzuwandeln.</b></p> <p>Soll das Konzept der spezialgesetzlichen Aktiengesellschaft mit limitiertem Streubesitz beibehalten werden, ist auch die Börsenkotierung für die Zukunft gerechtfertigt. Keine Aktiengesellschaft, vor allem wenn das Unternehmen börsenkotiert ist, kann sich jedoch auf Dauer den sich einem internationalen Standard angleichenden aktienrechtlichen Bestimmungen und den Bestimmungen des Börsenrechts entziehen. Die besondere gesetzliche Grundlage der SNB wird nicht in alle Zukunft Abweichungen von zahlreichen Zulassungsbestimmungen der Börse rechtfertigen.</p>
5.12	CP	La Banque nationale reste une <b>société anonyme régie par une loi spéciale</b> . Cette configuration juridique peut paraître curieuse, installant de fait l’institut d’émission à cheval entre le droit public et le droit privé. Elle a toutefois fait ses preuves et <b>ce statut particulier souligne bien l’indépendance de la Banque nationale à l’égard de la Confédération</b> . Rappelons en effet qu’elle est une création des cantons et qu’en tout état de cause, il est aujourd’hui très largement reconnu qu’une banque centrale ne doit pas être un instrument aux mains de l’Etat.
5.13	HEV	Der HEV ist mit der bisherigen Rechtsform der <b>spezialgesetzlichen Aktiengesellschaft</b> einverstanden.
6.03	J.-P. Forney	An der Rechtsform als <b>spezialgesetzliche Aktiengesellschaft</b> ist festzuhalten (verteilt)

		Interessen).
--	--	--------------

**Tableau 5: Art. 3 Sièges, succursales, agences et représentations**

N°	Abréviation	Propositions
1.01	ZH	Wir sehen keinen materiell zwingenden Anlass für eine Zusammenlegung der Sitze der Notenbank, zumal <b>föderalistische Gesichtspunkte für eine Beibehaltung der Sitze in Bern und in Zürich</b> sprechen.
1.03	LU	Ein <b>Sitz in Bern</b> unterstreicht die Bedeutung des <b>Dialogs der SNB mit den politischen Behörden</b> und erhöht die <b>Akzeptanz des Institutes in den französischsprachigen Landesteilen</b> . Wir sprechen uns <b>gegen eine Zusammenlegung</b> der Sitze in Zürich aus. <b>Wenn schon</b> auf die beiden Sitze verzichtet werden soll, wäre der <b>einheitliche Sitz der SNB aus staatspolitischen Überlegungen in Bern</b> anzusiedeln.  Die Luzerner Kantonalbank AG führt an ihrem Hauptsitz eine Agentur der SNB. Sie besorgt insbesondere die Ausgabe und Rücknahme von Bargeld. Da seit einigen Jahren die wichtigsten Geschäftspartner der SNB im Bargeldverkehr ihre Bargeldverarbeitung konzentrieren, die eigentliche Bargeldverarbeitung in wachsendem Umfang an Werttransportfirmen übertragen und das Bargeld durch bargeldlose Zahlungsmittel verstärkt ersetzt wird, nimmt die Bedeutung der Agenturen ab. <b>Der Gesetzesentwurf nimmt auf die Möglichkeit der Weiterführung der Agentur bei der Luzerner Kantonalbank AG keinen Einfluss. Diesbezüglich ist der Entwurf zu begrüßen.</b>
1.04	UR	Die <b>Zahl der Geschäftssitze ist unerheblich</b> ; einer würde genügen.
1.05	SZ	Wir möchten die <b>Bedeutung von guten Beziehungen der Nationalbank zu den verschiedenen Regionen und Wirtschaftszweigen</b> unterstreichen. Um die Form dieser Beziehungen für die Zukunft nicht zu präjudizieren und bedarfsorientiert handeln zu können, regen wir an, an Stelle der „Vertretungen im In- und Ausland“ (Art. 3 und Art. 39 E-NBG) in einem weit gefassten Sinn von „ <b>Einrichtungen</b> “ zu sprechen, die der „ <b>Wirtschaftsbeobachtung und der Kontaktpflege mit den Regionen und Wirtschaftszweigen</b> “ dienen.
1.07	NW	<b>Ein Sitz ist ausreichend.</b>
1.09	ZG	Der vorgeschlagene rechtliche Doppelsitz - analog einiger Beispiele aus der Privatwirtschaft - zementiert den bereits seit 1905 historischen Kompromiss, der durch die damals heftigst umstrittene Sitzfrage entstanden war. Die <b>Beibehaltung des Status quo ist wohl das Einfachste</b> , lässt aber doch immerhin die Frage aufkommen, ob man heute, fast ein Jahrhundert später, aus betriebswirtschaftlichen Gründen den Sitz nicht endgültig nach Zürich verlegen sollte. <b>Wir jedenfalls würden einer Zusammenlegung der Sitze in Zürich den Vorzug geben.</b>
1.11	SO	Wir <b>unterstützen</b> die Absicht, dass die SNB künftig über einen <b>rechtlichen Doppelsitz</b> verfügen soll. Aus rein betriebswirtschaftlichen Gründen müsste der Sitz eigentlich nach Zürich verlegt werden. Eine solche Änderung ist aber politisch nicht realisierbar.
1.12	BS	Die <b>Zahl der Sitze ist unerheblich</b> ; einer würde genügen.
1.17	SG	<b>Die Bestimmung zu den Vertretungen der Nationalbank im Inland sollte verbindlicher formuliert werden.</b>  Art. 3 Abs. 2 E-NBG trägt dem heutigen Umstand Rechnung, dass die Bargeldversorgung in der Schweiz zunehmend zentral erfolgt und dass dort, wo heute kein Bargeldverkehr mehr betrieben wird, der Begriff der Zweigniederlassung rechtlich nicht mehr haltbar ist. Der Gesetzesentwurf ermöglicht es, die heutigen Zweigniederlassungen, welche eigentlich keine mehr sind, unter dem Begriff der Vertretung weiterzuführen. Den Vertretungen obliegt die <b>Wirtschaftsbeobachtung und die Kontaktpflege in den Regionen</b> . Für die Nationalbank ist dies eine <b>unerlässliche Aufgabe</b> ; sie liegt auch im Interesse der Kantone. Die Vertretungen werden deshalb auch von niemandem bestritten oder in Frage gestellt. Im Gegenteil: <b>Bei der im Jahre 1999 abgeschlossenen Restrukturierung des Zweigstellennetzes wurde bewusst unterschieden zwischen der Zentralisierung des Bar-</b>

		<b>geldverkehrs und der dezentralen Präsenz bei der Erfüllung des Informationsauftrages. Die Bestimmung im Gesetzesentwurf, wonach die Nationalbanken Vertretungen unterhalten kann, ist daher durch eine verbindlichere Formulierung zu ersetzen.</b>
1.20	TG	Unseres Erachtens sollte im Rahmen dieser Totalrevision die Sitzfrage dahingehend bereinigt werden, dass für die Nationalbank <b>nur noch ein Sitz</b> festgehalten wird. <b>Nebst</b> den im Fragebogen angeführten, für den Sitz Zürich sprechenden <b>betriebswirtschaftlichen Vorteilen</b> , würde mit dem Sitz in Zürich <b>auch die Unabhängigkeit der Nationalbank gegenüber den politischen Behörden in Bern unterstrichen.</b>
1.21	TI	<b>Le due sedi di Zurigo e di Berna rispondono adeguatamente al carattere particolare della Banca Nazionale: vicinanza alla piazza finanziaria reale e vicinanza alla politica federale.</b>  Nell'ambito della ristrutturazione delle sedi o succursali, scomparsa delle direzioni locali e dei comitati locali, <b>il Ticino deve essere sede come finora di una sede importante.</b> Si tratta di <b>continuare a garantire una rappresentanza concreta delle BNS non solo in quanto terza Svizzera ma perché il Ticino è la terza piazza finanziaria nazionale ed è alle porte di un paese europeo importante come l'Italia</b> che vede nella Lombardia uno dei motori economici più potenti dell'UE.  Perciò auspichiamo che il mondo politico ed economico del Cantone Ticino possa essere direttamente coinvolto negli organi centrali della nuova BNS a rappresentare la nostra regione.
1.23	VS	L'existence de deux sièges (Berne et Zurich) de la BNS trouve son origine dans un compromis historique remontant à 1905. Il paraît <b>temps de revenir à une situation plus logique, et de ne prévoir qu'un siège, sans toutefois que celui-ci soit nécessairement Zurich.</b> Il s'agit là toutefois d'une question d'importance secondaire.
1.24	NE	<b>Quant au siège, la BNS peut fort bien en avoir deux.</b> Ce double siège ne fait aucune difficulté et est d'ores et déjà connu dans de très grandes entreprises ayant leur siège social en Suisse. Il traduit opportunément la volonté d'assurer une présence équilibrée de la banque centrale dans notre pays.
1.25	GE	Les <b>deux sièges</b> actuels, Berne et Zurich, <b>peuvent être maintenus.</b>
1.26	JU	En contrepartie à sa position d'autonomie, elle a le mandat de rendre compte et d'informer les instances politiques notamment. C'est à ce titre que <b>les deux sièges (situés à Berne et à Zurich) doivent être maintenus.</b>
3.01	FDP	Die Frage nach der Sitzzusammenlegung ist - verständlichermassen - politisch heikel. Wie in den Erläuterungen ebenfalls ausgeführt, würden sich zwar betriebswirtschaftlich gewisse Vereinfachungen oder Verbesserungen ergeben können, die jedoch nicht derart gravierend ausfallen würden, dass die Sitzzusammenlegung ein wirtschaftlich notwendiges Postulat wäre. Dazu kommt, dass auf die bisherige Unterscheidung zwischen administrativem und rechtlichem Sitz verzichtet und die SNB künftig über einen rechtlichen Doppelsitz verfügen wird. Tatsächlich wäre es wohl auch heute nicht einfacher als vor 100 Jahren, sich auf einen Sitz politisch zu einigen. <b>In Anerkennung dieser politischen Realität und mangels ausgewiesenem entsprechendem ökonomischen Handlungsbedarf kann somit dem rechtlichen Doppelsitz zugestimmt werden.</b>
3.02	CVP	Wenn auch aus betriebswirtschaftlichen Gründen eine Sitzzusammenlegung vorteilhaft wäre, unterstützt die CVP dennoch <b>aus politischen Überlegungen den rechtlichen Doppelsitz</b> in Bern und Zürich.  Die SNB hat erst vor rund eineinhalb Jahren eine grössere Restrukturierung ihres Zweigstellennetzes abgeschlossen und damit dem Anliegen nach einer Verschlinkung dieses Netzes entsprochen. Die <b>heutige SNB-Zweigstellenstruktur</b> darf als <b>modern und zukunftsträchtig</b> betrachtet werden, entspricht sie doch dem als fortschrittlich geltenden angelsächsischen State of the Art. Es ist daher unverständlich, dass im Entwurf diese Struktur praktisch bereits wieder zur Disposition gestellt wird; <b>Art. 3 Abs. 2 mit seiner Kann-Formulierung ist uns zu wenig verbindlich.</b> Die CVP legt grossen Wert darauf, dass die <b>Nationalbank</b> zum Zweck der Informationsbeschaffung und zur glaubwürdigen Wahrnehmung ihrer Kommunikationsaufgaben <b>in den Regionen präsent</b> bleibt (vgl. auch Kommentar zu Art. 39 E-NBG). Wir schlagen daher für Art. 3 Abs. 2 E-NBG folgende

		Formulierung vor: <i><sup>2</sup>Soweit es die Geldversorgung des Landes erfordert, unterhält die Nationalbank Zweigniederlassungen und Agenturen in den Regionen. Sie pflegt Kontakte zur regionalen Wirtschaft und zu den regionalen Behörden. Zur Beurteilung der konjunkturellen Entwicklung unterhält sie eine angemessene regionale Präsenz. Sie kann im Ausland Vertretungen einrichten, wenn dies zur Erfüllung ihres Auftrags notwendig ist.</i>
3.03	SPS	Ein Sitz in Bern unterstreicht die Bedeutung des Dialogs der Nationalbank mit den politischen Behörden und erhöht die Akzeptanz des Institutes in den französischsprachigen Landesteilen. Wir sprechen uns <b>gegen eine Zusammenlegung der Sitze in Zürich</b> aus.
3.04	SVP	Die SVP hält aus <b>regionalpolitischen Gründen</b> an den <b>Sitzen in Bern und Zürich</b> fest.
3.05	PLS	S'agissant du siège de la BNS, <b>on peut parfaitement maintenir les deux sièges</b> . Mais s'il ne devait y avoir qu'un siège, pourquoi serait-ce Zurich et non pas <b>Berne</b> ?
4.01	economie-suisse	An <b>den beiden Sitzen in Bern und Zürich</b> soll <b>festgehalten</b> werden. Gleichwohl ist zu prüfen, welche Aktivitäten an den Sitzen z.B. durch <b>Outsourcing</b> effizienter erledigt werden können, ohne den Kern des Verfassungsauftrages zu tangieren.
4.02	USAM	L'art. 3 du projet maintient deux sièges de la BNS, situés à Berne et à Zurich. L'USAM considère qu' <b>il faut conserver le statu quo</b> : fédéralisme oblige, le siège bernois de la BNS – souvent considéré comme son „ <b>siège romand</b> “ – doit être maintenu.
4.03	SAV	Unterstützung der Position <b>von economiesuisse</b> .
4.05	FRSP	Actuellement, la BNS a son siège juridique et administratif à Berne alors que le siège de la direction générale est à Zürich. L'art. 3 al. 3 de la LBN en vigueur stipule en outre la subdivision de la direction générale en trois départements, soit deux avec siège à Zürich et le troisième à Berne. Le projet de révision <b>prévoit le maintien des deux sièges</b> sans établir toutefois de distinction entre eux. Nous pensons que <b>cette manière de faire est pleinement justifiée</b> même si l'option d'un siège unique à Zürich peut paraître plus conforme aux principes régissant l'économie d'entreprise. <b>Il est en effet des situations où les critères d'ordre politique, voire psychologique, doivent prendre le pas sur d'autres considérations.</b>
4.06	SGB	Ein Sitz in <b>Bern</b> unterstreicht die <b>Bedeutung des Dialogs</b> der Nationalbank mit den politischen Behörden und erhöht die Akzeptanz des Institutes in den <b>französischsprachigen Landesteilen</b> . Wir sprechen uns <b>gegen eine Zusammenlegung der Sitze in Zürich</b> aus.
4.07	SKV	Wir plädieren <b>für die Beibehaltung der beiden Sitze in Bern und Zürich</b> . Ein Sitz in <b>Bern</b> untermauert die <b>Bedeutung des Dialogs</b> der Nationalbank mit den politischen Behörden und fördert die <b>Akzeptanz des Institutes in der Romandie und im Tessin</b> .
5.03	SNB	Wir schlagen vor, den Inhalt von Art. 3 Abs. 2 E-NBG in zwei Absätze aufzuteilen: <i><sup>2</sup>Soweit es die Geldversorgung des Landes erfordert, unterhält die Nationalbank Zweigniederlassungen und Agenturen.</i> <i><sup>3</sup>Zur Wirtschaftsbeobachtung und Kontaktpflege in den Regionen kann sie Vertretungen errichten.</i> Sachlich wird damit <b>klarer zwischen operativ tätigem Bereich</b> (Bargeldversorgung) <b>und rein beobachtend-informativer Tätigkeit</b> der SNB <b>unterschieden</b> : In Abs. 2 sind jene Bankstellen genannt, die - zusätzlich zu den Sitzen - eine operative Tätigkeit entfalten. In Abs. 3 wird die Präsenz der SNB in den Regionen mittels Einrichtung von Vertretungen stärker hervorgehoben (s. auch Kommentar zu Art. 30 E-NBG). Auf die Erwähnung möglicher Auslandsvertretungen kann verzichtet werden; die Möglichkeiten der heutigen Telekommunikation lassen solche Repräsentanzen unwahrscheinlich werden. Zudem wird dadurch die Entsendung von SNB-Mitarbeitern ins Ausland keineswegs ausgeschlossen, sondern höchstens die Schaffung organisatorisch selbständiger Einheiten im Ausland.
5.10	VSV	Die Lösung mit zwei Sitzen ist das Resultat parlamentarischer Uneinigkeit. <b>Die betriebswirtschaftlichen Nachteile einer Zweisitzlösung sind zu beheben; die Sitze sind zusammenzulegen</b> . Die Expertenkommission verweist im Zusammenhang mit der Zusammenlegung der Sitze auf betriebswirtschaftliche Argumente (Arbeitsmarkt und Nähe zu

		Marktteilnehmern), welche für eine Sitzverlegung nach Zürich sprechen. <b>Nicht nachvollziehbar ist aufgrund dieser Argumente, warum nicht auch eine Sitzverlegung nach Genf geprüft wurde.</b>
5.12	CP	L'art. 3 al. 1 du projet maintient deux sièges à savoir celui de Berne et celui de Zurich. Nous sommes d'avis qu' <b>il faut conserver le statu quo</b> , le siège bernois étant principalement en charge des relations avec la Confédération et considéré comme le « siège romand » de la banque.  Le fait de pouvoir établir <b>des représentations en Suisse et à l'étranger</b> , en particulier pour observer la vie économique et entretenir des contacts, <b>constitue une adaptation heureuse</b> (art. 3 al. 2). La collaboration monétaire internationale est en effet aujourd'hui l'un des paramètres essentiels de la politique économique et, sur ce plan, la Suisse joue sur la scène mondiale un rôle beaucoup plus important que ne le justifieraient ses dimensions géographiques ou le volume de ses échanges.
5.13	HEV	Der HEV <b>befürwortet eine Zusammenlegung der Sitze der SNB in Zürich.</b>
6.03	J.-P. Forney	An den beiden Sitzen in <b>Bern und Zürich</b> ist festzuhalten. Die SNB hat Interessen in Zürich, aber auch in Bern (Kontakte mit dem Bund).

**Tableau 6: Art. 5, al. 1 Mission de la Banque centrale**

N°	Abréviation	Propositions
1.00	FDK	Wir sind der Ansicht, dass eine <b>präzise Umschreibung der Nationalbankaufgaben</b> in der Verfassung und <b>grösste Unabhängigkeit</b> der Nationalbank bei der Erfüllung dieser Aufgaben <b>beste Gewähr für die Sicherung der Geldwertstabilität</b> sind.  Ohne auf die makroökonomische Bedeutung der Preisstabilität einzugehen scheint es uns <b>sinnvoll, dass auf eine numerische Fixierung von Preisstabilität auf Gesetzesstufe verzichtet wird</b> . Eine präzise Steuerung der Geldpolitik scheint kaum möglich zu sein, und der Handlungsspielraum der SNB würde durch eine quantitative Vorgabe der Preisstabilität je nach Wirtschaftslage stark eingeschränkt.
1.01	ZH	Die <b>Präzisierung des verfassungsrechtlichen Notenbankauftrages</b> , wie sie im Gesetzesentwurf vorgesehen ist, <b>begrüssen wir in dieser Form</b> .
1.03	LU	Es ist sinnvoll, <b>Preisstabilität als explizites Ziel</b> der SNB im Gesetz zu verankern. Wir <b>begrüssen die Präzisierung gegenüber der Formulierung in der Verfassung</b> (Art. 99 Abs. 2 BV). Eine präzisere Fassung des Auftrages auf Gesetzesstufe ist sinnvoll, zumal damit die notwendigen Voraussetzungen für die Rechenschaftspflicht der SNB geschaffen werden (Art. 7 E-NBG). Der Wortlaut präjudiziert keine bestimmte geldpolitische Strategie zur Sicherung der Geldwertstabilität; er erlaubt eine etwaige Anpassung der gegenwärtigen Strategie der SNB im Licht neuer Erkenntnisse oder Verhältnisse. Ohne auf die makroökonomische Bedeutung der Preisstabilität einzugehen, scheint es uns <b>sinnvoll, dass auf eine numerische Fixierung von Preisstabilität auf Gesetzesstufe verzichtet wird</b> . Eine präzise Steuerung der Geldpolitik scheint kaum möglich zu sein, und der Handlungsspielraum der SNB würde durch eine quantitative Vorgabe der Preisstabilität je nach Wirtschaftslage stark eingeschränkt.  Mit ihren geldpolitischen Instrumenten übt die SNB entscheidenden Einfluss auf die <b>konjunkturelle Entwicklung</b> des Landes (vgl. Art. 100 BV und Art. 5 Abs. 1 Satz 3 E-NBG). Die Stabilität der Preise gehört zu den wichtigsten Aufgaben der Nationalbank. Vor allem in rezessiven Phasen kann eine einseitige Politik der stabilen Preise jedoch negative Auswirkungen auf die Beschäftigung haben. <b>Aus diesem Grunde begrünnen wir den ergänzenden Passus „im Gesamtinteresse des Landes“ ausdrücklich</b> . Aus dem Bericht der Expertengruppe geht hervor, dass eine hohe Beschäftigung nach wie vor erste konjunkturpolitische Priorität hat. Wir schlagen daher folgende Präzisierung von Art. 5 Abs. 1 vor:  <i>„... Sie strebt die Preisstabilität unter Berücksichtigung der Konjunktur- und Beschäftigungslage an. ....“</i>
1.04	UR	Wir <b>unterstützen die vorgeschlagene Präzisierung</b> des verfassungsrechtlichen Noten-

		bankauftrags.
1.05	SZ	Wir <b>unterstützen die Präzisierung</b> des verfassungsrechtlichen Notenbankauftrages und sind damit einverstanden, dass die Preisstabilität in den Mittelpunkt gestellt wird.
1.06	OW	Wir sind der Ansicht, dass eine <b>präzise Umschreibung der Nationalbankaufgaben im Gesetz und die grösste Unabhängigkeit</b> der Nationalbank bei der Erfüllung dieser Aufgaben beste Gewähr für die Sicherung der Geldwertstabilität ist.
1.07	NW	Die <b>Formulierung erlaubt der SNB genügend Handlungsspielraum</b> , um Preisstabilität, aber auch Wirtschaftswachstum und Vollbeschäftigung zu fördern.
1.08	GL	Die vorgeschlagene Formulierung des Auftrags der Nationalbank ist <b>sehr stark auf die Preisstabilität ausgerichtet</b> . Die Preisstabilität ist aber nur ein Bestandteil der Geldpolitik. Bereits in den vergangenen Jahren (1990 bis 1996) hat die Nationalbank ihre Interventionen sehr stark auf die Einhaltung der Preisstabilität und weniger auf das allgemeine Wirtschaftswachstum und die Vollbeschäftigung ausgerichtet. Daraus ist die wirtschaftliche Stagnation in den frühen 90er Jahren entstanden.  Wir würden vorschlagen, <b>auf eine numerische Aufzählung der Preisstabilität im NBG zu verzichten</b> . Der Handlungsspielraum der Nationalbank wird durch einen solchen Verzicht wesentlich grösser.  <b>Sollte die Preisstabilität im Gesetz enthalten bleiben, müssten auch noch Kriterien wie Vollbeschäftigung und Wirtschaftswachstum ins Gesetz aufgenommen werden.</b>
1.09	ZG	Wir <b>begrüssen die Präzisierung</b> des Auftrags der Nationalbank (SNB) im revidierten NBG gegenüber der Formulierung in der Bundesverfassung. Es ist wichtig, den weit gefassten Auftrag der SNB gemäss Bundesverfassung auf Gesetzesstufe zu konkretisieren, insbesondere ist es im Gesamtinteresse des Landes von grösster Wichtigkeit, dass die <b>Preisstabilität als explizites Ziel</b> der SNB verankert wird. Die Wiederholung des Gesamtinteresses auf Gesetzesstufe bewirkt zudem eine Akzentuierung der durch die SNB zu tragenden <b>gesamtwirtschaftlichen Verantwortung</b> . Die Erwähnung der <b>konjunkturellen Entwicklung untermauert die Mitverantwortung der SNB im Notenbankauftrag</b> . Im Übrigen ist die präzise Fassung des Auftrags der SNB auf Gesetzesstufe unabdingbare Voraussetzung für eine im Nachfolgenden noch zu besprechende Rechenschaftspflicht.
1.10	FR	Sans vouloir entrer en discussion sur l'importance macro-économique de la stabilité des prix, <b>il nous semble judicieux de renoncer à fixer numériquement la stabilité des prix</b> (pourcentage d'inflation) dans le cadre de la loi. Une conduite précise de la politique monétaire semble, de nos jours, à peine réalisable. La <b>marge de manœuvre de la BNS serait</b> , au gré de la situation économique, <b>restreinte</b> par un objectif quantitatif de la stabilité des prix.
1.11	SO	Wir vertreten die Auffassung, dass eine <b>präzise Umschreibung</b> der Nationalbankaufgaben in der Bundesverfassung und grösste Unabhängigkeit der Nationalbank bei der Erfüllung dieser Aufgaben beste Gewähr für die Sicherung der Geldwertstabilität sind.  Ohne auf die makroökonomische Bedeutung der Preisstabilität einzugehen, scheint es uns <b>sinnvoll, dass auf eine numerische Fixierung von Preisstabilität auf Gesetzesstufe verzichtet wird</b> . Eine präzise Steuerung der Geldpolitik scheint kaum möglich zu sein, und der Handlungsspielraum der SNB würde durch eine quantitative Vorgabe der Preisstabilität je nach Wirtschaftslage stark eingeschränkt.
1.12	BS	Die Formulierung des Notenbankauftrags ist <b>zu einseitig auf die Geldwertstabilität und zu wenig auf die gedeihliche Entwicklung der Wirtschaft ausgerichtet</b> . Die Ziele der Geldpolitik sind weiter zu stecken als nur die Preisstabilität. Die Geldpolitik kann letztlich nur im Dienste der nationalen Wohlfahrt gesehen werden. Deshalb muss <b>auch das allgemeine Wirtschaftswachstum und die Vollbeschäftigung berücksichtigt</b> werden. Konkret könnten wir uns folgende Formulierung für Art. 5 vorstellen:  <i>„Aufgabe der Nationalbank ist es, stabile monetäre Rahmenbedingungen zu schaffen, um Vollbeschäftigung, Wachstum und Preisstabilität zu fördern.“</i>
1.13	BL	Unterstützung der Position der <b>FDK</b>

1.15	AR	<p>Eine <b>präzise Umschreibung der Nationalbankenaufgaben</b> in der Verfassung und <b>grösste Unabhängigkeit</b> der Nationalbank bei der Erfüllung dieser Aufgaben bieten die <b>beste Gewähr für die Sicherung der Geldwertstabilität</b>.</p> <p>Es scheint <b>sinnvoll, dass auf eine numerische Fixierung von Preisstabilität auf Gesetzesstufe verzichtet wird</b>. Eine präzise Steuerung der Geldpolitik dürfte kaum möglich sein, und der Handlungsspielraum der SNB würde durch eine quantitative Vorgabe der Preisstabilität je nach Wirtschaftslage stark eingeschränkt.</p>
1.16	AI	<p>Es erscheint der Ständekommission <b>sinnvoll, die Preisstabilität als explizites Ziel</b> der SNB im Gesetz festzulegen und damit den in der Verfassung vage umschriebenen Auftrag zu präzisieren.</p>
1.18	GR	Unterstützung der Position der <b>FDK</b>
1.19	AG	Unterstützung der Position der <b>FDK</b>
1.21	TI	<p>Riteniamo che l'articolo di legge proposto soddisfa gli intendimenti dell'art. 99 della nuova Costituzione federale sulla politica monetaria. La materia è stata ampiamente approfondita e discussa in quell'occasione e <b>ci sembra corretto che a prevalere sia la forma che dà alla banca centrale la priorità di intervento per una politica di stabilità dei prezzi legata alla situazione congiunturale</b>. Non è invece compito della Banca nazionale intervenire nell'economia con altri strumenti o garantire obiettivi quali la piena occupazione o altri sotto-equilibri specifici dell'economia.</p> <p>Sappiamo che vi sono forti pressioni per un intervento diretto della Banca nazionale nel sistema economico del Paese ma <b>noi continuiamo a ritenere che il ruolo fondamentale della Banca nazionale sia strettamente di politica monetaria e valutaria</b>.</p>
1.22	VD	<p>Conformément à la mission constitutionnelle de la BNS, la loi stipule que la Banque nationale conduit la politique monétaire dans l'intérêt général du pays. Le nouvel art. 5 reprend, pour l'essentiel, les dispositions légales actuelles en précisant toutefois que la BNS tient compte de l'évolution de la conjoncture dans le cadre de sa politique monétaire.</p> <p><b>Le Conseil d'Etat est favorable à la description précise de la mission de la BNS telle que proposée dans le projet de loi</b>. Il importe en effet que la BNS tienne compte de la situation conjoncturelle lorsqu'elle fixe sa politique monétaire, d'autant que l'économie suisse présente des particularités aux niveaux de sa taille et de l'ouverture de ses marchés.</p>
1.23	VS	<p>Nous partageons l'avis de la CDF selon lequel si la stabilité du niveau des prix constitue certes un élément important, il paraît préférable de renoncer à prévoir dans un texte légal que la Banque nationale a l'obligation de garantir une telle stabilité. Une telle solution s'avère en effet trop stricte, et a pour inconvénient de diminuer la marge de manœuvre de la Banque nationale dans la conduite de sa politique monétaire.</p> <p>Sous un autre aspect, <b>il pourrait être utile de mentionner spécialement les intérêts du tourisme</b>. Le passé récent nous a en effet clairement démontré que ce secteur était particulièrement sensible à la fluctuation du cours des monnaies.</p>
1.24	NE	<p>L'art. 5 prévoit que la BNS conduit la politique monétaire dans l'intérêt du pays. Il précise cette mission en stipulant que la banque centrale assure la stabilité des prix en tenant compte de l'évolution de la conjoncture.</p> <p><b>Cette disposition nous semble bien recouvrir le mandat constitutionnel</b>. Elle met en évidence le rôle déterminant de la politique monétaire en matière de stabilité des prix tout en attribuant clairement à la BNS une responsabilité quant à l'évolution de l'économie réelle. Lors de perturbations de l'équilibre économique, il appartiendra à la banque centrale de mener une politique servant au mieux la stabilité des prix et une évolution favorable de la production et de l'emploi.</p> <p>Les <b>conflits d'objectifs</b> que cette mission peut comporter <b>justifient au demeurant que la loi ne fixe pas nommément un plafond au renchérissement admissible</b>. Une telle contrainte pourrait en effet, selon les circonstances, mettre la BNS dans l'impossibilité de prendre suffisamment en compte les impératifs de la politique conjoncturelle.</p>

1.25	GE	Dans la mesure où le lien entre stabilité des prix et évolution de la conjoncture se traduit par exemple dans les faits par l'adoption de <b>politiques non déflationnistes en période de récession</b> , erreur qui a été commise dans le passé, nous <b>adhérons</b> au projet.
1.26	JU	La mission constitutionnelle de la BNS visant à mener une politique monétaire servant les intérêts généraux du pays mérite d'être précisée dans la loi. Ainsi, <b>la formulation proposée nous semble tout à fait pertinente</b> . La première tâche de la BNS consiste bien à conduire la politique monétaire et il est judicieux que cela se passe dans l'intérêt général du pays. D'autre part, assurer la stabilité des prix ne doit pas être un but en soi, mais représenter plutôt un outil permettant de soutenir un bon fonctionnement de l'économie. En regard des événements structurels connus depuis les années 1950, la formulation proposée est suffisante. <b>Fixer finalement un objectif quantitatif dans la loi serait trop hasardeux ou trop contraignant dans la conduite de la politique monétaire</b> . En faisant référence à l'évolution de la conjoncture, les experts admettent que la politique monétaire a des incidences sur l'économie réelle sans pour autant prétendre l'influencer de façon conséquente puisque notre économie est ouverte et de petite taille. <b>Nous partageons en tous points cette analyse</b> .
3.01	FDP	Die FDP unterstützt die Aufnahme der ursprünglichen bundesrätlichen Fassung dieser Bestimmung. Dabei ist dem Auftrag der <b>Gewährleistung der Preisstabilität Vorrang</b> einzuräumen.
3.02	CVP	Die CVP bedauert, dass in Art. 99 Abs. 2 BV der Notenbankauftrag zu allgemein und unbestimmt formuliert wurde. Umso mehr begrüsst sie nun die Präzisierung auf Gesetzesstufe, wonach die <b>Notenbank vorrangig das Ziel der Preisstabilität zu verfolgen hat, unter Berücksichtigung der konjunkturellen Entwicklung</b> . Die explizite Erwähnung der konjunkturellen Entwicklung begrüsst die CVP, weil die Geldpolitik zweifellos ein wirksames wirtschaftspolitisches Instrument zur Konjunkturbeeinflussung darstellt und insofern die Nationalbank eine Mitverantwortung für die realwirtschaftliche Entwicklung zu tragen hat. Dennoch ist die Vorrangigkeit der Preisstabilität in unseren Augen richtig, weil den Möglichkeiten der Notenbank zur längerfristigen Konjunkturbeeinflussung enge Grenzen gesetzt sind.  Das Ziel der Preisstabilität bietet nach Auffassung der CVP die beste Voraussetzung für ein längerfristig gedeihliches Wirtschaftswachstum. Es dient der Sicherstellung optimaler monetärer Rahmenbedingungen für die Wirtschaft und der Vertrauensbildung der Akteure. In der Wirtschaftswissenschaft herrscht Einigkeit darüber, dass die Geldpolitik längerfristig die Preisentwicklung bestimmt bzw. Inflation und Deflation längerfristig monetäre Phänomene darstellen. Es ist deshalb richtig, die Preisstabilität als das vorrangige Ziel festzulegen.  Dennoch erachtet die CVP <b>die in Art. 5 Abs. 1 gewählte Terminologie</b> , wonach die SNB die Preisstabilität gewährleistet, als <b>etwas zu ambitiös</b> . Der Ausdruck „gewährleistet“ gemahnt an eine absolute Garantie der Preisstabilität, die die SNB aber nicht geben kann. Mit der folgenden Formulierung des 2. Satzes: „ <b>Sie sichert die Preisstabilität.</b> “ kann man unseres Erachtens den Möglichkeiten und Grenzen der Geldpolitik eher gerecht werden.
3.03	SPS	Mit Erstaunen haben wir festgestellt, dass die Expertenkommission weder Lehren aus dem Fehlverhalten der SNB in der schweren Krise der 1990er Jahre zieht, noch die finanzwissenschaftliche Diskussion in den USA aufnimmt, wo die Finanz- und Wirtschaftswelt von der Fed eine aktive Konjunkturpolitik erwartet.  Die Verfassung schreibt der Nationalbank vor, eine Geldpolitik im „Gesamtinteresse des Landes“ zu führen. Da die Geldpolitik das wirksamste Mittel zur Beeinflussung der konjunkturellen Entwicklung ist, insbesondere der Arbeitslosigkeit und der Teuerung, muss das „Gesamtinteresse“ im Zusammenhang mit Art. 100 BV interpretiert werden. Dementsprechend hat die Geldpolitik das Hauptziel zu verfolgen, die konjunkturelle Entwicklung zu stabilisieren, insbesondere „Arbeitslosigkeit und Teuerung“ zu verhüten und zu bekämpfen. Wir schlagen deshalb vor, die Zielsetzung aus Art. 100 BV zu übernehmen:  <b>„Die SNB führt die Geld- und Währungspolitik im Gesamtinteresse des Landes. Sie stabilisiert die konjunkturelle Entwicklung; insbesondere trägt sie zur Verhütung und Bekämpfung von Arbeitslosigkeit und Teuerung bei.“</b>

		<p>Die Geldpolitik kann die Teuerung nicht bekämpfen, ohne durch hohe Zinsen oder eine Aufwertung des Frankens das Wirtschaftswachstum zu verringern. Deshalb kann das Ziel der Preisstabilität nie ohne Auswirkungen auf das Wirtschaftswachstum und die Beschäftigung erreicht werden. Angesichts der hohen langfristigen Kosten der Arbeitslosigkeit und der Tatsache, dass die Geldpolitik das mächtigste wirtschaftspolitische Instrument zur Stabilisierung der Wirtschaftsentwicklung darstellt, kann nicht akzeptiert werden, dass die Geldpolitik das Ziel der Preisstabilität höher gewichten sollte als das Ziel der Vollbeschäftigung.</p> <p>Die Bedeutung unterschiedlicher Zielsetzungen zeigt sich an der Politik in den 90er Jahren. Hätte die Geldpolitik nur die Aufgabe, die „Preisstabilität zu gewährleisten“, könnte die Geldpolitik 1991 bis 1996 als erfolgreich bezeichnet werden. Die gravierenden Folgen auf dem Arbeitsmarkt und die enorm hohen Sozialkosten für die öffentliche Hand könnten als notwendigen Preis einer Politik der Preisstabilität bezeichnet werden. Eine solche einseitige Zielsetzung kann jedoch extreme Auswirkungen auf die Beschäftigung und Arbeitslosigkeit haben, wie die Entwicklung in diesen Jahren deutlich gemacht hat. Die lange Dauer der Krise sowie der extreme Anstieg der Arbeitslosigkeit war hauptsächlich auf die extrem lang dauernde Hochzinsperiode 1989 bis 1992 sowie auf die Tatsache zurückzuführen, dass sich die Nationalbank in den Jahren 1994 bis 1996 hartnäckig geweigert hat, die Überbewertung des Frankens zu bekämpfen. Es kann deshalb kaum die Meinung vertreten werden, die Notenbank habe vor 1996 eine „Politik im Gesamtinteresse des Landes“ betrieben.</p> <p>Eine klare Beschreibung, was unter dem „Gesamtinteresse des Landes“ zu verstehen ist, ist um so wichtiger, als der Nationalbank in der Ausführung der Geldpolitik eine bedeutende Unabhängigkeit zugestanden wird. Eine Beschränkung des „Gesamtinteresses“ auf die „Gewährleistung der Preisstabilität“ würde die Gefahr schaffen, dass die Notenbank sich auch dann ausschliesslich auf dieses Ziel konzentrieren würde, wenn davon negative Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt ausgehen würden.</p> <p>Eine <b>Priorisierung der Preisstabilität</b> könnte <b>nur</b> begründet werden, <b>wenn die sozialen und volkswirtschaftlichen Kosten der Teuerung deutlich höher wären als die entsprechenden Kosten der Arbeitslosigkeit</b>. Das wird nach den schmerzhaften Erfahrungen der neunziger Jahre kaum jemand zu behaupten wagen.</p> <p>Im Weiteren sind wir der Meinung, dass der <b>Begriff der Preisstabilität in der Botschaft erläutert</b> werden sollte. Namentlich sollte die <b>Core Inflation als Indikator</b> (Massgrösse) in die Stabilitätspolitik einbezogen werden.</p>
3.04	SVP	<p>Die SVP <b>begrüss</b> die <b>Präzisierung</b> des verfassungsmässigen Auftrags. Die neue Bundesverfassung (Art. 99) umschreibt den Auftrag der SNB nur sehr vage (Führung der Geldpolitik „im Gesamtinteresse des Landes“).</p> <p>Die Hauptaufgabe einer durch die Verfassung unabhängigen Schweizerischen Nationalbank (SNB) besteht in der Kontrolle des Geldschöpfungsprozesses. <b>Die SNB hat die Preisstabilität zu gewährleisten</b>. Preisstabilität ist eine wichtige Voraussetzung für das gute Funktionieren der Wirtschaft. <b>Die SVP bekämpft hingegen die gesetzliche Verankerung, der SNB eine Mitverantwortung für die konjunkturelle Entwicklung zu übertragen</b>. Die Wirkungsweise der Geldpolitik bei Eingriffen auf der Nachfrageseite ist unbestritten. Hingegen ist die Wirkungsweise der Geldpolitik bei Eingriffen auf der Angebotsseite (z.B. Anstieg Erdölpreis) höchst umstritten. Bei Störungen auf der Angebotsseite könnte die SNB daher vor einem Zielkonflikt (Preisstabilität - konjunkturelle Entwicklung) stehen, den es zu vermeiden gilt.</p> <p>Es ist unbestritten, dass die SNB die konjunkturelle Entwicklung genau zu beobachten hat, sie hat jedoch nicht gezielt auf die konjunkturelle Entwicklung Einfluss zu nehmen. <b>Die SNB darf nicht Gefahr laufen, selber Ursache einer makroökonomischen Instabilität (allfällige prozyklische Effekte) zu werden</b>.</p> <p>In der Schweiz darf es nicht so weit kommen, dass die Nationalbank, so wie die Fed der USA, den gesetzlichen Auftrag hat, nicht nur für die Preisstabilität, sondern ebenso für das Wirtschaftswachstum und tiefe Arbeitslosigkeit zu sorgen. Die Fed-Politik hat sich in den letzten Jahren praktisch ausschliesslich in den Dienst der Konjunkturpolitik gestellt. <b>Die SVP bekämpft die weltweite Tendenz der Nationalbanken, sich nach kurzfristigen konjunkturellen Entwicklungen auszurichten und verlangt, dass der Nebensatz, dass</b></p>

		<p><b>die SNB die konjunkturelle Entwicklung zu beachten habe aus dem Gesetz gestrichen wird.</b> Es ist selbstverständlich, dass die SNB bei ihrer Aufgabenerfüllung "Gewährleistung Preisstabilität" die langfristige Konjunktorentwicklung zu berücksichtigen und zu beobachten (Statistikauftrag) hat.</p>
3.05	PLS	<p><b>Cette question nous paraît fondamentale</b> et il ne fait aucun doute que l'article 5 du projet constitue sa disposition la plus importante. Pour le parti libéral suisse, <b>il est évident que la tâche principale et presque exclusive de la BNS consiste à veiller, à travers la politique monétaire qu'elle mène, à la stabilité des prix.</b> Ce n'est pas tant le « niveau » des prix qui est ici concerné, mais leur « stabilité ». <b>Nous proposons de biffer le terme de « niveau » et de ne retenir que la notion de « stabilité des prix ».</b></p> <p><b>Pour le PLS, la BNS n'a pas d'autre politique à conduire. Elle n'a pas en particulier à mener une politique conjoncturelle qui tiendrait compte d'autres paramètres que celui de la stabilité des prix.</b> C'est pourquoi l'affirmation de l'indépendance de la BNS, tant à l'égard des instances politiques que des instances économiques nous paraît fondamentale. L'art. 6 du projet revêt donc un importance aussi grande que l'article 5.</p> <p>Si le PLS approuve la simplification de l'organisation de la BNS et en particulier la suppression des comités locaux et des directions locales, il tient cependant à ce que soit rappeler que si la BNS doit mener une politique monétaire dans l'intérêt général du pays, elle doit aussi <b>tenir compte de l'équilibre des régions comme une composante de cet intérêt général.</b> Une disposition spécifique de ce principe dans la loi pourrait sans doute être la bienvenue.</p>
3.06	Grüne	<p>Gemäss Gesetzestext ist die Gewährleistung der Preisstabilität das Hauptziel der SNB. Die konjunkturelle Entwicklung darf für sie nur ein Nebenschauplatz sein. <b>Unserer Meinung nach ist durch diesen Auftrag die Verfassungsbestimmung, dass die SNB eine „Geld- und Währungspolitik im Gesamtinteresse des Landes“ führt, in keiner Art und Weise umgesetzt.</b> Aufgrund des bedeutenden Einflusses der Nationalbank auf die Konjunktur und die Beschäftigung – die Mitschuld der SNB an der Stagnation der neunziger Jahre ist erwiesen (vgl. etwa die Halbjahresberichte der KOF/ETH) – und des wissenschaftlich noch immer ausstehenden Nachweises, dass die Preisstabilität von volkswirtschaftlichem Nutzen ist, muss die konjunkturelle Entwicklung ein geldpolitisches Hauptziel sein.</p> <p>Empirisch etwa ist der Nachweis nach wie vor ausstehend, dass eine Teuerung, die nicht höher ist als 10 oder 20 %, schädliche Auswirkungen auf die aggregierte reale wirtschaftliche Entwicklung hat (eine Übersicht findet sich in Kirshner, J. (2001)). <i>The political economy of low inflation. Journal of Economic Surveys, 15</i>). Die <b>Forderung der Preisstabilität ist vor allem theoretisch begründet.</b> Es ist jedoch allgemein bekannt, dass die gegenwärtig vorherrschende ökonomische Theorie auf <b>unrealistischen Annahmen</b> aufbaut [Dieser Aufbau auf unrealistischen Annahmen hat in einer positivistischen, empirischen Wissenschaft System (vgl. Friedman, M. (1953). <i>The Methodology of Positive Economics. In: Essays in Positive Economics. Chicago</i>). Die unrealistischen Annahmen machen jedoch erst Sinn in Bezug auf empirische Tests von Hypothesen, die auf der Basis dieser Annahmen gebildet wurden. Politische Empfehlungen auf rein theoretischer Basis sind so wissenschaftlich unzulässig.] So <b>unterstellt die Theorie beispielsweise, dass das Trendwachstum einer Volkswirtschaft von konjunkturellen Schwankungen unabhängig ist.</b> Dagegen kann man jedoch einwenden, dass neue Technologien vor allem über Investitionen in neuste Anlagen installiert werden. <b>Eine konjunkturell bedingt schwache Investitionstätigkeit zur Zeit eines Technologieschubs kann deshalb eine Volkswirtschaft schnell gegenüber ihren Konkurrenten in Rückstand bringen,</b> hat sie doch durch die schwache Investitionstätigkeit ihre Anlagen nur in unzureichendem Mass auf den neusten technischen Stand gebracht.</p> <p>Die <b>Geldpolitik kann auch langfristige Auswirkungen auf die Arbeitslosigkeit haben,</b> indem durch eine geldpolitisch verursachte oder verlängerte Rezession Langzeit-Arbeitslosigkeit entsteht, die in der Aufschwungphase nur mehr unvollständig abgebaut wird, weil die Langzeitarbeitslosen, indem sie für die Kurzeitarbeitslosen keine Konkurrenz auf dem Arbeitsmarkt darstellen, einen zu geringen Einfluss auf die Lohnsetzung haben (vgl. dazu Ball, L. (1999). <i>Aggregate demand and long-run unemployment. Brookings Papers on Economic Activity, 2:1999. S. 189–251</i>). Da den Langzeitarbeitslosen arbeitsmarktrelevante Fähigkeiten verloren gegangen sind oder sie aufwändig zu rekrutieren sind, da sie</p>

		<p>nicht mehr intensiv eine Anstellung suchen, führt erst eine ausgesprochen hohe, inflationsstreibende Nachfrage dazu, dass sie von den Unternehmen wieder eingestellt werden.</p> <p>Weiter wird jeweils <b>unterstellt, dass die Phillips-Kurve linear ist, d.h. dass die Höhe der Inflationsrate keine Rolle spielt in Bezug auf die realwirtschaftlichen Auswirkungen, höchstens deren Schwankungen.</b> Empirische Untersuchungen haben diese Annahme jedoch in Frage gestellt und gezeigt, dass die inflationsneutrale Arbeitslosigkeit (Non-accelerating-inflation-rate-of-unemployment, NAIRU) abhängig ist von der Höhe des Inflationsziels. Ein tiefes Inflationsziel impliziert eine höhere nicht-inflationsbeschleunigende Arbeitslosigkeit aufgrund von Rigiditäten bei den Nominallöhnen (<i>Akerlof, G.D.W. and G. Perry (1996). The macroeconomics of low inflation. Brookings Papers on Economic Activity, 1</i>). Da die <b>Nominallöhne gegen unten wenig flexibel</b> sind, erfordert beispielsweise eine Veränderung der relativen Reallöhne durch Strukturwandel eine bestimmte Teuerung. Erst so lassen sich Reallöhne bei konstanten Nominallöhnen gegen unten anpassen. Lässt die Geldpolitik keine entsprechende Teuerung zu, streut sie somit Sand in den Strukturwandel. Die Lohnsignale, welche die Beschäftigten zum Stellen- bzw. Branchenwechsel usw. ermuntern sollten, werden so unterdrückt. Strukturelle Arbeitslosigkeit ist die Folge.</p> <p>Auch werden die <b>Gefahren einer Deflation in der Theorie oft unterschätzt</b>, insbesondere dann, wenn diese von sogenannten perfekten Kapitalmärkten ausgeht. Schuldner existieren nicht. Es dürfte jedoch klar sein, dass die Gefahr einer Deflation und somit von einer Schuldenspirale bei einer geringeren Inflation tendenziell höher ist als bei einer höheren Inflation.</p> <p>Das Ziel der Preisstabilität für eine Zentralbank, die gemäss Verfassung die Geldpolitik im „Gesamtinteresse des Landes“ führen muss, ist daher – wissenschaftlich betrachtet – ausgesprochen diskutabel. Es stellt sich deshalb die Frage, ob sich die Expertengruppe in Bezug auf das Ziel der SNB bloss etwas stark von aktuellen, theoretischen Strömungen hat verleiten lassen bzw. auf die EZB geschient hat, oder ob sie bei der Bestimmung des Ziel etwa gar strukturpolitische Hintergedanken hatte. Neuere Untersuchungen über die Politik der tiefen Inflationsraten zeigen, dass in einer disaggregierten Betrachtung etwa auf Branchenebene, einzelne Branchen von tiefer Inflation profitieren, andere dagegen verlieren. Zu den Gewinnern scheint insbesondere der Finanzsektor zu gehören (<i>Kirshner (2001)</i>).</p> <p><b>„Das Gesamtinteresse des Landes“ ist mit dem Zweckartikel so jedenfalls nicht verfolgt.</b> Wir schlagen in Anlehnung an den Bericht der Expertengruppe deshalb eine <b>Formulierung in der Art</b> vor:</p> <p><b>„Die SNB soll die Wirtschaft angemessen mit Geld versorgen und ihr so ermöglichen, ihr Produktionspotential auszuschöpfen. Sie achtet dabei auf eine stetige Preisentwicklung.“</b></p>
4.01	economie-suisse	<p>Nachdem die Präzisierung des Notenbankauftrags auf Verfassungsstufe vor zwei Jahren scheiterte, ist es umso dringender, dies jetzt auf der Gesetzesstufe nachzuholen. Wir <b>begrüssen</b> es, dass zu diesem Zweck die <b>Preisstabilität als vorrangiges Ziel</b> der Notenbankpolitik hervorgehoben wird, stellt doch diese eine Voraussetzung für das reibungslose Funktionieren der Wirtschaft und damit für nachhaltiges Wachstum und hohe Beschäftigung dar.</p> <p>Der Expertenbericht ist in der Umschreibung des Notenbankauftrags allerdings expliziter als der Gesetzesentwurf, wo insbesondere der Rekurs auf den <b>vagen Begriff des "Gesamtinteresses des Landes" nicht zu überzeugen vermag</b>. Aus diesen Gründen schlagen wir für Art. 5 Abs. 1 folgende <b>Neuformulierung</b> vor:</p> <p><b>"Die Preisstabilität ist das vorrangige Ziel der Geld- und Währungspolitik der Nationalbank. Dabei beachtet sie die konjunkturelle Entwicklung, um mit einer angemessenen Geldversorgung die Ausschöpfung des volkswirtschaftlichen Produktionspotentials zu ermöglichen."</b></p> <p>Mit der <b>Vorrangigkeit der Preisstabilität</b> im Sinne der Vermeidung von Deflation und Inflation wird die Hauptaufgabe der SNB gesetzlich klar festgehalten. Da sowohl Deflation und Inflation volkswirtschaftliche Kosten verursachen, leistet die SNB mit der Stabilisierung des Preisniveaus den besten Beitrag zur langfristig ausgeglichenen Konjunktur-entwicklung. Dies entspricht auch dem ordnungspolitischen Grundsatz, jeder wirtschafts-</p>

		<p>politischen Institution ein und nur ein Ziel zuzuordnen. Die Verpflichtung der Notenbank auf die Gewährleistung der Preisstabilität ist schliesslich auch ein wichtiges Surrogat zur Aufhebung der Golddeckung, die früher die staatliche Geldschöpfung einem direkten Disziplinierungszwang unterworfen hatte.</p> <p><b>Anstelle des unbestimmten Landesinteresses</b> soll dagegen der <b>Beitrag der Geldpolitik zu einer ausgeglichenen Konjunktorentwicklung im Sinne der Ausschöpfung des vorhandenen Spielraums zur Stabilisierung von Produktion und Beschäftigung</b> präzisiert werden. Dies in Anlehnung an die bekannte Taylor-Regel, die monetäre Logik, gesamtwirtschaftliche Verantwortung und gesundes Ermessen einer Notenbankleitung in idealer Weise verbindet. Danach zielt die Geldpolitik mittel- und längerfristig auf die Preisniveaustabilität ab, berücksichtigt aber kurzfristig die jeweilige Konjunkturlage.</p> <p>Einer weiteren <b>Ausdehnung des Notenbankauftrages auf wechselkurspolitische Ziele oder die Förderung von Vollbeschäftigung und Wachstum</b> würden wir uns <b>entschieden zur Wehr</b> setzen. Es versteht sich von selbst, dass im Falle der Schweiz die Notenbank den Wechselkurs des Frankens stets in ihr geldpolitisches Kalkül einbeziehen muss. Die Verantwortung für die Beschäftigung liegt primär bei den Sozialpartnern. Die Geldpolitik kann vom Wachstum profitieren, indem damit der Konflikt zwischen der Steigerung des Auslastungsgrades und der Inflation entschärft wird. Wachstum kann aber geldpolitisch nicht erzeugt werden. <b>Die Quellen des Wachstums liegen ausserhalb des Einflussbereichs der Geldpolitik und heissen in erster Linie Investitionen in Sach- und Humankapital, Produkt- und Prozessinnovationen und neue Faktorkombinationen.</b> Damit ist auch gesagt, dass die staatliche Haushalts- und Finanzpolitik das Wachstumspotential wesentlich mitbeeinflusst.</p> <p>Der Vorteil der <b>neuen Formulierung</b> des Notenbankauftrags besteht darin, dass er aus ökonomischer Perspektive erstens <b>klarer</b> ist, zweitens einen <b>unmittelbaren Bezug zum Konjunkturartikel</b> der Bundesverfassung herstellt und drittens den <b>diffusen Begriff des Landesinteresses vermeidet</b>. Schliesslich passt die vorgeschlagene Formulierung auch besser zur Klarheit des Notenbankauftrags der <b>Europäischen Zentralbank</b>, der diesbezüglich als wichtiger <b>Referenzstandard</b> dient.</p>
4.02	USAM	<p><b>L'USAM appuie cette formulation.</b> Face à un environnement économique en constante évolution, dont l'imprévisibilité est encore renforcée par la prochaine introduction de l'euro, il faut éviter d'enserrer l'action de la BNS dans un carcan législatif trop étroit. En ce sens, l'art. 5, al. 1 du projet de loi sur la Banque nationale va dans la bonne direction. <b>Les arts et métiers considèrent que la BNS a pour mission première d'assurer la stabilité des prix, mais en même temps son action doit aussi viser l'intérêt général du pays et tenir compte de l'évolution de la conjoncture.</b> A l'avenir, la BNS pourra ainsi mener une politique monétaire Perméable <b>non seulement aux fluctuations monétaires mais aussi aux aléas de la conjoncture.</b></p> <p>L'expression « intérêt général » indique que l'éventuels conflits entre les objectifs de la stabilité des prix et de la prise en compte de l'évolution de la conjoncture doivent être résolus dans l'intérêt général du pays. Cela permettra à la BNS de mieux gérer les conflits d'objectifs qui se produiront lors des perturbations macro-économiques.</p> <p>Faire de la stabilité des prix l'objectif prioritaire de la politique monétaire est une formulation moderne qui tient compte des enseignements récents de la science économique et des expériences faites à l'étranger. Les spécialistes s'accordent pour dire que l'inflation conduit à une allocation inefficace des ressources, à des effets de redistribution de revenu arbitraires, à une réduction de l'efficacité du système des paiements et, en conséquence, à une réduction du bien-être économique.</p> <p>La BNS doit donc prioritairement viser le maintien de la stabilité des prix. Cette tâche toutefois, dans certaines circonstances, peut entrer en conflit avec certains objectifs de politique conjoncturelle. A titre d'exemple, on rappellera qu'au milieu des années 1970 l'industrie horlogère avait été étranglée par le niveau du franc suisse. La BNS avait été sourde aux revendications des nombreux milieux qui exigeaient une expansion de la masse monétaire afin de faire baisser le cours du franc suisse, et avait conservé imperturbablement un cap pré-établi. Comme la Banque nationale dispose à travers la politique monétaire d'un instrument de stabilisation conjoncturelle efficace, il convient dès lors de lui accorder également, par le biais de sa mission de banque centrale, une part de responsabilité</p>

		en matière de soutien de l'économie nationale.
4.03	SAV	Unterstützung der Position <b>von economiesuisse</b> .
4.04	SBV	Wir <b>begrüssen die Präzisierung</b> gegenüber der Formulierung in der Verfassung. In Art. 99 nBV wird der Auftrag der SNB lediglich vage umschrieben; diese habe ihre Geldpolitik „im Gesamtinteresse des Landes“ zu betreiben. Eine präzisere Fassung dieses Auftrages auf Gesetzesstufe ist sinnvoll, zumal damit die notwendigen Voraussetzungen für die Rechenschaftspflicht der SNB geschaffen werden (vgl. Kommentar zu Art. 7 E-NBG). Der <b>Wortlaut präjudiziert keine bestimmte geldpolitische Strategie</b> ; er erlaubt eine etwaige Anpassung der gegenwärtigen Strategie der SNB im Lichte neuer Erkenntnisse oder Verhältnisse.
4.05	FRSP	Le mandat confié à la BNS par l'article 99 de la Constitution fédérale se doit d'être explicité dans la loi. C'est à notre avis à juste titre que l'article 5 alinéa 1 <sup>er</sup> du projet assigne à la banque centrale comme <b>objectif principal la stabilité des prix</b> soit l'obligation de prévenir à la fois l'inflation et la déflation. Il est <b>aussi opportun de préciser que ce but doit être poursuivi en tenant compte de "l'évolution de la conjoncture"</b> . Pour notre part nous aurions qualifié la conjoncture de générale pour bien montrer que <b>la politique de la BNS ne saurait être fonction des intérêts de telle ou telle branche économique</b> souvent plus encline que d'autres à se manifester.
4.06	SGB	<p>Die Verfassung schreibt der Nationalbank vor, eine Geldpolitik im „Gesamtinteresse des Landes“ zu führen. Da die <b>Geldpolitik das wirksamste Mittel zur Beeinflussung der konjunkturellen Entwicklung</b> ist, insbesondere der Arbeitslosigkeit und der Teuerung, muss das „Gesamtinteresse“ <b>im Zusammenhang mit Art. 100 BV interpretiert</b> werden. Dementsprechend hat die Geldpolitik das Hauptziel zu verfolgen, die konjunkturelle Entwicklung zu stabilisieren, insbesondere „Arbeitslosigkeit und Teuerung“ zu verhüten und zu bekämpfen. Wir schlagen deshalb vor, die Zielsetzung aus Art. 100 BV zu übernehmen:</p> <p><i>„Die SNB führt die Geld- und Währungspolitik im Gesamtinteresse des Landes. Sie stabilisiert die konjunkturelle Entwicklung; insbesondere trägt sie zur Verhütung und Bekämpfung von Teuerung und Arbeitslosigkeit bei.“</i></p> <p>Die Geldpolitik kann die Teuerung nicht bekämpfen, ohne durch hohe Zinsen oder eine Aufwertung des Frankens das Wirtschaftswachstum zu verringern. Deshalb kann das <b>Ziel der Preisstabilität nie ohne Auswirkungen auf das Wirtschaftswachstum und die Beschäftigung erreicht</b> werden. Angesichts der hohen langfristigen Kosten der Arbeitslosigkeit und der Tatsache, dass die Geldpolitik das mächtigste wirtschaftspolitische Instrument zur Stabilisierung der Wirtschaftsentwicklung darstellt, <b>kann nicht akzeptiert werden, dass die Geldpolitik das Ziel der Preisstabilität höher gewichten sollte als das Ziel der Vollbeschäftigung</b>. Die Bedeutung unterschiedlicher Zielsetzungen zeigt sich an der Politik in den 90er Jahren. Hätte die Geldpolitik nur die Aufgabe, die „Preisstabilität zu gewährleisten“, könnte die Geldpolitik 1991 bis 1996 als erfolgreich bezeichnet werden. Die gravierenden Folgen auf dem Arbeitsmarkt und die enorm hohen Sozialkosten für die öffentliche Hand könnten als notwendiger Preis einer Politik der Preisstabilität bezeichnet werden. Eine solche einseitige Zielsetzung kann jedoch extreme Auswirkungen auf die Beschäftigung und Arbeitslosigkeit haben, wie die Entwicklung in diesen Jahren deutlich gemacht hat. Die lange Dauer der Krise sowie der extreme Anstieg der Arbeitslosigkeit war hauptsächlich auf die extrem lang dauernde Hochzinsperiode 1989 bis 1992 sowie auf die Tatsache zurückzuführen, dass sich die Nationalbank in den Jahren 1994 bis 1996 hartnäckig geweigert hat, die Überbewertung des Frankens zu bekämpfen. Es kann deshalb kaum die Meinung vertreten werden, die Notenbank habe vor 1996 eine „Politik im Gesamtinteresse des Landes“ betrieben. Im Gegenteil: Die Schweizerische Geldpolitik in den 90er Jahren beweist, dass die Notenbankführung ungenügende Resultate erzielt, wenn sie ausschliesslich auf das Ziel der Preisstabilität verpflichtet wird.</p> <p>Eine klare Beschreibung, was unter dem „Gesamtinteresse des Landes“ zu verstehen ist, ist um so wichtiger, als der Nationalbank in der Ausführung der Geldpolitik eine bedeutende Unabhängigkeit zugestanden wird. <b>Eine Beschränkung des „Gesamtinteresses“ auf die „Gewährleistung der Preisstabilität“ würde die Gefahr schaffen, dass die Notenbank sich auch dann ausschliesslich auf dieses Ziel konzentrieren würde, wenn davon negative Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt ausgehen würden.</b></p>

		<p>Eine Priorisierung der Preisstabilität könnte nur begründet werden, wenn die sozialen und volkswirtschaftlichen Kosten der Teuerung deutlich höher wären als die entsprechenden Kosten der Arbeitslosigkeit. Das wird nach den schmerzhaften Erfahrungen der neunziger Jahre kaum jemand zu behaupten wagen.</p> <p><b>Völlig unakzeptierbar</b> ist die von der Expertenkommission vorgeschlagene Formulierung für das Ziel, wonach die Nationalbank die Preisstabilität „<b>gewährleistet</b>“. Selbst wenn das Inflationsziel priorisiert werden sollte, müsste die Formulierung lauten: „Sie (die Nationalbank) <b>strebt</b> Preisstabilität <b>an</b> und beachtet dabei das Ziel einer ausgeglichenen konjunkturellen Entwicklung“.</p>
4.07	SKV	<p>Die in Art. 5 enthaltene <b>Umschreibung der Aufgaben ist unbefriedigend</b>. Die Verfassung verpflichtet die Nationalbank, eine Geldpolitik im „Gesamtinteresse des Landes zu führen“. Preisstabilität ist nur eine – wenn auch sehr wichtige – Komponente des Oberziels, der schweizerischen Volkswirtschaft eine konjunkturell ausgeglichene – stabilisierte – und auf nachhaltiges Wachstum ausgerichtete Entwicklung zu ermöglichen. Entsprechend schlagen wir vor, die Vorgabe von Art. 100 BV explizit in Art. 5 zu übernehmen:</p> <p><i>„Die SNB führt die Geld- und Währungspolitik im Gesamtinteresse des Landes. Sie stabilisiert die konjunkturelle Entwicklung; insbesondere trägt sie zur Verhütung und Bekämpfung von Teuerung und Arbeitslosigkeit bei.“</i></p> <p>Dass Geldpolitik, Beschäftigung und Wachstumspolitik eng zusammen hängen, haben die letzten 10 Jahr erneut nachdrücklich gezeigt. Die Geldpolitik beeinflusst die Zinsen und den Aussenwert des Frankens und damit die Beschäftigung. Die sehr eng an monetaristischen Vorstellungen orientierte Politik der SNB hat Ende der achtziger Jahre zu einem überhöhten Anstieg der Geldmenge geführt, deren Abbau anschliessend – allein mit dem Ziel, die Preisstabilität rasch wieder zu erreichen – zu einem starken Beschäftigungseinbruch mit sehr hohen volkswirtschaftlichen Kosten geführt hat. <b>Wir wehren uns dagegen, dass bei der Auftragserteilung an die SNB Beschäftigungseinbrüche und Umverteilungseffekte nur als „Nebenwirkungen“ einer auf Preisstabilisierung fixierten Nationalbankpolitik betrachtet werden.</b> Gerade weil das neue Gesetz der SNB eine hohe Autonomie verleihen will, müssen die Komponenten des Gesamtinteresses explizit angeführt werden.</p>
5.01	CQC	La Commission salue tout particulièrement la précision du mandat de la BNS.
5.03	SNB	<p>Die Nationalbank stellt mit Befriedigung fest, dass die Expertengruppe in ihrem Gesetzesentwurf den eher unscharf gefassten Verfassungsauftrag der SNB in ausbalancierter und pragmatischer Weise konkretisiert hat. Die gesetzliche <b>Verpflichtung der SNB auf das Ziel der Preisstabilität</b> bedeutet <b>für die Geldpolitik eine Richtschnur von hohem Wert</b>. Sie dürfte dann besonders vertrauensbildend sein, wenn sie in der langen Frist das tatsächliche Verhalten der Zentralbank zu bestimmen vermag. Nicht umsonst beurteilen die Finanzmärkte die Tätigkeit von Zentralbanken in zunehmendem Masse danach, ob sie dem Anspruch, die Preisstabilität zu wahren, zu genügen vermögen. Jedenfalls aber <b>gehört die Ausrichtung der Geldpolitik auf das vorrangige Ziel der Preisstabilität zu den "essentialia" eines modernen Notenbankgesetzes</b>. Der Zusatz im gesetzlichen Auftrag, dass die Nationalbank die <b>konjunkturelle Entwicklung zu beachten hat, ist sinnvoll</b>; er reflektiert die schon bisher praktizierte - möglicherweise nicht immer deutlich genug kommunizierte - Rücksichtnahme auf die Realwirtschaft. Er dürfte zudem geeignet sein, allfällige Befürchtungen zu entkräften, die Geldpolitik könnte bei Störungen auf der Angebotsseite zu wenig flexibel reagieren. Insgesamt erscheint der Auftrag der SNB im Gesetz materiell zutreffend gefasst.</p> <p>Weil die Festlegung des Notenbankauftrags ein Thema in der politischen Diskussion werden dürfte, ist hier besondere Sorgfalt auf die <b>Formulierung</b> zu verwenden. Namentlich müssen die deutsche und die französische Sprachversion exakt übereinstimmen, was im Entwurf der Expertengruppe (Art. 5 Abs. 1, 2. Satz) noch nicht der Fall ist. Unser Vorschlag:</p> <p><i>"Sie sichert die Preisstabilität" (dt.)</i></p> <p><i>"Elle assure la stabilité des prix" (frz.)</i></p> <p>Die bisherige deutsche Version "Sie gewährleistet ..." scheint uns etwas weit zu gehen, weil der Terminus "gewährleisten" eine Art Garantiekomponente enthält. Der Ausdruck</p>

		<p>"sichern" vermeidet eine solche, die Rolle der SNB eher überdehnende Interpretation und ist vorzuziehen.</p> <p>Die bisherige französische Version "... la stabilité du niveau des prix" könnte zu Fehlinterpretationen Anlass geben, etwa in der Art, die SNB müsse nach einem inflationären Schock eine so restriktive Politik führen, dass das ursprüngliche Preisniveau wiederhergestellt werde. Der Ausdruck "... la stabilité des prix" entspricht dem französischen Wortlaut des Maastricht-Vertrags (Art. 105) und ist vorzuziehen. Dass die SNB nicht Einfluss auf die relativen Preise nehmen soll, ergibt sich mit hinreichender Klarheit aus dem Kommentar zum Gesetz (Expertenbericht, S. 97).</p>
5.08	RBA	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.09	VSKB	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.10	VSV	<p>Der Notenbankauftrag soll sich auf die Führung einer Geld- und Währungspolitik im Gesamtinteresse des Landes beschränken. Die explizite Erwähnung der Gewährleistung der Preisstabilität unter Berücksichtigung der konjunkturellen Entwicklung ist im Lichte der Geldverfassung der Europäischen Währungsunion insofern nachvollziehbar, als dass die EU der grösste Handelspartner der Schweiz ist. <b>Eine unabhängige Geld- und Währungspolitik der SNB im Interesse der Schweiz muss aber nicht zwingend im Einklang mit dem Standard der Geldverfassung der Europäischen Währungsunion stehen.</b></p> <p>Die Preisstabilität soll im auf Gesetzesstufe konkretisierten Notenbankauftrag die Rolle eines Primates erhalten. Die gesamte konjunkturelle Entwicklung ist dabei nur „zu beachten“. Diese Fokussierung des Notenbankauftrages auf die Preisstabilität, d.h. die Vermeidung von Inflation und Deflation, findet in den Bestimmungen der revidierten Bundesverfassung nach unserer Auffassung keine hinreichende Stütze. Art. 99 BV verlangt eine Notenbankpolitik, die dem Gesamtinteresse des Landes dient. Dazu gehören auch die Wirtschafts- und Konjunkturpolitik im weiteren Sinne, aber auch aussenpolitische Interessen.</p> <p><b>Der in Art. 5 E-NBG konkretisierte Notenbankauftrag verstösst infolge seiner engen Fokussierung auf die Preisstabilität deshalb nach unserer Auffassung gegen den ihm zugrundeliegenden Verfassungsauftrag.</b></p>
5.11	Industrie-Holding	<p>Auch aus Sicht international operierender Unternehmen ist die <b>Qualität der Geld- und Währungspolitik wichtiger Standortfaktor</b> eines Landes. Eine möglichst inflationsfreie Wirtschaftsentwicklung stellt die allgemein anerkannte Hauptaufgabe der Geldpolitik dar. Die SNB geniesst diesbezüglich eine erstklassige Reputation. Wir <b>befürworten daher mit Nachdruck</b> die in Art. 5 Abs. 1 E-NBG statuierte <b>Priorität der Preisstabilität</b>.</p> <p>Angesichts der starken Integration der Schweizer Wirtschaft in die Weltwirtschaft ist eine <b>möglichst unverzerrte Entwicklung des Franken-Wechselkurses sehr wichtig</b>. Über- oder unterschliessende Wechselkurse haben starke realwirtschaftliche Effekte auf die hiesige Wirtschaft. <b>Davon ausgehend, dass im Rahmen der im Entwurf vorgesehenen „Beachtung der konjunkturellen Entwicklung“ auch die realwirtschaftlichen Effekte von übermässig verzerrten Wechselkursen enthalten sind, unterstützen wir die Neuformulierung von Art. 5 Abs. 1 E-NBG.</b></p> <p>Zu überlegen wäre allenfalls, ob die <b>Leerformel „führt die Geld- und Währungspolitik im Gesamtinteresse des Landes“ gestrichen</b> werden kann, wie dies während der jüngsten Revision der Bundesverfassung bei vielen Artikeln gemacht wurde.</p>
5.12	CP	<p>„La Banque nationale conduit la politique monétaire dans l'intérêt général du pays. Elle assure la stabilité du niveau des prix. Ce faisant, elle tient compte de l'évolution de la conjoncture.“ L'al. 1 de l'art. 5 reprend, pour l'essentiel, les actuelles dispositions de l'art. 2 en y ajoutant toutefois qu'elle „tient compte de l'évolution de la conjoncture“. Il faudra veiller ici à ce que l'on ne retombe pas sournoisement dans ce que voulait introduire, en 1991, un projet de loi sur une évolution économique équilibrée. En effet, <b>la tâche principale de la Banque nationale est de maintenir la stabilité des prix</b>, tâche qui, dans certaines circonstances, peut entrer en conflit avec certains objectifs de politique conjoncturelle. Ainsi rappellerons-nous qu'au milieu des années 1970, lorsque l'industrie horlogère était étranglée par le niveau du franc suisse, de nombreux milieux exigeaient une expansion de la masse monétaire en vue de faire baisser le cours du franc suisse. Nous sommes d'avis qu'<b>il faut supprimer la dernière partie de l'alinéa 1, tant il est vrai qu'il va de</b></p>

		<p>soi que l'Institut d'émission conduit sa politique monétaire en tenant compte de l'évolution de la conjoncture. Ou, pour le moins, adopter une formulation proche de celle utilisée pour la Banque centrale européenne. En effet, celle-ci stipule que la banque a pour priorité la stabilité des prix et que, dans la mesure où elle peut le faire sans la mettre en péril, elle soutient des objectifs économiques.</p>
5.13	HEV	<p>Der HEV erklärt sich mit der vorgeschlagenen Konkretisierung des verfassungsmässigen Notenbankauftrages einverstanden. Er <b>begrüss</b>t, dass <b>neben der Gewährleistung der Preisstabilität auch die konjunkturelle Entwicklung berücksichtigt wird</b> und so bei der Festlegung des geldpolitischen Kurses durch die Nationalbank auch der Konjunktur und den Eigenheiten der Schweiz als kleine, offene Volkswirtschaft Rechnung getragen werden soll.</p>
5.14	SHV	<p>Das <b>Primat der Preisstabilität</b> ist auch für die Hoteliers eine unabdingbare Rahmendbedingung für ein gedeihliches Wirtschaften. Aufgrund des hohen Grades an investiertem Fremdkapital ist offensichtlich, dass eine allgemeine Anhebung des Zinsniveaus für unserer Branche verheerende Auswirkungen haben müsste. Die Preisstabilität muss sichergestellt, und nicht nur angestrebt werden!</p> <p>Wir sind uns bewusst, in ökonomischen Zielantinomien zu leben: Die Schweizer Hotellerie lebt zu 60 % der Übernachtungen von ausländischen Gästen, davon gegen 80 % aus „Euroland“. Dass neben dem Gang der Konjunktur im Ausland und natürlich neben einem günstigen Preis-Leistungsverhältnis unserer Angebote gerade die <b>Wechselkurs-Stabilität</b> eine zentrale Rolle für die preisliche Wettbewerbsfähigkeit spielt, ist hinlänglich bekannt und bedarf keiner besonderen Begründung mehr. Umso wichtiger ist für uns die Perspektive, dass im stark veränderten währungspolitischen Umfeld die SNB die geldpolitischen Instrumente stets so einsetzt, dass auch eine gesunde Relation zu den wichtigsten Weltwährungen verteidigt werden kann. Insbesondere in den geographisch entfernteren Tourismus-Kernzonen ist die ganz regionale Wirtschaft vom Gang der Hotel- und Tourismuswirtschaft abhängig. Trotz unseres Bekenntnisses zum Primat der Binnenpreis-Stabilität darf deshalb die Aussenstabilität unserer Währung nicht ausser Acht gelassen werden.</p>
6.01	FBS	<p>Wir beantragen folgende Formulierung von Art. 5 Abs. 1:</p> <p><i><sup>1</sup>Die Nationalbank führt die Geld- und Währungspolitik im Gesamtinteresse des Landes. Dabei beachtet sie die konjunkturelle Entwicklung. Sie gewährleistet eine mittel- und langfristige Kaufkraftstabilität mittels Geldmengensteuerung. Max. Abweichung: 1 Prozent Inflation pro Jahr gemessen am Konsumentenpreisindex.</i></p> <p><u>Begründung:</u> Ein Schwerpunkt unserer mehr als hundertjährigen Forderungen bildet die <b>langfristige Kaufkraftstabilität des Geldes</b> als Aufgabe der Notenbank. Das Stabilitätsziel hat eine derart grosse Bedeutung für die Volkswirtschaft, dass es im Gesetz explizit definiert werden muss. Wir verwenden ausdrücklich den Begriff „Kaufkraftstabilität“ statt Preisstabilität, was zu sehr an Einzelpreise erinnern würde. Die <b>Stabilisierungspolitik muss über die Geldmenge erfolgen</b> entsprechend der Quantitätstheorie des Geldes nach Silvio Gesell resp. Dr. Th. Christen.</p>
6.02	INWO	<p>Wir beantragen folgende Formulierung von Art. 5 Abs. 1:</p> <p><i><sup>1</sup>Die Nationalbank führt die Geld- und Währungspolitik im Gesamtinteresse des Landes. Dabei beachtet sie die konjunkturelle Entwicklung. Sie gewährleistet eine mittel- und langfristige Kaufkraftstabilität mittels Geldmengensteuerung.</i></p> <p><u>Begründung:</u> Ein Schwerpunkt unserer mehr als hundertjährigen Forderungen bildet die <b>langfristige Kaufkraftstabilität des Geldes</b> als Aufgabe der Notenbank. Das Stabilitätsziel hat eine derart grosse Bedeutung für die Volkswirtschaft, dass es im Gesetz explizit definiert werden muss. Wir verwenden ausdrücklich den Begriff „Kaufkraftstabilität“ statt Preisstabilität, was zu sehr an Einzelpreise erinnern würde. Die <b>Stabilisierungspolitik muss über die Geldmenge erfolgen</b> entsprechend der Quantitätstheorie des Geldes nach Silvio Gesell resp. Dr. Th. Christen.</p>
6.03	J.-P. Forney	<p>Vorschlag: „Die Nationalbank führt die Geld- und Währungspolitik im Gesamtinteresse des Landes. <b>Insbesondere</b> gewährleistet sie die Preisstabilität. ....“.</p> <p>Bei der Formulierung ist <b>zwischen Auftrag und Mittel zu unterscheiden</b>. Der <b>Auftrag</b> ist, die Geldpolitik im <b>Gesamtinteresse</b> des Landes zu führen; das <b>Mittel</b> ist dazu ist die</p>

		<b>Preisstabilität.</b> Der Notenbankauftrag muss es der SNB erlauben, aus ausserordentlichen Gründen vom Preisstabilitätsziel abzuweichen. In einem solchen Fall sollte sie für das Gesamtinteresse des Landes andere Massnahmen ergreifen.
--	--	--

**Tableau 7: Art. 5, al. 2 à 4 Tâches de la Banque centrale**

N°	Abréviation	Propositions
1.14	SH	Gegen die geplante Konkretisierung und Aktualisierung der Notenbankaufgaben haben wir <b>nichts einzuwenden</b> .
1.24	NE	L'énumération des tâches prévue à l'article 5 nous paraît <b>pertinente</b> .
1.26	JU	<u>art. 5 al. 2</u> La <b>fonction de prêteur ultime</b> n'apparaît pas explicitement dans le texte. Elle mériterait d'être mentionnée sous la <b>lettre a</b> . La gestion des réserves monétaires doit s'effectuer dans <b>un rapport « liquidité, rendement, sécurité » optimal</b> . La notion de système financier devrait être intégrée à la <b>lettre d</b> .
3.02	CVP	<u>Art. 5 Abs. 2</u> Wir schlagen vor, den Auftrag der SNB zur Verwaltung der Währungsreserven in Art. 5 Abs. 2 lit. d wie folgt zu präzisieren: <i>d. Sie bewirtschaftet die Währungsreserven.</i> Darin ist verstärkt ein Auftrag enthalten zu einer Bewirtschaftung der Reserven, die dem State of the Art entspricht und mit Benchmarking jederzeit nachvollzogen werden kann. Die Stabilität des Finanzsystems ist für die Führung der Geldpolitik derart bedeutend (s. auch Kommentar zu Art. 18 E-NBG), dass wir vorschlagen, unter den konkreten Aufgaben der SNB – als Art. 5 Abs. 2 lit. e – einen <b>expliziten Auftrag</b> zu formulieren, der wie folgt lauten könnte: <i>e. „Sie setzt sich für die Stabilität des Finanzsystems ein.“</i> Denn die Stabilität des Finanzsystems geht wesentlich über die Stabilität der Zahlungssysteme hinaus.
3.04	SVP	Die SVP <b>unterstützt den übrigen Aufgabenkreis</b> der SNB gemäss Art. 5 Abs. 2 - 4 E-NBG, die Versorgung des Schweizer Franken-Geldmarkts mit Liquidität, die Gewährleistung der Bargeldversorgung, die Erleichterung und Sicherung des Funktionierens bargeldloser Zahlungssysteme und die Verwaltung der durch die Verfassung gegebenen, ausreichenden Währungsreserven.
4.04	SBV	<u>Art. 5 Abs. 2</u> Art. 14 (Statistik) verlangt von der SNB, dass sie jederzeit einen Überblick über die Finanzmärkte besitzt; Art. 18 (Zahlungssysteme) ermächtigt die SNB sodann, an systemisch relevante bargeldlose Zahlungssysteme Mindestanforderungen zu stellen. Das Eine soll helfen, die Stabilität des Finanzsystems zu erhöhen, das Andere, allenfalls rasch und zielgerichtet Massnahmen zu deren Wiederherstellung einzuleiten. Ein entsprechender <b>Verweis auf das Ziel der Systemstabilität fehlt in Art. 5 Abs. 2 E-NBG</b> , wo die Aufgaben der SNB summarisch aufgezählt werden. Wir schlagen deshalb vor, in Art. 5 Abs. 2 ein <b>zusätzliches Lemma e)</b> einzuführen: <i>e. „Sie trägt zur Stabilität des Finanzsystems bei.“</i> Damit kommt zum Ausdruck, dass die SNB diese Aufgabe nicht allein, sondern <b>in Zusammenarbeit und Koordination mit weiteren Behörden</b> , insbesondere der EBK, <b>wahrnimmt</b> . Um eine „constructive ambiguity“ zu gewährleisten, bzw. Verhaltensrisiken von Seiten der Banken zu verhindern, sollen <b>etwaige Massnahmen der SNB</b> (abgesehen von den in Art. 14 und 18 genannten) <b>im Gesetz nicht erwähnt</b> und insbesondere auch <b>keine diesbezüglichen Pflichten der SNB postuliert werden</b> .
5.02	Post	Mit Genugtuung haben wir festgestellt, dass die <b>Bargeldversorgung</b> neu ausdrücklich als

		<p>Aufgabe der SNB formuliert ist. In den Erläuterungen wird dazu festgehalten, dass diese Bestimmung die Pflicht der Nationalbank beinhaltet, ein geeignetes Distributionsnetz für die Bargeldversorgung zu unterhalten.</p> <p>Einen <b>Teil dieses Distributionsnetzes stellt die Post zur Verfügung</b>, indem sie durch eine entsprechende Vorschrift in der Münzverordnung verpflichtet wurde, ihr Poststellennetz im Sinne von öffentlichen Kassen dafür zur Verfügung zu stellen (vgl. Art. 5 Münzverordnung). Die Logistik, welche dieses Bargeldhandling im Auftrag der Nationalbank erfordert, ist aufwendig und für die Post klarerweise ein Verlustgeschäft, das sie im Interesse der gesamten Wirtschaft erbringt und dessen Kosten sie vollumfänglich selber tragen muss. <b>Ziel der Post ist es deshalb klarerweise, diesen Auftrag zur Führung von sogenannten öffentlichen Kassen nicht mehr wahrnehmen zu müssen, resp. ihre Leistungen abgelingen zu erhalten.</b></p> <p>Sollte hier ein Ansatz dazu geschaffen sein, nach neuen Lösungen zu suchen, würden wir dies begrüßen und die entsprechenden Bemühungen unterstützen.</p>
5.03	SNB	<p><u>Art. 5 Abs. 2</u></p> <p>Wir regen an, den Katalog der SNB-Aufgaben wie folgt zu erweitern:</p> <p><i>e. Sie trägt zur Stabilität des Finanzsystems bei.</i></p> <p>Damit die SNB ihre Aufgabe, die Geld- und Währungspolitik zu führen, wirksam erfüllen kann, ist sie auf ein <b>funktionstüchtiges und stabiles Finanzsystem</b> angewiesen. Die sog. Risiken für die Systemstabilität finden deshalb in jüngerer Zeit wachsende Aufmerksamkeit in den internationalen Gremien der Zentralbanken.</p> <p>Verschiedene Aufgaben, welche die SNB wahrnimmt, tragen konkret zur Stabilität des Finanzsystems bei. Den wertvollsten Beitrag erbringt die SNB zweifellos mit der Führung einer <b>preisstabilitätsorientierten Geldpolitik</b>. Zu denken ist aber auch an ihre Rolle als <b>Lender of last resort</b> (abgedeckt mit Abs. 2 lit. a) und an die <b>Überwachung systemrelevanter bargeldloser Zahlungssysteme</b> (abgedeckt mit Abs. 2 lit. c). Weiter dient die Beobachtung und Analyse der Entwicklung auf den Finanzmärkten, wie sie in der <b>Statistiktätigkeit</b> der SNB zum Ausdruck kommt, einer höheren Transparenz des Finanzmarktgeschehens und fördert damit indirekt die Systemstabilität. Schliesslich wirkt die SNB an der Gestaltung der Rahmenbedingungen des Finanzplatzes Schweiz mit, indem sie Beiträge zur Gesetzgebung im Finanzbereich sowie zur Konzeption von Finanzmarktinfrastrukturen erbringt. Ein neu geschaffenes <b>Kompetenzzentrum für die Stabilität des Finanzsystems</b> im II. Departement bezweckt, die innerhalb der SNB hierfür verfügbaren Ressourcen zu bündeln. Die vorgeschlagene Ergänzung des Gesetzestextes mit einer neuen lit. e macht den engen Bezug zwischen dem Aufgabenartikel 5 sowie Art. 14-16 E-NBG (Statistiktätigkeit) und Art. 18 E-NBG (Überwachung von Zahlungssystemen) sichtbar.</p> <p><u>Art. 5 Abs. 4</u></p> <p>Wir beantragen, Abs. 4 wie folgt zu ändern:</p> <p><i>Soweit sie Bankdienstleistungen für den Bund erbringt, handelt die Nationalbank im Auftrag der zuständigen Bundesstellen.</i></p> <p>Der Wortlaut von Art. 5 Abs. 4 E-NBG könnte den Eindruck entstehen lassen, die SNB habe - im Sinne einer Verpflichtung - als Bankier des Bundes zu wirken. Diese Lesart stünde im Widerspruch zum Konzept, dass die <b>SNB keinem Kontrahierungszwang mehr unterliegen soll</b>. Gemäss Art. 11 E-NBG ist die Aufgabe als Bankier des Bundes nicht länger eine gesetzliche Obliegenheit, sondern eine Befugnis der SNB (vgl. Expertenbericht, S. 105, 114 f.). In Art. 5 Abs. 4 E-NBG sollte deshalb verdeutlicht werden, dass die SNB unter den Voraussetzungen von Art. 11 E-NBG Bankdienstleistungen für den Bund erbringt. Die Einleitung "Soweit sie Bankdienstleistungen für den Bund erbringt ....." schafft hier die erwünschte Klarheit.</p>
5.08	RBA	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.09	VSKB	Unterstützung <b>Position SBV</b>

6.01	FBS	<p>Wir beantragen folgende Formulierung von Art. 5 Abs. 2:</p> <p><sup>2</sup><i>In diesem Rahmen hat sie folgende Aufgaben:</i></p> <p>a. <i>unverändert</i></p> <p>b. <i>unverändert</i></p> <p>c. <b><i>Sie sichert mit geeigneten Massnahmen den Geldumlauf.</i></b></p> <p>d. <b><i>Sie verhindert die Frankenhaltung im In- und Ausland.</i></b></p> <p>e. <b><i>Sie lässt die Wechselkurse frei spielen.</i></b></p> <p>f. <i>Sie verwaltet die Währungsreserven.</i></p> <p><b><i>Übergangsbestimmung zu Art. 5 Abs. 2 Bst. e</i></b></p> <p><b><i>Die Währungsreserve in Form von Gold ist im Laufe der nächsten 20 Jahre auf Null abzubauen und die Devisenreserven sind auf ein Minimum zu reduzieren.</i></b></p> <p><u>Begründung:</u></p> <p><u>Zu Bst. c:</u> Offensichtlich kann die SNB bei der „umlaufenden Geldmenge“ wohl die Menge, nicht aber den „Umlauf“ resp. die Umlaufgeschwindigkeit ohne gefährliche Nebenwirkungen beeinflussen. In ihrem Instrumentarium <b>fehlt das Instrument, um brachliegende Liquiditäten in Umlauf zu bringen oder in feste Investitionen zu treiben</b>, z.B. mittels einer Gebühr auf Sichtkonti oder Verrufung von Banknotenserien gegen Gebühr. Diese Massnahmen könnten gezielt eingesetzt werden, und es müsste nicht die ganze Zinsdynamik aktiviert werden, wie das heute von der SNB praktiziert wird.</p> <p><u>Zu Bst. d:</u> Die <b>Frankenhaltung im In- und Ausland</b> bei langfristiger Kaufkraftstabilität <b>muss mit geeigneten Massnahmen verhindert werden</b>. Ansonsten bilden sich gefährliche private Frankenreserven, die bei gewissen Konstellationen wirksam werden und eine Inflation auslösen.</p> <p><u>Zu Bst. e:</u> Nur bei freien Wechselkursen ist eine unabhängige Währungspolitik durchführbar. Kurzzeitige Schwankungen werden vom freien Devisenhandel ausgeglichen. Langfristig spielen sich die freien Wechselkurse auf <b>Kaufkraftparität</b> ein.</p> <p><u>Zur Übergangsbestimmung:</u> Die von der SNB verwalteten Währungsreserven verlieren ihre Bedeutung bei der angestrebten Stabilitätspolitik. Deshalb ist auch die zweite Hälfte der Goldreserve im Laufe der nächsten 20 Jahre zu verkaufen und die Devisenreserven sind auch ein Minimum abzubauen.</p>
6.02	INWO	<p>Wir beantragen folgende Formulierung von Art. 5 Abs. 2:</p> <p><sup>2</sup><i>In diesem Rahmen hat sie folgende Aufgaben:</i></p> <p>a. <i>unverändert</i></p> <p>b. <i>unverändert</i></p> <p>c. <b><i>Sie sichert mit geeigneten Massnahmen den Geldumlauf.</i></b></p> <p>d. <b><i>Sie verhindert die Frankenhaltung im In- und Ausland.</i></b></p> <p>e. <b><i>Sie lässt die Wechselkurse frei spielen.</i></b></p> <p>f. <i>Sie verwaltet die Währungsreserven.</i></p> <p><b><i>Übergangsbestimmung zu Art. 5 Abs. 2 Bst. e</i></b></p> <p><b><i>Die Währungsreserve in Form von Gold ist im Laufe der nächsten 20 Jahre auf Null abzubauen und die Devisenreserven sind auf ein Minimum zu reduzieren.</i></b></p> <p><u>Begründung:</u></p> <p><u>Zu Bst. c:</u> Offensichtlich kann die SNB bei der „umlaufenden Geldmenge“ wohl die Menge, nicht aber den „Umlauf“ resp. die Umlaufgeschwindigkeit ohne gefährliche Nebenwirkungen beeinflussen. In ihrem Instrumentarium <b>fehlt das Instrument, um brachliegende Liquiditäten in Umlauf zu bringen oder in feste Investitionen zu treiben</b>, z.B. mittels einer Gebühr auf Sichtkonti oder Verrufung von Banknotenserien gegen Gebühr. Diese Massnahmen könnten gezielt eingesetzt werden, und es müsste nicht die ganze</p>

		<p>Zinsdynamik aktiviert werden, wie das heute von der SNB praktiziert wird.</p> <p><u>Zu Bst. d:</u> Die <b>Frankenhaltung im In- und Ausland</b> bei langfristiger Kaufkraftstabilität <b>muss mit geeigneten Massnahmen verhindert werden</b>. Ansonsten bilden sich gefährliche private Frankenreserven, die bei gewissen Konstellationen wirksam werden und eine Inflation auslösen.</p> <p><u>Zu Bst. e:</u> Nur bei freien Wechselkursen ist eine unabhängige Währungspolitik durchführbar. Kurzzeitige Schwankungen werden vom freien Devisenhandel ausgeglichen. Langfristig spielen sich die freien Wechselkurse auf <b>Kaufkraftparität</b> ein.</p> <p><u>Zur Übergangsbestimmung:</u> Die von der SNB verwalteten Währungsreserven verlieren ihre Bedeutung bei der angestrebten Stabilitätspolitik. Deshalb ist auch die zweite Hälfte der Goldreserve im Laufe der nächsten 20 Jahre zu verkaufen und die Devisenreserven sind auch ein Minimum abzubauen</p>
--	--	--

**Tableau 8: Art. 6 Indépendance à l'égard de toute instruction**

N°	Abréviation	Propositions
1.03	LU	Die Unabhängigkeit des Direktoriums der SNB bei der Verfolgung der Geldpolitik wird im Sinne der Weisungsfreiheit präzisiert (Art. 6 E-NBG). Sie umfasst damit die funktionelle, institutionelle, finanzielle und personelle Unabhängigkeit. Dieser Zustand entspricht schon heute der schweizerischen Rechtswirklichkeit. Dabei ist festzuhalten, dass die Unabhängigkeit der Nationalbank nicht nur von Bundesrat und Bundesversammlung, sondern auch von anderen Stellen (Märkten) in Art. 6 des Entwurfes NBG genügend klar zum Ausdruck gebracht wird.
1.09	ZG	Die in Art. 99 Abs. 2 BV verankerte Unabhängigkeit der SNB bedarf auf Gesetzesstufe der Konkretisierung. Diese erfolgt in Art. 6 E-NBG: In geldpolitischen Aufgaben darf die SNB und ihre Organe weder vom Bundesrat noch von der Bundesversammlung oder anderen Stellen Weisungen entgegennehmen; diese Notenbankunabhängigkeit wird nun auf Gesetzesstufe ausdrücklich auf die Kernaufgaben der SNB beschränkt. Im Bereich der internationalen Währungskooperation soll die SNB gemäss Bundesgesetzgebung mit dem Bundesrat zusammenarbeiten. Schliesslich bei der Tätigkeit als Bankier des Bundes im Auftrag dieses Kunden.
1.10	FR	Nous partageons l'avis que <b>le plus grand respect possible de l'indépendance</b> de la Banque nationale suisse (BNS) dans l'accomplissement de ses tâches est <b>le meilleur garant de la stabilité de la politique monétaire</b> .
1.14	SH	Gegen die Konkretisierung der Notenbankunabhängigkeit haben wir nichts einzuwenden.
5.01	CQC	La Commission salue tout particulièrement la concrétisation de l'indépendance de la BNS.
5.03	SNB	Wir schlagen vor, die <b>Überschrift</b> dieses Artikels zu ändern in " <b>Unabhängigkeit</b> ". Der Terminus "Unabhängigkeit" ist weniger abstrakt als "Weisungsfreiheit" und nimmt den Verfassungswortlaut von Art. 99 Abs. 2 BV ("unabhängige Zentralbank") auf.
5.11	Industrie-Holding	Die Weisungsfreiheit ist <b>zentrale Voraussetzung für eine politisch unabhängige Geldpolitik</b> , die nur dem verfassungs- und gesetzmässig festgelegten Auftrag nachzukommen hat.
5.14	SHV	Eine sachbezogene Politik der SNB setzt <b>institutionelle Unabhängigkeit und weitestgehende Entpolitisierung in der Entscheidungsfindung</b> voraus. Die diesbezüglichen Vorschläge im Vernehmlassungsentwurf dürfen keinesfalls verwässert werden.

Tableau 9: Art. 7 Obligation de rendre compte et information

N°	Abréviation	Propositions
1.01	FDK	<p>Die Unabhängigkeit der SNB, für welche es anerkannte Gründe gibt, bedingt, dass sich die Bevölkerung ein objektives Bild über den Leistungsausweis ihrer Notenbank machen kann. <b>Je grösser die Unabhängigkeit ist, die einer Zentralbank gewährt wird, desto klarer muss die betreffende Institution zur Rechenschaft verpflichtet werden.</b> Die Nationalbank muss deshalb einer regelmässigen und gründlichen Informationspflicht unterliegen.</p> <p>Die Finanzdirektorenkonferenz <b>begrüss</b> die <b>Vorschläge der Expertengruppe</b> betreffend Rechenschaftspflicht und Information. <b>Wichtig</b> erscheint uns die Feststellung, dass die <b>Berichtspflicht der SNB gegenüber der Bundesversammlung primär ex post</b> erfolgt, d.h. eine Erläuterung und Begründung ihrer Geld- und Währungspolitik, nicht aber eine Bekanntgabe geldpolitischer Absichten. Damit kann verhindert werden, dass ein unerwünschter politischer Einfluss auf die SNB ausgeübt wird und dass Parlamentsmitglieder über einen Informationsvorsprung gegenüber den Finanzmärkten und dem Publikum verfügen. Im Zentrum der Berichterstattung soll die <b>Transparenz und Verantwortlichkeit der Geldpolitik</b> stehen. <b>Den oft gehörten Forderungen nach Veröffentlichung der Sitzungsprotokolle oder des individuellen Abstimmungsverhaltens stehen wir negativ gegenüber.</b></p>
1.01	ZH	<p>Im Rahmen einer transparenten und nachvollziehbaren Geschäftspolitik sind <b>die vorgeschlagenen Anpassungen sowie die Erweiterung des Adressatenkreises bezüglich der formellen Rechenschaftspflicht der SNB zu befürworten.</b> Neben den bereits bisher mehrmals jährlich stattfindenden Aussprachen mit dem Bundesrat erachten wir die vorgeschlagene <b>Periodizität der Rechenschaftsablage</b> gegenüber dem Parlament (zweimal jährlich) und der Öffentlichkeit (mindestens einmal jährlich) als <b>ausreichend.</b></p>
1.03	LU	<p>Die Unabhängigkeit der SNB, für welche es anerkannte Gründe gibt, bedingt, dass sich die Bevölkerung ein objektives Bild über den Leistungsausweis ihrer Notenbank machen kann. <b>Je grösser die Unabhängigkeit ist, die einer Zentralbank gewährt wird, desto klarer muss die betreffende Institution zur Rechenschaft verpflichtet werden.</b> Die SNB muss deshalb einer <b>regelmässigen und gründlichen Informationspflicht</b> unterliegen.</p> <p>Als Pendant zur Unabhängigkeit der SNB wird daher im neuen Nationalbankgesetz richtigerweise eine Rechenschafts- und Informationspflicht der SNB gegenüber Bundesrat, Parlament und Öffentlichkeit verankert (Art. 7 E-NBG). Schon heute orientiert die SNB die Öffentlichkeit mindestens einmal im Jahr über ihre geldpolitischen Ziele und Absichten. Ebenfalls veröffentlicht sie vierteljährlich Berichte zur Entwicklung der Realwirtschaft und der monetären Märkte sowie wöchentlich wichtige geldpolitische Daten. Effektiv neu wäre, dass die SNB zweimal jährlich den zuständigen Kommissionen der Bundesversammlung ihre Politik erläutern müsste. Der regelmässige Dialog zwischen der SNB einerseits und den politischen Behörden bzw. der Öffentlichkeit andererseits ist von zentraler Bedeutung. <b>Wir begrüssen die vorgeschlagene Form sowie die Kadenz der Rechenschaftsablage.</b> Nur wenn ein regelmässiger Austausch stattfindet, kann erreicht werden, dass sich die konjunkturpolitischen Massnahmen der politischen Behörden und der SNB ergänzen und nicht neutralisieren.</p> <p>Die Pflicht des Direktoriums der SNB, den zuständigen <b>Kommissionen der Bundesversammlung</b> zweimal jährlich ihre Politik zu erläutern, <b>darf</b> jedoch dessen <b>Unabhängigkeit und Weisungsfreiheit nicht beeinträchtigen.</b> Andernfalls würde Art. 7 Abs. 2 E-NBG zum "Einfallstor", durch welches die Unabhängigkeit der SNB gefährdet würde. Die Berichterstattung der SNB gegenüber der Bundesversammlung erfolgt denn auch primär ex post, d.h. sie beinhaltet eine Erläuterung und Begründung ihrer Geld- und Währungspolitik, nicht aber eine Bekanntgabe geldpolitischer Absichten. Damit kann verhindert werden, dass ein unerwünschter politischer Einfluss auf die SNB ausgeübt wird und Parlamentsmitglieder über einen Informationsvorsprung gegenüber den Finanzmärkten und dem Publikum verfügen. <b>Im Zentrum der Berichterstattung soll die Transparenz und Verantwortlichkeit der Geldpolitik stehen.</b></p>

1.04	UR	<p><b>Die Vorgaben gehen zu wenig weit.</b> Gegen die regelmässige Berichterstattung der SNB gegenüber dem Bundesrat ist nichts einzuwenden. Hingegen müsste die <b>SNB zusätzlich auch dem Parlament und der Öffentlichkeit regelmässig Red und Antwort stehen.</b> Das Problem eines allfälligen Informationsvorsprunges von Parlamentsmitgliedern kann vermieden werden, wenn die <b>Veranstaltungen direkt den Medien zugänglich</b> gemacht werden. Hier mögen die USA und England als Beispiel dienen. Zudem kann nicht bestritten werden, dass hohe Transparenz eine hohe Glaubwürdigkeit zur Folge hat: Deshalb sollte <b>im Interesse eines starken Frankens und letztendlich auch im Interesse des Finanzplatzes Schweiz die Geldpolitik der SNB möglichst transparent sein.</b></p>
1.05	SZ	<p>Wir legen Wert auf die Unabhängigkeit der Nationalbank. Diese Unabhängigkeit verpflichtet zur Information und Rechenschaftsablage. Es ist richtig, diese Rechenschaftspflicht gegenüber Bundesrat, Parlament und Öffentlichkeit zu verankern. Wir möchten aber anregen, die <b>Berichterstattung vor den zuständigen Kommissionen</b> der Bundesversammlung <b>auf die „getroffenen Entscheide im Rahmen der Geld- und Währungspolitik“ einzuschränken.</b></p>
1.06	OW	<p>Die Unabhängigkeit der SNB, für welche es anerkannte Gründe gibt, bedingt, dass sich die Bevölkerung ein objektives Bild über den Leistungsausweis ihrer Notenbank machen kann. Sie umfasst damit die funktionelle, institutionelle, finanzielle und personelle Unabhängigkeit. <b>Je grösser die Unabhängigkeit der SNB ist, desto klarer muss sie zur Rechenschaft verpflichtet werden.</b> Die SNB muss deshalb einer <b>regelmässigen und gründlichen Informationspflicht</b> unterliegen.</p> <p><b>Die Vorschläge der Expertengruppe betreffend Rechenschaftspflicht und Information werden begrüsst.</b> Wichtig erscheint, dass die SNB bei der Berichtspflicht gegenüber der Bundesversammlung wohl eine Erläuterung und Begründung ihrer Geld- und Währungspolitik abgibt, nicht aber die geldpolitischen Absichten, um einen unerwünschten politischen Absichten, um einen <b>unerwünschten politischen Einfluss auf die SNB zu verhindern.</b> Ebenso kann durch eine solche Berichterstattung vermieden werden, dass Parlamentsmitglieder über einen Informationsvorsprung verfügen. <b>Im Zentrum der Berichterstattung soll die Transparenz und Verantwortlichkeit der Geldpolitik stehen.</b></p>
1.07	NW	<p><b>Mit der Ausgestaltung und der vorgeschlagenen Periodizität sind wir einverstanden.</b></p>
1.08	GL	<p>Je grösser die Unabhängigkeit einer Zentralbank ist, desto klarer muss eine solche Institution zur Rechenschaft verpflichtet werden. Deshalb ist es unabdingbar, dass die Nationalbank einer regelmässigen und gründlichen Informationspflicht unterliegt. Es fragt sich, ob der Bundesrat die richtige Instanz ist, um der Rechenschaftspflicht zu genügen, oder ob der Kreis auf das Parlament und die Öffentlichkeit ausgeweitet werden sollte. Demgegenüber stehen die Befürchtungen, dass bei einer solchen Ausdehnung die Möglichkeit bestehen könnte, dass politischer Einfluss auf die SNB ausgeübt würde.</p> <p>Da eine Zentralbank von der Politik unabhängig sein soll, sind wir der Meinung, dass die <b>Vorschläge der Expertengruppe betreffend Rechenschaftspflicht und Information richtig</b> sind und die Berichterstattungspflicht gegenüber der Bundesversammlung die Geld- und Währungspolitik, nicht aber die Bekanntgabe der geldpolitischen Absichten umfasst.</p>
1.09	ZG	<p>Wir <b>begrüssen</b> es, dass die grosse Unabhängigkeit der SNB durch <b>klare Rechenschaftspflichten</b> gegenüber der Öffentlichkeit fixiert wird. Nur so kann eine gewisse <b>Transparenz</b> der Geschäfte gewährt bleiben. Die Pflicht des Direktoriums der SNB, den zuständigen Kommissionen der Bundesversammlung zweimal jährlich ihre Politik zu erläutern, begrüssen wir; dies darf aber <b>keinesfalls die Unabhängigkeit und die Weisungsfreiheit der SNB beeinträchtigen.</b> Gemäss Expertenbericht soll diese Rechenschaftsablage gegenüber dem Parlament <b>rückwärtsorientiert</b> erfolgen. Diese Präzisierung erscheint uns <b>sehr wesentlich</b>, ansonsten unter Umständen ein unerwünschter politischer Einfluss auf die SNB ausgeübt werden könnte und zudem Parlamentsmitglieder über einen Informationsvorsprung gegenüber den Finanzmärkten und dem Publikum verfügen würden.</p> <p><b>Rein grammatikalisch regen wir an, die in Art. 7 E-NBG gewählten Begriffe wie „Rechenschaftspflicht“, „Information“, „erläutern“, „orientieren“ einer Prüfung zu</b></p>

		<p><b>unterziehen.</b> Anlass dazu gibt uns die gewählte Formulierung im Fragebogen Ziff. 2: “Gegenüber dem Parlament wird die SNB neu zweimal jährlich in Kommissionssitzungen Red und Antwort stehen...“. Den gleichen Vorgang bezeichnet Art 7. Abs. 2 E-NBG als „erläutern“. Diese beiden Ausdrücke sind u. E. nicht deckungsgleich.</p> <p>Mit der vorgeschlagenen <b>dreiteiligen Ausgestaltung</b> der Rechenschafts- und Informationspflicht gegenüber Bundesrat, Parlament und Öffentlichkeit sind wir <b>einverstanden</b>. Ebenso die Intensivierung der Periodizität der Rechenschaftsablage entspricht unseren Vorstellungen erhöhter Transparenz.</p>
1.10	FR	<p>L'indépendance de la BNS, pour laquelle il existe de bons motifs, exige que la population puisse se faire une image objective de la performance de la Banque. L'obligation de la Banque de rendre compte de son activité est d'autant plus grande qu'elle jouit d'une indépendance très large. Ainsi, la BNS a le devoir d'informer régulièrement et de manière approfondie sur ses activités. <b>Nous approuvons les propositions du groupe d'experts relatives aux devoirs de rendre compte et d'informer.</b> Il nous semble important de constater que le devoir de faire rapport à l'assemblée fédérale vient <b>ex post</b>. Il consiste en fait en une explication et une justification de sa politique monétaire, mais pas en une déclaration d'intentions en la matière. <b>On empêche ainsi qu'une influence néfaste ne s'exerce sur la BNS</b> et que des parlementaires disposent d'informations avant les marchés financiers et le public. La transparence et la responsabilité de la politique monétaire doivent être les points centraux du rapport d'activités. <b>Nous nous opposons aux demandes allant dans le sens d'une publication des procès-verbaux des séances ou du vote des membres du Conseil de banque.</b></p>
1.11	SO	<p>Die Unabhängigkeit der SNB, für welche es anerkannte Gründe gibt, bedingt, dass sich die Bevölkerung ein objektives Bild über den Leistungsausweis ihrer Notenbank machen kann. <b>Je grösser die Unabhängigkeit ist, die einer Zentralbank gewährt wird, desto klarer muss die betreffende Institution zur Rechenschaft verpflichtet werden.</b> Die Nationalbank muss deshalb einer regelmässigen und gründlichen Informationspflicht unterliegen. <b>Wir begrüssen darum die Vorschläge der Expertengruppe betreffend Rechenschaftspflicht und Information.</b> Wichtig scheint uns, dass die Berichtspflicht der SNB gegenüber der Bundesversammlung primär nachträglich erfolgt, d.h. eine Erläuterung und Begründung ihrer Geld- und Währungspolitik, nicht aber eine Bekanntgabe geldpolitischer Absichten. Damit kann verhindert werden, dass ein unerwünschter politischer Einfluss auf die SNB ausgeübt wird. <b>Im Zentrum der Berichterstattung soll die Transparenz und die Verantwortlichkeit der Geldpolitik stehen.</b></p>
1.12	BS	<p><b>Die Vorgaben gehen zu wenig weit.</b> Gegen die regelmässige Berichterstattung der SNB gegenüber dem Bundesrat ist nichts einzuwenden. Hingegen müsste die <b>SNB zusätzlich auch dem Parlament und der Öffentlichkeit regelmässig Red und Antwort stehen.</b> Das Problem eines allfälligen Informationsvorsprunges von Parlamentsmitgliedern kann vermieden werden, wenn die <b>Veranstaltungen direkt für die Medien zugänglich</b> sind. Hier mögen die USA und England als Beispiel dienen. Zudem kann nicht bestritten werden, dass der Markt eine <b>hohe Transparenz</b> auch bei der Geldpolitik befürwortet.</p>
1.13	BL	Unterstützung der Position der FDK
1.14	SH	Die <b>Einführung einer formellen Rechenschaftspflicht</b> und die gesetzliche Regelung über die Information der Öffentlichkeit <b>begrüssen</b> wir.
1.15	AR	<p>Die Unabhängigkeit der SNB, für welche es anerkannte Gründe gibt, bedingt, dass sich die Bevölkerung ein objektives Bild über den Leistungsausweis ihrer Notenbank machen kann. <b>Je grösser die Unabhängigkeit ist, die einer Zentralbank gewährt wird, desto klarer muss die betreffende Institution zur Rechenschaft verpflichtet werden.</b> Die Nationalbank muss deshalb einer regelmässigen und gründlichen Informationspflicht unterliegen. Die entsprechenden <b>Vorschläge der Expertengruppe</b> betreffend Rechenschaftspflicht und Information sind darum zu begrüssen. Im Zentrum der Berichterstattung soll die <b>Transparenz und Verantwortlichkeit der Geldpolitik</b> stehen. <b>Eine Veröffentlichung der Sitzungsprotokolle oder des individuellen Abstimmungsverhaltens dürfte einer unabhängigen Politik der Nationalbank aber abträglich sein.</b></p>
1.16	AI	Die Unabhängigkeit und Weisungsfreiheit des Direktoriums der Nationalbank darf nach Auffassung der Ständekommission in keiner Weise beeinträchtigt werden. <b>Die Margina-</b>

		<p>lie zu Art. 7 ist daher besser in „Informationspflicht“ abzuändern. Dies kommt auch aus dem Wortlaut von Art. 7 Abs. 2 des Entwurfs zum Ausdruck.</p>
1.18	GR	Unterstützung der Position der FDK
1.19	AG	Unterstützung der Position der FDK
1.21	TI	<p><b>Siamo d'accordo con la proposta di triplo obbligo di informazione.</b> Riteniamo importante che tra il Consiglio Federale e il Direttorio della Banca nazionale possano essere discusse e trattate in alcuni casi in modo confidenziale questioni strategiche senza dover ampliare necessariamente la cerchia di informazione ad ogni livello politico e del Paese.</p> <p>I rapporti trimestrali sono da ritenere sufficienti come strumento per l'apprezzamento e il rendiconto sull'operato della Banca nazionale.</p> <p><b>La politica di informazione proposta è da sottoscrivere per intero.</b></p> <p>Mettiamo unicamente in rilievo <b>la necessità di chiarire formalmente la differenza tra obbligo di informazione e obbligo di rendiconto. Nel primo caso si tratta solo di informare senza che chi riceve l'informazione abbia una responsabilità sui dati ricevute, nel secondo caso in rendiconto potrebbe indirettamente implicare una presa di posizione (positiva o negativa) su ciò che è stato fatto dalla Banca nazionale e quindi potrebbe essere inteso come un ruolo di ratifica.</b> Siamo dell'avviso che per una sana separazione delle competenze e delle responsabilità <b>si debba parlare e trattare unicamente di obbligo di informazione.</b> Non va dimenticato inoltre che le informazioni "privilegiate" potrebbero portare un vantaggio informativo non desiderato ai parlamentari o ai politici rispetto ai cittadini privati o alle altre banche che operano sul mercato.</p>
1.22	VD	<p>Le devoir de la banque de rendre compte de son activité est le corollaire de l'indépendance très large qui lui est conférée. Le Conseil d'Etat <b>est favorable à l'obligation faite à la banque de rendre compte de ses décisions au niveau du Conseil fédéral, du parlement et du public.</b></p> <p>Il partage l'avis qu'il est impératif <b>d'exclure une information préalable</b> du parlement notamment afin d'éviter une influence politique en matière de stratégie monétaire.</p> <p>Du point de vue démocratique, il importe que la population puisse avoir une image précise de l'activité de la banque afin d'être en mesure de juger si le mandat qui lui a été confié est rempli. Le fait d'inscrire dans la loi <b>l'obligation d'informer régulièrement le public est dès lors opportun.</b> De même, la volonté de favoriser une information du public tournée vers l'avenir, telle que prévue dans le projet, mérite d'être soutenue.</p>
1.23	VS	<p>Selon l'article 99, chiffre 2 de la nouvelle Constitution fédérale, la Banque nationale agit comme une banque centrale indépendante. Le corollaire de cette indépendance est logiquement constitué par une obligation de rendre compte à la collectivité. Dans ce sens, <b>nous approuvons totalement les dispositions du projet concernant l'obligation de rendre compte et l'information</b> que doit donner la Banque nationale au Conseil fédéral, à l'Assemblée fédérale ainsi qu'au public.</p>
1.24	NE	<p>Nous ne pouvons que saluer l'indépendance qui est reconnue à la BNS et son corollaire consistant en l'obligation de rendre compte et d'informer les autorités politiques fédérales ainsi que le public en général. Nous <b>approuvons également les trois volets de l'obligation de rendre compte</b> imposée à la BNS de même que la fréquence de cette obligation.</p> <p>Nous formulons toutefois <b>quelques réserves</b> quant aux limites mises à l'information des Chambres fédérales. Par crainte que celles-ci n'exercent une influence sur les décisions de la banque centrale, il est prévu que <b>le parlement ne sera informé que de manière rétrospective</b>, la BNS exposant sa politique monétaire "sans divulguer ses intentions en la matière". <b>Cette approche nous paraît très restrictive.</b> Actuellement, une politique d'information plus ouverte est déjà pratiquée notamment aux Etats-Unis et en Angleterre, sans que cela soit néfaste pour la politique monétaire. La transparence quant aux objectifs visés et à la politique menée par la banque centrale nous paraît au contraire essentielle pour le succès de sa mission. Nous vous suggérons de <b>réexaminer cet aspect de l'obligation de rendre compte.</b></p>

1.25	GE	Les <b>trois niveaux</b> (Conseil fédéral, Parlement et public) auxquels se réfère l'obligation de rendre compte nous semble <b>judicieuse</b> , de même qua la <b>fréquence</b> des comptes-rendus prévue pour chaque niveau.
1.26	JU	L'indépendance accordée à la BNS dans l'exécution de ses tâches se justifie pleinement. A titre de compensation, il est par contre incontournable que les instances politiques concernées et la population en général puissent se faire une image objective de la performance de la BNS. Elle a le devoir dès lors de communiquer régulièrement et de manière approfondie sur ses activités. <b>Nous approuvons ainsi les 3 volets de la proposition du groupe d'experts relative au devoir de rendre compte et d'informer.</b>  Les rapports à adresser aux commissions de l'Assemblée fédérale apporteront des explications et des justifications – ex post – sur la politique monétaire sans divulguer de secrets sur la stratégie future. Cette approche nous semble correcte. <b>On peut pourtant imaginer que les besoins d'information soient plus fréquents.</b> C'est pourquoi nous proposons d'apporter une <b>légère modification à l'article 7, alinéa 2, en précisant que la BNS devrait exposer au moins deux fois par an la situation économique et sa politique monétaire.</b>
3.01	FDP	Die <b>gesetzliche Verankerung</b> der bereits nach heutiger Praxis umfassend getätigten <b>Rechenschafts- und Informationsablage ist zu begrüßen.</b> Der Unterschied zur heutigen Handhabung besteht darin, dass die zuständigen Kommissionen zweimal jährlich orientiert würden (Abs. 2). Wir beurteilen <b>bereits die heutige Informationspolitik der SNB als gut und umfassend</b> , zudem steht es dem Parlament jederzeit frei, bei erhöhtem Informationsbedarf auf Grund der Ereignisse entsprechende Auskünfte von der SNB zu verlangen. Daher sehen wir hier <b>keinen dringenden Änderungsbedarf</b> , opponieren dieser gesetzlich vorgesehenen zweimaligen Information der parlamentarischen Kommissionen jedoch nicht.  Als Leitlinie muss gelten, dass die <b>Geschäftstätigkeit der SNB nicht verpolitisiert</b> werden darf <b>und die Unabhängigkeit der SNB im Rahmen der Gesetzgebung grösstmöglichst zu wahren</b> ist.
3.02	CVP	Die CVP <b>begrüss</b> t die <b>Normierung der Rechenschaftspflicht</b> der Nationalbank als Gegengewicht zu ihrer Weisungsfreiheit bzw. Unabhängigkeit. Die <b>gewählte dreiteilige Rechenschafts- und Informationspflicht</b> sowie die jeweils vorgeschlagenen Instrumente, von denen sich die meisten bereits im Rahmen ihrer bisherigen Anwendung bewährt haben, erscheinen der CVP <b>zweckmässig</b> .  Wir regen jedoch an – wegen des unterschiedlichen rechtlichen Gehalts der verschiedenen Absätze – <b>zwei separate Artikel</b> zu schaffen, nämlich einen Artikel zur <b>eigentlichen Rechenschaftspflicht</b> , der den vorgeschlagenen Art. 7 Abs. 1 zum Inhalt hat, und sodann einen Artikel mit dem Titel <b>„Berichterstattung und Information“</b> , der die vorgeschlagenen Absätze 2 – 5 subsummiert.  Zudem ist in Art. 7 Abs. 2 die <b>Präzisierung der „zuständigen Kommissionen“</b> wünschenswert, um allfälligen Kompetenzkonflikten vorzubeugen. Die Beschränkung auf eine primär „rückwärtsorientierte“ Information gegenüber den Kommissionen ist unseres Erachtens sachlich richtig.  Die vorgeschlagenen <b>Periodizitäten</b> der Rechenschaftspflicht erscheinen uns <b>angemessen</b> . Insbesondere die in Art. 7 Abs. 1 gewählte Formulierung „regelmässig“ gewährleistet die notwendige Flexibilität. Die CVP schlägt deshalb vor, auch für die Informationspflicht gegenüber dem Parlament <b>nicht fix „zweimal jährlich“</b> vorzusehen, <b>sondern</b> mit dem Wort <b>„periodisch“</b> zu operieren.
3.03	SPS	Die Tatsache, dass die Geldpolitik die Teuerung nicht bekämpfen kann, ohne gleichzeitig das Wirtschaftswachstum zu dämpfen und die Beschäftigungsentwicklung zu bremsen, bedeutet, dass die Nationalbank ständig <b>Zielkonflikten</b> gegenübersteht. Deshalb ist die Nationalbank vor allem in Perioden mit angebotsseitigen Inflationsursachen (Rohstoffe, Energie) vor die Wahl gestellt, ob sie einen Teuerungsschub ohne Rücksicht auf beschäftigungspolitische Verluste bekämpfen will oder ob sie aus arbeitsmarktpolitischen Gründen eine vorübergehend höhere Teuerung in Kauf zu nehmen bereit ist. Solche <b>Ent-</b>

		<p><b>scheidungen haben ganz entscheidende wirtschafts- und sozialpolitische Konsequenzen.</b> Es handelt sich dabei um <b>wichtige politische Weichenstellungen.</b></p> <p>Das Ziel der Notenbankpolitik kann nicht so genau festgeschrieben werden, wie von denjenigen behauptet wird, die davon ausgehen, dass die Geldpolitik ausschliesslich das Ziel der Preisstabilität zu verfolgen hätte. Deshalb braucht es <b>regelmässige Absprachen über die geldpolitischen Prioritäten mit dem Bundesrat.</b> Diese gegenseitige Orientierung muss auch „<b>vorwärtsorientiert</b>“ sein, damit der Bundesrat seine Meinung zu den geldpolitischen Absichten der SNB äussern kann. Dies ist in Art. 7 Absatz 1 auch vorgesehen, in dem verlangt wird, dass der sich Bundesrat und SNB gegenseitig über Entscheidungen und Absichten „von wesentlicher wirtschaftspolitischer und monetärer Bedeutung“ unterrichten. Insofern kann von einer „<b>Instrumentenunabhängigkeit</b>“ und nicht von einer „<b>Zielunabhängigkeit</b>“ der SNB gesprochen werden.</p> <p>Mit der in Artikel 7 vorgeschlagenen <b>Ausgestaltung der „Rechenschaftspflicht“</b> können wir uns <b>einverstanden</b> erklären. Wichtig ist, wie im letzten Abschnitt erwähnt, dass der Bundesrat nicht nur informiert wird über die Politik der SNB, sondern dass er auch über die Absichten orientiert wird und – als Ergänzung der finanziellen Unabhängigkeit – Geschäftsbericht und Jahresrechnung genehmigen muss.</p> <p><b>Mit Befriedigung</b> nehmen wir die <b>vorgesehene Rechenschaft gegenüber der zuständigen Parlamentskommissionen</b> zur Kenntnis, welche vor Jahren durch eine Parlamentarische Initiative der SP-Fraktion (96.439) angeregt worden ist.</p> <p>Gerade wegen des objektiven Zielkonflikts, unter welchem die Nationalbank eine erfolgreiche Geldpolitik führen muss, sind wir der Auffassung, dass die öffentliche Rechenschaftspflicht dadurch ausgebaut werden soll, dass sich das Direktorium der Nationalbank einer <b>Parlamentsdebatte</b> stellt. Als Alternative wäre den Parlamentskommissionen im Geschäftsverkehrsgesetz die <b>Möglichkeit öffentlicher Hearings</b> einzuräumen.</p> <p>Selbstverständlich scheint uns, dass das Direktorium auch den Bankrat über seine Geldpolitik und seine entsprechenden Absichten informiert, wie das übrigens bereits heute der Fall ist.</p>
3.04	SVP	<p>Die Unabhängigkeit der SNB wird durch die Weisungsfreiheit (Art. 6) präzisiert. Demgegenüber steht die Rechenschafts- und Informationspflicht der SNB. Die <b>Rechenschaftspflicht besteht vorab gegenüber dem Bundesrat.</b> Gegenüber der <b>Öffentlichkeit und dem Parlament hat die SNB vielmehr eine Berichterstattungs- und Informationspflicht.</b></p> <p>Die in Abs. 2 und 3 fixierte <b>Periodizität ist zu starr.</b> Die SVP schlägt vor, dass die entsprechenden Absätze folgendermassen anzupassen sind:</p> <p><i>„Die zuständigen Kommissionen des Parlamentes und die Öffentlichkeit sind <b>periodisch</b> zu informieren.“</i></p>
3.05	PLS	<p>Il va de soi que la BNS doit rendre compte au <b>Conseil fédéral</b> et au <b>Parlement</b> et <b>nous approuvons les modalités de l'exercice de cette obligation de même que la fréquence proposée.</b></p> <p>S'agissant de l'information du <b>public</b>, nous l'approuvons aussi dans son principe. Nous souhaiterions cependant que ses <b>modalités soient mieux précisées</b>, si ce n'est dans la loi, au moins dans des dispositions d'exécution.</p>
3.06	Grüne	<p>In der Verfassung ist die Unabhängigkeit der Nationalbank festgelegt. Im Nationalbankgesetz soll nun die SNB auch aus Gründen der demokratischen Legitimation einer Rechenschaftspflicht unterstellt werden. <b>Die Rechenschaftspflicht wie sie im Entwurf ausgeführt ist, ist unserer Ansicht nach jedoch absolut ungenügend.</b> Die Lektüre des Gesetzesentwurfs hinterlässt den Eindruck, als hätte die Expertengruppe einen unzulässigen Umkehrschluss gemacht: Wenn eine gute Zentralbank unabhängig sein muss, so ist eine unabhängige Zentralbank zwangsläufig eine gute Zentralbank...</p> <p>Politischer Hauptadressat für die SNB ist gemäss Gesetzesentwurf der Bundesrat. In Anbetracht der grossen Arbeitsbelastung des Bundesrats sowie der Komplexität und der Bedeutung gewisser geldpolitischer Entscheidungen ist jedoch <b>fraglich, ob der Bundesrat überhaupt ausreichend Ressourcen hat, um seine Verantwortung wahrzunehmen.</b> Kritisch an der vorgesehenen Regelung ist weiter, dass die Erörterungen der Geldpolitik</p>

		<p>zwischen SNB und Bundesrat <b>unter Ausschluss der Öffentlichkeit</b> stattfinden. Angesichts der Vielschichtigkeit der geldpolitischen Wirkungszusammenhänge wäre es <b>wünschenswert, wenn eine breite Öffentlichkeit von den geldpolitischen Erwägungen Kenntnis erhält</b>. In eine offene Diskussion können sich etwa Akteure aus der Wissenschaft einschalten und so Überlegungen einbringen, die sich SNB und Bundesrat eventuell nicht gemacht haben.</p> <p>Aus diesem Grund ist die <b>geldpolitische Diskussion auch nicht in den parlamentarischen Kommissionen, sondern im Parlament selber</b> zu führen. Denn im Gegensatz zu Parlamentsitzungen sind Kommissionsgespräche nicht öffentlich. Ein Blick in die Vergangenheit zeigt zudem, dass die Gefahr einer starken politischen Einflussnahme auf die Entscheidungen der Zentralbank entgegen den Befürchtungen der Expertengruppe in der Schweiz nicht zuletzt aufgrund des besonderen Regierungssystems (Zauberformel) als vergleichsweise gering einzustufen ist. Das von der Expertengruppe gegen eine Rechtfertigung der Geldpolitik im Parlament vorgebrachte Argument, dass die Parlamentsmitglieder dadurch einen Informationsvorsprung erhalten, ist schwach. Die Parlamentsdebatten werden bereits jetzt medial teilweise direkt übertragen. Den angeführten Informationsvorsprung gibt es nicht. Für die Erläuterung der Geldpolitik vor einem möglichst öffentlichen Auditorium spricht auch das Argument der ökonomischen Theorie, dass die Märkte durch eine gute und offene Information von geldpolitischen Entscheiden nicht überrascht und so Fehlallokationen minimiert werden.</p> <p>Auch verlangen die Bedeutung der Entscheide der Nationalbank für die Bevölkerung – Preisstabilität / Konjunktur und Beschäftigung zum einen sowie die Steuerbelastung (siehe Kommentar zu Art. 27 E-NBG) zum anderen – Transparenz gegenüber den Vertretern des Volkes und den Marktteilnehmern.</p> <p>Die Bezeichnung Rechenschaft ist für die im Gesetz vorgesehene spärliche Informationspflicht der SNB zu hoch gegriffen. <b>Die Informationspflicht muss ausgedehnt werden</b>. Es reicht nicht, wenn die SNB in einem dünnen Communiqué nur die Prognose der Inflationsentwicklung veröffentlicht. Von Bedeutung ist gleichermaßen, dass die SNB bekannt gibt, wie sie diese Prognosen erstellt. Konkret heisst das: Offenlegung des Entscheidungsverfahrens, Transparenz in Bezug auf Prognosemodelle und Simulation von Alternativszenarien.</p>
4.01	economie-suisse	<p>Es ist <b>staatspolitisch wichtig</b>, dass die Notenbank – vor allem auch als Gegengewicht zur funktionellen Unabhängigkeit, welche schon heute der Rechtswirklichkeit entspricht, – einer <b>klarerer Rechenschafts- und Informationspflicht</b> unterworfen wird. Dies ist auch aus Gründen der Legitimation der Nationalbank angezeigt, setzt doch eine erfolgreiche Notenbankpolitik eine transparente und glaubwürdige Strategie voraus. Das Konzept einer dreiteiligen Rechenschafts- und Informationspflicht gegenüber Bundesrat, Parlament und Öffentlichkeit sowie deren Präzisierung hinsichtlich Form, Periodizität und Detaillierungsgrad ist klar und eindeutig. Vor allem ist es <b>richtig, dass die Orientierung über die Geldpolitik, die sich schwerlich für politischen Hickhack eignet, nicht in der Bundesversammlung, sondern in den zuständigen Kommissionen erfolgt. Wir stimmen der vorgeschlagenen Regelung der Rechenschaftspflicht und der Information vollumfänglich zu</b>.</p> <p>Leider ist der <b>Expertenbericht</b> in Bezug auf die Art der Orientierung - im Unterschied zum Gesetzesentwurf - insofern <b>etwas missverständlich</b>, als einmal von rückwärtsorientierter Berichtspflicht und dann wieder von einer zukunftsgerichteten Orientierung gesprochen wird. Es versteht sich von selbst, dass beiden Aspekten Rechnung getragen werden muss, wobei es selbstverständlich der Notenbankleitung obliegt, die richtige Mischung zu finden. <b>Eine bloss rückblickende Orientierung von Bundesversammlung und Öffentlichkeit wäre mit einer umfassenden und zeitgemässen Rechenschafts- und Informationspflicht einer unabhängigen Notenbank nicht vereinbar</b>.</p>
4.02	USAM	<p>L'obligation de rendre compte et d'informer à trois niveaux (Conseil fédéral, parlement, public) est le corollaire normal de l'indépendance de la BNS.</p> <p><b>Une présentation annuelle (et non semestrielle) de la politique monétaire de la BNS aux commissions compétentes de l'Assemblée fédérale nous paraît suffisante</b>. Les parlementaires peuvent en effet régulièrement prendre connaissance des activités de la BNS au travers des rapports trimestriels de la BNS et de ses données hebdomadaires sur la poli-</p>

		tique monétaire.
4.03	SAV	Unterstützung der Position von <b>economiesuisse</b> .
4.04	SBV	<p>Die Pflicht des Direktoriums der SNB, dem Bundesrat sowie den zuständigen Kommissionen der Bundesversammlung ihre Politik zu erläutern, ist <b>grundsätzlich richtig</b>. Ähnliche Bestimmungen kennt die Europäische Zentralbank und die amerikanische Federal Reserve Bank.</p> <p>Die SNB soll ihre <b>Beurteilung der wirtschaftlichen Situation klar machen und ihre Entscheidungen begründen</b> (wie sie dies auch heute tut). Diese Pflicht steht nicht im Widerspruch zur Unabhängigkeit und Weisungsfreiheit des Direktoriums, wie sie in Art. 6 sowie den Bestimmungen zur Organisation (Art. 30ff.) ausdrücklich verankert sind. Kritik, auch öffentliche, durch Kommissionsmitglieder soll möglich sein. Wichtig ist, dass das Direktorium der SNB dadurch nicht veranlasst werden kann, seinen geldpolitischen Kurs zu ändern.</p> <p>Wir schlagen vor, anstelle der wenig flexiblen <b>Periodizität</b> „zweimal jährlich“ für die Rechenschaftspflicht <b>die Formulierung „periodisch“</b> zu verwenden (Art. 7 Abs. 2). Im gleichen Abschnitt wären schliesslich <b>die zuständigen Kommissionen zu präzisieren, um etwaige Kompetenzkonflikte zu verhindern</b>.</p>
4.05	FRSP	<p>Il n'existe de vraie banque centrale que totalement indépendante, tant il est vrai que les Etats peuvent, en période de difficultés, être tentés de financer leurs tâches par la création de monnaie. Cette <b>indépendance</b> à l'égard de toute instruction, stipulée à l'art. 6 du projet, <b>nécessite un contrepois</b> selon le concept d'indépendance liée à une obligation de rendre compte (<b>accountable independence</b>).</p> <p>C'est pourquoi <b>nous approuvons les trois volets de l'obligation de rendre compte</b> avec la gradation prévue en ce qui concerne le niveau de l'information et de la fréquence de sa diffusion.</p> <p>Nous sommes toutefois <b>conscients de la portée restreinte de l'information du public</b> et du fait que les publications de la BNS sont en réalité réservées à des personnes averties.</p>
4.06	SGB	<p>Die Tatsache, dass die Geldpolitik die Teuerung nicht bekämpfen kann, ohne gleichzeitig das Wirtschaftswachstum zu dämpfen und die Beschäftigungsentwicklung zu bremsen, bedeutet, dass die Nationalbank ständig <b>Zielkonflikten</b> gegenübersteht. Deshalb ist die Nationalbank vor allem in Perioden mit angebotsseitigen Inflationsursachen (Rohstoffe, Energie) vor die Wahl gestellt, ob sie einen Teuerungsschub ohne Rücksicht auf beschäftigungspolitische Verluste bekämpfen will oder ob sie aus arbeitsmarktpolitischen Gründen eine vorübergehend höhere Teuerung in Kauf zu nehmen bereit ist. Solche <b>Entscheidungen haben ganz entscheidende wirtschafts- und sozialpolitische Konsequenzen</b>. Es handelt sich dabei um wichtige politische Weichenstellungen.</p> <p>Das Ziel der Notenbankpolitik kann nicht so genau festgeschrieben werden, wie von denjenigen behauptet wird, die davon ausgehen, dass die Geldpolitik ausschliesslich das Ziel der Preisstabilität zu verfolgen hätte. Deshalb <b>braucht es regelmässige Absprachen über die geldpolitischen Prioritäten mit dem Bundesrat</b>. Diese gegenseitige Orientierung <b>muss auch „vorwärtsorientiert“ sein</b>, damit der Bundesrat seine Meinung zu den geldpolitischen Absichten der SNB äussern kann. Dies ist in Art. 7 Absatz 1 auch vorgesehen, in dem verlangt wird, dass der sich Bundesrat und SNB gegenseitig über „Entscheidungen“ und „Absichten“ „von wesentlicher wirtschaftspolitischer und monetärer Bedeutung“ unterrichten. Insofern kann von einer „Instrumentenunabhängigkeit“ und nicht von einer „Zielunabhängigkeit“ der SNB gesprochen werden.</p> <p><b>Mit der in Art. 7 vorgeschlagenen Ausgestaltung der „Rechenschaftspflicht“ können wir uns einverstanden erklären</b>. Wichtig ist, wie im letzten Abschnitt erwähnt, dass der Bundesrat nicht nur informiert wird über die Politik des SNB, sondern dass er auch über die Absichten orientiert wird und – als Ergänzung der finanziellen Unabhängigkeit – Geschäftsbericht und Jahresrechnung genehmigen muss.</p> <p>Selbstverständlich scheint uns, dass das Direktorium <b>auch den Bankrat über seine Geldpolitik und seine entsprechenden Absichten informiert</b>, wie das übrigens bereits heute der Fall ist.</p>

4.07	SKV	<p>Da gemäss unseren Ausführungen zu Art. 5 E-NBG die Geldpolitik in eine Gesamtbeachtung, die u.a. auch den Arbeitsmarkt umfasst, eingebettet sein muss, messen wir der in Art. 7 geregelten <b>Rechenschaftspflicht und Information grosse Bedeutung</b> bei. Die Gewichtung der Ziele Teuerungsbekämpfung und Beschäftigungseffekte beinhaltet <b>Zielkonflikte</b>. So haben Entscheide der Nationalbank, angebotseitige Inflationsanstösse (Erdölpreis, etc.) zu bekämpfen oder in Kauf zu nehmen, erhebliche wirtschafts- und sozialpolitische Konsequenzen.</p> <p>Entsprechend erachten wir <b>regelmässige Aussprachen</b> über aktuelle Fragen und geplante Entscheide von „wesentlicher wirtschaftspolitischer und monetärer Bedeutung“ <b>zwischen SNB und Bundesrat sowie Orientierungen der zuständigen Parlamentskommissionen als unerlässlich. Gleichzeitig sollte aber auch die Informationspflicht der SNB gegenüber der Öffentlichkeit stärker gefasst werden als jetzt vorgesehen.</b> Die SNB soll die von ihr eingeschlagene Geldpolitik auch gegenüber der Bevölkerung transparent machen und erklären.</p>
5.01	CQC	La Commission salue tout particulièrement l'obligation de rendre compte et d'informer.
5.03	SNB	<p>Die Rechenschaftspflicht der Nationalbank ist das <b>Pendant zu ihrer Unabhängigkeit</b>. Wir begrüssen es, dass diese Pflicht im neuen Nationalbankgesetz sichtbar gemacht und näher umschrieben wird. Die Rechenschaftsablage der SNB gegenüber dem Bundesrat entspricht einer bewährten Praxis; der Gesetzesentwurf kodifiziert sie in adäquater Weise. Gegenüber der Bundesversammlung wird die SNB die Geld- und Währungspolitik durch regelmässige Berichterstattung in den zuständigen Kommissionen transparent machen.</p> <p>Allerdings schlagen wir für eine neue <b>Systematik</b> für Art. 7 E-NBG vor: Unseres Erachtens drängt sich eine <b>Zweiteilung</b> dieses Artikels auf. Im Grunde besteht eine <b>eigentliche Rechenschaftspflicht der SNB nur gegenüber dem Bundesrat</b>, der über wichtige Ernennungskompetenzen verfügt und Jahresrechnung sowie Jahresbericht der SNB zu genehmigen hat. <b>Gegenüber dem Parlament und der Öffentlichkeit</b> soll die SNB zur <b>Orientierung und Erläuterung</b> ihrer Politik verpflichtet werden. Daher sollte der (falsche) Eindruck vermieden werden, das Parlament könne die SNB bezüglich der von ihr geführten Politik "zur Rechenschaft ziehen" (was immer das im Einzelnen bedeuten mag) oder es könne gar Aufschlüsse bezüglich der geldpolitischen Absichten verlangen (vgl. Expertenbericht, S. 107).</p> <p>Der neue Art. 7 (Überschrift "Rechenschaftspflicht") würde den bisherigen Art. 7 Abs. 1 E-NBG, ein neuer Art. 8 (Überschrift "Berichterstattung und Information") die bisherigen Art. 7 Abs. 2-5 E-NBG umfassen.</p> <p>Was die <b>Formulierung</b> angeht, schlagen wir vor, Art. 7 <b>Abs. 1</b> (3. Satz) E-NBG wie folgt zu fassen:</p> <p><i>"Jahresbericht und Jahresrechnung der Nationalbank sind vor ihrer Abnahme durch die Generalversammlung dem Bundesrat zur Genehmigung zu unterbreiten."</i></p> <p>In der Terminologie des neuen Aktienrechts (Art. 662 OR) ist der Terminus "Geschäftsbericht" ein Oberbegriff, umfassend Jahresrechnung, Jahresbericht und Konzernrechnung. Weil letztere für die SNB entfällt, ist es richtig, im NBG von Jahresrechnung und Jahresbericht zu sprechen.</p> <p>Weiter schlagen wir vor, den bisherigen Art. 7 <b>Abs. 2</b> E-NBG wie folgt zu ändern:</p> <p><i>"Die Nationalbank erläutert den zuständigen Kommissionen der Bundesversammlung <b>periodisch</b> die Wirtschaftslage sowie ihre Geld- und Währungspolitik."</i></p> <p>Die bisherige Formulierung "<b>zweimal jährlich</b>" <b>erscheint zu wenig flexibel</b>. Es ist sehr wohl denkbar, dass aus Kompetenzgründen zwei verschiedene Kommissionen der beiden Kammern den Vertreter des Direktoriums zur Geldpolitik anhören möchten. Dies könnte dazu führen, dass die SNB zu 8 Sitzungsterminen pro Jahr aufgeboden würde, was zu gewissen Koordinationsproblemen führen könnte. Im Falle einer solchen Entwicklung müsste der Sitzungsrythmus variiert werden können.</p> <p>Schliesslich schlagen wir vor, den bisherigen Art. 7 <b>Abs. 3</b> E-NBG leicht abzuändern in:</p>

		<p>"Die Nationalbank orientiert die Öffentlichkeit <b>regelmässig</b> über die Geld- und Währungs-politik und macht ihre geldpolitischen Absichten bekannt."</p> <p>Die SNB orientiert die Öffentlichkeit seit längerem mehr als "einmal pro Jahr" (nämlich unmittelbar nach jeder vierteljährlichen Lagebeurteilung, davon zwei Mal im Rahmen von Pressekonferenzen). In Anbetracht der bereits geübten Praxis könnte der Wortlaut "minde-stens einmal im Jahr" als Rückschritt empfunden werden.</p>
5.08	RBA	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.09	VSKB	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.10	VSV	<p>Die SNB muss die wirtschaftlichen Eckdaten analysieren und beurteilen und die ihrer Meinung nach angebrachten Massnahmen treffen. Dieser Prozess muss in einem demo-kratischen Staat auch für den Souverän nachvollziehbar sein. <b>Aufgrund der Tragweite der Entscheide der SNB für alle Wirtschaftssubjekte ist die vorgeschlagene dreitei-lige Ausgestaltung der Rechenschaftspflicht abzulehnen.</b> Die SNB soll den <b>Souverän, das Parlament und eine parlamentarische Expertenkommission gemeinsam</b> über ihre Sichtweise und die sich daraus ergebenden Massnahmen <b>informieren</b>. Die Anhörung soll, analog zur Regelung in den Vereinigten Staaten von Amerika, <b>öffentlich</b> stattfinden.</p> <p>Den Bedenken der Expertengruppe im Zusammenhang mit unstatthaften Informationsvor-sprüngen kann nach unserer Auffassung nur so wirksam entgegengetreten werden. Noten-bankpolitik darf in einem modernen demokratischen Staatswesen keine Züge einer „Ge-heimwissenschaft“ aufweisen.</p> <p>Die <b>Periodizität</b> für die einheitliche Orientierung von Souverän, Parlament und Experten-kommission sollte <b>vierteljährlich</b> erfolgen, was dem internationalen Standard für die Ori-entierung des Publikums durch international tätige Grossunternehmen entsprechen würde.</p>
5.12	CP	L' <b>obligation de rendre compte et d'informer à trois niveaux</b> est le <b>corollaire normal</b> de l'indépendance de la BNS.

**Tableau 10: Art. 8 Exonération fiscale**

N°	Abréviation	Propositions
1.20	TG	Unseres Erachtens sollte die Nationalbank <b>weiterhin den kantonalen und kommunalen Handänderungssteuern unterliegen</b> . Den Kantonen und Gemeinden soll nicht unnötig Steuersubstrat entzogen werden.

## Chapitre 2: Opérations de la Banque nationale

**Tableau 11: Art.9 Opérations avec des intervenants sur les marchés financiers**

N°	Abréviation	Propositions
1.03	LU	Im geltenden Nationalbankgesetz sind die Geschäfte, welche die SNB tätigen darf, abschliessend und detailliert aufgeführt. Diese kaum flexible Beschränkung des Geschäftskreises der SNB ist wegen der raschen Entwicklung an den Finanzmärkten heute nicht mehr sinnvoll. Wir <b>begrüssen die flexiblere Umschreibung des Geschäftskreises</b> der SNB.
1.14	SH	Gegen die Flexibilisierung des Geschäftskreises haben wir nichts einzuwenden.
1.18	GR	Wir erachten die <b>Flexibilisierung des Geschäftskreises als sinnvoll.</b>
1.26	JU	<u>lettre f</u> Le <b>systeme financier</b> mentionné dans notre commentaire concernant art. 5 al. 2 pourrait être précisé à cet endroit. <b>Il s'agit d'une responsabilité forte touchant les actionnaires mais aussi l'image de la BNS diffusée à l'intérieur comme à l'extérieur de la Suisse.</b>
4.04	SBV	Mit der <b>flexibleren Umschreibung des Geschäftskreises</b> sind wir <b>einverstanden.</b>
5.05	Comco	Comme le précise l'art 9 al. 1, les opérations avec des intervenants sur les marchés financiers doivent rester <b>en rapport avec les tâches de politique monétaire</b> qui sont assignées à la BNS. De manière générale, il est souhaitable que les prestations offertes à d'autres intervenants financiers et qui sont également proposées par les établissements commerciaux, le soient à <b>des conditions semblables</b> . La BNS bénéficiant d'une exemption fiscale tant au niveau de la Confédération que des cantons (art. 8 P-LBN), il faut éviter que, par le biais de subventions croisées, cela conduise à des effets néfastes sur des marchés soumis à une libre concurrence.
5.08	RBA	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.09	VSKB	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.12	CP	Le projet de loi <b>lève pratiquement toutes les restrictions</b> que formulaient les articles 14 ss de la loi actuelle. <b>C'est la principale innovation et elle justifierait à elle seule une révision de la loi sur la BNS.</b> Celle-ci aura les mains libres pour opérer avec pratiquement tous les instruments financiers sur les plans national et international, à l'exception toutefois de crédits et facilités de découverts accordés à la Confédération et de l'acquisition à l'émission de titres de la dette publique. Ces exceptions s'expliquent par la volonté du Législateur de ne pas mettre la Confédération dans l'orbite de la Banque nationale, l'indépendance de la Confédération en matière financière ayant aussi pour corollaire l'indépendance de l'Institut d'émission. Pour le reste, <b>nous sommes favorables à une énumération générale des opérations autorisées à la BNS sur les marchés financiers</b> (art. 9), les instruments utilisés sur ces derniers évoluant beaucoup plus rapidement que les possibilités de modification de la loi.

**Tableau 12: Art.10 Opérations avec d'autres banques centrales et avec des organisations internationales**

N°	Abréviation	Propositions
1.26	JU	Il nous semblerait nécessaire de <b>préciser que la BNS peut entrer en relation avec des banques centrales étrangères et avec des organisations internationales</b> , mais ceci <b>« dans l'accomplissement de ses tâches »</b> .
6.03	J.-P. Forney	<u>Vorschlag</u> : <i>Die Nationalbank kann mit ausländischen Zentralbanken und mit internationalen Organisationen Beziehungen aufnehmen und mit ihnen alle Arten von Bankgeschäften, einschliesslich der Aufnahme und Gewährung von Krediten in Schweizerfranken, Fremdwährungen oder internationalen Zahlungsmitteln, tätigen, sofern ausreichende Si-</i>

		<p><i>cherheiten geleistet werden.</i></p> <p>Der Gesetzesentwurf verlangt Sicherheiten bei Geschäften mit Schweizer Finanzmarktteilnehmern (Art. 9 Abs.2 Bst. e), mit dem Bund (Art. 11 Abs. 2), nicht aber auf internationaler Ebene.</p>
--	--	---

**Tableau 13: Art.11 Opérations pour le compte de la Confédération**

N°	Abréviation	Propositions
5.02	Post	Art. 11, welcher die Modalitäten der durch die Nationalbank für den Bund zu erbringenden Bankgeschäfte regelt, stösst in die Richtung, welche die Post durch die schrittweise Verlagerung ihrer eigenen Tresorerie- und Wertschriftengeschäfte von der SNB und dem Bund (Eidg. Finanzverwaltung) hin in den freien Markt seit Jahren verfolgt.
5.05	Comco	<p><b>Suppression de la gratuité des services bancaires fournis à la Confédération</b> lorsqu'il s'agit de prestations également offertes par les banques commerciales et ne présentant pas un intérêt particulier du point de vue la da politique monétaire fédérale.</p> <p>Tel que cela ressort du rapport et projet du groupe d'experts due 16 mars 2001, la réglementation actuelle prévoyant la gratuité de tels services comporte des <b>risques de distorsion de la concurrence</b> par rapport aux banques commerciales ainsi que le <b>danger d'une affectation inadéquate des ressources</b> (point 3.9 de la partie générale du rapport).</p> <p>La Comco <b>approuve donc tout particulièrement la suppression d'un tel principe de gratuité</b> et la soumission de ces prestations à un prix de marché.</p>

**Tableau 14: Art.13 Opérations pour l'infrastructure administrative**

N°	Abréviation	Propositions
3.01	FDP	Dieser Artikel ist zu streichen bzw. so zu formulieren, dass die SNB - wie nach Art. 14 Ziff. 6 NBG des geltenden Rechts - <b>lediglich die Verzinsung von Guthaben ihres Personals und ihrer Vorsorgeeinrichtungen</b> vornehmen darf. <b>Der Bedarf nach einer „Bank in der Bank“ mit umfassender Geschäftstätigkeit ist nach Ansicht der FDP nicht gegeben und auch nicht sinnvoll.</b> Die SNB ist keine „gewöhnliche“ Bank; sie soll es auch nicht für ihr eigenes Personal und ihre Vorsorgeeinrichtungen werden, nicht zuletzt in Folge der möglichen <b>Gefahren von divergierenden Interessen</b> , die mit dem gesetzlichen Auftrag der SNB kollidieren könnten.

### Chapitre 3: Attributions en matière de politique monétaire

**Tableau 15: Suppression du contrôle des émissions et des contrôles des mouvements de capitaux**

N°	Abréviation	Propositions
1.03	LU	Die seit langem nicht mehr eingesetzten und an den heutigen Finanzmärkten wirkungslos gewordenen Emissions- und Kapitalverkehrskontrollen sollen <b>zu Recht abgeschafft</b> werden.
1.14	SH	Gegen die Modernisierung der hoheitlichen Notenbankinstrumente haben wir nichts einzuwenden.
1.16	AI	<b>Die Aufhebung der Emissions- und Kapitalverkehrskontrollen wird begrüsst.</b>
1.18	GR	Wir erachten den <b>Verzicht auf wirkungslos gewordene Instrumente</b> (Abschaffen der Emissions- und Kapitalverkehrskontrollen) als <b>sinnvoll</b> .
4.04	SBV	Die <b>Aufhebung der Emissions- und Kapitalverkehrskontrollen</b> erachten wir als <b>sinnvoll</b> . Diese stammen noch aus der Ära fixer Wechselkurse. Im heutigen, globalen Umfeld mit flexiblen Wechselkursen wären sie weitgehend wirkungslos, wirkten allenfalls gar kontraproduktiv.
5.08	RBA	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.09	VSKB	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.12	CP	<b>L'abandon de la possibilité du contrôle des émissions est souhaitable.</b> En effet, cet instrument autoritaire n'a plus lieu d'être. Ayant abandonné la conduite de la masse monétaire, la BNS a par ailleurs aujourd'hui un instrument indirect agissant sur le marché de l'argent et capitaux, à savoir une action sur les taux d'intérêts.  Par contre, <b>la démobilitation des instruments prévus par l'article 16i de la loi actuelle (lutte contre l'afflux de fonds étrangers, intérêts négatifs, etc.) n'est pas souhaitable.</b> Certes, il conviendrait d'adapter ces moyens aux conditions actuelles des marchés de l'argent et des capitaux. Ce dispositif, ancré dans la loi, peut avoir aussi un effet dissuasif plus marqué que la menace d'arrêtés fédéraux urgents.
5.13	HEV	Wir erachten es als <b>sinnvoll</b> , die seit langem nicht mehr eingesetzten und in der heutigen Finanzmarktsituation wirkungslos gewordenen <b>Emissions- und Kapitalverkehrskontrollen abzuschaffen</b> .

**Tableau 16: Remarques générales sur la base légale des activités statistiques**

N°	Abréviation	Propositions
1.00	FDK	Für die Ausübung ihrer Tätigkeit ist die SNB auf statistische Daten angewiesen. Die zunehmende internationale Verflechtung der Finanzmärkte erfordert zudem eine <b>internationale Zusammenarbeit</b> (Zusammenfassung und Vergleich von Daten) auf dem Gebiet der Statistikerhebung. Ferner wird eine umfassende Finanzmarktstatistik die <b>Transparenz der Finanzmärkte</b> verbessern, was auch anderen Institutionen nutzen wird. In diesem Sinne <b>unterstützen wir Art. 14 – 16 E-NBG ohne Vorbehalt</b> .
1.01	ZH	Der Aufbau einer umfassenden Finanzmarktstatistik, soweit die Erhebungen mit dem gesetzlichen Auftrag der Nationalbank in Einklang stehen, <b>bedarf zweifellos einer einheitlichen gesetzlichen Grundlage</b> , wie sie nunmehr vorgeschlagen wird.
1.03	LU	Die Verpflichtung der Banken, der SNB statistische Angaben zu liefern, besteht bereits unter dem geltenden Bankengesetz. Der Revisionsentwurf ist zu begrüßen. Die heute in verschiedenen Gesetzen verstreuten Rechtsgrundlagen der Statistiktätigkeit der SNB werden dadurch an einer Stelle systematisch sauber zusammengefasst. Daher <b>unterstützen wir Artikel 14 – 16 E-NBG ohne Vorbehalt</b> . Die SNB erhält mit dem neuen Gesetz eine einheitliche Rechtsgrundlage für die Erstellung von Finanzmarktstatistiken.

		Für die Ausübung ihrer Tätigkeit ist die SNB auf statistische Daten angewiesen. Die zunehmende internationale Verflechtung der Finanzmärkte erfordert zudem eine <b>internationale Zusammenarbeit</b> (Zusammenfassung und Vergleich von Daten) auf dem Gebiet der Statistikerhebung. Ferner wird eine umfassende Finanzmarktstatistik die <b>Transparenz der Finanzmärkte</b> verbessern, was auch anderen Institutionen nutzen wird.
1.04	UR	Die Regelung ist <b>zweckmässig</b> .
1.07	NW	Die Regelung ist <b>zweckmässig</b> .
1.08	GL	Die Regelung ist <b>zweckmässig</b> .
1.09	ZG	Mit den vorgeschlagenen gesetzlichen Grundlagen für die Statistiktätigkeit der SNB sind wir <b>einverstanden</b> . Mit diesen gesetzlichen Grundlagen wird es der SNB ermöglicht, eine eigentliche Finanzmarktstatistik aufzubauen, welche dann einem weiteren Interessentenkreis zugänglich sein wird.
1.10	FR	La Banque nationale doit disposer de données statistiques pour l'exercice de ses activités. L'interdépendance internationale toujours plus forte des marchés financiers exige <b>une collaboration internationale</b> (collecte et comparaison des données) dans le domaine des relevés statistiques. De plus, une statistique globale du marché financier améliorera la <b>transparence</b> de ce marché et servira à d'autres institutions. Dans ce sens, <b>nous approuvons sans réserve les articles 14 à 16 P-LBN</b> .
1.11	SO	Für die Ausübung ihrer Tätigkeit ist die SNB auf statistische Daten angewiesen. Die zunehmende internationale Verflechtung der Finanzmärkte erfordert zudem eine internationale Zusammenarbeit (Zusammenfassung und Vergleich von Daten) auf dem Gebiet der Statistikerhebung. Ferner wird eine umfassende Finanzmarktstatistik die Transparenz der Finanzmärkte verbessern, was auch anderen Institutionen nutzen wird. In diesem Sinne <b>unterstützen wir Artikel 14-16 E-NBG ohne Vorbehalt</b> .
1.12	BS	Die Regelung ist <b>zweckmässig</b> .
1.13	BL	Unterstützung der Position der <b>FDK</b>
1.18	GR	Unterstützung der Position der <b>FDK</b>
1.19	AG	Unterstützung der Position der <b>FDK</b>
1.21	TI	<b>Riteniamo corretto che la centralizzazione delle statistiche del mercato finanziario avvenga sotto la direzione della Banca nazionale.</b> Se l'obiettivo della BNS à essere attiva in tempo reale sul mercato monetario e valutario, è giusto dotare l'istituto degli strumenti di analisi e prospettici adatti e corrispondenti a ciò di cui altre banche centrali già dispongono.  Auspichiamo comunque che il principio non venga snaturato nel raccogliere statistiche e dati già ottenibili presso altri enti in questo senso né i Cantoni né l'economia privata dovrebbero subire un aggravio per la produzione di tali dati. <b>Confidiamo sulla proporzionalità dell'applicazione della norma e sull'assoluta segretezza nell'utilizzo dei dati.</b>
1.22	VD	Le Conseil d'Etat <b>approuve la volonté de faire de la Banque nationale le seul producteur de statistiques publiques dans le domaine des marchés financiers.</b> Ce faisant, le projet permet de mettre en phase d'une part, l'information nécessaire à l'accomplissement des tâches de la banque et, d'autre part, l'activité statistique publique concernant ce domaine. La teneur de l'art. 14 du projet de loi évite de fermer le champ d'investigation possible et <b>permettra ainsi une adaptation aux modifications futures des marchés financiers.</b> De même, l'extension des relevés statistiques à toutes les catégories d'intervenants sur les marchés financiers est souhaitable.  Toutefois, le Conseil d'Etat estime qu'une disposition <b>faisant référence à la loi sur la statistique fédérale</b> devrait être formulé comme suit : <i>« Pour le reste les dispositions de la loi du 9 octobre 1992 sur la statistique fédérale sont applicables. »</i>
1.23	VS	Les bases légales proposées pour les activités statistiques nous paraissent tout à fait <b>adéquates</b> . De par l'extension des informations fournies à la Banque nationale, elles sont en effet de nature à améliorer et renforcer la connaissance de la banque des marchés financiers.

1.24	NE	Les <b>bases légales</b> proposées pour les activités statistiques de la BNS sont <b>très larges</b> . Elles lui permettront de remplir pleinement sa tâche d'information envers les autorités politiques, l'économie et le public. Il incombera au <b>Préposé fédéral à la protection des données de surveiller</b> , de manière attentive, <b>que la BNS n'abuse pas de son large pouvoir</b> en la matière.
1.25	GE	Nous <b>acceptons la concentration des diverses bases légales</b> dans un seul texte et sur <b>l'accroissement du cercle des acteurs soumis à l'obligation de fournir des données statistiques</b> .
1.26	JU	La <b>définition et la concentration</b> d'un mandat statistique global et clair dans la loi nous semblent <b>pertinentes</b> . La BNS pourra ainsi mettre en place une véritable statistique conforme aux attentes des marchés financiers.
3.01	FDP	Die FDP <b>begrüssigt in die Schaffung einer einheitlichen Rechtsgrundlage</b> für die Kompetenzen der SNB zur statistischen Datenerhebung, steht aber dem <b>sehr umfassend formulierten Bedürfnis</b> und der Notwendigkeit entsprechender Datenerhebungen <b>mit einem gewissen Misstrauen</b> gegenüber (s. Kommentar zu Art. 15 E-NBG).
3.02	CVP	Die CVP <b>stimmt</b> der in den Art. 14 – 16 definierten <b>Statistiktätigkeit der SNB grundsätzlich zu</b> . Mit der Schaffung einer einheitlichen Rechtsgrundlage für dieses Aufgabengebiet, der Definition einer umfassenden Zwecksetzung (Art. 14) und der Normierung der Eckwerte der Tätigkeit (Art. 15 und 16) wird für die Statistikerhebung viel an Transparenz und Effektivität gewonnen. In diesem Sinne unterstützte die CVP die <b>Erstellung einer umfassenden Finanzmarktstatistik aus einer Hand</b> . Die ergänzenden Zusammenarbeitspflichten mit Bundesstellen und Aufsichtsorganen zur Vermeidung von Überschneidungen heissen wir gut. Durch die Pflicht der SNB, die Erforderlichkeit von Daten für die Statistik nachzuweisen (Art. 15 Abs. 2) wird auch dem Verhältnismässigkeitsprinzip Rechnung getragen.
3.03	SPS	Die Bestimmungen über die Erhebung von Daten zu statistischen Zwecken halten wir für <b>zweckmässig</b> .
3.04	SVP	Die SVP sieht die Notwendigkeit der SNB statistische Daten zu erheben und begrüsst die neue Rechtsgrundlage. <b>Der Einschränkung, dass die Erhebungen mit dem gesetzlichen Auftrag der SNB im Einklang stehen müssen, ist unbedingt Beachtung zu schenken</b> . Ebenso sind <b>Überschneidungen</b> mit Statistiktätigkeiten der Eidg. Bankenkommission oder Institutionen des Bundes zu <b>vermeiden</b> . Die SVP fordert, dass der <b>zusätzlich administrative Aufwand für Unternehmen im Nichtfinanzsektor</b> , die bisher keine Statistiken abgeben mussten, <b>möglichst gering</b> zu halten ist. Die SVP geht im übrigen davon aus, dass die <b>KMU</b> von dieser primär monetär ausgerichteten Zielsetzung <b>nicht betroffen</b> sein werden.
3.05	PLS	Nous n'avons pas de remarques particulières à formuler sur ce point. Les dispositions proposées paraissent <b>adéquates</b> .
3.06	Grüne	Mit den Vorschlägen zur Statistiktätigkeit können wir uns <b>einverstanden</b> erklären.
4.01	economiesuisse	<b>Wir stimmen der vorgesehenen Regelung für die Statistiktätigkeit der SNB zu</b> . Dabei begrüssen wir vor allem die Bestimmungen, welche die <b>Geheimhaltung</b> der Daten regeln. Allerdings muss beim Auf- und Ausbau von Statistiken stets das <b>Kosten-Nutzen-Verhältnis</b> beachtet werden (s. dazu Kommentar zu Art. 14 E-NBG). Schliesslich ist nicht recht einsichtig, warum die Statistik <b>rechtssystematisch</b> unter dem Kapitel „Geld- und währungspolitische Befugnisse“ eingeordnet wird.
4.02	USAM	Actuellement déjà la BNS déploie de vastes activités statistiques concernant les marchés financiers. Les bases légales régissant ces activités sont cependant dispersées dans divers textes légaux. Il paraît dès lors <b>souhaitable que le mandat statistique de la BNS trouve une assise légale uniforme</b> dans la loi sur la Banque nationale. <b>Toutefois afin d'éviter des abus, les activités statistiques de la BNS devront strictement se limiter aux missions définies par la loi</b> .
4.03	SAV	Unterstützung der Position <b>von economiesuisse</b> .
4.04	SBV	Mit der Schaffung einer <b>expliziten gesetzlichen Grundlage</b> für die Statistik der SNB sind wir <b>einverstanden</b> . Eine zuverlässige Statistik bildet eine Grundlage zur raschen Lagebe-

		urteilung, mitunter auch zur <b>Sicherung der Systemstabilität</b> .
4.05	FRSP	Les nombreuses activités statistiques actuellement déployées par la BNS reposent sur des bases légales dispersées dans divers textes légaux dont notamment la loi sur les banques, celle sur les fonds de placements et la loi sur la statistique fédérale. Dès lors, nous pensons <b>qu'il est judicieux de saisir l'occasion de la révision de la LBN pour donner au mandat statistique de la BNS une assise légale uniforme</b> . Il s'agit aussi de <b>combler les lacunes</b> du système actuel en incluant notamment dans les différentes statistiques les opérations hors bilan des banques (instruments dérivés, opérations fiduciaires, etc.) et les données pertinentes sur le trafic des paiements où l'on constate, en particulier, une utilisation croissante des cartes de crédit.
4.06	SGB	Die Bestimmungen über die Erhebung von Daten zu statistischen Zwecken halten wir für <b>zweckmässig</b> .
4.07	SKV	Mit den Vorschlägen zur gesetzlichen Grundlage für die Statistiktätigkeit der SNB sind wir <b>einverstanden</b> .
5.07	SIC	Die SNB erhält im NBG eine einheitliche Rechtsgrundlage für die Erstellung von Finanzmarktstatistiken (Art. 14 – 16 E-NBG). Das Bankengesetz enthält bereits heute die Verpflichtung der Banken, der SNB statistische Angaben zu liefern (Art. 7 Abs. 3 BankG). Gestützt auf ihren gesetzlichen Auftrag erhebt die SNB heute aber nicht nur Angaben bei Banken, sondern auch bei weiteren Finanzintermediären. Das E-NBG trägt dem Rechnung, indem es die Kompetenz der SNB allgemeiner umschreibt. Mit der Schaffung einer expliziten gesetzlichen <b>Grundlage für die Statistik</b> der SNB sind wir <b>einverstanden</b> . Eine <b>zuverlässige Statistik bildet eine Grundlage zur raschen Lagebeurteilung, mitunter auch zur Sicherung der Systemstabilität</b> .
5.08	RBA	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.09	VSKB	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.10	VSV	Die <b>gesetzliche Grundlage für die Statistiktätigkeit</b> wird <b>begrüsst</b> . Allerdings soll die SNB ihre Statistiktätigkeit gestützt auf eine klare Rechtsverordnung ausüben (s. Kommentar zu Art. 15 E-NBG).
5.11	Industrie-Holding	Grundsätzlich ist die <b>Zusammenfassung</b> der bisher in verschiedenen Gesetzen (Bankengesetz, Statistikgesetz) und internationalen Abkommen enthaltenen Regelungen unter einer klaren Zweckbestimmung <b>zu begrüßen</b> .
5.13	HEV	Es ist <b>sinnvoll</b> , im Nationalbankgesetz eine <b>einheitliche Rechtsgrundlage für die Erstellung von Finanzmarktstatistiken</b> zu schaffen und bestehende Lücken zu schliessen.

Tableau 17: Art. 14 Collecte de données statistiques

N°	Abréviation	Propositions
1.26	JU	Nous sommes d'avis que <b>la BNS devra collaborer également dans la collecte des données statistiques avec la Commission fédérale des banques</b> . Aussi, <b>cette précision mériterait d'être ajoutée à l'article 14, alinéa 2</b> .
4.01	economie-suisse	Wir regen an, dass in Übereinstimmung mit dem Bundesstatistikgesetz auch die <b>bei der Datenbeschaffung geltenden Grundsätze</b> festgehalten werden. <b>Art. 14 Abs. 1</b> müsste deshalb wie folgt ergänzt werden: <i>"Zur Wahrnehmung ihrer gesetzlichen Aufgaben und zur Beobachtung der Entwicklungen auf den Finanzmärkten erhebt die Nationalbank die erforderlichen statistischen Daten. Die Zahl und die Art der Erhebungen sind auf ein notwendiges Minimum zu beschränken."</i> In diesem Zusammenhang weisen wir vor allem auf den in den letzten Jahren stark forcierten Ausbau der Zahlungsbilanzstatistik hin, der insbesondere dem Nichtbankenbereich erhebliche Zusatzlasten bescherte. Wir haben die bessere Erfassung des Kapitalverkehrsbereichs stets unterstützt, obwohl Begründung und Nützlichkeit der einzelnen Erhebungen

		weder aus geld- und währungspolitischer noch aus konjunkturpolitischer Sicht immer zu überzeugen vermochten. <b>Jede Statistik sollte stets auch einem Kosten-Nutzen-Vergleich standhalten.</b>
4.03	SAV	Unterstützung der Position <b>von economiesuisse.</b>
5.04	EBK	<u>Auswirkungen auf das Anlagefondsgesetz</u> Zu einer Bemerkung Anlass gibt die vorgesehene Streichung von Art. 64 AFG, welcher die rechtliche Basis der Nationalbank für die Erhebung von statistischem Material im Fondsbereich bildet (vgl. S. 183 des Expertenberichtes). Diese Bestimmung soll zwar sinngemäss ins revidierte NBG überführt werden (Art. 14 ff. E-NBG). Mit dessen Streichung würde indessen auch Art. 85 Abs. 4 AFV entfallen, welcher das „ <b>Outsourcing</b> “ <b>der statistischen Erhebungen an Organisationen, die einer angemessenen Aufsicht unterstehen</b> , gestattet. Die gesetzliche Basis für das „Outsourcing“ wurde erst per 1. Januar 2001 im Hinblick auf das gemeinsame Projekt TIF (Transparenz im Fondsmarkt) der SWX und des Schweizerischen Anlagefondsverbands SFA in Kraft gesetzt. <b>Die Möglichkeit des „Outsourcing, der Erhebung und Verarbeitung von statistischem Datenmaterial sollte daher ebenfalls ins revidierte NBG übernommen werden. Es stellt sich dabei sogar die Frage, ob diese Möglichkeit - und zwar als „Kann-Vorschrift“ ausgestaltet - nicht nur für den Fondsbereich, sondern generell eingeführt werden sollte.</b> Die SNB müsste damit keine Kompetenzen abgeben, sondern sie würde mit Blick auf allfällige künftige Entwicklungen an Flexibilität gewinnen.
5.11	Industrie-Holding	Die Erhebung statistischer Daten ist grundsätzlich unbestritten, zumal auch die Wirtschaft ein Interesse an guten Daten hat. Allerdings haben die statistischen Erhebungen auf allen Ebenen derart stark zugenommen, dass eine „ <b>Statistic Fatigue</b> “ <b>bei den Unternehmen</b> eingetreten ist. Diesem Umstand ist Rechnung zu tragen. <b>Art, Umfang und Häufigkeit der Erhebungen sind auf das absolut notwendige Minimum zu beschränken und Direkterhebungen wo immer möglich durch statistische Schätzverfahren zu ersetzen.</b>  Sodann fordern wir, dass die Erhebungen wie bisher <b>in Zusammenarbeit mit den zuständigen Wirtschaftsorganisationen erfolgen.</b> Und ferner, dass die Daten (nicht zuletzt aus Gründen des Datenschutzes) <b>organisationsweise in aggregierter Form gemeldet werden können</b> , wo immer eine solche Sammelmeldung mit dem Erhebungszweck vereinbar ist.

Tableau 18: Art. 15 Obligation de fournir des données statistiques

N°	Abréviation	Propositions
1.20	TG	<u>Abs. 1</u> Im Rahmen einer konsequenten geschlechtsneutralen Formulierung sollte der Ausdruck „ <i>Vertreter</i> “ durch das Wort „ <b>Vertretungen</b> “ ersetzt werden.
3.01	FDP	Die grundsätzliche Notwendigkeit der Erhebung verschiedenster Daten an sich ist wohl nicht zu bezweifeln. Dennoch stellen sich <b>Fragen zu dem hier in Art. 15 Abs. 2 und 3 des Entwurfs sehr umfassend formulierten Bedürfnis und der Notwendigkeit entsprechender Datenerhebungen</b> und zu den damit verfolgten Absichten und der damit verbundenen Gefahren im Bereich möglicher Datenschutzverletzungen durch die Verwendung dieser umfassend erhobenen Daten.  In diesem Sinne stellt sich die FDP nicht gegen die vorgeschlagene Regelung, <b>gibt aber einem gewissen Misstrauen gegenüber der vorgeschlagenen umfassenden Formulierung, insbesondere von Art. 15 Abs. 2 des Entwurfs, deutlich Ausdruck.</b>
3.02	CVP	In Art. 15 Abs. 3 ist explizit festzuhalten, dass die SNB die <b>Festlegung der zu liefernden Angaben zur Sicherung der Kooperationsbereitschaft „nach Rücksprache mit den Verbänden der Meldepflichtigen“</b> vornimmt.
4.05	FRSP	En ce qui concerne les établissements soumis à l'obligation de fournir des données statistiques, actuellement au nombre de quelque 1'500, l'élargissement de leur cercle paraît inévitable. Il faudra cependant <b>se garder d'imposer aux établissements nouvellement sou-</b>

		<b>mis des exigences trop lourdes.</b> Nous pensons en particulier aux <b>caisses de pensions</b> dont les tâches administratives induites par le droit public ont d'ores et déjà décuplé depuis l'entrée en vigueur de la LPP en 1985.
5.02	Post	Art. 15 regelt die Auskunftspflicht, welche von der Schweizerischen Post bereits heute auf freiwilliger Basis erfüllt wird.
5.03	SNB	Wir beantragen, Art. 15 <b>Abs. 2</b> wie folgt zu präzisieren: <i>"Soweit dies für die <b>Analyse der Entwicklungen auf den Finanzmärkten, den Überblick über den Zahlungsverkehr, die Erstellung der Zahlungsbilanz oder für die Statistik über die Auslandvermögen erforderlich ist, kann die Nationalbank ....</b>"</i> Die statistischen Daten, welche die SNB von einem erweiterten Adressatenkreis erheben möchte, dienen verschiedenen Zwecken (Expertenbericht S. 59/60). Jene Erhebungen, welche der SNB helfen sollen, allfällige Instabilitäten des Finanzsystems frühzeitig zu erkennen, umfassen einerseits Daten, die eine Analyse struktureller Entwicklungen auf den Finanzmärkten erlauben, und andererseits Daten, die einen Überblick über Neuerungen im Zahlungsverkehr (Aufkommen von Bargeldsubstituten) sowie über die Tätigkeit von Zahlungssystemen verschaffen. Beide Stossrichtungen sind zu Beginn von Abs. 2 zu nennen, können jedoch - im Vergleich zur Textfassung der Expertengruppe - noch <b>differenzierter</b> auseinandergelassen werden. Zugleich erhalten die Statistiklieferanten dadurch die Gewissheit, dass <b>Daten nur zu ganz spezifischen Verwendungszwecken erhoben</b> werden. Ferner beantragen wir, Art. 15 <b>Abs. 3 (2. Satz)</b> wie folgt zu ergänzen: <i>".....; sie legt das Verfahren <b>nach Rücksprache mit den Statistiklieferanten fest.</b>"</i> Schon heute pflegt die SNB bei der Festlegung von Meldeverfahren eng mit Vertretern der Statistiklieferanten zusammen zu arbeiten (Expertenbericht, S. 120 oben). Bisher besagt Art. 7 Abs. 4 BankG für die Bankenstatistik, dass die SNB das Meldeverfahren "nach Rücksprache mit den Banken" ordnet. Diese Verpflichtung zur Absprache mit den Meldepflichtigen sollte im NBG, wo eine vereinheitlichte Rechtsgrundlage für die gesamte Statistikaktivität der SNB geschaffen wird, generell verankert werden. Eine solche Verpflichtung der SNB ist geeignet, die Akzeptanz der statistischen Meldepflichten bei den Betroffenen zu erhöhen.
5.10	VSV	Datenerhebungen, die nicht direkt auf bestehenden Systemen beruhen, stellen jedoch oft mehr als lediglich einen „gewissen“ Aufwand dar. Die Kostenfolgen können insbesondere für kleinere und/oder mittlere Marktteilnehmer einen Wettbewerbsnachteil darstellen. Die <b>SNB soll Aufschluss darüber erteilen, in welchem Zusammenhang die Daten erhoben werden.</b> Die zu erfassenden und zu übermittelnden Daten müssen für alle Marktteilnehmer voraussehbar sein. <b>Entsprechend sollte Art. 15 E-NBG dahingehend ergänzt werden, dass die SNB ihre statistische Tätigkeit nicht informell oder allenfalls durch Verfügung ausübt, sondern gestützt auf Rechtssätze, d.h. durch Rechtsverordnung.</b> Durch eine entsprechende, klar gefasste Delegationsnorm wird die Rechtsstaatlichkeit der Datenerhebung gestärkt und verbessert.
5.11	Industrie-Holding	Die Kompetenz der SNB zur Bestimmung der benötigten Angaben und zur Festlegung des Verfahrens (Abs. 3) wird grundsätzlich anerkannt. <b>Ernsthafte Vorbehalte haben wir jedoch gegen die sehr umfassende Formulierung hinsichtlich Notwendigkeit entsprechender Datenerhebungen in Abs. 2.</b> Auch sollte <b>im Gesetz festgehalten</b> werden, dass erhebungstechnische und verfahrensmässige Änderungen <b>vorgängig mit den interessierten Kreisen abgesprochen</b> werden müssen.
6.03	J.-P. Forney	Bei der Aufzählung in Abs. 2 sollte anstelle von „ <i>namentlich</i> “ „ <i>wie zum Beispiel</i> “ verwendet werden. „ <i>Namentlich</i> “ bindet die Auskunftspflicht zu strikt an die aufgezählten Institutionen während „ <i>zum Beispiel</i> “ der SNB den notwendigen Handlungsspielraum offen lässt.

**Tableau 19: Art. 16 Confidentialité**

N°	Abréviation	Propositions
5.11	Industrie-Holding	Hinsichtlich der Behandlung der erhobenen Daten (Veröffentlichung, Vertraulichkeit, Weitergabe) sind keine Änderungen vorgesehen. Im Übrigen gelten die Bestimmungen des Datenschutzgesetzes. <b>Somit findet diese Bestimmung unsere Unterstützung.</b>

**Tableau 20: Art. 17 Réserves minimales**

N°	Abréviation	Propositions
1.01	ZH	Den Vorschlag auf Einführung von Mindestreserven, bestehend aus den Giro Guthaben der Banken bei der SNB sowie aus den von den Banken gehaltenen Beständen an Münzen und Banknoten, halten wir für <b>sinnvoll</b> . Die <b>Ausgestaltung detaillierter Bestimmungen auf Verordnungsstufe</b> erachten wir vor dem Hintergrund der laufenden Neuerungen im Finanzbereich sowie der sich ändernden Bedürfnisse der Kapitalmarktteilnehmer <b>als sachgerecht</b> .
1.03	LU	Die <b>Einführung von Mindestreserven halten wir für richtig</b> . Die Nationalbank hält damit ein weiteres Instrument zur Geldmengensteuerung in den Händen. Wir sind der Ansicht, dass die weiteren <b>Einzelheiten, wie vorgeschlagen, auf dem Verordnungsweg</b> geregelt werden können.
1.04	UR	Die Regelung ist <b>zweckmässig</b> .
1.07	NW	Die Einführung von Mindestreserven ist sinnvoll. Die Regelung ist <b>zweckmässig</b> .
1.08	GL	Die Regelung ist <b>zweckmässig</b> .
1.09	ZG	<p>Unseres Erachtens handelt es sich beim als „<b>Einführung von Mindestreserven</b>“ vorgestellten Vorschlag <b>nicht um eine Neueinführung, sondern um einen Änderung in der Systematik</b>. Die heute im Bundesgesetz über die Banken und Sparkassen (BankG) festgelegten Vorschriften über die Kassenliquidität und Gesamtliquidität der Banken sichern eine stabile Mindestnachfrage nach Notenbankgeld und erfüllen betriebswirtschaftliche Zielsetzungen. Wenn nun neu die Mindestreservspflicht in Art. 17 E-NBG festgelegt wird, bedeutet dies eine Ablösung der bis heute im BankG verankerten Kassaliquiditätsvorschriften.</p> <p>Mit den vorgeschlagenen Regelungen - nach dem Modell der Europäischen Zentralbank - können wir uns <b>einverstanden</b> erklären, ebenso mit den Abweichungen davon. <b>Allerdings möchten wir die Frage aufwerfen, ob die Einführung einer Verzinsung, sollte sich die jetzt vorgesehene fehlende Verzinsung als Nachteil herausstellen, auf dem Verordnungsweg möglich ist</b>. Ob allein der Umstand, dass gemäss heute vorliegendem Entwurf des NBG die Frage der Verzinsung offen gelassen wird, eine Einführung derselben auf dem Verordnungswege möglich macht, ist u. E. zu überprüfen.</p> <p>Die <b>detaillierte Ausgestaltung</b> der Mindestreservpflicht <b>auf dem Verordnungsweg</b> (NBG und BankG) entspricht dem heutigen Wunsch nach „<b>schlanken</b>“ <b>Gesetzen</b> und ist angesichts der hochtechnischen Materie <b>sachgerecht</b>.</p>
1.12	BS	Die Regelung ist <b>zweckmässig</b> .
1.21	TI	Siamo <b>d'accordo</b> con la proposta.
1.22	VD	<p>Les prescriptions relatives à la détention de <b>réserves minimales</b> par les banques <b>doivent être actualisées</b>. Une réglementation sur les réserves minimales conserve pleinement son utilité, dans la mesure où elle institue un instrument durable qui garantit une demande minimale de monnaie centrale et qui atténue la volatilité des taux.</p> <p>Le <b>Conseil d'Etat est favorable aux nouvelles dispositions légales</b> contenues à c sujet dans le projet.</p>
1.23	VS	La question des réserves minimales revêt un caractère technique et intéresse plus spécifiquement les établissements bancaires que les gouvernements cantonaux. Cela dit, nous

		n'avons <b>pas d'objections de principe</b> aux solutions proposées par le projet en ce domaine, <b>étant relevé qu'une rémunération éventuelle des réserves légales n'est pas absolument exclue.</b>
1.24	NE	<p>Le principe des réserves minimales destinées à garantir une demande stable de monnaie centrale est ancré actuellement dans la loi sur les banques. Le transfert de ces dispositions dans la loi sur la BNS – avec diverses adaptations - se justifie dans la mesure où les réserves minimales sont prioritairement un instrument de politique monétaire.</p> <p>Quant à la répartition des dispositions entre loi et règlement, elle n'est pas critiquable non plus dès lors que la loi fixe la limite de ces réserves minimales (4% des engagements à court terme des banques). Dans ce cadre légal, <b>le fait de déléguer à la BNS le soin de déterminer les autres modalités qui régiront le système des réserves minimales est cohérent.</b></p>
1.25	GE	<p>Nous <b>approuvons l'introduction de réserves minimales</b>, dans la mesure où elles remplacent les dispositions de la loi sur les banques relatives à la liquidité de caisse des banques.</p> <p><b>Il est judicieux de confier à la BNS le soin d'aménager l'application de ces dispositions.</b> Nous recommandons toutefois qu'elle le fasse <b>en accord avec la Commission fédérale des banques, et qu'elle veille à ne pas affaiblir le secteur bancaire suisse par rapport aux autres places financières</b> par une politique trop restrictive en matière de rémunération des réserves minimales.</p>
1.26	JU	<p>Même si l'introduction de réserves minimales peut être considérée comme dommageable par certains partenaires, elle a l'avantage de stabiliser les fluctuations de taux d'intérêts, d'assurer un niveau suffisant à la demande structurelle de monnaie et de préserver le rôle de prêteur ultime de la BNS. Dès lors, <b>nous approuvons l'introduction des réserves minimales.</b></p> <p><b>Nous nous demandons par contre si cette introduction ne doit être réellement appliquée qu'aux banques. Nous imaginons que d'autres agents économiques pourraient être également potentiellement concernés.</b> Nous pensons notamment aux sociétés d'assurances qui jouent au travers de leurs activités de crédits un rôle vraisemblablement important dans la régulation du volume de monnaie.</p> <p>En fixant les modalités d'exécution dans une ordonnance, <b>la BNS devra s'assurer que l'égalité de traitement entre les divers acteurs économiques soit autant que possible respectée.</b></p>
3.01	FDP	Wir <b>begrüssen die vorgeschlagene Einführung von Mindestreserven.</b> Aus politischer Sicht erscheint uns wichtig, dass sich diese Vorschriften sowohl im Verhältnis der SNB zu andern Banken innerhalb der Schweiz wie auch auf den internationalen Finanzmärkten <b>nicht zum Nachteil der Schweiz bzw. der SNB</b> auswirken dürfen.
3.02	CVP	<p>Die CVP heisst den Ersatz der bisherigen Vorschriften zur Kassenliquidität durch die Mindestreservspflicht gut, weil dadurch eine <b>stabile Nachfrage nach Notenbankgeld</b> sichergestellt werden kann und Zinsschwankungen vermieden werden können. Die Aufnahme der betreffenden Bestimmungen aus dem BankG bzw. der BankV ins NBG erachten wir wegen der Bedeutung der Mindestliquidität für die Geldmengensteuerung als richtig.</p> <p>Die von der Expertenkommission gemachten Vorschläge erscheinen uns zur Modernisierung und zur Ausrichtung an den Bedürfnissen der Geldmengensteuerung in Schweizer Franken geeignet. Dem <b>Miteinbezug von Bargeldbeständen als Mindestreserven stimmen wir bei gleichzeitigem Verzicht auf deren Verzinsung zu</b>, wobei die <b>Möglichkeit zur Verzinsung von Giro Guthaben</b> ja gegeben sein soll.</p> <p>Die Festlegung des Mindestreservesatzes und der Berechnungsmethoden (Durchschnitt, massgebliche Zeitperiode) auf Verordnungsstufe ist im Sinne der Flexibilität der Bestimmungen im Hinblick auf sich verändernde Marktverhältnisse richtig. Jedoch besteht unseres Erachtens in Art. 17 eine gewisse „<b>Asymmetrie</b>“ insofern, als die <b>Komponenten der Mindestreserven</b> in Abs. 1 zwar <b>abschliessend genannt</b> werden, die <b>massgeblichen kurzfristigen Verbindlichkeiten</b> in Abs. 2 aber <b>nicht näher bezeichnet</b> werden; <b>der Begriff letzterer ist aber im Gesetz zu definieren.</b> Ohne diese Definition bliebe auch die in Art. 17 Abs. 2 postulierte Obergrenze von 4 % sinnlos.</p>

3.03	SPS	<p>Wir <b>teilen ihre Ausführungen in der Botschaft zur geldpolitischen Bedeutung von Mindestreserven bzw. Liquiditätsvorschriften</b>, wonach Mindestreserven als „aktives“ Instrument zur Steuerung der Kreditfähigkeit nicht nötig sind, jedoch geeignet sind, die Zinsvolatilität zu verringern und die Sicherheit des Bankensystems zu gewährleisten (Bewältigung von unvorhergesehenen Liquiditätsabflüssen, Reserve für und Prävention gegen Rückzüge infolge Vertrauensverlusten).</p> <p>Deshalb ist es sinnvoll, nur die Grundüberlegungen im Gesetz festzuhalten und die Ausführung – in Absprache mit den für die Bankenaufsicht zuständigen Behörden – auf Verordnungsstufe zu regeln. Allerdings ist im Gesetz eine <b>Differenzierung</b> vorzusehen: 4% für die <b>Bestände</b> der Banken sind richtig; hingegen muss für die <b>Zuwächse</b> die Möglichkeit geschaffen werden, unter bestimmten Umständen (zur Erreichung eines bestimmten Zieles) die Mindestreserven zu erhöhen. Wir bitten den Bundesrat, in der Botschaft einen entsprechenden Vorschlag zu formulieren.</p>
3.04	SVP	<p>Die SVP ist <b>grundsätzlich</b> mit der Einführung von Mindestreserven <b>einverstanden</b>. Die Mindestreservspflicht soll eine stabile Nachfrage nach Notenbankgeld sicherstellen und Zinssatzschwankungen vermindern helfen. Die SVP befürwortet die gesetzliche genaue Bestimmung der Mindestreserven (Münzen, Banknoten und Giroguthaben bei der SNB).</p> <p>Der Vorschlag, dass die <b>kurzfristigen Verbindlichkeiten</b> nicht im Gesetz definiert werden (Art. 17 Abs. 2) sondern in der Verordnung genau umschrieben werden, ist zu ändern. Ob unter "kurzfristigen Verbindlichkeiten" (siehe Bericht S. 124) Verbindlichkeiten mit Laufzeiten von 3 Monaten oder 2 Jahren verstanden werden, ob die Restlaufzeit oder die Ursprungslaufzeit berücksichtigt wird etc. ist von entscheidender Bedeutung. Die SVP setzt sich deshalb für eine <b>klare Definition in Art. 17 Abs. 2</b> ein. Da sich die bisherige Regelung der Kassenliquiditätsvorschrift bewährt hat, soll die neue Regelung über Mindestreserven keine Verschärfung herbeiführen. Nebst der wichtigen Zielsetzung der Mindestreservspflicht (stabile Nachfrage nach Notenbankgeld, Verminderung Zinssatzschwankungen) braucht der <b>Schweizer Finanzplatz optimale Rahmenbedingungen, um international konkurrenzfähig</b> zu sein.</p>
3.05	PLS	<p><b>Nous approuvons le principe</b> de la constitution de réserves minimales telle que proposée dans le projet soumis à consultation. <b>Les règles contenues à l'article 17 nous paraissent suffisantes. Le reste peut parfaitement être réglé au niveau de l'ordonnance.</b></p>
3.06	Grüne	<p>Die Art und Weise, wie die SNB ihre Reserven hält, ist verteilungsrelevant. Bildet sie Währungsreserven aus Rückstellungen gemäss Art. 27 E-NBG, so beeinflusst dies die Höhe des Bilanzgewinns, der an Bund und Kantone ausgeschüttet werden muss. Schüttet die SNB weniger Reserven aus, schwindet diese Einnahmequelle von Bund und Kantonen. Die Gebietskörperschaften müssen ihre Einnahmen nun aus anderen Quellen – sprich über Steuern – schöpfen (vgl. dazu auch die Bemerkungen zu Art. 27 E-NBG). Gemäss dem Expertenbericht <b>dienen diese Währungsreserven insbesondere dem Finanzplatz Schweiz</b>, indem sie dessen „Krisenresistenz“ stärkt (S. 24). In ihrer Eigenschaft als „Lender of last resort“ ist die SNB eine Art Versicherung, die mittels ausserordentlichen Massnahmen Systemkrisen verhindern kann. Diese Leistungen der SNB kosten die Finanzinstitute jedoch nicht mehr als die übrigen SteuerzahlerInnen. Damit wird hier gegen das Verursacherprinzip verstossen. Neben der aus dem Gesichtspunkt der Steuergerechtigkeit problematischen Finanzierung der „Versicherungsprämien“ des Finanzplatzes durch die öffentliche Hand, werden dadurch auch falsche Preissignale gesetzt: <b>Der Finanzsektor wird dadurch subventioniert.</b></p> <p>Dieser <b>Verzerrung der relativen Preise kann durch die Einführung von Mindestreserven entgegengewirkt werden</b>. Indem die Finanzinstitute unverzinsliche Reserven bei der SNB halten müssen, tragen sie den Leistungen der SNB für den Schweizer Finanzplatz Rechnung. Damit die SNB diese Mindestreserven von den Finanzinstituten jedoch einfordert, <b>sollte die Regelung im Nationalbankgesetz verbindlicher sein.</b></p>
4.01	economie-suisse	<p>Wir <b>befürworten die Ablösung der heutigen Mindestreservevorschriften</b>, indem einerseits auf den aktiven Einsatz dieses Instruments zur Steuerung des Geldschöpfungsprozesses verzichtet wird und andererseits die Vorschriften des Bankengesetzes über die Kassaliquidität in das neue NBG übergeführt werden. Die hierfür gelieferte Begründung ist überzeugend.</p>

		Der Verzicht auf die Verzinsung der Mindestreserven lässt sich allerdings nur rechtfertigen, wenn dadurch <b>keine Wettbewerbsnachteile für die Schweizer Banken</b> entstehen. Schliesslich ist es sachlich geboten, die Modalitäten der Berechnung der Mindestreserven – im Einvernehmen mit der Schweizerischen Bankiervereinigung – auf Verordnungsstufe zu regeln.
4.02	USAM	L'USAM est <b>favorable au maintien du principe des réserves minimales</b> dans la nouvelle loi sur la BNS. Néanmoins, il faudra veiller à ce que la fixation d'un seuil <b>ne constitue pas un obstacle aux activités des banques suisses sur la scène internationale.</b>
4.03	SAV	Unterstützung der Position <b>von economiesuisse.</b>
4.04	SBV	Wir sind <b>mit dem Konzept der Mindestreserven</b> grundsätzlich einverstanden. Hingegen erachten wir die <b>Formulierung im Gesetz</b> als <b>unausgewogen</b> : Während die Mindestreserven eindeutig definiert werden (Münzen, Noten, Giroguthaben; Art. 17 Abs. 1), sind die kurzfristigen Verbindlichkeiten der Banken nicht festgelegt (Art. 17 Abs. 2). Die erforderliche Liquidität bzw. Mindestreserven können aber sehr unterschiedlich sein, je nachdem, ob die Restlaufzeit oder die Ursprungslaufzeit berücksichtigt wird, ob Bankkreditoren ausgeklammert werden, ob Anrechnungssätze von Spareinlagen bei 20 % verbleiben oder ein anderer Satz gewählt wird, ob auf Restlaufzeiten von 3 Monaten oder 2 Jahren abgestellt wird usw. Fazit: <b>Der Begriff der kurzfristigen Verbindlichkeiten ist im E-NBG zu definieren; auf eine Verschärfung der Bestimmungen gegenüber den heute geltenden Bestimmungen zur Kassenliquidität ist zu verzichten.</b> Die sich daraus ergebenden, betrieblich nicht notwendigen Kosten würden die <b>Konkurrenzfähigkeit des Schweizer Finanzplatzes</b> schwächen.
4.05	FRSP	Dans sa teneur actuelle, la LBN connaît un régime de réserves minimales qui est devenu désuet compte tenu des instruments mieux adaptés qui ont vu le jour sous la forme d'opérations d'open market. En revanche, la LB contient des prescriptions relatives à la liquidité de caisse ainsi qu'à la liquidité dite globale des banques. <b>Nous approuvons le transfert de ces dispositions de la LB à la LBN.</b> Les <b>engagements à court terme des banques</b> - qui <b>doivent à notre avis être définis par voie d'ordonnance</b> - servant de grandeur de référence pour le calcul des réserves minimales, le taux de 4% au maximum nous paraît tout à fait adéquat. <b>L'on peut par ailleurs se demander pourquoi la BNS se distingue de la BCE en intégrant le numéraire dans les réserves minimales et en s'abstenant de rémunérer celles-ci alors que la loi le permettrait.</b>
4.06	SGB	Wir teilen Ihre Ausführungen in der Botschaft zur geldpolitischen Bedeutung von Mindestreserven bzw. Liquiditätsvorschriften, wonach <b>Mindestreserven als „aktives“ Instrument zur Steuerung der Kreditfähigkeit nicht nötig sind, jedoch geeignet sind, die Zinsvolatilität zu verringern und die Sicherheit des Bankensystems zu gewährleisten</b> (Bewältigung von unvorhergesehenen Liquiditätsabflüssen, Reserve für und Prävention gegen Rückzüge infolge Vertrauensverlusten). Deshalb ist es sinnvoll, <b>nur die Grundüberlegungen im Gesetz</b> festzuhalten und die Ausführung – in Absprache mit den für die Bankenaufsicht zuständigen Behörden – auf Verordnungsstufe zu regeln. Eine weitere Bemerkung betrifft die Definition der Mindestreserven (Art. 17 Abs. 1). Neu sollen nur mehr die auf Schweizerfranken lautenden, von den Banken gehaltenen Münzen, Banknoten und Giroguthaben bei der Nationalbank als Mindestreserve gelten. <b>Wegfallen würden damit die Postkontoguthaben der Banken bei der schweizerischen Post.</b> Als Hauptargument wird aufgeführt, dass eine Ungleichbehandlung von Post- und Bankeinlagen nicht zulässig ist, wenn die Post ins Kreditgeschäft einsteigen sollte. <b>Vorläufig ist die Post jedoch weiterhin keine Bank.</b> Es scheint auch nicht, dass sie es in absehbarer Zeit würde. Deshalb <b>sollte vorläufig noch möglich sein, die Postkontoguthaben der Banken als Mindestreserve mitzuberechnen.</b> Um in dieser Frage eine gewisse Flexibilität beizubehalten, schlagen wir vor, die <b>Definition der Mindestreserven ebenfalls auf Verordnungsstufe</b> zu regeln.

4.07	SKV	<p>Wir teilen die Auffassung, wonach <b>Mindestreserven als „aktives“ Instrument zur Steuerung der Kreditfähigkeit nicht nötig sind, jedoch geeignet sind, die Zinsvolatilität zu verringern und die Sicherheit des Bankensystems zu gewährleisten</b> (Bewältigung von unvorhergesehenen Liquiditätsabflüssen, Reserve für und Prävention gegen Rückzüge infolge Vertrauensverlusten).</p> <p>Wir erachten es als sinnvoll, dass im Gesetz <b>nur die Grundüberlegungen</b> festgehalten und die Details – in Absprache mit den für die Bankenaufsicht zuständigen Behörden – auf Verordnungsstufe geregelt werden.</p>
5.02	Post	<p>Art. 17, welcher sich in Abs. 1 zu den Mindestreserven äussert, ist problematisch: Zwar erachten auch wir die Trennung von Liquidität I (neu als Mindestreserve im NBG) und Liquidität II (wie bisher in der Bankengesetzgebung) als richtig. Im Unterschied zur heutigen Regelung in Art. 15 BankV sollen aber nur noch Bargeld und Giro Guthaben bei der Nationalbank, jedoch nicht mehr Postkontoguthaben als Mindestreserve gelten. <b>Gegen den Ausschluss der Postkontoguthaben sprechen folgende Gründe:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Der Massenzahlungsverkehr von Bankkunden an Postkunden basiert wegen des sehr grossen Transaktionsvolumens auf Nacht-Batchverarbeitungen. Aus Sicherheitsgründen erfolgt die Verarbeitung – ähnlich dem SIC – auf gedeckter Basis und nach dem Bruttoprinzip. Dies bedingt also für die Banken das Halten von Liquidität auf dem Postkonto zur Sicherstellung der Auftragsausführung während der Nacht. Diese Liquidität wird infolge des geschilderten Verarbeitungssystems einerseits zwar weiterhin zu gewährleisten sein, auch wenn die entsprechenden Guthaben nicht mehr an die Mindestreserven angerechnet werden dürfen. Andererseits werden die Banken aufgrund der neuen Bestimmung vermutlich eher dazu tendieren, diese Guthaben so klein wie möglich zu halten. Dies lässt <b>negative Auswirkungen auf die Sicherheit im Ablauf des wichtigsten Massenzahlungsverkehrssystems der Schweiz</b> befürchten, was unseres Erachtens unter allen Umständen vermieden werden muss.</li> <li>➤ Gemäss Art. 5 Abs. 2 lit. c E-NBG hat die Nationalbank das Funktionieren bargeldloser <b>Zahlungssysteme zu erleichtern und zu sichern</b>. Die Anrechnung der Giro Guthaben bei der Nationalbank fördert konkret das Funktionieren von SIC, dem von der Telekurs-SIC AG betriebenen Zahlungssystem für Grossbeträge. Die Anrechnung von Postkontoguthaben entspricht demzufolge genau demselben Zweck für das von Postfinance betriebene Zahlungssystem für grossvolumige Kleinzahlungen. Es ist <b>nicht einzusehen, warum im einen Fall eine Anrechnung erfolgt, während sie im anderen gestrichen werden soll</b>.</li> <li>➤ In der Schweiz fehlt heute eine echte Alternative zur Post für die Abwicklung des Massenzahlungsverkehrs. Die Banken können deshalb auf eine liquiditätsbedingte Verteuerung dieses Kanals nicht reagieren. Die Nichtanrechnung der Postkonto-Guthaben an die Mindestreserven würde <b>aus Sicht der Banken zu einer Verteuerung des Zahlungsverkehrs</b> führen, müsste doch diese Liquidität neu zusätzlich auch noch entweder in der Kasse oder auf dem Girokonto gehalten werden.</li> <li>➤ Gemäss den Ausführungen in den Erläuterungen ist die Ungleichbehandlung von Post und Banken für den Fall, wo die Post zur Postbank werden sollte, das Hauptargument für den Ausschluss der Postgirogelder. Obenerwähnte Punkte zeigen jedoch deutlich, dass die <b>Post mit der Abwicklung des Massenzahlungsverkehrs im Gegensatz zu den Banken eine Dienstleistung anbietet, welche die Banken untereinander nicht anbieten</b>. Die sichere Durchführung dieser Dienstleistung – was indirekt auch das Anliegen der Nationalbank sein muss – bedingt das Halten von Guthaben auf dem Postkonto.</li> <li>➤ Das Argument mit der Ungleichbehandlung greift auch darum zu kurz, weil die politischen Zeichen für eine Postbank derzeit – zu unserem Bedauern – eher schlecht stehen. Angesichts dieses Umstandes ist es <b>verfehlt, im Hinblick auf eine bloss potenzielle Ungleichbehandlung die Postkontogelder heute bereits auszuschliessen</b>. Angemessen ist unter diesen Umständen die Beibehaltung der Situation, wie sie sich heute darstellt. Die erforderliche Flexibilität für eine Anpassung zum Zeitpunkt der effektiven Schaffung der Postbank liesse sich dadurch erreichen, dass im Gesetz ledig-</li> </ul>

		<p>lich ein Grundsatz vorgesehen wird, und im Übrigen via Delegationsnorm zugunsten des Bundesrates die Details in einer noch zu schaffenden Verordnung zu regeln sein werden. Auf diese Weise könnte die Gleichbehandlung von Banken und Post problemlos gewährleistet werden.</p> <p>➤ Eine Ungleichbehandlung wäre somit erst dann gegeben, wenn einerseits Postfinance die Banklizenz erteilt und andererseits das Anbieten des Massenzahlungsverkehrs gegenüber den anderen Banken sistiert würde. Auch die Aufgabe des Massenzahlungsverkehrs – die eigentliche Kernkompetenz von Postfinance – ist sehr unwahrscheinlich. Sollte der Gesetzgeber jedoch trotzdem diese sehr unwahrscheinliche Entwicklung abdecken wollen, wäre die Liste der für die Mindestreserven geltenden Bilanz-Aktiven in Übereinstimmung mit der Definition der kurzfristigen Verbindlichkeiten, welche zur Berechnung der notwendigen Mindestreserve zu berücksichtigen sind, <b>auf Verordnungsstufe</b> zu regeln.</p>
5.03	SNB	<p>Wir regen an zu prüfen, ob Art. 17 E-NBG mit folgendem <b>neuem Abs. 5</b> ergänzt werden könnte (bisheriger Abs. 5 würde zu Abs. 6):</p> <p><i><b><sup>5</sup>Die Nationalbank kann durch Verordnung Emittenten von elektronischem Geld sowie weitere Emittenten von Zahlungsmitteln der Mindestreservepflicht unterstellen, wenn deren Tätigkeit die Umsetzung der Geldpolitik erheblich zu beeinträchtigen droht.</b></i></p> <p>In Anbetracht des raschen Wandels auf den Finanzmärkten könnte der <b>Kreis der mindestreservepflichtigen Unternehmen mit dem Begriff "Bank" dereinst zu eng</b> gefasst sein. Dieser Fall könnte eintreten, wenn neben den Banken zunehmend andere Finanzinstitute an der Fristentransformation teilnehmen und zu Emittenten von Geld werden. Zu denken ist etwa an die Herausgeber von elektronischem Geld (E-Geld) und an weitere Emittenten von Zahlungsmitteln wie Nichtbanken, die dem Publikum Sichtguthaben eröffnen. Eine starke Ausbreitung von privatem Geld, das von Nichtbanken ausgegeben wird, könnte die Nachfrage nach Notenbankgeld unter jenes Niveau zurückgehen lassen, das für die operative Umsetzung der Geldpolitik erforderlich ist. Ein <b>Unterstellen der Emittenten von E-Geld oder anderen Zahlungsmitteln unter die Mindestreservepflicht</b> würde die erforderliche Mindestnachfrage nach Giroguthaben der SNB sicherstellen.</p> <p>Das Legalitätsprinzip erfordert, dass die Umschreibung des Kreises der Personen, welche der Mindestreservepflicht unterstehen, im Gesetz selber erfolgt (Art. 164 Abs. 1 lit. c und d BV). Dieses Erfordernis ist in Art. 17 Abs. 1 E-NBG mit Bezug auf die Banken erfüllt. Bei den privaten Emittenten von E-Geld oder von anderen Zahlungsmitteln ist zu fragen, ob ihre nähere begriffliche Umschreibung sowie ihre Unterstellung unter die Mindestreservepflicht auf Verordnungsstufe erfolgen könnte. Die Frage ist zu bejahen, wenn die vorgeschlagene Delegationsnorm von Art. 17 Abs. 5 E-NBG den nötigen Bestimmtheitsgrad aufweist. Dabei sind zwei Aspekte bedeutsam: Zunächst kann E-Geld heute hinreichend präzise definiert werden als "eine auf einem Medium elektronisch gespeicherte Werteinheit, die allgemein benutzt werden kann, um Zahlungen an Unternehmen zu leiten, die nicht die Emittenten sind" (Europäische Zentralbank, Bericht über elektronisches Geld, Frankfurt 1998, S. 8). Bereits seit längerem als private (nichtstaatliche) Zahlungsmittel definitorisch erfasst sind Sichtguthaben bzw. Kontogutschriften, mit denen usanzgemäss Geldschulden getilgt werden (vgl. Botschaft zu einem Bundesgesetz über die Währung und die Zahlungsmittel vom 26. Mai 1999, BBl 1999 V 7271 f.). Sodann sind die Voraussetzungen einer Unterstellung unter die Mindestreservepflicht im Gesetz (Art. 17 Abs. 5 E-NBG) selber umschrieben. Erforderlich ist gemäss dem Vorschlag, dass der Einsatz von E-Geld oder anderen privat emittierten Zahlungsmitteln zu einem derart starken Rückgang der Nachfrage nach Zentralbankgeld zu führen droht, dass der SNB die Umsetzung der Geldpolitik - nach heutigem Konzept die Steuerung des Geldmarktzinssatzes - erschwert oder gar verunmöglicht wird. Diese Schwelle soll mit dem Wort "erheblich" im Gesetzestext hervorgehoben werden. Es muss mithin der Zweck der Mindestreserveverteilung, eine Mindestnachfrage nach Zentralbankgeld sicherzustellen (Expertenbericht, S. 122), als solcher gefährdet sein, damit die Nationalbank die Ausdehnung auf weitere Normadressaten anordnen kann.</p> <p>Die vorgeschlagene Delegationsnorm erfüllt die Anforderungen des Legalitätsprinzips. Eine direkte Delegation der Verordnungskompetenz an die Nationalbank erscheint zuläs-</p>

		sig, weil die Materie technischen Charakter hat und eine schnelle Anpassung der Mindestreserveregelung an die Entwicklung neuartiger Geldformen notwendig werden kann.
5.08	RBA	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.09	VSKB	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.10	VSV	<p>Mindestreserven der Banken dienen einerseits der Stabilisierung der Notenbankgeldnachfrage und der Zinssätze und andererseits der Erhaltung und Sicherstellung der Liquidität im Fall von Ausnahmesituationen. Bei der Zentralbank zu unterhaltende Mindestreserven sind damit „Diener zweier Herren“, nämlich der Geldmarktpolitik und der prudentiellen Bankenaufsicht.</p> <p>Im Bemühen, beiden Herren zu genügen, ist offenbar auch die Expertengruppe in Schwierigkeiten geraten und kann die der Rolle des „Doppeldieners“ immanenten Widersprüche nicht auflösen. Wesentlich erscheint uns die Feststellung der Expertengruppe, dass Mindestreserven als aktives Instrument der Geldpolitik ausgedient haben (Ziff. 4.3.5.1, S. 73). Wie weit ein bei der Zentralbank zu unterhaltender Mindestreservesatz von (wie in Art. 17 Abs. 2 E-NBG) maximal 4% die Zinsvolatilität effektiv in Grenzen halten kann, erscheint uns wissenschaftlich wenig erhärtet. Da zudem unverzinsten Mindestreserven zu einer Abwanderung in nicht reservspflichtige Geschäfte begünstigen, <b>beschränkt sich nach unserer Auffassung der Nutzen der Zwangsliquidität auf eine Pufferfunktion für das reibungslose Funktionieren der Zahlungssysteme</b> (vgl. Expertenbericht Ziff. 4.3.4.3, S. 72), namentlich in Stressszenarien.</p> <p>Entsprechend ist die <b>Funktion der Zwangsliquidität primär im Bereich der prudentiellen Bankenaufsicht</b> zu sehen. Eine Verschiebung der Regelung von den bankenaufsichtsrechtlichen Bestimmungen in den Kreis der Zentralbank erscheint uns deshalb nicht erforderlich. Insbesondere scheint uns das Belassen der Regelung über die Gesamtliquidität im Bereich der Bankenaufsicht nur neue Doppelspurigkeiten und zusätzlichen Abstimmungsbedarf zwischen Bankenaufsicht und Zentralbank zu schaffen.</p> <p>Im Ergebnis erscheint es uns angemessen, <b>die Bestimmungen über die Bankenliquidität umfassend im Bereich der Bankenaufsicht zu belassen</b>. Die Zentralbank kann eigene Liquiditätsanforderungen an die Teilnehmer am Geldkreislauf da stellen, wo von ihr überwachte Systeme in Frage stehen. Dies betrifft namentlich die Zahlungsverkehrssysteme i.S.v. Art. 18 E-NBG.</p>
5.13	CP	<b>Le maintien du principe des réserves minimales</b> dans la nouvelle loi sur la BNS nous semble <b>important</b> même si la fonction qui leur est assignée a quelque peu changé. Elle devrait en effet se substituer aux dispositions de la loi sur les banques en matière de liquidités de caisse. <b>Les liquidités bancaires obligatoires, outre les questions de solvabilité, sont essentiellement un instrument de politique monétaire</b> qui encadre les possibilités de crédit des banques et par là même influence directement les taux d'intérêt. Dans cette mesure, ils appartiennent à la Banque centrale beaucoup plus qu'à la Commission fédérale des banques, qui n'a à se préoccuper que du premier paramètre.
5.13	HEV	Die kurzfristigen Verbindlichkeiten, welche die Banken mit Mindestreserven zu unterlegen haben, sollten als bedeutsame Grundlage der Bankenpolitik auf Gesetzesstufe festgelegt und nicht an den Verordnungsgeber delegiert werden. <b>Mindestreservesatz und die Definition der zu unterlegenden kurzfristigen Verbindlichkeiten bilden eine Einheit und sind daher im NBG zu regeln.</b>

**Tableau 21: Art. 18 Surveillance de systèmes de paiement**

N°	Abréviation	Propositions
1.01	ZH	Die <b>Überwachung von Zahlungssystemen und die Einführung einer erweiterten Auskunftspflicht bilden unabdingbare Voraussetzung für das einwandfreie Funktionieren und die Stabilität des Finanzsystems</b> , weshalb die vorgeschlagene Kompetenzerweiterung notwendig ist.
1.03	LU	Die SNB soll ermächtigt werden, bargeldlose Zahlungssysteme zu überwachen. Sofern diese für die Stabilität des Finanzsystems von Bedeutung sind, kann sie Mindestanforde-

		<p>rungen statuieren. Angesichts der noch immer steigenden Bedeutung des bargeldlosen Zahlungsverkehrs scheint uns die <b>vorgeschlagene Regelung angemessen</b>. Der <b>Begriff "bargeldlose Zahlungssysteme"</b> gemäss Art. 18 E-NBG sollte aber im Gesetz <b>definiert</b> werden, zumal gemäss Bericht nicht nur Zahlungssysteme, sondern auch Teile von Effektenabwicklungssystemen (Clearing/Verrechnung im Wertschriftenhandel und Settlement/Wertschriftenlieferung) gemeint sind. Dabei sind <b>international gebräuchliche Definitionen zu verwenden</b>. Es müsste weiter <b>sichergestellt werden, dass auch in Zukunft nur eine Aufsichtsbehörde federführend für die entsprechenden Institutionen zuständig ist</b>.</p> <p>Ab 1. Januar 2002 wird der Schweizer Franken isoliert in einem Euro-Umfeld dastehen. Abgesehen von den währungspolitischen Herausforderungen, die damit verbunden sind, erwarten wir, dass der <b>Euro über kurz oder lang zur schweizerischen Zweitwährung</b> wird. Zu vielfältig sind unsere wirtschaftlichen Beziehungen zur EU, als dass sich die Schweiz über die in ihrem Umfeld geltende Währung hinwegsetzen könnte. Der Schweizer Franken wird zwar nicht verdrängt werden, aber wir werden uns daran gewöhnen müssen, dass sich der Euro als faktisches Zahlungsmittel etablieren wird. <b>Bezüglich des der SNB künftig zur Verfügung stehenden Instrumentariums stellt sich daher die Frage, ob dieses im Hinblick auf die Etablierung des Euro nicht entsprechend ergänzt werden müsste, damit ein reibungsloses Nebeneinander der beiden Währungen gewährleistet werden könnte</b>. Das neu zu schaffende NBG könnte hierfür das richtige Gefäss sein.</p>
1.04	UR	Die Regelung ist <b>zweckmässig</b> .
1.07	NW	Die Regelung ist <b>zweckmässig</b> .
1.08	GL	Die Regelung ist <b>zweckmässig</b> .
1.09	ZG	Die <b>Notwendigkeit</b> einer Überwachung bargeldloser Zahlungssysteme ist <b>ohne Zweifel ausgewiesen</b> . Es ist richtig, dass die SNB Betreibern von systemisch bedeutsamen Zahlungssystemen Mindestanforderungen betreffend Gestaltung und Betrieb auferlegen kann. Ebenso ist eine erweiterte Auskunftspflicht solcher Betreiber gegenüber der SNB angezeigt. Wir würden allerdings <b>eine klare Definition des Begriffs „bargeldlos“ in Art. 18 E-NBG begrüßen</b> . Sind z.B. Zahlungssysteme zur Wertschriftenabwicklung ebenfalls miteinbezogen? Wenn ja, sollte dies aus dem Gesetzestext ersichtlich sein.
1.12	BS	Die Regelung ist <b>zweckmässig</b> .
1.16	AI	Der Begriff „bargeldlose Zahlungssysteme“ ist, da gemäss Bericht zum Beispiel auch Effektenabwicklungssysteme darunter fallen, <b>im Gesetz zu definieren</b> . Im Weiteren ist sicherzustellen, dass <b>auch künftig nur eine Aufsichtsbehörde</b> (z.B. die Eidg. Bankenkommision) <b>federführend für die entsprechende Institution zuständig</b> ist.
1.21	TI	Siamo <b>d'accordo</b> con la proposta.
1.22	VD	<p>Les systèmes de paiement sans numéraires jouent un rôle important pour la stabilité du système financier. <b>Le Conseil d'Etat estime nécessaire de prévoir une surveillance de l'activité des systèmes de paiement sans numéraire par la Banque nationale</b>, conformément à l'art. 18 du projet de loi, d'autant que la part des flux générés par ce secteur est de plus en plus important.</p> <p>Au surplus, il serait sans doute utile <b>de donner une définition dans la loi de la notion de "systèmes de paiements sans numéraire"</b>.</p>
1.23	VS	Vu le développement très important des systèmes de paiement sans numéraire, <b>une surveillance de ces systèmes s'avère nécessaire</b> pour garantir la stabilité des marchés financiers. Les dispositions du projet concernant ce point trouvent ainsi <b>notre agrément</b> .
1.24	NE	<p><b>La surveillance des systèmes de paiement sans numéraire par la BNS nous paraît indispensable</b>. En effet, la banque centrale ne saurait remplir son mandat sans disposer des moyens de s'assurer que les systèmes de paiement utilisés ne compliquent ou contrecarrent les mesures de politique monétaire.</p> <p>Quant à la procédure proposée, elle nous paraît répondre aux objectifs visés.</p>
1.25	GE	Nous sommes <b>favorables à la surveillance des systèmes de paiement sans numéraire par la BNS, et la procédure proposée nous paraît adéquate</b> .

1.26	JU	Nous sommes d'avis que le risque systémique lié au fonctionnement des moyens de paiement sans numéraire doit être réduit au maximum. La BNS doit gérer ce risque par une surveillance accrue et par des moyens d'actions étendus selon les cas. Il en va de la stabilité et de la crédibilité du système financier. Ainsi, <b>les dispositions et la procédure nous paraissent adéquates.</b>
3.01	FDP	Trotz gewisser Bedenken in Bezug auf die hier statuierten Einflussmöglichkeiten der SNB auf den privaten Zahlungsverkehr ist, mit dem Hintergrund der Problematik der Geldmengensteuerung, gegen die vorgeschlagene Kompetenz der SNB, bargeldlose Zahlungssysteme überwachen zu können, <b>politisch grundsätzlich nichts einzuwenden.</b> Die entsprechenden <b>Kompetenzen der SNB</b> sollten in diesem Rahmen <b>aber möglichst zurückhaltend formuliert</b> werden.
3.02	CVP	<p>Den Zentralbanken kommt heute nach allgemeiner Ansicht eine <b>Mitverantwortung zu für die Gestaltung von Zahlungssystemen</b>, von denen ein Systemrisiko ausgehen kann. Denn sie müssen sich auf ein sicheres und effizientes Interbankzahlungssystem, reibungslos funktionierende Finanzmärkte und damit eine funktionsfähige Zahlungsinfrastruktur stützen können, um ihre Geldpolitik wirksam implementieren zu können.</p> <p>Die CVP teilt deshalb die Auffassung der Expertengruppe, wonach die SNB in Bezug auf die Ausgestaltung des Zahlungssystems, das sie für geldpolitische Operationen einsetzt, über eine Möglichkeit der Einflussnahme verfügen muss. Wir unterstützen auch den ergänzenden Vorschlag, wonach eine Einschätzung der Verlässlichkeit weiterer Zahlungssysteme, welche für die Stabilität des Finanzsystems bedeutsam sind, für die SNB notwendig ist. Grundsätzlich ist jedoch darauf zu achten, dass <b>keine Doppelunterstellungen</b> vorkommen, d.h. auch dass eine <b>saubere Kompetenzverteilung zwischen SNB und EBK</b> beachtet wird.</p> <p>Es ist richtig, wenn die <b>Überwachungsfunktion</b> der SNB, die sich an den von der Bank für Internationalen Zahlungsverkehr (BIZ) definierten Kernprinzipien bzw. Mindeststandards orientieren soll, <b>gesetzlich festgeschrieben</b> wird. Es ist auch für die Wettbewerbsfähigkeit des Finanzplatzes Schweiz unabdingbar, dass wir den Beweis erbringen, dass die <b>Schweiz im Bereich der Überwachung des Finanzsystems mit internationalen Standards mithalten</b> kann.</p> <p>Nach Ansicht der CVP ist zudem materiell zu prüfen, ob nicht auch die Wertschriftenabwicklungssysteme, die mit hohen Netzwerkrisiken verbunden sind, der Überwachung bedürfen. Die Sicherung der Stabilität des Finanzsystems ist eine unerlässliche Zentralbankaufgabe. Daher läge es nahe, <b>der Nationalbank in Bezug auf systemrelevante Zahlungs- und Abwicklungssysteme eine integrale Überwachungskompetenz zuzuweisen</b> (s. auch Kommentar zu Art. 5 Abs. 2).</p> <p>Der <b>dreistufige Ansatz</b> (statistische Auskunftspflicht – erweiterte Offenlegungspflicht – qualitative Mindestanforderungen) ist in den Augen der CVP <b>geeignet</b>, die Wahrung des Verhältnismässigkeitsprinzips sicherzustellen. Das Vorgehen erscheint uns daher angemessen. In der <b>Verordnung</b> sind aber <b>Leitplanken</b> festzulegen, nach denen die verschiedenen Zahlungssysteme klar einteilbar sind.</p>
3.03	SPS	Angesichts der steigenden Bedeutung des bargeldlosen Zahlungsverkehrs scheinen uns die vorgeschlagenen Regeln <b>angemessen.</b>
3.04	SVP	Die SVP anerkennt die Wichtigkeit von gut funktionierenden Zahlungssystemen für die wirksame Umsetzung der Geldpolitik. Der <b>Begriff der bargeldlosen Zahlungssysteme</b> scheint der SVP jedoch <b>nicht genügend definiert.</b> Um den administrativen Aufwand für die entsprechenden Betreiber von Zahlungssystemen möglichst gering zu halten, gilt es das Gesetz dahingehend zu präzisieren, dass <b>doppelte Unterstellungen ausgeschlossen</b> sind. Wenn ein Zahlungssystem bereits der Europäischen Zentralbank unterstellt ist, muss es nicht auch noch von der SNB überwacht werden.
3.05	PLS	L'introduction d'une surveillance des systèmes de paiement sans numéraire nous paraît relever effectivement des tâches qui incombent à la BNS. <b>Nous en approuvons donc le principe et la procédure proposée.</b>
4.01	economie-suisse	Mit der verstärkten Digitalisierung des Zahlungsverkehrs <b>gewinnt elektronisches Geld</b> – sei es als kartenbasiertes oder als netzbasiertes elektronisches Geld – <b>zunehmend an</b>

		<p><b>Bedeutung.</b> Dieses stellt ein unmittelbares Substitut für Bargeld dar. Zudem ist es vorstellbar, dass auch Netzgeld verzinst wird, so dass selbst verzinsliche Komponenten der Geldmenge einem Substitutionsdruck ausgesetzt sein könnten. Auch wenn die Meinungen über den Anpassungsprozess der Zahlungsgewohnheiten der Wirtschaftssubjekte auseinandergehen, so gilt es die möglichen Auswirkungen auf die Stabilität der Geldnachfrage (Abnahme) und die Zinselastizität (Anwachsen) und damit die geldpolitischen Einflussmöglichkeiten der SNB im Auge zu behalten.</p> <p>Vor diesem Hintergrund <b>rechtfertigt sich die Überwachung von bargeldlosen Zahlungssystemen.</b> Wir <b>begrüssen</b> den zu diesem Zweck skizzierten <b>dreistufigen Ansatz mit Nachdruck.</b></p>
4.02	USAM	<p>L'introduction d'un article traitant de la surveillance de système de paiements sans numéraire <b>nous paraît nécessaire</b> puisque ceux-ci engendrent des flux financiers qu'il est difficile d'appréhender. <b>Il serait souhaitable de préciser dans la loi elle-même ce que l'on entend par « systèmes de paiement sans numéraire » car, s'agissant d'un secteur appelé à se développer, il rend nécessaire un certain nombre d'encadrement. Dans la mise en oeuvre de la loi il faudra éviter les abus : les larges compétences conférées à la BNS ne doivent pas porter atteinte à la sphère privée.</b></p>
4.03	SAV	Unterstützung der Position von <b>economiesuisse.</b>
4.04	SBV	<p>Mit der <b>Kompetenz der SNB, Mindestanforderungen</b> an systemisch relevante, bargeldlose Zahlungssysteme <b>zu stellen</b>, sind wir <b>grundsätzlich einverstanden.</b> Hingegen sind wir der Auffassung, dass die <b>Kompetenz im Gesetz genauer definiert</b> werden sollte. Der damit erzielbare Zugewinn an Rechtssicherheit ist bedeutsam, insbesondere im grenzüberschreitenden Verkehr und im internationalen Vergleich. Es gilt zu <b>verhindern</b>, dass zu eng auf die Schweiz gerichtete Regelungen zu einem <b>Konkurrenznachteil</b> für aus der Schweiz heraus operierende Anbieter werden. Die Befugnis der SNB gemäss Art. 18 E-NBG sollte u.E. <b>in Bezug auf den Geltungsbereich und die Koordination mit anderen Aufsichtsbehörden präzisiert</b> werden:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Der <b>Geltungsbereich ist bezüglich Währung und Domizil der Anbieter genauer zu umschreiben und aufeinander abzustimmen.</b> Zwar heisst es in Art. 18 Abs. 1 „<i>dieser Pflicht unterliegt auch, wer den Sitz im Ausland hat und ein solches Zahlungssystem in der Schweiz betreibt</i>“. Dies betrifft indessen nur die Informationspflicht, nicht die Erfüllung etwaiger Mindeststandards. Im Gesetz ist deshalb zu klären, ob sich die Kompetenz der SNB bezüglich Mindeststandards nur auf Systeme, die in Franken abrechnen oder auch auf andere bezieht. Desgleichen ist zu definieren, ob davon nur in der Schweiz domizilierte Betreiber betroffen sein sollen, oder auch solche im Ausland. Im zweiten Fall müsste die SNB eine Vorstellung davon haben, wie den Standards im Ausland Nachachtung zu schaffen wäre (z.B. im Rahmen des Committees on Payment and Settlement Systems), um eine etwaige Benachteiligung von heimischen Anbietern zu verhindern.</li> <li>➤ Sodann sind wir der Auffassung, dass <b>Wertschriftenabwicklungssysteme sachlich zum Geltungsbereich gehören und deshalb im Gesetz genannt sein</b> sollten. Beim Handel von Effekten wird im Expertenbericht zwischen der Abwicklung der Geld- und Titelseite unterschieden, wobei die SNB nur für die Geldseite zuständig sein soll. <b>Die Trennung von Geld- und Titelseite ist nicht realistisch;</b> die modernen Verfahren der Abwicklung beruhen vielmehr gerade auf der gleichzeitigen und integrierten Lieferung bzw. Zahlung (Delivery versus Payment). Der Einschluss von Wertschriftenabwicklungssystemen in die systemische Überwachung entspricht den im Ausland getroffenen Regelungen. Er korrespondiert zudem mit der bereits heute in der Schweiz praktizierten Realität, indem die SNB bei der Entwicklung von x-clear (der geplanten Clearingstelle für Wertschriftengeschäfte) bei der Bewilligung mitwirkt. <b>Der Begriff der Zahlungssysteme sollte daher um die Wertschriftenabwicklungssysteme ergänzt</b> werden, umso mehr, als diese für die Geldpolitik der SNB von grosser Bedeutung sind (Repo-Geschäft).</li> <li>➤ Aus der Verknüpfung von Zahlungsverkehr und Wertschriftenabwicklung ergibt sich eine entsprechende <b>Überlappung der Aufsicht;</b> dies entspricht den Abläufen und soll auch nicht vermieden werden. Hingegen ergibt sich daraus ein Bedarf nach Koordination unter den Aufsichtsbehörden. Um Konflikte und Unklarheiten zu vermeiden, plä-</li> </ul>

		<p>dieren wir dafür, dass die <b>SNB</b>, wenn sie Mindestanforderungen an Betreiber von Zahlungssystemen festlegt, die ihrerseits einer <b>weiteren Überwachungs- und Regulierungsbehörde</b> unterstehen (z.B. SIS in der Schweiz oder SECB in Frankfurt), <b>im Gesetzestext dazu verpflichtet wird, sich mit diesen abzusprechen und zu koordinieren.</b></p> <p>➤ Schliesslich verweisen wir auf unseren Brief an Bundesrat Villiger vom 31. Mai 2001, in welchem wir die <b>Schaffung eines „massgeschneiderten“ Status für Anbieter von Dienstleistungen der Wertschriftenabwicklung</b> anregen, ähnlich wie dieser heute z.T. im Ausland existiert. Der Status dieser Firmen soll und kann nicht im Rahmen der Revision des Nationalbankgesetzes geregelt werden. Hingegen sollen hier <b>keine Tatbestände geschaffen werden, die eine künftige Regelung präjudizieren.</b></p>
4.05	FRSP	<p>Comme la stabilité de la valeur d'une monnaie dépend étroitement de la sécurité du système financier et que c'est au travers de celui-ci que les impulsions de la politique monétaire sont transmises à l'économie réelle, <b>la nécessité d'une surveillance des systèmes de paiement par la BNS ne saurait être mise en cause.</b> Notre banque centrale doit en effet pouvoir s'appuyer sur un système de paiement interbancaire sûr et efficace.</p> <p><b>La procédure proposée est, à notre avis, adéquate.</b> De plus, le projet définit clairement les trois degrés de surveillance, soit :</p> <p>➤ Soumission de tous les systèmes de paiement à l'obligation de fournir des données statistiques.</p> <p>➤ Obligation plus étendue en la matière pour les systèmes qui exécutent des paiements destinés à un groupe non limité de bénéficiaires.</p> <p>➤ Imposition par la BNS à l'exploitant d'un système de paiement important du point de vue systémique des conditions en matière d'aménagement et d'exploitation.</p>
4.06	SGB	Angesichts der steigenden Bedeutung des bargeldlosen Zahlungsverkehrs scheinen uns die vorgeschlagenen Regeln <b>angemessen.</b>
4.07	SKV	Da der bargeldlose Zahlungsverkehr an Bedeutung weiter zunehmen dürfte, scheinen uns die vorgeschlagenen Regeln <b>sinnvoll.</b>
5.02	Post	Dass die Nationalbank gemäss Art. 18 ermächtigt werden soll, <b>Qualitätsanforderungen</b> an die Betreiber von Zahlungsverkehrs-Systemen in der Schweiz zu stellen und deren Einhaltung zu überwachen, erachten wir als <b>zentral für die Sicherstellung der hohen Qualität des schweizerischen Zahlungsverkehrs.</b> Dies dient nicht zuletzt auch dem guten Ruf unseres Finanzplatzes bezüglich Qualitätsstandards.
5.03	SNB	Im Gesetzesentwurf wird die SNB ermächtigt, die Tätigkeit von bargeldlosen Zahlungssystemen zu überwachen, sofern diese für die Stabilität des Finanzsystems von Bedeutung sind. Nach unserem Dafürhalten wird die <b>Ausgestaltung dieser Befugnis im Lichte der Vernehmlassungsergebnisse nochmals überdacht</b> werden müssen. Gemäss dem Expertenbericht (S. 126) fällt unter den Begriff "bargeldloser Zahlungsverkehr" auch die Geldseite von Wertpapierabwicklungssystemen. Die <b>Clearing-Seite von Wertpapierabwicklungssystemen wäre somit von der Überwachung durch die SNB nicht erfasst.</b> Das könnte zu <b>Doppelspurigkeiten</b> führen, falls ein Wertpapierabwicklungsunternehmen anderweitig - z.B. durch die EBK - beaufsichtigt wird. Auch mag es neben den Zahlungs- und Wertpapierabwicklungssystemen <b>andere Betreiber von Finanzmarktinfrastrukturen</b> geben, von denen Risiken für die Finanzstabilität ausgehen können und die deshalb einer kontinuierlichen Überwachung bedürfen. Für solche Fälle sollte das NBG einen Lösungsansatz offerieren, welcher mit der Eidg. Bankenkommission (EBK) bzw. ihren banken- und börsengesetzlichen Befugnissen harmonisiert ist. Die Nationalbank wäre bereit, hier nötigenfalls eine <b>erweiterte Verantwortung</b> zu übernehmen.
5.04	EBK	Zwar teilen wir uneingeschränkt die im Expertenbericht vertretene Meinung, dass ein gut funktionierendes Zahlungssystem eine notwendige Voraussetzung für reibungslos funktionierende Finanzmärkte und damit für ein insgesamt stabiles Finanzsystem ist (vgl. S. 82). Wir bedauern aber, dass die Revision des Nationalbankgesetzes nicht zum Anlass genommen wurde, <b>über den eigentlichen Zahlungsverkehr hinaus auch die sonstigen, für den Finanzplatz relevanten Systeme neu einer Aufsicht zu unterstellen,</b> wie namentlich solche für Zentralverwahrung, Clearing und Settlement von Effekentransaktionen.

	<p>Durch eine möglichst allgemeine gehaltene Definition sollte zudem die Kompetenz verankert werden, auch allfällige weitere, zur Zeit noch gar nicht vorhandene Systeme, beispielsweise im Rohstoff- oder Devisenhandel, der SNB-Aufsicht zu unterstellen.</p> <p><b>Besonders dringend</b> ist in diesem Zusammenhang die <b>regulatorische Erfassung der heutigen Tätigkeit der Gemeinschaftswerke der Schweizer Banken im Wertschriftenbereich</b>. Die Zentralverwahrung von Effekten sowie das - zur Zeit - einzige schweizerische Effektenclearings- und -abwicklungssystem namens SECOM werden von der zum Gemeinschaftswerk FSG Swiss Financial Services Group AG gehörenden SIS SegalInter-settle AG, Zürich („SIS“), betrieben, welches auf ihr Gesuch hin seinerzeit den Bankenstatus erhalten hat.</p> <p>Obwohl die SIS laut Expertenbericht (vgl. S. 128) offenbar in die geplante Systemaufsicht durch die SNB einbezogen werden soll, greift die vorgeschlagene gesetzliche Beschränkung der SNB-Überwachungskompetenz auf „Zahlungssysteme“ zu kurz angesichts der Tatsache, dass in der Zentralverwahrung bzw. im Clearing und Settlement von Effekten-transaktionen auf mehreren Ebenen dringender Handlungsbedarf besteht:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mit Schreiben vom 31. Mai 2001 an Herrn Bundesrat Villiger hat die Schweiz. Bankiervereinigung im Einvernehmen mit der vom Eidg. Finanzdepartement eingesetzten „Groupe de Réflexion“ des Finanzplatzes Schweiz darauf hingewiesen, dass <b>im Bereich der Sammelverwahrung sowie des Clearing und Settlement von Effekten dringendes gesetzgeberisches Handeln erforderlich</b> ist. Verlangt werden namentlich zeitgemässe gesetzliche Grundlagen im Privatrecht für die Dematerialisierung, Verpfändung und Sicherungsübereignung von Effekten, die Überprüfung der auf die Sammelverwahrung von Effekten anwendbaren Bestimmungen des internationalen Privatrechts sowie neue aufsichtsrechtliche Regulierungsansätze, wie namentlich ein Sonderstatus für spezialisierte Gemeinschaftswerke wie die SIS.</li> <li>➤ Es gibt heute keine bzw. keine risikoadäquate aufsichtsrechtliche Behandlung der Sammelverwahrung sowie des Clearing und Settlement von Effekten; dies verstösst gegen die einschlägigen internationalen Empfehlungen der massgebenden Gremien. So empfiehlt die IOSCO in ihren „Objectives and Principles of Securities Regulation“ (September 1998) in Principle 13.8 eine direkte Überwachung solcher Systeme und ihrer Betreiber. Zudem schreibt IOSCO-Principle 13.9 vor, dass die Aufsichtsbehörde über Effektenclearing- und Settlementssysteme die Befugnis haben sollte, deren Effizienz und Sicherheit durch Prüfungen und Standards zu fördern und dazu nötigenfalls Weisungen zu erlassen. Schliesslich werden auch Vor-Ort-Prüfungen durch die Aufsicht empfohlen.</li> <li>➤ Die IOSCO hat 1999 gemeinsam mit dem Committee on Payment and Securities Settlement Systems (CPSS) des Basler Ausschusses für Bankenaufsicht eine Joint Task Force gebildet, welche im Januar 2001 „Recommendations for Securities Settlement Systems“ in die Vernehmlassung geschickt hat. Der Entwurf der Empfehlung 18 „Regulation and Oversight“ verlangt eine spezifische Aufsicht über Effektenclearing- und Abwicklungssysteme. Die <b>Empfehlung</b> weist darauf hin, dass <b>sowohl der „Securities Regulator“ - in unserem Falle die EBK - als auch die Zentralbank über die für ihren jeweiligen Bereich erforderlichen Kompetenzen zur Überwachung solcher Systeme verfügen und in der Ausführung dieser Aufsicht zusammenarbeiten sollten</b>.</li> <li>➤ Die SIS hat zwar seinerzeit aus Image- und Konkurrenzgründen - ihre ausländischen Konkurrentinnen in anderen europäischen Staaten (Clearstream, Euroclear) sind ebenfalls Banken – bei der EBK den Bankenstatus beantragt und auch erhalten. Die Bankbewilligung zugunsten der SIS stellt aber eine blosser Verlegenheitslösung dar; die SIS bildet einen Fremdkörper unter den von der EBK beaufsichtigten Finanzintermediären, deren systemimmanente Risiken nicht gezielt überwacht werden können. Obwohl sich die Aufsichtsbehörde der Unzulänglichkeiten des atypischen Bankenstatus für die SIS immer bewusst war, hat sie die Bankbewilligung dennoch vor allem deshalb erteilt, um im Sinne der vorerwähnten internationalen Empfehlungen zumindest eine Aufsicht über das vorgenannte, für den Finanzplatz Schweiz so bedeutende Gemeinschaftswerk sicherzustellen. Bereits im Bewilligungsverfahren sowie auch in der Aufsichtspraxis zeigt sich aber immer wieder, dass die regulatorischen Vorschriften und das aufsichtsrechtliche Instrumentarium auf Banken im eigentlichen Sinne zuge-</li> </ul>
--	--

	<p>schnitten sind, mitnichten jedoch auf die völlig anders gelagerten Risiken und Strukturen von Systembetreibern wie SIS, was in der Praxis in zahlreichen regulatorischen Bereichen (Risikoverteilung, Eigenmittel, Liquiditätsvorschriften, Zinsrisiken, Bekämpfung der Geldwäscherei usw.) immer wieder zu Schwierigkeiten führt und Ausnahmelösungen erfordert.</p> <p>➤ Zudem wird wahrscheinlich demnächst ein weiteres Gemeinschaftswerk unter das Bankengesetz „Unterschlupf suchen müssen“, da keine Alternative vorhanden ist: Die SIS bereitet zur Zeit nämlich die Gründung einer Zentralen Gegenpartei der schweizerischen virt-x-Teilnehmer namens „x-clear“ vor, deren angestrebter Status als Bank bereits heute wieder Rechtsfragen und Probleme (z.B. in bezug auf die Anwendbarkeit der Restriktionen bei der Weiterverpfändung eines Faustpfandes nach Art. 17 BankG) aufwirft.</p> <p>Wir sind daher der Meinung, dass die <b>Revision des NBG zum Anlass genommen werden sollte, nicht nur den Zahlungsverkehr („Geldseite“), sondern ausdrücklicher als dies im vorliegenden Gesetzesentwurf zum Ausdruck kommt, auch die „Titelseite“ (Zentralverwahrung von Wertschriften sowie Effektenclearing- und Settlement) sowie generell den Betrieb von für den Finanzplatz wichtigen Systemen einer aus Gründen des Systemschutzes dringend erforderlichen Überwachung zu unterstellen.</b> Zwar stellt sich auch die Frage, ob nicht eine Spezialverordnung erlassen werden sollte, um als künftige Grundlage für Gemeinschaftswerke im „Back-Office“-Effektenbereich zu dienen, wie sie etwa im Vereinigten Königreich und in Luxemburg vorhanden ist. Angesichts der langen Zeitdauer der Vorbereitung einer solchen Spezialverordnung einerseits, des raschen technologischen Wandels und der hektischen Strukturänderungen in der europäischen Landschaft für Effektenzentralverwahrung, -Clearing und -Abwicklung andererseits, dürfte eine solche gesetzgeberische Lösung jedoch Gefahr laufen, beim Inkrafttreten bereits wieder überholt zu sein.</p> <p>Daher sollten in bezug auf die Überwachung der SIS <b>zwei Varianten</b> geprüft werden:</p> <p>Als <b>Radikallösung</b> könnte <b>der SNB neu nicht nur die System-, sondern auch die jetzt noch durch die EBK ausgeübte bankengesetzliche Institutsaufsicht über die SIS und allfällige sonstige Gemeinschaftswerke übertragen</b> werden. Diese integrale Aufsicht würde es ermöglichen, die Beaufsichtigung der SIS „aus einer Hand“ sicherzustellen und der Tatsache Rechnung tragen, dass die Systemaufsicht für solche Gemeinschaftswerke von überragender Bedeutung ist.</p> <p>Allerdings fallen im Rahmen der Aufsicht über die SIS als Bank zusätzlich noch institutsbezogene Aufsichtsaufgaben an, die zwar weniger wichtig sind als die Systemaufsicht, aber dennoch ebenfalls regelmässig regulatorische Kapazitäten binden. Als solche Aufgaben sind etwa zu erwähnen:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Prüfung der Gewähr für einwandfreie Geschäftstätigkeit der qualifizierten Aktionäre, der Verwaltungsräte und der Geschäftsleitung;</li> <li>➤ Genehmigung der Statuten, Reglemente und Organisation sowie Kenntnisnahme der wichtigsten Weisungen sowie der Allgemeinen Geschäftsbedingungen;</li> <li>➤ Laufende Aufsichtstätigkeit über Bereiche wie Eigenmittel, Risikoverteilung, Organisation, Internes Kontrollsystem, Compliance, Geldwäscherei, Risikolage, allfällige konsolidierte Aufsicht der FSG Swiss Financial Services Group AG, usw.;</li> <li>➤ Behandlung der bankengesetzlichen Revisionsberichte.</li> </ul> <p>Diese Aufgabe müsste im Rahmen der Variante „Integrative Aufsicht der SIS durch die SNB“ wahrscheinlich ebenfalls durch die SNB übernommen werden, da Gemeinschaftswerk wie die SIS wohl kaum bereit wären, auf den Bankenstatus zu verzichten, solange ein anderes regulatorisches „Gütesiegel“ nicht zur Verfügung steht.</p> <p>Falls die SNB nicht bereit oder in der Lage wäre, auch die institutsbezogene Aufsicht über die SIS als Bank – und allenfalls über künftige ähnliche Gemeinschaftswerke mit Bankenstatus wie x-clear – zu übernehmen, so könnte als <b>zweite, weniger weitgehende Variante eine künftige einvernehmliche und komplementäre Aufteilung der Aufsichtsaufgaben zwischen EBK einerseits (Institutsaufsicht), SNB andererseits (Systemaufsicht),</b> geprüft werden.</p>
--	--

		<p>Bei dieser zweiten Variante sollte die NBG-Revision unbedingt zum Anlass genommen werden, der EBK aufgrund einer Generalklausel im Bankengesetz die Kompetenz zu gewähren, nicht sachgerechte, da auf Banken im eigentlichen Sinne zugeschnittene bankengesetzliche Bestimmungen im Bedarfsfalle für nicht anwendbar zu erklären, zu lockern oder nötigenfalls auch zu verschärfen. Zudem müsste sowohl im Nationalbank- als auch im Bankengesetz eine gesetzliche Grundlage für die Zusammenarbeit beider Institutionen im Rahmen der Aufsicht über solche Systeme geschaffen werden.</p> <p>Zur Konkretisierung einer solchen Zusammenarbeit bedürfte es einer entsprechenden gesetzlichen Regelung. Die EBK beabsichtigt, gemeinsam mit der SNB zu Händen des Eidg. Finanzdepartements rasch einen entsprechenden Lösungsvorschlag auszuarbeiten.</p>
5.06	SIS	<p>Die SNB erhält im Gesetzesentwurf eine Rechtsgrundlage für die Erstellung von Finanzmarktstatistiken (Art. 14 – 16) sowie zur Überwachung von Zahlungssystemen und zur Erstellung von Mindestanforderungen an systemisch bedeutsame Zahlungssysteme (Art. 18).</p> <p>SIS SegInterSettle AG ist <b>mit der vorgeschlagenen Marschrichtung grundsätzlich einverstanden</b>. Wir sind jedoch der Ansicht, dass der <b>Geltungsbereich dieser Regelungen im Gesetzestext präziser zu fassen</b> und gleichzeitig im Sinne der bereits heute bestehenden Realitäten <b>explizit auf Wertschriftenverarbeitungssysteme auszudehnen</b> ist. Das von der SIS seit längerer Zeit gelebte und von der EU angestrebte Prinzip von „Lieferung gegen Zahlung“ (Delivery versus Payment) macht das Zahlungs- und das Wertschriftenabwicklungssystem zu einer untrennbaren Schicksalsgemeinschaft. Dies wirft <b>im Zusammenhang mit der der SNB zgedachten Überwachungsaufgabe die Frage</b> auf, <b>welche Aufsichtsbehörde für was zuständig</b> sein soll, eine Frage, die im Rahmen des hier diskutierten Gesetzesentwurfs zu lösen sein wird.</p> <p>Die Betreiber von Zahlungs- und Wertschriftenabwicklungssystemen operieren heute in einem weltweiten Umfeld. Um die <b>Konkurrenzfähigkeit des Finanzplatzes, eine transparente Rechtssicherheit und die Glaubwürdigkeit</b> in diesem Umfeld sicherzustellen, sind klare und durchsetzbare Regelungen bereits auf Gesetzesstufe unerlässlich. Nur durch klare Regelungen auf Gesetzesstufe lassen sich im grenzüberschreitenden Verkehr und im internationalen Vergleich mit den vielfältigen involvierten Rechtssystemen die nötige Sicherheit und Transparenz erzielen. Allzu eng auf die Schweiz ausgerichtete Regelungen würden die angestrebte Zielsetzung gefährden und gleichzeitig für aus der Schweiz heraus operierende Anbieter grosse Nachteile nach sich ziehen. Dies gilt gleichermaßen für Zahlungs- wie für Effektenabwicklungssysteme.</p> <p>Im Einzelnen besteht aus unserer Sicht Bedarf an Präzisierung des Gesetzestextes in den folgenden Punkten:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Der Geltungsbereich ist bezüglich Währung und Domizil der Anbieter im Gesetz genau zu umschreiben und aufeinander abzustimmen. Zwar heisst es in Art. 18 Abs. 1 „Dieser Pflicht unterliegt auch, wer den Sitz im Ausland hat und ein solches Zahlungssystem in der Schweiz betreibt.“ Dies <b>betrifft indessen nur die Informationspflicht, nicht die Erfüllung etwaiger Mindeststandards</b>. Im Gesetz ist deshalb zu klären, ob sich die <b>Kompetenz der SNB bezüglich Mindeststandards nur auf Systeme, die in Franken abrechnen, oder auch auf andere</b> bezieht. Desgleichen ist zu definieren, ob davon <b>nur in der Schweiz domizilierte Betreiber betroffen sein sollen, oder auch solche im Ausland</b>. Im zweiten Fall müsste die SNB eine Vorstellung davon haben, wie sie den Standards Nachachtung verschaffen kann, um eine etwaige Benachteiligung von heimischen Anbietern zu verhindern.</li> <li>➤ Im Weiteren sind wir der Auffassung, dass <b>Wertschriftenabwicklungssysteme sachlich zum Geltungsbereich des Gesetzes gehören</b> und deshalb im Gesetz genannt sein sollten. Beim Handel von Effekten wird im Expertenbericht zwischen der Abwicklung der Geld- und der Titelseite unterschieden, wobei die SNB nur für die Geldseite zuständig sein soll. <b>Die Trennung von Geld- und Titelseite ist aber nicht realistisch</b>; die modernen Verfahren der Abwicklung beruhen vielmehr gerade auf der gleichzeitigen und integrierten Lieferung bzw. Zahlung (Delivery versus Payment). <b>Der Einschluss von Wertschriftenabwicklungssystemen in die systemische Überwachung entspricht den im Ausland getroffenen Regelungen</b>. Er korrespondiert zudem mit der bereits heute in der Schweiz praktizierten Realität, indem die SNB bei</li> </ul>

		<p>der Entwicklung von x-clear (der geplanten Clearingstelle für Wertschriftengeschäfte), eine Tochter der FSG Swiss Financial Services Group, zu welcher auch die SIS gehört, bei der Bewilligung mitwirkt. Der Begriff der Zahlungssysteme sollte daher um die Wertschriftenabwicklungssysteme ergänzt werden, umso mehr, als diese für die Geldpolitik der SNB von grosser Bedeutung sind (Repo-Geschäft).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Aus der Verknüpfung von Zahlungsverkehr und Wertschriftenabwicklung ergibt sich eine entsprechende <b>Überlappung der Aufsicht</b>; dies entspricht den Abläufen und soll auch nicht vermieden werden. Hingegen ergibt sich daraus ein <b>Bedarf nach Koordination unter den Aufsichtsbehörden</b>. Um Konflikte und Unklarheiten zu vermeiden, plädieren wir dafür, dass die SNB, wenn sie Mindestanforderungen an Betreiber von Zahlungs- bzw. Effektenabwicklungssystemen festlegt, die ihrerseits einer weiteren Überwachungs- und Regulierungsbehörde unterstehen (wie SIS, welche Bankenstatus hat und der Aufsicht der EBK unterstellt ist), im Gesetzestext dazu verpflichtet wird, sich mit diesen abzusprechen und zu koordinieren. Gleichzeitig ist für den Fall nicht erreichbaren Konsenses oder Kompetenzkonflikten das Entscheidungsprimat der Bewilligungsbehörde (für die SIS z.B. der EBK) festzulegen.</li> </ul>
5.07	SIC	<p>Mit der Kompetenz der SNB, Mindestanforderungen an systemisch relevante, bargeldlose Zahlungssysteme zu stellen, sind wir <b>grundsätzlich einverstanden</b>. Hingegen sind wir der Auffassung, dass die <b>Kompetenz im Gesetz genauer definiert</b> werden sollte. Der damit erzielbare <b>Zugewinn an Rechtssicherheit</b> ist bedeutsam, insbesondere im grenzüberschreitenden Verkehr und im internationalen Vergleich. Es gilt zu verhindern, dass zu eng auf die Schweiz gerichtete Regelungen zu einem <b>Konkurrenznachteil</b> für aus der Schweiz heraus operierende Anbieter werden. <b>Die Befugnis der SNB gemäss Art. 18 E-NBG sollte u.E. in Bezug auf den Geltungsbereich und die Koordination mit anderen Aufsichtsbehörden präzisiert werden:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Der <b>Geltungsbereich</b> ist bezüglich Währung und Domizil der Anbieter genauer zu umschreiben und aufeinander abzustimmen. Zwar heisst es in Art. 18 Abs. 1 „<i>Dieser Pflicht unterliegt auch, wer den Sitz im Ausland hat und ein solches Zahlungssystem in der Schweiz betreibt.</i>“ Dies <b>betrifft indessen nur die Informationspflicht, nicht die Erfüllung etwaiger Mindeststandards</b>. Im Gesetz ist deshalb zu klären, ob sich die <b>Kompetenz der SNB bezüglich Mindeststandards nur auf Systeme, die in Franken abrechnen, oder auch auf andere</b> bezieht. Desgleichen ist zu definieren, ob davon <b>nur in der Schweiz domizilierte Betreiber betroffen sein sollen, oder auch solche im Ausland</b>. Im zweiten Fall müsste die SNB eine Vorstellung davon haben, wie den Standards Nachachtung zu schaffen wäre (z.B. im Rahmen des Committees on Payment and Settlement Systems), um eine etwaige Benachteiligung von heimischen Anbietern zu verhindern.</li> <li>➤ Sodann sind wir der Auffassung, dass <b>Wertschriftenabwicklungssysteme sachlich zum Geltungsbereich gehören</b> und deshalb im Gesetz genannt sein sollten. Beim Handel von Effekten wird im Expertenbericht zwischen der Abwicklung der Geld- und der Titelseite unterschieden, wobei die SNB nur für die Geldseite zuständig sein soll. <b>Die Trennung von Geld- und Titelseite ist aber nicht realistisch</b>; die modernen Verfahren der Abwicklung beruhen vielmehr gerade auf der gleichzeitigen und integrierten Lieferung bzw. Zahlung (Delivery versus Payment). Der <b>Einschluss von Wertschriftenabwicklungssystemen in die systemische Überwachung entspricht den im Ausland getroffenen Regelungen</b>. Er korrespondiert zudem mit der bereits heute in der Schweiz praktizierten Realität, indem die SNB bei der Entwicklung von x-clear (der geplanten Clearingstelle für Wertschriftengeschäfte) bei der Bewilligung mitwirkt. Der Begriff der Zahlungssysteme sollte daher um die Wertschriftenabwicklungssysteme ergänzt werden, umso mehr, als diese für die Geldpolitik der SNB von grosser Bedeutung sind (Repo-Geschäft).</li> <li>➤ Aus der Verknüpfung von Zahlungsverkehr und Wertschriftenabwicklung ergibt sich eine entsprechende <b>Überlappung der Aufsicht</b>; dies entspricht den Abläufen und soll auch nicht vermieden werden. Hingegen ergibt sich daraus ein <b>Bedarf nach Koordination unter den Aufsichtsbehörden</b>. Um Konflikte und Unklarheiten zu vermeiden, plädieren wir dafür, dass die SNB, wenn sie Mindestanforderungen an Betreiber von Zahlungs- bzw. Effektenabwicklungssystemen festlegt, die ihrerseits einer weiteren Überwachungs- und Regulierungsbehörde unterstehen (z.B. SIS in der Schweiz oder</li> </ul>

		SECB in Frankfurt), im Gesetzestext dazu verpflichtet wird, sich mit diesen abzusprechen und zu koordinieren.
5.08	RBA	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.09	VSKB	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.10	VSV	Wir erachten die Bestimmungen <b>grundsätzlich als sinnvoll und angemessen</b> . Im Sinne der Ausführungen zu Art. 17 E-NBG sollte eine verbesserte gesetzliche Grundlage zur Sicherstellung der Liquidität innerhalb der Zahlungsverkehrssysteme geschaffen werden.
5.12	CP	L'article 18 traitant de la surveillance de systèmes de paiements sans numéraire est <b>nécessaire</b> puisque ceux-ci engendrent des flux financiers qu'il est aujourd'hui difficile d'appréhender. Nous pensons toutefois qu' <b>il faudrait préciser dans la loi elle-même ce que l'on entend par « systèmes de paiements sans numéraire »</b> . Il est important que cette précision intervienne dans la loi (définition), s'agissant probablement d'un secteur appelé à se développer et donc à rendre nécessaire un certain nombre d'encadrements que stipuleront les ordonnances.

**Tableau 22: Art.21 Disposition pénale**

N°	Abréviation	Propositions
3.03	SPS	Wir fragen uns, <b>ob die Strafbestimmungen in Art. 21 eine ausreichende abschreckende Wirkung gegen Vergehen im Bereich der Überwachung bargeldloser Zahlungssysteme entfalten.</b>
1.24	NE	L'amende maximale fixée à 200'000 francs semble peu incitative, compte tenu des intérêts importants qui pourraient être en jeu. <b>Une augmentation substantielle du montant maximal de l'amende devrait être envisagée</b> pour que celle-ci puisse jouer son rôle préventif et exemplatif.

## Chapitre 4: Dispositions relevant du droit de la société anonyme

**Tableau 23: Art.22 Capital-actions, forme des actions**

N°	Abréviation	Propositions
1.26	JU	Nous sommes d'avis que <b>la restructuration préconisée du capital ne devrait avoir aucune incidence négative directe sur les détenteurs actuels d'actions.</b>
5.12	CP	Le capital social de la BNS passe de 50 millions de francs à 25 millions, la valeur nominale des actions nominatives diminuant quant à elle de 500 francs à 250 francs. Le nombre d'actions reste donc identique. Il est évident que <b>le capital actions de la BNS est purement symbolique</b> et ne sert qu'à consacrer son statut de société anonyme.
6.04	F. Moser	Statt das Grundkapital zu ermässigen, ist das <b>Grundkapital durch die Reserven der SNB voll einzuzahlen.</b> Dies wäre eine Anerkennung der Treue aller Aktionäre (Jubiläumsjahr 2003).
6.05	H. Schmid	Die vorgeschlagene Herabsetzung des Nominalwerts der SNB-Aktien von Fr. 500 auf Fr. 250 stellt für die Privataktionäre eine Verschlechterung dar, nicht aber für die Aktionäre der öffentlichen Hand, die vom Bilanzgewinn bereits 1.508 Mrd. Fr. erhalten. <b>Eine Abschaffung des non-versés mit gleichzeitiger Beibehaltung des Nominalwertes von Fr. 500 käme den Privataktionären entgegen.</b>

**Tableau 24: Art. 23 Registre des actions, restrictions à la transmissibilité**

N°	Abréviation	Propositions
1.22	VD	La teneur de l'art. 23 du projet ne limite plus l'actionariat aux citoyens, aux collectivités ou aux sociétés suisses. Selon les nouvelles dispositions, des citoyens, collectivités ou établissements étrangers peuvent être reconnus comme actionnaires, pour autant que le nombre d'actions acquises ne dépasse pas 100. Sur le principe, <b>le Conseil d'Etat préfère le maintien du principe d'un actionariat suisse</b> , les organismes étrangers ayant d'autres canaux pour interpeller la Banque nationale que l'Assemblée générale. Il serait souhaitable de prévoir l'inscription de ce principe dans la nouvelle loi également.
4.04	SBV	Art. 23 Abs. 2 schränkt die Eintragung eines Aktionärs auf höchstens 100 Aktien ein; diese Beschränkung gilt nicht für Körperschaften und Anstalten des öffentlichen Rechts. Die Kantonalbanken hielten Ende 2000 zusammen knapp 15'000 Aktien der SNB. <b>Da Kantonalbanken sowohl als Anstalt wie auch als Aktiengesellschaft konstituiert sein können, sollte Art. 23 Abs. 2 ergänzt werden:</b> „Diese Beschränkung gilt nicht für schweizerische Körperschaften, Anstalten des öffentlichen Rechts sowie Kantonalbanken im Sinne von Art. 3a BankG.“
5.08	RBA	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.09	VSKB	Gemäss Art. 23 Abs. 2 ist künftig die Eintragung einer Aktionärin oder eines Aktionärs auf höchstens 100 Aktien beschränkt, wobei diese Beschränkung nicht gilt „für schweizerische Körperschaften und Anstalten des öffentlichen Rechts“. Damit ergibt sich bezüglich der Behandlung von <b>Kantonalbanken eine Unterscheidung zwischen den als öffentlich-rechtliche Anstalt konzipierten Instituten und den Kantonalbanken, welche die Rechtsform der Aktiengesellschaft haben.</b> Wir verstehen den Sinn dieser Einschränkung gegenüber der bisherigen Eintragungsregelung und einer Unterscheidung zwischen Kantonalbanken abhängig von ihrer Rechtsform nicht, und bitten Sie deshalb um <b>eine Formulierung von Art. 23 Abs. 2, die alle Kantonalbanken gleich behandelt.</b> Denkbar wäre beispielsweise, die <b>betreffende Beschränkung für (alle) Kantonalbanken gemäss Bankengesetz</b> aufzuheben.

5.12	CP	L'article 23 du projet de loi ne limite plus l'actionnariat aux citoyens suisses ni aux collectivités et établissements de droit public étrangers, pour autant que le nombre d'actions acquises ne dépasse pas 100. Nous sommes, pour notre part, <b>favorables au maintien du principe d'un actionnariat suisse</b> , les organismes étrangers ayant d'autres canaux pour interpellier l'Institut d'émission que l'Assemblée générale. Même si cette possibilité ne ressort plus du droit de la SA, son inscription dans la loi est tout à fait possible. Or, si une telle disposition n'est pas de nature à empêcher un étranger d'acquérir des actions, elle le prive du droit de vote, ce qui, sur un plan ne serait-ce que symbolique, est souhaitable. D'autre part, <b>nous rappelons que la coutume voulait que la Confédération ne soit pas actionnaire de la BNS</b> . Sans exiger qu'elle soit consacrée par la loi, nous serions heureux qu'elle se maintienne.
6.06	J. Stüssi	Ich stelle den Antrag, <b>auf die in Art. 23 Abs. 2 vorgeschlagene Eintragungsbeschränkung von 100 Aktien zu verzichten</b> . Diese Bestimmung bringt Privataktionäre, welche im Besitz von mehr als 100 Aktien sind, um wohlerworbene Rechte und stellt einen willkürlichen Eingriff in ihr Eigentum dar. Hinzu kommt, dass die erdrückende Mehrheit der Kantone und kantonsnahe Institutionen jedem Teilnehmer an den Generalversammlungen der SNB so sehr bewusst ist, dass eine theoretische denkbare Sorge um einen übermässigen Einfluss der Privataktionäre geradezu lächerlich wirken muss.  Eventualiter stelle ich den Antrag, der <b>Besitzstand</b> der Aktionäre sei für sie und für ihre Rechtsnachfolger zu wahren.

**Tableau 25: Art. 24 Dispositions régissant la cotation en bourse**

N°	Abréviation	Propositions
3.01	FDP	Sollte die Kotierung der SNB-Aktien aufgehoben werden, ist diese Bestimmung als obsolet zu betrachten. Für den Fall der Beibehaltung der kotierten Aktien kann der vorgeschlagenen Formulierung zugestimmt werden.

**Tableau 26: Art. 25 Communications**

N°	Abréviation	Propositions
6.03	J.-P. Forney	Die Einberufung der GV sowie die Bekanntmachungen an die Aktionärinnen und Aktionäre sollten weiterhin mit <b>ingeschriebenem</b> Brief erfolgen, da dies den Wünschen einer Mehrheit der Aktionärinnen und Aktionäre entspricht (s. Umfrage im Jahr 1998).

**Tableau 27: Titre de la section 2 «Etablissement des comptes et répartition du bénéfice»**

N°	Abréviation	Propositions
5.03	SNB	Wir schlagen vor, die Überschrift zum 2. Abschnitt besser auf den Inhalt der nachfolgenden Art. 26-28 E-NBG abzustimmen, und zwar wie folgt: <i>"2. Abschnitt: Gewinnermittlung und Gewinnverteilung"</i> Gegenstand von Art. 26 E-NBG ist die Jahresrechnung, nicht die gesamte Rechnungslegung der SNB. Der <b>Begriff der "Rechnungslegung" in der Abschnittsüberschrift ist zu breit</b> . Die Rechnungslegung wird ja bereits in Art. 24 E-NBG (1. Abschnitt) angesprochen, und zwar mit dem Terminus "finanzielle Berichterstattung" (die auch eine halb- oder vierteljährliche sein kann). Im 2. Abschnitt wird - spezifischer - normiert, dass die SNB regelmässig eine Jahresrechnung aufstellt (Art. 26 E-NBG); die Jahresrechnung bildet die formale Basis für die Gewinnermittlung (Art. 27 E-NBG) und die Gewinnverteilung (Art. 28 E-NBG). In diesem Sinne bedeuten die Art. 26-28 E-NBG einen logischen Dreischritt.

		Materiell bedeutsam sind aber vorab die Gewinnermittlung und die Gewinnverteilung; diese beiden Begriffe sollten deshalb auch in der Überschrift erscheinen.
--	--	--

Tableau 28: Art. 26 Comptes annuels

N°	Abréviation	Propositions
5.03	SNB	<p>Wir schlagen vor, Art. 26 E-NBG wie folgt zu fassen:</p> <p><i>"Die Jahresrechnung der Nationalbank [.....] wird nach den Vorschriften des Aktienrechts sowie nach allgemein anerkannten Grundsätzen der Rechnungslegung erstellt."</i></p> <p>Bereits die aktienrechtliche Vorschrift von Art. 662 Abs. 2 OR bestimmt, dass die Jahresrechnung einer AG aus der Erfolgsrechnung, der Bilanz und dem Anhang besteht. Aufgrund des umfassenden Verweises auf das Aktienrecht in Art. 2 E-NBG kann der Text von Art. 26 E-NBG (gegenüber der Fassung der Expertengruppe) entsprechend verkürzt werden.</p> <p>Art. 662a OR enthält die Grundsätze der Rechnungslegung für die AG und verweist in Abs. 4 subsidiär auf die Bestimmungen über die kaufmännische Buchführung. Es ist sachgerecht, in Art. 26 NBG die - primär bedeutsamen - Vorschriften des Aktienrechts für die Erstellung der Jahresrechnung als massgeblich zu erklären; weitere Vorschriften des OR gelangen gestützt auf den aktienrechtlichen Verweis in Art. 662a Abs. 4 OR zur Anwendung.</p> <p>Art. 26 E-NBG (Fassung des Expertenentwurfs) verweist ferner auf die "allgemein anerkannten kaufmännischen Grundsätze". Diese finden sich in den Art. 957-964 OR und gelten kraft Verweisung in Art. 662 Abs. 4 OR auch für die Aktiengesellschaft. Sie müssen in Art. 26 E-NBG nicht mehr erwähnt werden. <b>Nicht erfasst sind demgegenüber die weiteren allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung, wie sie etwa in den privaten Regelwerken FER, IAS und GAAP niedergelegt sind</b> und von der SNB ebenfalls beachtet werden (Expertenbericht, S. 139). Um sie im Gesetz mitzuerfassen, sollte in Art. 26 E-NBG neben dem Aktienrecht richtigerweise auf "allgemein anerkannte Grundsätze der Rechnungslegung" verwiesen werden. Die bewusste Weglassung des Wortes "den" belässt der SNB eine grössere <b>Freiheit, zwischen verschiedenen Regelwerken zu wählen</b>.</p> <p>Anzumerken ist, dass eine vom Bundesrat eingesetzte Expertenkommission einen <b>Vorentwurf zu einem Bundesgesetz über die Rechnungslegung</b> vorgelegt hat, welcher 1999 in die Vernehmlassung ging. Dieses sieht u.a. vor, dass ein einheitliches Rechnungslegungsrecht für alle rechnungslegungspflichtigen Organisationen eingeführt werden soll. Die obligationenrechtlichen Buchführungsvorschriften würden entsprechend angepasst oder aufgehoben. Angesichts der kritischen Reaktionen im Vernehmlassungsverfahren ist der weitere Verlauf des Gesetzgebungsprojektes jedoch nicht voraussehbar; ein Hinweis in Art. 26 E-NBG wäre deshalb verfrüht.</p>

Tableau 29: Art.27 Détermination du bénéfice

N°	Abréviation	Propositions
1.00	FDK	<p>Im Vergleich mit anderen europäischen Ländern schüttet die <b>Schweiz nach wie vor wesentlich niedrigere Gewinne</b> aus und weist wesentlich mehr Mittel ihren Rückstellungen zu. Auch weist die Schweiz verglichen mit anderen Ländern der gleichen volkswirtschaftlichen Grössenordnung bedeutend höhere kumulierte Rückstellungen auf, welche vor allem in den letzten Jahren gebildet wurden.</p> <p><b>Dass die SNB die Höhe der Devisenreserven eigenmächtig festlegen kann</b>, würdigen wir mit Blick auf die damit verbundene Gewinnausschüttungspolitik ebenfalls <b>kritisch</b>. Je höher der Anteil der jährlich neu zu bildenden Reserven, desto kleiner die Ausschüttungen an Bund und Kantone. Zudem ist die <b>Schweiz das einzige europäische Land, das seiner</b></p>

		<p><b>Zentralbank per Gesetz den Auftrag geben will, Devisenreserven zu bilden.</b></p> <p>Die <b>Sicherheiten der SNB sollten eine volkswirtschaftlich sinnvolle Höhe nicht überschreiten</b>. Der Überschuss ist der öffentlichen Hand auszuführen, damit diese sich entschulden kann bzw. nicht weiter verschulden muss. Nicht zuletzt wegen den bereits gebildeten hohen Rückstellungen, Währungs- und Goldreserven <b>erachten wir es als fragwürdig, dass die SNB über die Höhe der Gewinnausschüttung allein entscheiden kann</b>, wie dies im Artikel 27 E-NBG umschrieben ist. Es ist absehbar, dass auch in Zukunft ein Grossteil der Gewinne einbehalten und nur ein kleiner Teil ausgeschüttet wird.</p> <p>Vor diesem Hintergrund und mit Blick auf andere Volkswirtschaften <b>lehnen wir Art. 27 E-NBG ab. Die Höhe der Währungsreserven ist durch einen neu zu schaffenden Ausschuss zu bestimmen</b>. Dieser Ausschuss (9 Mitglieder) setzt sich aus dem <b>Direktorium der SNB, einer Delegation des Bundesrates und drei Kantonsvertretern des Bankrats</b> zusammen. Art. 27 E-NBG ist demnach wie folgt abzuändern:</p> <p>Art. 27 Gewinnermittlung</p> <p><sup>1</sup><i>Die Höhe der Währungsreserven, die zur Führung der Geld- und Währungspolitik notwendig sind, wird durch einen Ausschuss bestimmt. Er berücksichtigt dabei die Entwicklung der schweizerischen Volkswirtschaft.</i></p> <p><sup>2</sup><i>Der Ausschuss setzt sich zusammen aus einer Delegation des Bundesrates, dem Direktorium der SNB sowie drei Kantonsvertretern, welche gleichzeitig auch dem Bankrat angehören. Die Delegation des Bundesrates besteht aus 3 Mitgliedern.</i></p> <p><sup>3</sup><i>Die Nationalbank bildet im Auftrag des Ausschusses Rückstellungen, die es erlauben, die Währungsreserven auf der erforderlichen Höhe zu halten und die Risiken auf den Aktiven abzudecken.</i></p>
1.01	ZH	<p>Im Rahmen der Unabhängigkeit der Notenbank und mit dem Ziel, die Bestimmung der Währungsreserven dem Spielball allenfalls divergierender politischer Interessen zu entziehen, <b>sollte die Gewinnermittlung in die ausschliessliche Kompetenz der Notenbank fallen. Ebenso ist die bisherige Praxis, wonach die Währungsreserven im Gleichschritt mit dem Wachstum des nominellen Bruttosozialprodukts zu erhöhen sind, beizubehalten.</b></p>
1.03	LU	<p>Das Halten von Währungsreserven ist Teil des verfassungsmässigen Notenbankauftrages. Währungsreserven spielen eine wichtige Rolle, um Währungskrisen vorzubeugen bzw. diese zu überwinden. Da die SNB weiterhin eine eigenständige Geld- und Währungspolitik verfolgt, muss sie im Fall von Finanzkrisen auch <b>auf genügend Reserven zurückgreifen können</b>. Deren angemessene Höhe lässt sich nicht a priori durch eine gesetzliche Regel bestimmen. Im Sinne einer Kompetenznorm ist deshalb der vorgeschlagene Art. 27 des Entwurfes NBG zu begrüssen. <b>Die SNB soll die Höhe der für ihre Geldpolitik notwendigen Währungsreserven grundsätzlich autonom bestimmen können</b>. Als Genehmigungsinstanz käme letztlich nur ein politisches Gremium in Betracht. Eine politische Einflussnahme würde aber die angestrebte Unabhängigkeit der SNB beeinträchtigen.</p> <p>Dabei darf aber nicht übersehen werden, dass die <b>SNB im Vergleich mit anderen europäischen Ländern nach wie vor wesentlich niedrigere Gewinne ausschüttet und wesentlich mehr Mittel ihren Rückstellungen zuweist</b>. Auch weist die Schweiz, verglichen mit anderen Ländern der gleichen volkswirtschaftlichen Grössenordnung, bedeutend höhere kumulierte Rückstellungen auf, welche vor allem in den letzten Jahren gebildet wurden. Je höher der Anteil der jährlich neu zu bildenden Reserven ist, desto kleiner werden die Ausschüttungen an Bund und Kantone. Zudem ist die Schweiz das einzige europäische Land, das seiner Zentralbank in Verfassung und Gesetz den Auftrag gibt, Devisenreserven zu bilden. <b>Die Sicherheiten der SNB sollten daher eine volkswirtschaftlich sinnvolle Höhe nicht überschreiten</b>. Der Überschuss ist der öffentlichen Hand auszuführen, damit diese sich entschulden kann bzw. nicht weiter verschulden muss. Die <b>bereits gebildeten hohen Rückstellungen, Währungs- und Goldreserven</b> erachten wir im Moment als <b>zu hoch</b>. Sie bedeuten eine unerwünschte Thesaurierung von Volksvermögen. Währungsreserven dienen alleine der Erhaltung der währungspolitischen Interventionsfähigkeit der SNB. Die Steuerung des Gewinns darf nicht mehr über die Währungsreserven erfolgen.</p> <p><b>Im neuen Gesetz selber braucht es keine Definition der optimalen Höhe der Währungsreserven</b>. Die Anbindung an die Bedürfnisse der schweizerischen Volkswirtschaft</p>

		gemäss Art. 27 Abs. 1 E-NBG und die Beschränkung auf das für die Risikoabdeckung Notwendige gemäss Art. 27 Abs. 2 des Entwurfes NBG genügen. <b>Jedoch sollten verbindliche Richtlinien auf Verordnungsstufe geschaffen werden, welche das autonome Handeln der SNB in Bezug auf die Bildung von Währungsreserven nach oben begrenzen.</b>																		
1.04	UR	<p>Die <b>vorgeschlagene Ermittlung des Gewinnes gemäss Art. 27 lehnen wir ab</b>. Die Kantone haben 1905 auf ihre kantonalen Notenmonopole und damit auf die entsprechenden Gewinne verzichtet unter der Bedingung, dass ihnen fortan zwei Drittel der Notenmonopol-Gewinne der SNB ausbezahlt würden. Deshalb wurde die Reservebildung (= nicht ausgeschüttete Gewinne) der SNB gesetzlich auf 2 % des Aktienkapitals beschränkt.</p> <p>In der Folge hat sich die SNB aber nicht an diese gesetzliche Beschränkung gehalten. Vielmehr hat sie <b>auf Kosten der Kantone gewaltige Gold- und Devisenreserven angehäuft</b>. Da lediglich ein kleiner Teil der erzielten Gewinne ausgeschüttet wurde, ist unter allen europäischen Zentralbanken die SNB diejenige mit den mit Abstand höchsten Eigenmitteln:</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Schweiz</th> <th>Österreich</th> <th>Niederlande</th> <th>Belgien</th> <th>Schweden</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Kumulierte Rückstellungen 1996 in Mrd. Fr.</td> <td>31</td> <td>8</td> <td>2</td> <td>10</td> <td>14</td> </tr> <tr> <td>Gewinnausschüttung in % des Gewinns</td> <td>30 %</td> <td>74 %</td> <td>95 %</td> <td>85 %</td> <td>80 %</td> </tr> </tbody> </table> <p>Grundsätzlich können Rückstellungen der SNB als gebundenes Volksvermögen betrachtet werden. Es macht volkswirtschaftlich wenig Sinn, wenn die SNB durch überdimensionierte Reservebildung Volksvermögen anhäuft, während sich gleichzeitig Bund, Kantone und Gemeinden verschulden oder hohe Steuern erheben müssen. Buchhalterisch betrachtet sind diese Rückstellungen Fremdkapital, effektiv handelt es sich aber um akkumulierte, nicht ausgeschüttete Gewinne und damit um Eigenkapital.</p> <p>Der Kanton Uri fordert <b>im Gesetz eine Begrenzung der Rückstellungen</b> der SNB. Die Sicherheiten der SNB sollen eine volkswirtschaftlich sinnvolle Höhe nicht überschreiten. Der Überschuss ist der öffentlichen Hand ausbezahlen, damit sich diese entschulden kann bzw. nicht weiter verschulden muss. Nicht zuletzt wegen den schon gebildeten hohen Rückstellungen, Währungs- und Goldreserven <b>erachten wir es als fragwürdig dass die SNB über die Höhe der Gewinnausschüttung allein entscheiden kann</b>, wie dies Art. 27 vorsieht. Es ist absehbar, dass auch in Zukunft ein Grossteil der Gewinne einbehalten und nur ein kleiner Teil ausgeschüttet wird. Wir schlagen folgende Fassung von Art. 27 vor:</p> <p><sup>1</sup><i>Die Höhe der Währungsreserven, die zur Führung der Geld- und Währungspolitik notwendig sind, wird durch einen Ausschuss bestimmt. Er berücksichtigt dabei die Entwicklung der schweizerischen Volkswirtschaft.</i></p> <p><sup>2</sup><i>Der Ausschuss setzt sich zusammen aus einer Delegation des Bundesrates, dem Direktorium der SNB sowie drei Kantonsvertretern, welche gleichzeitig auch dem Bankrat angehören. Die Delegation des Bundesrates besteht aus 3 Mitgliedern.</i></p> <p><sup>3</sup><i>Die Nationalbank bildet im Auftrag des Ausschusses Rückstellungen, die es erlauben, die Währungsreserven auf der erforderlichen Höhe zu halten und die Risiken auf den Aktiven abzudecken.</i></p> <p>Als Konsequenz der Begrenzung der Reserven ergibt sich für die nächsten Jahre eine wesentlich höhere Gewinnausschüttung, da alle Gewinne effektiv auch ausgeschüttet werden müssen.</p>		Schweiz	Österreich	Niederlande	Belgien	Schweden	Kumulierte Rückstellungen 1996 in Mrd. Fr.	31	8	2	10	14	Gewinnausschüttung in % des Gewinns	30 %	74 %	95 %	85 %	80 %
	Schweiz	Österreich	Niederlande	Belgien	Schweden															
Kumulierte Rückstellungen 1996 in Mrd. Fr.	31	8	2	10	14															
Gewinnausschüttung in % des Gewinns	30 %	74 %	95 %	85 %	80 %															
1.05	SZ	Wir ziehen es vor, dass <b>der Bankrat auf Antrag des Direktoriums die notwendigen Währungsreserven bestimmt</b> . Dieser Entscheid soll <b>vom zuständigen Departement genehmigt</b> werden, das mit der Nationalbank auch die Gewinnausschüttung vereinbart.																		
1.06	OW	In Art. 27 E-NBG ist vorgesehen, dass die SNB die Höhe der Währungsreserven bestimmt. Da für die Gewinnermittlung zuerst die notwendigen Rückstellungen gebildet werden, kann die SNB den ausgewiesenen Gewinn faktisch alleine bestimmen. Die ausgewiesenen und die erwarteten Gewinne wiederum werden für die Gewinnverteilung von																		

		<p>Bedeutung sein. <b>Da nicht nur die Kantone, sondern auch der Bund auf eine möglichst hohe Gewinnablieferung der SNB angewiesen sind, ist von einer autonomen Bestimmung der Währungsreserven durch die SNB abzusehen.</b> In diesem Sinne <b>lehnen wir Art. 27 E-NBG ab. Die Höhe der Währungsreserven ist durch einen neu zu schaffende Ausschuss zu bestimmen.</b> Dieser <b>Genehmigungsinstanz</b> sollen – nebst dem <b>Direktorium</b> der SNB und einer <b>Delegation des Bundesrates</b> – die drei <b>Kantonsvertreter</b> des Bankrates (s. Kommentar zu Art. 37 E-NBG) angehören.</p> <p>Wie in den Erläuterungen festgehalten, dürften die Richtlinien zur Bestimmung der optimalen Höhe von Währungsreserven sehr schwer zu bestimmen sein. Wir finden es deshalb richtig, dass im Gesetz als Leitplanke festgehalten wird, dass die SNB bei der Bestimmung der Höhe der notwendigen Währungsreserven die Entwicklung der Volkswirtschaft zu berücksichtigen hat. Detaillierte Bestimmungen auf Gesetzesstufe werden dem Wandel in der Wirtschaft respektive dem effektiv benötigten Bedarf nur mit Verzögerungen folgen. Insofern ist die vorgesehene offene Formulierung auf Gesetzesstufe zu bevorzugen, vor allem, wenn dadurch die Interessen des Bundes und der Kantone durch die Genehmigungsinstanz gewahrt werden können.</p>
1.07	NW	<p>Die Nationalbank hat in der Vergangenheit einen <b>viel zu hohen Bestand an Eigenmitteln</b> aufgebaut. Es ist nicht adäquat, die Gewinnausschüttung derart massiv zu kürzen, besonders auch dann nicht, wenn man mit anderen europäischen Ländern einen Bergleich anstellt. Bei den meisten Staaten liegt dieser Anteil bei über 70 % des ausgewiesenen Gewinns, verglichen mit der Schweiz (30 %).</p> <p>In Zukunft kann nicht mehr geduldet werden, dass die SNB auf Kosten der Kantone Rückstellungen anhäuft und damit Volksvermögen bindet. Vor diesem Hintergrund und mit Blick auf andere Volkswirtschaften <b>lehnen wir Art. 27 E-NBG ab. Die Höhe der Währungsreserven ist durch einen neu zu schaffenden Ausschuss zu bestimmen.</b> Dieser Ausschuss (9 Mitglieder) setzt sich aus dem <b>Direktorium der SNB, einer Delegation des Bundesrates und drei Kantonsvertretern des Bankrats</b> zusammen. Art. 27 E-NBG ist demnach wie folgt abzuändern:</p> <p>Art. 27 Gewinnermittlung</p> <p><sup>1</sup><i>Die Höhe der Währungsreserven, die zur Führung der Geld- und Währungspolitik notwendig sind, wird durch einen Ausschuss bestimmt. Er berücksichtigt dabei die Entwicklung der schweizerischen Volkswirtschaft.</i></p> <p><sup>2</sup><i>Der Ausschuss setzt sich zusammen aus einer Delegation des Bundesrates, dem Direktorium der SNB sowie drei Kantonsvertretern, welche gleichzeitig auch dem Bankrat angehören. Die Delegation des Bundesrates besteht aus 3 Mitgliedern.</i></p> <p><sup>3</sup><i>Die Nationalbank bildet im Auftrag des Ausschusses Rückstellungen, die es erlauben, die Währungsreserven auf der erforderlichen Höhe zu halten und die Risiken auf den Aktiven abzudecken.</i></p>
1.08	GL	<p>Der Kanton Glarus stellt sich auf den Standpunkt, <b>dass die Nationalbank grundsätzlich autonom sein sollte. Es muss auf jegliche politische Einmischung verzichtet werden. Insbesondere gibt es keine Veranlassung, ein neues Gremium (Ausschuss) für die Festlegung der Höhe der Reserven und Rückstellungen zu schaffen.</b></p> <p>Allerdings lässt sich feststellen, <b>dass die Nationalbank im Vergleich zu andern europäischen Ländern wesentlich niedrigere Gewinne ausschüttet.</b> Dafür sind die Einlagen in die Rückstellungen viel höher. Auch der Bestand der Rückstellung der Nationalbank ist im Vergleich zu Nationalbanken in Ländern mit vergleichbarer volkswirtschaftlicher Grösse wesentlich höher. Diese Rückstellungen wurden vor allem in den letzten Jahren gebildet. Mit der Bildung von Rückstellungen wird der Gewinn, der anteilmässig den Kantonen zukommt, künstlich verkleinert.</p> <p>Die Rückstellungen bilden <b>gebundenes Volksvermögen.</b> Es würde <b>keinen Sinn</b> machen, wenn die Nationalbank <b>Volksvermögen anhäuft, das sie eigentlich nicht braucht, während sich gleichzeitig Bund, Kantone und Gemeinden verschulden oder hohe Steuern erheben müssen.</b> Deshalb sollten die Sicherheiten der SNB eine <b>volkswirtschaftlich sinnvolle Höhe nicht überschreiten.</b> Der jährliche Überschuss ist an den <b>Bund und die Kantone auszuzahlen.</b></p>

1.09	ZG	<p>Die niedrige Gewinnausschüttung einerseits und die in den letzten Jahren gebildeten hohen Rückstellungen andererseits veranlassen uns, die im Entwurf NBG vorgesehenen Regelungen abzulehnen. Je höher der Anteil der jährlich neu gebildeten Reserven, desto kleiner die Ausschüttungen an Bund und Kantone. Wir sind der Meinung, dass <b>die Sicherheiten der SNB eine volkswirtschaftlich sinnvolle Höhe nicht überschreiten sollten</b> und ein Überschuss an die öffentliche Hand auszuzahlen ist, damit sich diese entschulden resp. nicht weiter verschulden muss.</p> <p>Aus diesen Überlegungen <b>lehnen wir Art. 27 E-NBG ab</b>. Die SNB soll nicht autonom über die Höhe der zu bildenden Währungsreserven <b>entscheiden können</b>. <b>Ob es sich nun bei der notwendigen Genehmigungsinstanz um den Bundesrat handeln soll oder ob ein spezieller Ausschuss, welcher aus verschiedenen Vertretern mit unterschiedlichen Interessen gebildet wird, vorzuziehen ist, sollte noch vertiefter diskutiert werden</b>.</p> <p><b>Nähere gesetzliche Richtlinien zur Bestimmung der optimalen Höhe von Währungsreserven erübrigen sich</b> nach unserem Modell: Der Grundsatz der „Berücksichtigung der schweizerischen Volkswirtschaft“ in Zusammenhang mit einer Genehmigungsinstanz ist ausreichend</p>
1.10	FR	<p>En comparaison avec d'autres pays européens, la BNS ne répartit, aujourd'hui encore, qu'une partie beaucoup moins grande de ses bénéfices et attribue, par contre, des montants bien plus substantiels aux réserves. Ainsi, <b>la Suisse accumule des réserves bien plus importantes que d'autres pays</b> dont l'importance économique est comparable. Ces réserves ont été principalement constituées au cours des dernières années.</p> <p><b>Que la BNS puisse, de sa propre et seule autorité, fixer le volume des réserves en devises, nous fait émettre quelques critiques par rapport à la politique de répartition du bénéfice</b>. La part aux bénéfices distribuée aux cantons et à la Confédération est en effet d'autant moins grande que le montant attribué aux réserves est élevé. On peut encore souligner que la Suisse est le seul pays européen qui donne un mandat légal à sa banque centrale de constituer des réserves en devises.</p> <p><b>Les provisions de la BNS ne doivent pas dépasser une limite raisonnable du point de vue économique</b>. Le surplus doit être versé aux pouvoirs publics afin que ceux-ci puissent notamment se désendetter, respectivement ne pas devoir continuer à s'endetter. C'est en considérant les importantes réserves déjà constituées en monnaie et en or que nous estimons que la BNS ne devrait pas décider seule du volume du bénéfice, ainsi que l'art. 27 P-LBN le prévoit.</p> <p>C'est pour ses raisons et aussi en comparant la situation à cet égard dans d'autres pays que <b>nous rejetons l'art. 27 P-LBN, tel qu'il est présenté</b>. <b>Le volume des réserves monétaires devrait être déterminé par un comité qui se composerait du directoire de la BNS, d'une délégation du Conseil fédéral et des trois représentants cantonaux du Conseil de banque</b>.</p>
1.11	SO	<p>Im Vergleich mit anderen europäischen Ländern schüttet die <b>Schweiz nach wie vor wesentlich niedrigere Gewinne</b> aus und weist wesentlich mehr Mittel ihren Rückstellungen zu. Auch weist die Schweiz verglichen mit anderen Ländern der gleichen volkswirtschaftlichen Grössenordnung bedeutend höhere kumulierte Rückstellungen auf, welche vor allem in den letzten Jahren gebildet wurden.</p> <p><b>Dass die Nationalbank die Höhe der Devisenreserven eigenmächtig festlegen kann, würdigen wir mit Blick auf die damit verbundene Gewinnausschüttungspolitik ebenfalls kritisch</b>. Je höher der Anteil der jährlich neu zu bildenden Reserven, desto kleiner die Ausschüttungen an Bund und Kantone. Zudem ist die <b>Schweiz das einzige europäische Land, das seiner Zentralbank per Gesetz den Auftrag geben will, Devisenreserven zu bilden</b>.</p> <p><b>Die Sicherheiten der SNB sollten eine volkswirtschaftlich sinnvolle Höhe nicht überschreiten</b>. Der Überschuss ist der öffentlichen Hand auszuzahlen, damit diese sich entschulden kann bzw. nicht weiter verschulden muss. Nicht zuletzt wegen den bereits gebildeten hohen Rückstellungen, Währungs- und Goldreserven <b>erachten wir es als fragwürdig, dass die SNB über die Höhe der Gewinnausschüttung allein entscheiden kann</b>, wie dies im Artikel 27 E-NBG umschrieben ist. Es ist absehbar, dass auch in Zukunft ein Grossteil der Gewinne einbehalten und nur ein kleiner Teil ausgeschüttet wird.</p>

		<p>Vor diesem Hintergrund und mit Blick auf andere Volkswirtschaften <b>lehnen wir Art. 27 E-NBG ab. Die Höhe der Währungsreserven ist durch einen neu zu schaffenden Ausschuss zu bestimmen.</b> Dieser Ausschuss (9 Mitglieder) setzt sich aus dem <b>Direktorium der SNB, einer Delegation des Bundesrates und drei Kantonsvertretern des Bankrats</b> zusammen. Art. 27 E-NBG ist demnach wie folgt abzuändern:</p> <p>Art. 27 Gewinnermittlung</p> <p><sup>1</sup><b>Die Höhe der Währungsreserven, die zur Führung der Geld- und Währungspolitik notwendig sind, wird durch einen Ausschuss bestimmt. Er berücksichtigt dabei die Entwicklung der schweizerischen Volkswirtschaft.</b></p> <p><sup>2</sup><b>Der Ausschuss setzt sich zusammen aus einer Delegation des Bundesrates, dem Direktorium der SNB sowie drei Kantonsvertretern, welche gleichzeitig auch dem Bankrat angehören. Die Delegation des Bundesrates besteht aus 3 Mitgliedern.</b></p> <p><sup>3</sup><b>Die Nationalbank bildet im Auftrag des Ausschusses Rückstellungen, die es erlauben, die Währungsreserven auf der erforderlichen Höhe zu halten und die Risiken auf den Aktiven abzudecken.</b></p>																		
1.12	BS	<p><b>Gegen die Ermittlung des Gewinnes gemäss Art. 27 wenden wir uns aufs Entschiedenste.</b> Die Kantone haben 1905 auf ihre kantonalen Notenmonopole und damit auf die Notenmonopolgewinne unter der Bedingung verzichtet, dass ihnen fortan zwei Drittel der Notenmonopol-Gewinne der SNB ausbezahlt würden. Deshalb wurde die Reservebildung (nicht ausgeschüttete Gewinne) der SNB gesetzlich auf 2 % des Aktienkapitals beschränkt. In der Folge hat sich die SNB aber nicht an diese gesetzliche Beschränkung gehalten. Vielmehr hat sie <b>auf Kosten der Kantone gewaltige Gold- und Devisenreserven angehäuft.</b> Da lediglich ein kleiner Teil der erzielten Gewinne ausgeschüttet wurde, ist unter allen europäischen Zentralbanken die SNB diejenige mit den mit Abstand höchsten Eigenmitteln:</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Schweiz</th> <th>Österreich</th> <th>Niederlande</th> <th>Belgien</th> <th>Schweden</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Kumulierte Rückstellungen 1996 in Mrd. Fr.</td> <td>31</td> <td>8</td> <td>2</td> <td>10</td> <td>14</td> </tr> <tr> <td>Gewinnausschüttung in % des Gewinns</td> <td>30 %</td> <td>74 %</td> <td>95 %</td> <td>85 %</td> <td>80 %</td> </tr> </tbody> </table> <p>Die Rückstellungen der SNB sind <b>gebundenes Volksvermögen</b>. Es macht volkswirtschaftlich wenig Sinn, dass die Zentralbank Volksvermögen anhäuft, während sich gleichzeitig Bund, Kantone und Gemeinden verschulden oder hohe Steuern erheben müssen. Buchhalterisch betrachtet sind diese Rückstellungen Fremdkapital, effektiv handelt es sich aber um akkumulierte, nicht ausgeschüttete Gewinne und damit um Eigenkapital.</p> <p><b>Wir fordern eine Begrenzung der Rückstellungen der SNB im Gesetz.</b> Uns erscheint eine <b>relative Begrenzung im Verhältnis zum nominellen Bruttoinlandprodukt sinnvoll.</b> Die numerische Grenze soll mit Blick auf andere Länder festgelegt werden; sie soll aber wesentlich tiefer als das heutige Verhältnis von Reserven zum BIP liegen. Als <b>Übergangslösung</b> schlagen wir vor, dass <b>keine zusätzlichen Reserven geäuft werden dürfen, solange die effektiven Reserven über der gesetzlichen Beschränkung liegen.</b></p> <p>Als Konsequenz der Begrenzung der Reserven ergibt sich <b>für die nächsten Jahre eine wesentlich höhere Gewinnausschüttung</b>, da alle Gewinne effektiv auch ausgeschüttet werden müssen.</p>		Schweiz	Österreich	Niederlande	Belgien	Schweden	Kumulierte Rückstellungen 1996 in Mrd. Fr.	31	8	2	10	14	Gewinnausschüttung in % des Gewinns	30 %	74 %	95 %	85 %	80 %
	Schweiz	Österreich	Niederlande	Belgien	Schweden															
Kumulierte Rückstellungen 1996 in Mrd. Fr.	31	8	2	10	14															
Gewinnausschüttung in % des Gewinns	30 %	74 %	95 %	85 %	80 %															
1.13	BL	Unterstützung der Position der <b>FDK</b>																		
1.14	SH	<p>Was die Gewinnermittlung betrifft, können wir zwar der Regelung, dass die Nationalbank die Höhe der Währungsreserven selbst bestimmt, noch zustimmen. <b>Die Sicherheiten sollten aber eine volkswirtschaftlich sinnvolle Höhe nicht übersteigen.</b> Da der Betrag des Bilanzgewinns, der nach der Speisung des Reservefonds und der Dividendenausschüttung alsdann noch verbleibt, an die öffentliche Hand fällt, steht die <b>Festlegung der Reserven</b> in direktem Zusammenhang zur Höhe dieser Gewinnausschüttung. Wir beantragen deshalb, dass eine Regelung eingeführt wird, wonach <b>den Kantonen ein Mitspracherecht</b></p>																		

		(z.B. durch <b>Einsitznahme einer angemessenen Vertretung in einem entsprechenden Organ</b> ) zugestanden wird.
1.15	AR	<p>Im Vergleich mit anderen europäischen Ländern schüttet die <b>Schweiz nach wie vor wesentlich niedrigere Gewinne</b> aus und weist wesentlich mehr Mittel ihren Rückstellungen zu. Auch weist die Schweiz verglichen mit anderen Ländern der gleichen volkswirtschaftlichen Grössenordnung bedeutend höhere kumulierte Rückstellungen auf, welche vor allem in den letzten Jahren gebildet wurden. Zudem ist die Schweiz das einzige europäische Land, das seiner Zentralbank im Gesetz den Auftrag geben will, Währungsreserven zu bilden.</p> <p>Die <b>Sicherheiten der SNB sollten eine volkswirtschaftlich sinnvolle Höhe nicht überschreiten</b>. Der Überschuss ist der öffentlichen Hand ausbezahlen, damit diese sich entschulden kann bzw. nicht weiter verschulden muss. Nicht zuletzt wegen den bereits gebildeten hohen Rückstellungen, Währungs- und Goldreserven <b>erscheint es als fragwürdig, dass die SNB über die Höhe der Gewinnausschüttung allein entscheiden kann</b>. Es ist denkbar, dass ein Grossteil der Gewinne zur Erhöhung der Sicherheit bis in unbestimmte Höhe einbehalten und nur ein kleiner Teil ausgeschüttet wird.</p> <p>Der Regierungsrat unterstützt aus diesen Überlegungen den Vorschläge der FDK, die <b>Höhe der Währungsreserven durch einen Ausschuss bestimmen zu lassen, welchem Vertreter des Bundesrates, des Direktoriums der SNB und der Kantone angehören</b>. (Vgl. auch Kommentar zu Art. 43 E-NBG).</p>
1.16	AI	Die Ständekommission <b>unterstützt</b> die in Art. 27 Abs. 1 aufgeführte <b>Bestimmung, dass die Nationalbank bei ihrem Entscheid über die erforderliche Höhe der Währungsreserven die Entwicklung der schweizerischen Volkswirtschaft berücksichtigt</b> . Neben dem Wachstum kann sie <b>auch strukturelle Aspekte</b> , wie Bedeutung für Aussenhandel oder internationale Verpflichtung als Finanzplatz, berücksichtigen.
1.17	SG	<p><b>Die Bestimmung der Höhe der Währungsreserven und der Rückstellungen soll Sache der Nationalbank sein und keiner zusätzlichen Genehmigungsinstanz bedürfen. Die Nationalbank hat ihre Entscheide jedoch zwingend und nachvollziehbar zu begründen.</b></p> <p>Art. 27 E-NBG ist in unseren Augen eine sinnvolle Regelung zur Beantwortung der Frage, in welchem Umfang die Nationalbank Währungsreserven halten und Rückstellungen bilden soll. Der Reingewinn der Nationalbank ist direkt davon abhängig. Dass die öffentliche Hand, welche von diesem Reingewinn profitiert, ein Interesse zur Mitsprache in dieser Angelegenheit hat, ist naheliegend. <b>Es darf aber nicht sein, dass den Organen der Nationalbank durch eine ergänzende Genehmigungspflicht diese Kompetenz strittig gemacht wird und die Verantwortlichkeiten verwischt werden</b>. Willkürliche Entscheide im Zusammenhang mit der Bildung von Rückstellungen werden teilweise durch die Bestimmungen in Art. 27 Abs. 2 verhindert: Wo es um die Absicherung von Währungsrisiken geht, wird nämlich indirekt Art. 27 Abs. 1 wirksam (Entwicklung der schweizerischen Volkswirtschaft). <b>Einzig dort, wo ein Ermessensspielraum zur Absicherung weiterer Risiken auf den Aktiven gewährt wird, fehlt im Gesetzestext eindeutig das disziplinierende Element. Wir schlagen deshalb vor, Art. 27 Abs. 2 durch folgenden Satz zu ergänzen: "Sie begründet ihre Entscheide"</b>.</p>
1.18	GR	Wir sind der Ansicht, dass die <b>Höhe der Rückstellungen und Sicherheiten bei der SNB ein volkswirtschaftlich sinnvolles Mass nicht überschreiten sollte</b> . Wie im Kurzbericht der Expertengruppe (S. 11 Ziff. 6.2) ausgeführt wird, stellt sich bei der Gewinnermittlung die Frage, welchen Anteil ihres Gesamterfolgs die SNB als Gewinn ausweisen und somit an Bund und Kantone ausschütten und welchen Anteil sie als Rückstellungen zum Ausbau von Reserven zurückbehalten soll. Die optimale Höhe von Währungsreserven lässt sich nicht mit wissenschaftlicher Genauigkeit bestimmen. Die Expertengruppe schliesst daraus, dass es der SNB überlassen sein sollte, die Höhe der Reserven festzulegen. Dieser Schlussfolgerung können wir uns nicht anschliessen. <b>Da die Zuweisung zu den Reserven einen direkten Einfluss auf die Höhe des zu verteilenden Gewinnes hat, sind wir mit der FDK der Ansicht, dass ein Ausschuss, dem die Vertreter der Kantone im Bankrat angehören müssten, die Höhe der Reserven bestimmen sollte</b> .
1.19	AG	Unterstützung der Position der <b>FDK</b> .

1.20	TG	Unterstützung der Position der <b>FDK</b> .
1.21	TI	<p>La determinazione dell'utile è strettamente legata con la creazione delle riserve. Quest'ultime si cumulano in modo nettamente superiore a ciò che avviene presso altre banche centrali europee più aperte (Austria, Olanda, Belgio e Svezia); abbiamo un cumulo da 2 a 3 volte superiore. Questo significa che <b>gli utili determinati e che in parte devono essere ridistribuiti ai Cantoni sono artificialmente contenuti</b>. Pur considerando la difficoltà di stabilire una quota a priori di ricavi da suddividere in riserve e in distribuzione, <b>invitiamo il Consigli Federale a tenere conto di adeguate proporzioni tra utile distribuito e riserve</b> soprattutto considerando, che gli enti pubblici (Cantoni e Comuni) accumulano debiti mentre la BNS aumenta sproporzionatamente le sue riserve. Comprendiamo anche il fatto che in caso di crisi finanziaria della BNS la Svizzera non potrà far direttamente capo ai fondi previsti dal sistema monetario europeo integrato e che quindi si deve tutelare maggiormente contro i rischi di mercato; vi deve però essere un'adeguata proporzionalità tra rischio effettivo e riserve.</p> <p><b>Riteniamo corretto non introdurre un tasso fisso di riparto degli utili e prevedere invece “un’istanza d’approvazione”</b>; oltre al CF quest’istanza dovrebbe avere anche una rappresentanza dei Cantoni. Il tasso di crescita del PIL e il debito pubblico dei Cantoni potrebbero essere comunque indicatori di riferimento fissi per “l’istanza d’approvazione”. Va inoltre considerato che già oggi le riserve della banca nazionale sono sovradimensionate; perciò <b>si potrebbe valutare la possibilità di non accantonare più utili fino al raggiungimento della soglia ideale di riserva, distribuendo così nel frattempo maggiori quote di utili alla Confederazione e ai Cantoni</b>.</p>
1.22	VD	<p>La question fondamentale en vue de la détermination du bénéfice est de savoir selon quelles règles la BNS répartit son résultat annuel entre d'une part, le montant attribué aux provisions servant à constituer les réserves monétaires et, d'autre part, le bénéfice distribué à la Confédération et aux cantons.</p> <p>Les provisions d'une banque nationale ne devraient pas dépasser un volume raisonnable du point de vue économique. Or la BNS a constitué ces dernières années des réserves en monnaie et en or bien plus importantes que d'autres pays ayant une importance économique comparable.</p> <p>Le projet de loi tel que soumis en consultation prévoit de laisser à la BNS la compétence de déterminer, seule, le niveau des réserves monétaires et, par conséquent, celui des bénéfices sur lesquels la Confédération et les cantons ont des prérogatives constitutionnelles à faire valoir. <b>Le Conseil d'Etat est opposé aux dispositions contenues à l'art. 27 du projet de loi. Il estime que les cantons, de même que la Confédération, doivent être entendus lors de la détermination du niveau des réserves monétaires de la BNS</b> et propose que soit constitué un comité de 9 membres composé d'une délégation du Conseil fédéral, des trois membres du directoire de la BNS et des trois représentants cantonaux du conseil de banque (voir commentaire concernant art. 36 P-LBN). Le Conseil d'Etat propose de modifier l'art. 27 de la nouvelle loi selon la formulation suggérée par la Confédération suisse des directeurs des finances, soit :</p> <p><i>Art. 27 Détermination du bénéfice</i></p> <p><sup>1</sup><b>Le volume des réserves monétaires nécessaires à la conduite de la politique monétaire est déterminé par un comité. Ce faisant, il tient compte de l'évolution de l'économie suisse.</b></p> <p><sup>2</sup><b>Le comité se compose d'une délégation du Conseil fédéral, du directoire de la BNS ainsi que des 3 représentants cantonaux qui font partie du conseil de banque. La délégation du Conseil fédéral est formée de trois membres.</b></p> <p><sup>3</sup><b>La Banque nationale constitue, conformément au mandat du comité, des provisions qui lui permettent de maintenir les réserves monétaires au niveau requis et de couvrir les risques sur ses actifs.</b></p>
1.23	VS	<p>Si l'article 99, chiffre 2 de la nouvelle Constitution fédérale prévoit que la Banque nationale est une banque centrale indépendante, il pose aussi que celle-ci est administrée « avec le concours et sous la surveillance de la Confédération ».</p> <p>L'article 27 du projet de loi prévoit que c'est la Banque nationale elle-même qui détermine</p>

		<p>le volume de réserves monétaires nécessaires à la conduite de la politique monétaire, et que c'est elle-même qui décide de la constitution des provisions suffisantes afin de maintenir les réserves monétaires au niveau requis, et de couvrir les risques sur ses actifs.</p> <p>Conformément à l'avis de la CDF, nous estimons que <b>de telles compétences sont excessives</b>. En effet, la détermination des réserves et des provisions a une incidence directe sur la part de bénéfice distribué aux cantons et à la Confédération. Vu cette incidence, <b>il paraît fondé que la détermination des réserves monétaires, respectivement des provisions, ne soit pas laissée à la seule appréciation de la BNS, mais relève de la compétence d'un organe auquel sont associées les autorités politiques</b>. Dans ce sens, nous proposons que cette question soit traitée par <b>un comité de neuf membres</b> comprenant</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Trois membres du <b>directoire de la BNS</b></li> <li>➤ Une délégation de trois membres du <b>Conseil fédéral</b>,</li> <li>➤ Trois <b>représentants des cantons</b>.</li> </ul> <p>Une telle solution s'impose d'autant plus qu'actuellement, <b>sur le plan européen, la BNS constitue des réserves nettement plus importantes que les autres pays</b>, et distribue en conséquence une moins grande part de bénéfice aux collectivités publiques.</p>
1.24	NE	<p>La constitution impose à la BNS de constituer des réserves monétaires suffisantes à partir de ses revenus. A cet égard, le projet de loi délègue entièrement la compétence de déterminer le volume des réserves monétaire à la banque centrale elle-même. Cette proposition ne nous paraît <b>pas satisfaisante</b>.</p> <p>En regard des comparaisons internationales, la BNS a attribué jusqu'à présent une part bien plus importante de son bénéfice aux <b>réserves monétaires</b>. De ce fait, celles-ci <b>atteignent un volume dépassant sensiblement les objectifs visés</b>. A notre sens, <b>la BNS ne devrait donc plus constituer à l'avenir des provisions allant au-delà des besoins de la politique monétaire</b>. Par rapport aux dernières années, <b>la part de bénéfice redistribuée à la Confédération et aux cantons pourrait être notablement augmentée</b>.</p> <p>Dans la mesure où la constitution de réserves monétaires se répercute directement sur le bénéfice distribué à la Confédération et aux cantons, nous considérons que cette question <b>ne devrait pas être laissée à la libre appréciation de la BNS</b>. Il est important que <b>tant la Confédération que les cantons puissent se prononcer à ce sujet à travers une "instance d'approbation"</b> qui devrait en tout cas pouvoir déterminer le montant maximum des réserves monétaires à constituer au cours d'une période donnée.</p> <p>La Conférence des directeurs cantonaux des finances propose de constituer à cet effet un comité formé du directoire de la Banque, d'une délégation du Conseil fédéral et de trois représentants des cantons. Nous pourrions en principe nous rallier à cette proposition. Il faut relever cependant que la détermination annuelle du montant des réserves monétaires par ledit comité risque de rester sans effet sur la distribution du bénéfice, du moins à court terme, dès lors que celle-ci fera l'objet d'une convention pluriannuelle entre la BNS et le Département fédéral des finances (cf. art. 28 de la loi).</p> <p>A notre avis, il serait préférable que <b>tant le volume maximum des réserves monétaires à constituer au cours d'une période donnée que la répartition du bénéfice entre la Confédération et les cantons fassent l'objet d'une convention au sens de l'article 28, à laquelle les cantons devraient toutefois être associés</b>. Le montant du bénéfice à répartir sur plusieurs années ne peut en effet être déterminé sans qu'une réflexion soit menée au sujet du volume opportun des réserves monétaires. La solution que nous préconisons permettrait de <b>conduire les deux réflexions de manière cohérente au sein d'un même groupe</b>.</p> <p>Dans ce sens, nous proposons de modifier l'article 27 de la manière suivante:</p> <p><i>Art. 27 Détermination du bénéfice</i></p> <p><sup>1</sup><i>La Banque nationale constitue des réserves monétaires appropriées à la conduite de la politique monétaire. Ce faisant, elle tient compte de l'évolution économique.</i></p> <p><sup>2</sup><i>Le volume maximum des réserves monétaires à constituer pour une période donnée est fixé dans la convention prévue à l'article 28, alinéa 2.</i></p> <p><sup>3</sup><i>Inchangé</i></p>

		<p>Nous relevons que <b>notre proposition va dans le sens de la convention en vigueur</b>, celle-ci comportant d'ores et déjà une disposition relative à la création des réserves monétaires (croissance au même rythme que le PNB).</p> <p>Moyennant une telle convention, le degré de précision des dispositions de l'article 27 nous paraît suffisant. <b>Si la solution de l'instance d'approbation n'était pas retenue, il s'agirait alors que la loi fixe des règles plus précises à la BNS pour que celle-ci puisse déterminer le volume optimal des réserves monétaires avec une marge de manœuvre restreinte.</b> Ces dispositions légales pourraient, par exemple, fixer la fourchette dans laquelle pourrait varier le montant total des réserves monétaires à prendre en compte avant la détermination du bénéfice à répartir entre les ayants droit, ou encore fixer la croissance des réserves monétaires dans une certaine proportion par rapport à celle du PNB.</p>
1.25	GE	<p>En matière de réserves, on ne peut s'empêcher de faire le constat suivant : <b>d'une part, les montants constitués dans le passé ont été largement supérieurs aux besoins</b> de la politique monétaire, et <b>d'autre part, le résultat de leur gestion n'a pas été très satisfaisant</b>, avec un coût d'opportunité des collectivités publiques (Confédération et cantons).</p> <p>Afin d'éviter au moins partiellement ces inconvénients dans le futur, <b>nous souhaitons qu'un niveau maximal consenti pour la constitution de réserves soit introduit dans la loi.</b> Celui-ci pourrait s'exprimer en fonction du produit intérieur brut. Il nous semble opportun qu'<b>une étude détaillée soit menée</b> en la matière.</p>
1.26	JU	<p>En comparaison avec d'autres pays européens, la Suisse ne répartit, aujourd'hui encore, qu'une faible partie de ses bénéfices et attribue, par contre, des montants bien plus substantiels aux provisions. Ainsi, <b>la Suisse accumule des réserves bien plus importantes que d'autres pays</b> dont l'importance économique est comparable; ces réserves ont été principalement constituées au cours des dernières années.</p> <p><b>Que la BNS puisse, de sa propre autorité, fixer le volume des réserves en devises nous fait émettre quelques critiques.</b> La part au bénéfice distribuée aux cantons et à la Confédération est d'autant moins grande que le montant attribué aux réserves est élevé. On peut encore souligner que la Suisse est le seul pays européen qui donne un mandat légal à sa banque centrale de constituer des réserves en devises.</p> <p><b>Les provisions de la BNS ne doivent pas dépasser une limite raisonnable du point de vue économique.</b> Le surplus doit être versé au pouvoir public afin que la Confédération et les cantons puissent se désendetter, respectivement qu'ils ne doivent pas continuer à s'endetter. C'est en considérant les importantes réserves déjà constituées en monnaie et en or que nous doutons du bien-fondé de la compétence de la BNS à décider seule du volume du bénéfice, ainsi que l'art. 27 le prévoit.</p> <p>C'est pour ces raisons que <b>nous rejetons l'art. 27 tel qu'il est présenté. Le volume des réserves monétaires doit être déterminé par un petit comité</b> qu'il faut encore constituer. <b>Ce dernier (comportant 9 membres) pourrait se composer de 3 représentants de la direction générale de la BNS, d'une délégation de 3 membres du Conseil fédéral et des 3 représentants cantonaux du conseil de banque</b> (cf. nos remarques concernant art. 36 P-LBN). Il faudrait ainsi modifier l'art. 27 de la manière suivante :</p> <p><i>Art. 27 Détermination du bénéfice</i></p> <p><sup>1</sup><i>Le volume des réserves monétaires nécessaires à la conduite de la politique monétaire est déterminé par un comité. Ce faisant, il tient compte de l'évolution de l'économie suisse.</i></p> <p><sup>2</sup><i>Le comité se compose d'une délégation de 3 membres du Conseil fédéral, de 3 représentants de la direction générale de la BNS ainsi que de 3 représentants cantonaux qui font partie du conseil de banque.</i></p> <p><sup>3</sup><i>La Banque nationale constitue, conformément au mandat du comité, des provisions qui lui permettent de maintenir les réserves monétaires au niveau requis et de couvrir les risques sur ses actifs.</i></p>
3.01	FDP	<p>Die FDP stimmt der Aussage zu, dass diese Frage - speziellermassen - <b>nicht verpolitisiert</b> werden darf. Die SNB als autonome Zentralbank soll auch die notwendigen Währungsreserven bestimmen können, ohne dass politische Einwirkungen, die nicht in erster Linie dem Bankenauftrag (vgl. Art. 5 E NBG) verpflichtet sind, Einfluss gewinnen sollen. In</p>

		diesem Sinne <b>begrüssen wir auch die vorgeschlagene Kompetenz der SNB, die Höhe der Währungsreserven unter Berücksichtigung der schweizerischen Volkswirtschaft und ohne nachträgliche „Genehmigungsinstanz“ autonom bestimmen zu können.</b> Wir erachten zudem die gesetzliche <b>Formulierung einer „optimalen Höhe“ der Währungsreserven als nicht angebracht</b> , da diese nicht zum vorneherein bestimmbar ist. Mit der Verpflichtung der SNB, im Rahmen ihrer Gewinnermittlungskompetenz die volkswirtschaftliche Entwicklung zu berücksichtigen, ist einerseits die notwendige Freiheit, andererseits die entsprechende Pflicht, in der notwendig flexiblen Formulierung genügend festgeschrieben.
3.02	CVP	<p>Die CVP teilt die Auffassung der Expertenkommission, wonach aus Art. 99 Abs. 3 nBV folgt, dass die Nationalbank autonom über die Bildung der Währungsreserven entscheiden kann. Bekanntermassen ist jedoch die notwendige Höhe der Währungsreserven – gerade weil sich ihre optimale Höhe nicht mit wissenschaftlicher Genauigkeit bestimmen lässt – umstritten. Aus diesem Grund ist <b>in die Botschaft eine vertiefte Beurteilung der jetzigen Währungsreservesituation aufzunehmen.</b> Zur Vermeidung künftiger Streitigkeiten schlägt die CVP zudem vor, <b>entweder die Mitbestimmung des Bankrats bei der Höhe der Währungsreserven vorzusehen</b> (i.d.S., dass der Bankrat auf Antrag des Direktoriums über die Höhe der Währungsreserven entscheidet), <b>oder aber klarere gesetzliche Vorgaben zur Höhe der zu bildenden Währungsreserven zu machen</b>, wobei das Direktorium autonom handeln würde.</p> <p>Die Leitplanke, dass die SNB bei der Bestimmung der Höhe der Währungsreserven die Entwicklung der Volkswirtschaft zu berücksichtigen hat (Art. 27 Abs. 1, 2. Satz) erachten wir grundsätzlich als richtig. Sie ist jedoch zu wenig präzise. Wir schlagen deshalb vor, dass für die Bildung der Währungsreserven <b>konkretere Kriterien, z.B. „entsprechend dem Wachstum des Bruttoinlandprodukts“</b>, festgelegt werden; vorbehalten bleibt eine wesentliche Änderung der Risikosituation.</p>
3.03	SPS	<p>Für die Bestimmung der geldpolitisch notwendigen Währungsreserven gibt es keine klare, von den Ökonomen akzeptierten Regeln. Im Vergleich mit anderen Ländern ist es wegen der starken Aussenhandelsverflechtung und weil die Schweiz eine eigenständige Geld- und Wechselkurspolitik verfolgt <b>sinnvoll, dass die SNB über vergleichsweise hohe Devisenreserven verfügt.</b> Diese stellen einen gewissen Schutz gegen Wechselkursstürbungen dar, insbesondere falls der Schweizer Franken einmal einer Vertrauenskrise ausgesetzt sein sollte (auch wenn solches heute als völlig unwahrscheinlich erscheint, kann ein solcher Fall nicht ausgeschlossen werden).</p> <p>Dementsprechend ist die <b>Festlegung der (für die Geldpolitik) nötigen Devisenreserven Teil der Geldpolitik</b>, welche gemäss Verfassung von der Nationalbank <b>unabhängig</b> geführt werden soll. Gleichzeitig sind auch diese – wie alle geldpolitischen - Entscheidungen <b>politischer Natur</b>, weshalb sie <b>nicht allein dem Direktorium der Nationalbank überlassen</b> werden können. Deshalb fordern wir,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ dass <b>im Gesetz Kriterien benannt</b> werden, nach denen sich die Gewinnermittlung zu richten hat;</li> <li>➤ dass der <b>Bankrat</b> in seiner Aufsichtsfunktion die vom Direktorium vorgeschlagene Politik der Devisenreserven <b>genehmigen</b> muss.</li> </ul> <p>Sodann sind wir der Meinung,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ dass die <b>Bewirtschaftungserträge</b> (Zinsen aus Anlagen ohne Währungsgewinne und ohne Wertberichtigungen) <b>voll abzuliefern</b> seien, und</li> <li>➤ dass die <b>Bewirtschaftung operativ aus der Nationalbank ausgliedern</b> sei.</li> </ul>
3.04	SVP	<p>Die SVP befürwortet, dass die SNB die <b>Höhe der Währungsreserven</b>, die zur Führung der Geld- und Währungspolitik notwendig sind, <b>autonom bestimmen</b> kann. Nur mit dieser Unabhängigkeit kann sie auch ihre Zielsetzung der Preisstabilität erreichen. Eine <b>Genehmigungsinstanz würde die Unabhängigkeit der SNB gefährden.</b></p> <p>Die Höhe der notwendigen Währungsreserven lassen sich nicht eindeutig bestimmen, deshalb muss auf weitere gesetzliche Richtlinien verzichtet werden. Art. 27 Abs. 1: <i>"Sie [die SNB] berücksichtigt dabei die Entwicklung der schweizerischen Volkswirtschaft"</i> zielt auf die gleiche Zielsetzung wie Art. 5. Die SVP plädiert deshalb für die <b>Streichung</b> dieser un-</p>

		nötigen einseitigen Präzisierung der Verantwortung der SNB.
3.05	PLS	<p>Nous sommes d'avis que <b>la BNS devrait pouvoir déterminer de manière autonome le volume des réserves monétaires qui lui paraissent nécessaires</b>. Un tel pouvoir nous semble faire partie du principe d'indépendance consacré par le projet de loi.</p> <p><b>S'il devait y avoir une instance d'approbation, il devrait alors s'agir plutôt du Conseil de banque et non du Conseil fédéral.</b> Si des directives plus précises relatives aux réserves monétaires devaient être élaborées, elles ne devraient pas être inscrites dans la loi. Dans la logique de ce qui précède, elles <b>devraient être émises par la Direction générale et approuvées par le Conseil de banque.</b></p>
3.06	Grüne	<p>Art. 27 E-NBG überlässt es der SNB, die Höhe ihrer Währungsreserven selber zu bestimmen. Sie kann nach eigenem Ermessen Rückstellungen bilden. Durch die Bildung von Rückstellungen werden die Ausschüttung der Gewinne an Bund und Kantonen verringert; diese Gebietskörperschaften müssen daher ihre SteuerzahlerInnen stärker belasten, was indirekt bedeutet, dass die SteuerzahlerInnen die Währungsreserven der SNB mitfinanzieren. <b>Überlässt man die Bildung der Währungsreserven nun einzig und allein der SNB, mutet sich das in einem demokratischen Staat reichlich exotisch an.</b> Es ist zwar der Expertengruppe zuzustimmen, dass die „optimale Höhe“ der Reserven sich nicht mit „wissenschaftlicher Genauigkeit“ bestimmen lässt. Gemäss von Ungern-Sternberg hat die SNB jedoch Reserven in einem Ausmass gebildet, die jenseits der Kategorie von Genauigkeit schlicht und einfach viel zu hoch sind (<i>von Ungern-Sternberg, Th. und M. Jametti (2001). Der Bericht der Expertengruppe: „Reform der Währungsordnung“. Eine kritische Würdigung. Ecole des HEC</i>). Dies darf nicht verwundern. Lässt man eine Institution jenseits aller Kontrolle nach ihrem Gutdünken walten, dürfte diese in den meisten Fällen ihren Eigeninteressen folgen. Da die Finanzen von Bund und Kantonen dadurch jedoch tangiert werden, ist deshalb eine demokratische Kontrolle notwendig.</p> <p>Weitere Probleme können sich aus der Notwendigkeit ergeben, die Reserven gewinnbringend anzulegen. Aufgrund von Rentabilitätsanforderungen wird die SNB auch Engagements in Aktien tätigen. Hat sie viele Reserven, die sie aktiv bewirtschaften muss, droht eine <b>Beeinflussung der Geldpolitik in Richtung einer möglichst rentablen Entwicklung ihrer Finanzanlagen</b>. Dies kann jedoch dem „wirtschaftlichen Gesamtinteresse“ zuwiderlaufen. Auch deshalb ist Zurückhaltung bei der Bildung von Reserven angezeigt.</p> <p><b>Unseres Erachtens sind somit entweder konkrete Bestimmungen im Gesetzestext über das Ausmass der Reservehaltung der SNB notwendig oder es muss eine von der SNB unabhängige Institution gesetzlich bestimmt werden, welche die Bildung von Reserven durch die SNB kritisch überprüft.</b></p>
4.01	economie-suisse	<p>Die Frage nach der "richtigen" Höhe der für die Geld- und Währungspolitik benötigten Währungsreserven dürfte wohl zu einer der umstrittensten Fragen der ganzen Revision des NBG werden. Zum einen gibt es keine allgemein gültige Regel zur Bestimmung der optimalen Währungsreserven. Zum andern dürfte es kaum an Stimmen fehlen, die höhere Gewinnausschüttungen der SNB für alle möglichen Zwecke verlangen.</p> <p>Sinnvollerweise ist <b>bei der Bestimmung des Umfangs an Währungsreserven</b>, welche die Notenbank zur Erfüllung ihres geld- und währungspolitischen Auftrages benötigt, <b>von deren wichtigsten Funktionen auszugehen</b>: Stärkung des <b>Vertrauens in die Währung</b>, <b>Vermeidung von Währungsturbulenzen</b> und <b>"Notgroschen"</b> für Krisenzeiten. Dabei kommt der Grösse und Offenheit eines Landes sowie der Auslandsverflechtung des Finanzsektors besondere Bedeutung zu. Kleine, stark weltwirtschaftsverflochtene Länder halten im Verhältnis zum Bruttoinlandprodukt höhere Reserven als grosse Länder. Im weiteren bilden ausreichende Währungsreserven gleichsam ein funktionales Äquivalent für die aufgehobene Golddeckungspflicht. Schliesslich ist davon auszugehen, dass es nicht Aufgabe der SNB sein kann, einen maximalen Ertrag auf den Währungsreserven zu erwirtschaften. Aus dieser Perspektive können sowohl der heutige Bestand an Währungsreserven als auch die Rückstellungen zur Abdeckung von Wechselkurs- und Zinsrisiken als ausreichend bezeichnet werden.</p> <p><b>Aus politökonomischer Sicht</b> ist die bei der Bestimmung der Höhe der Währungsreserven vorgesehene <b>Kompetenzregel zugunsten der Nationalbank begründbar und zweckmässig</b>. Dessen ungeachtet sind <b>gegen eine übermässige Reservenbildung zu Lasten der Destinatäre der Gewinnverteilung gewisse zusätzliche Sicherungen einzu-</b></p>

		<p><b>bauen</b>, wie sie im Expertenbericht implizite auch angesprochen werden. Das spricht vor allem dafür, bei der Bildung von Währungsreserven auf die Funktionen abzustellen und auch deren Kosten und Nutzen zu berücksichtigen.</p> <p>In diesem Lichte schlagen wir vor, <b>explizitere Richtlinien bei der Festlegung der Höhe der Währungsreserven</b> aufzunehmen. Art. 27 Abs. 1 ist deshalb wie folgt zu ergänzen:</p> <p><i>"Die Nationalbank bestimmt die Höhe der Währungsreserven die zur Führung der Geld- und Währungspolitik notwendig sind. Sie berücksichtigt dabei die wichtigsten Funktionen der Währungsreserven, deren Kosten und Nutzen sowie die Entwicklung der schweizerischen Volkswirtschaft."</i></p>
4.02	USAM	<p>Il est <b>primordial d'éviter une « politisation » de cette question</b> et de soumettre la BNS aux pressions de la Confédération et des cantons. Dès lors, <b>il est essentiel que la Banque nationale détermine elle-même le volume des réserves nécessaires</b> à la conduite de sa politique monétaire. Cette autonomie se justifie d'autant plus que l'un des buts premiers de ce projet de loi est de concrétiser l'indépendance de la BNS.</p> <p>Il est par ailleurs primordial que la BNS puisse bénéficier de réserves monétaires importantes face à des turbulences monétaires que nécessitent des interventions massives sur le marché des changes.</p>
4.03	SAV	Unterstützung der Position <b>von economiesuisse</b> .
4.04	SBV	<p>Wir <b>befürworten</b> die Bestimmung von Art. 27 E-NBG, wonach die <b>SNB die Höhe der für ihre Geldpolitik notwendigen Währungsreserven autonom bestimmen</b> kann. Für uns ist wichtig, dass die <b>Entscheidung nicht auf politischer Ebene</b> (BR, Parlament) erfolgt; die Unabhängigkeit ist am Besten gewährleistet, wenn das Direktorium wie bisher selbst die Entscheidung trifft. Währungsreserven spielen eine wichtige Rolle, wenn es darum geht, Währungskrisen vorzubeugen bzw. zu überwinden. Da die SNB weiterhin eine eigenständige Geld- und Währungspolitik verfolgt, muss sie im Fall von Finanzkrisen auch auf genügend Reserven zurückgreifen können. Deren <b>angemessene Höhe lässt sich nicht à priori durch eine gesetzliche Regel bestimmen</b>. Im Sinne einer Kompetenznorm ist deshalb Art. 27 E-NBG zu begrüssen. Dort wird festgehalten, dass die SNB bei ihrem Entscheid über die erforderliche Höhe der Währungsreserven die <b>Entwicklung der schweizerischen Volkswirtschaft</b> berücksichtigt. <b>Nebst</b> dem Wachstum kann die SNB dabei <b>auch strukturelle Aspekte wie z.B. die Bedeutung des Aussenhandels oder die internationale Verflechtung des Finanzplatzes</b> berücksichtigen.</p>
4.05	FRSP	<p>L'article 99 alinéa 3 de la Constitution fédérale impose à la BNS de constituer, à partir de ses revenus, des réserves monétaires suffisantes. Dans la pratique, la BNS répartit son résultat global entre les provisions servant à constituer des réserves monétaires et le bénéfice distribué à la Confédération et aux cantons. Il est par ailleurs admis que la BNS accroît en principe ses réserves monétaires au rythme de l'augmentation du produit national brut nominal.</p> <p>Cette manière de faire doit, à notre avis, être maintenue. <b>La détermination du volume des réserves nécessaires (et partant celle du bénéfice) doit rester de la seule compétence de la BNS en sa qualité de banque centrale indépendante. Nous récusons donc la création d'une "instance d'approbation" et nous nous opposons à l'introduction dans la LBN de directives relatives au niveau optimal des réserves monétaires.</b></p>
4.06	SGB	<p>Für die Bestimmung der geldpolitisch notwendigen Währungsreserven gibt es keine klare, von den Ökonomen akzeptierten Regeln. Im Vergleich mit anderen Ländern ist es wegen der starken Aussenhandelsverflechtung und der eigenständigen Geld- und Wechselkurspolitik der Schweiz <b>sinnvoll, dass die SNB über vergleichsweise hohe Devisenreserven verfügt</b>. Diese stellen einen gewissen Schutz gegen Wechselkursturbulenzen dar, insbesondere falls der Schweizer Franken einmal einer Vertrauenskrise ausgesetzt sein sollte (auch wenn solches heute als völlig unwahrscheinlich erscheint, kann ein solcher Fall nicht ausgeschlossen werden). Dementsprechend ist die <b>Festlegung</b> der (für die Geldpolitik) nötigen Devisenreserven <b>Teil der Geldpolitik, welche gemäss Verfassung von der Nationalbank unabhängig geführt werden soll</b>. <b>Gleichzeitig</b> sind auch diese – wie alle geldpolitischen - <b>Entscheidungen politischer Natur</b>, weshalb sie nicht allein dem Direktorium der Nationalbank überlassen werden können. Deshalb schlagen wir vor, dass <b>der Bankrat in seiner Aufsichtsfunktion die vom Direktorium vorgeschlagene Politik</b></p>

		<b>der Devisenreserven genehmigen muss.</b>
4.07	SKV	<p>Aufgrund der im internationalen Vergleich hohen Aussenhandelsverflechtung und der nach wie vor eigenständigen Geld- und Wechselkurspolitik der Schweiz ist es <b>sinnvoll, dass die SNB über vergleichsweise hohe Devisenreserven verfügt</b>, die einen gewissen Schutz gegen Wechselkurssturbulenzen bieten. Allerdings gibt es keine wissenschaftlich eindeutigen Kriterien, wie hoch diese Reserven sein sollen. Grundsätzlich ist es <b>Aufgabe der Nationalbank bzw. des Direktoriums, die Höhe der für die Geldpolitik benötigten Devisenreserven festzulegen.</b></p> <p>Allerdings erachten wir eine <b>gewisse Oberaufsicht als unumgänglich</b>: Der Aufbau von Devisenreserven darf nicht Selbstzweck werden und dazu verwendet werden, mögliche Gewinnausschüttungen der SNB an den Bund und die Kantone zu umgehen. Um hier eine gewisse Kontrolle zu ermöglichen, sprechen wir uns dafür aus, <b>dass der Bundesrat – unterstützt allenfalls von gewissen Richtlinien – zu der vom Direktorium vorgeschlagenen Politik der Devisenreserven regelmässige Stellung nehmen muss.</b></p>
5.03	SNB	<p>Wir beantragen, Art. 27 E-NBG wie folgt zu fassen:</p> <p><sup>1</sup><i>Die Nationalbank bildet Rückstellungen, die es erlauben, die Währungsreserven auf der geld- und währungspolitisch erforderlichen Höhe zu halten. Sie orientiert sich dabei an der Entwicklung der schweizerischen Volkswirtschaft und berücksichtigt die Geschäftsrisiken.</i></p> <p><sup>2</sup><i>Der verbleibende Ertrag ist ausschüttbarer Gewinn.</i></p> <p>Der Inhalt von Art. 27 Abs. 1 und 2 (Fassung der Expertenkommission) erscheint <b>überdeterminiert</b>. Wenn die Nationalbank Rückstellungen aus ihren Erträgen bilden kann, um - im Sinne von Art. 99 Abs. 3 BV - ein ausreichendes Wachstum der Währungsreserven sicherzustellen, bestimmt sie auch die Höhe dieser Währungsreserven. Der Normgehalt von Art. 27 E-NBG kann daher in einem einzigen Absatz (1) zusammengefasst werden.</p> <p>Wichtig erscheint uns, im Kommentar zu Art. 27 E-NBG noch zu verdeutlichen, dass mit "Entwicklung der schweizerischen Volkswirtschaft" nicht die konjunkturelle Entwicklung (im Sinne von Art. 5 Abs. 1 E-NBG) gemeint ist, sondern das Wachstum des BIP und der Auslandverflechtung des Finanzsystems (vgl. auch Expertenbericht, S. 140). Ferner sollten im Gesetzestext <b>als Kriterium für die Bemessung der Rückstellungen die "Geschäftsrisiken" im gleichen Zuge genannt werden</b>. Gemeint sind damit sowohl die Risiken auf den Aktiven (bisher erwähnt in Art. 27 Abs. 2 E-NBG) als auch die betrieblichen Risiken, denen die SNB in ihrer Tätigkeit ausgesetzt ist. Als Zentralbank trägt die SNB namentlich hohe Währungsrisiken auf ihren Devisenanlagen sowie das Preisrisiko auf dem Goldbestand - Risiken, die sie im Unterschied zu einer privaten AG nicht absichern kann und die einen Hauptgrund für den hohen Bedarf an Rückstellungen bilden.</p> <p>Der neu in Art. 27 E-NBG einzufügende Absatz 2 bildet das Bindeglied zur Überschrift "Gewinnermittlung"; es soll klargestellt werden, dass sämtlicher nach Dotierung der Rückstellungen verbleibender Ertrag ausschüttbarer Gewinn ist. Diese Präzisierung dürfte nicht zuletzt deshalb sinnvoll sein, weil die SNB inskünftig - im Unterschied zu einer privaten AG (Art. 761 OR) - über keine gesetzlichen Reserven mehr verfügen wird.</p>
5.08	RBA	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.09	VSKB	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.10	VSV	<p>Der Gewinn ist das Resultat einer unternehmerischen Tätigkeit, welche auch einen Verlust zu Folge haben kann. Die unternehmerische Tätigkeit der SNB besteht in der Verwendung von Währungsreserven als Betriebsmittel. Der E-NBG enthält kaum Bestimmungen über die Gewinnermittlung der SNB. Für die Aufstellung der Bilanz und Erfolgsrechnung wird auf die Bestimmungen des Obligationenrechts und die allgemein anerkannten kaufmännischen Grundsätze verwiesen. Für die für den Gewinnausweis äusserst wesentliche Größenordnung, die Bildung der Rückstellungen, wird in allgemeiner Form auf die Notwendigkeit der Führung der Geld- und Währungspolitik und Entwicklung der schweizerischen Volkswirtschaft verwiesen.</p> <p>Damit wird die <b>Bestimmung des Gewinnes ausschliesslich in die Hände der Verwaltung</b> der SNB gelegt.</p>

		<p>Bei den Währungsreserven handelt es sich um <b>Volksvermögen</b>. Dieser Bestandteil des Volksvermögens wird der SNB zur treuhänderischen Verwaltung in weitgehend freiem Ermessen anvertraut. Nach dem E-NBG ist vorgesehen, dass der Vermögensverwalter auch noch bestimmen darf, welcher Anteil der Rendite seinem Kunden zur Verfügung zu stellen ist und welchen Anteil der Rendite der Vermögensverwalter für die weitere Anlage beansprucht. Unter diesem Gesichtspunkt sind die Gewinnermittlungsbestimmungen des E-SNB etwas sonderbar. <b>Dem Treugeber wird damit die Verfügungsgewalt über sein Vermögen auf Dauer entzogen.</b></p> <p>Wir sind deshalb der Auffassung, dass ein neues Nationalbankengesetz Bestimmungen darüber zu enthalten hat, wie der Gewinn zu ermitteln ist. <b>Das heisst, die Vorschriften über Bildung der Währungsreserven müssen durch Rechtssatz bestimmt sein und dürfen nicht in das freie Ermessen der Verwaltung der SNB gelegt werden.</b> Jedenfalls muss dies für den auf den Währungsreserven erzielten Gewinn zutreffen.</p> <p>In der Vergangenheit hat die SNB Gewinne nicht ausgewiesen und verteilt, sondern durch Reservebildung unausgewiesen thesauriert. Ohne Einbezug der stillen Reserven auf den Goldbeständen belaufen sich die durch Rückstellungen thesaurierten Gewinne per Ende 2000 auf ca. CHF 38 Mrd., was bereits ca. 90% der Zentralbankgeldmenge von rund CHF 42 Mrd. im Jahr 2000 entspricht. Allein dies zeigt, dass die SNB bisher nicht gewillt war, Gewinne auszuweisen.</p> <p>Nur am Rande sei vermerkt, dass parallel zur Äufnung dieser überproportionalen Reserven die Verschuldung der Kantone massiv angestiegen ist. Durch angemessenen Gewinnausweis und entsprechende Ausschüttungen hätte dieser Missstand zumindest gelindert werden können. Auch aus diesem Grund ist es erforderlich, der Verwaltung der Zentralbank klare Vorschriften für den Gewinnausweis zu machen.</p> <p>Vor diesem Hintergrund erscheint es uns angezeigt, dass die <b>SNB neu durch Gesetz (präzisiert durch bundesrätliche Verordnung) verpflichtet wird, einen Grossteil der Netto-Zinserträge (mindestens drei Viertel) an Bund und Kantone abzuführen.</b> Dabei sind <b>wechselkurs- und zinsbedingte Wertschwankungen nicht zu berücksichtigen, da die Zentralbank über die Mittel und Voraussetzungen zur Absicherung solcher Risiken verfügt.</b></p> <p><u>Exkurs: Bildung von Sondervermögen:</u></p> <p>Die Rückstellungen (Reserven) der SNB haben heute unter Miteinbezug der Goldreserven einen Umfang, der mehr als das Doppelte der Zentralbankgeldmenge abdeckt. Diese Überdeckung ist im internationalen Kontext einmalig. Keine andere Zentralbank hat die ihr zustehenden Ermessensspielräume dazu verwendet, um Reserven in einem derartigen Umfang zu bilden.</p> <p>Die SNB hat in der Vergangenheit damit argumentiert, dass dies zur Stärkung des Vertrauens in den Schweizerfranken erforderlich sei. Ob allerdings die Stärke unserer Währung in kausalem Zusammenhang mit diesen einmalig hohen Währungsreserven steht, ist wissenschaftlich nicht erhärtet. Dies auch vor dem Hintergrund, dass die hohe Reservebildung und –bindung der Zentralbank auch negative Auswirkungen auf den Verschuldungsgrad der Gemeinwesen hatte. Dem Verschuldungsgrad der Gemeinwesen kommt jedoch aus währungspolitischer Sicht heute eine grössere Bedeutung zu als dem Umfang der Währungsreserven der Zentralbank. Wir verweisen diesbezüglich auf die Konvergenzkriterien für die Teilnahme der Mitgliedstaaten am europäischen Währungssystem.</p> <p>Wir erachten es deshalb als angezeigt, dass die übermässigen Reserven der SNB zumindest teilweise in ein Sondervermögen ausgegliedert werden, welches dazu dienen soll, die Gleichmässigkeit des Gewinnausweises der SNB und damit der Gewinnausschüttungen an Bund und Kantone zu gewährleisten.</p>
5.11	Industrie-Holding	<p>Die Aufnahme einer <b>Klausel zur Gewinnermittlung und –verteilung, die der heutigen Praxis entspricht, ist zu begrüessen.</b> Wichtig ist hierbei, dass die <b>Bestimmung der Höhe wie auch der Zusammensetzung der Währungsreserven in der Kompetenz der Nationalbank (und zwar mit Vorzug des Direktoriums) liegt</b> und dadurch <b>unabhängig von fiskalpolitischen Pressionen</b> erfolgen kann.</p>
5.12	CP	<p>Il est essentiel que la Banque nationale détermine elle-même le volume des réserves nécessaires à la conduite de sa politique monétaire. Cette décision peut en effet entrer en</p>

		conflit avec les désirs de la Confédération ou des cantons de voir les bénéfices de l'Institut d'émission maximisés puisque, après le versement du dividende aux actionnaires, il leur est réparti. Il y a lieu de répéter ici que <b>la BNS a pour tâche principale de maintenir la stabilité des prix</b> ce qui, en période de turbulences monétaires, peut nécessiter des interventions massives sur le marché des changes et, par la suite, des pertes qui ne le sont pas moins comme on a pu le voir dans la deuxième partie des années 1970. La Suisse est un petit <b>îlot monétaire</b> face au dollar et aujourd'hui à l'euro. <b>Elle devra, demain encore plus qu'hier, être capable de répondre aux vagues spéculatives qui précèdent et accompagnent toujours les périodes de troubles.</b> En pareilles circonstances, il n'est certes pas possible de soutenir à bout de bras des monnaies étrangères qui s'effondrent, mais il est important que, par le volume de ses réserves monétaires, l'Institut d'émission soit capable de faire face aux pertes de change excessives qu'elle peut enregistrer dans ses opérations, <b>une politique de réserves « trop importantes » étant aussi de nature à dissuader une partie de la spéculation en illustrant les capacités d'action de la BNS.</b>
5.13	HEV	Im Dienste der von uns unterstützten Unabhängigkeit der SNB soll sie <b>selber und in eigener Verantwortung die Höhe der notwendigen Währungsreserven unter Berücksichtigung der Schweizer Volkswirtschaft bestimmen</b> können.
6.01	FBS	Zur Höhe der Währungsreserven s. Kommentar zu Art. 5 Abs. 2 Bst. e E-NBG.
6.02	INWO	Zur Höhe der Währungsreserven s. Kommentar zu Art. 5 Abs. 2 Bst. e E-NBG.

Tableau 30: Art. 28 Répartition du bénéfice

N°	Abréviation	Propositions
1.00	FDK	Schliesslich <b>unterstützen wir die faktische Beibehaltung des Verteilschlüssels zwischen den Kantonen bis zur Einführung des Neuen Finanzausgleichs.</b> Somit <b>unterstützen wir auch den Verzicht auf die Pro-Kopf-Ausschüttung</b> von 80 Rappen an die Kantone.
1.01	ZH	Der <b>bisherige Verteilschlüssel ist beizubehalten</b> , wobei die <b>Abschaffung der Pro-Kopf-Ausschüttung an die Kantone vertretbar</b> erscheint.  Obgleich eine Ausschüttung nach den tatsächlich erzielten Erträgen den sich wandelnden Marktgegebenheiten besser Rechnung tragen würde, <b>vereinfacht eine Vereinbarung zur Verstetigung der Ausschüttungsbeträge über eine Fünfjahresperiode den Budgetierungs- und Planungsprozess innerhalb des Kantons. Wir bevorzugen deshalb die letztgenannte Variante.</b>
1.03	LU	Die <b>Mindestbeteiligung der Kantone im Umfang von 2/3 am Gewinn der SNB</b> ist in Art. 99 Abs. 4 BV festgeschrieben. Dieses Verteilverhältnis entspricht - abgesehen vom Wegfall der bisherigen Vorabauschüttung der Pro-Kopf-Beiträge an die Kantone - der aktuellen Situation. Eine <b>Erhöhung des Kantonsanteils wäre im Rahmen der politischen Diskussion um den Neuen Finanzausgleich zu prüfen.</b>  Unseres Erachtens ist es <b>nicht angezeigt, den Verteilschlüssel zwischen den Kantonen für die kurze Übergangszeit ab Inkrafttreten des neuen Nationalbankengesetzes bis zur Einführung des Neuen bundesstaatlichen Finanzausgleiches zu ändern.</b> Zwar liegt es im Interesse des ganzen Landes und der eidgenössischen Volkswirtschaft, dass die Leistungsfähigkeit der Kantone so ausgeglichen wie möglich wird, doch ist ein entsprechender finanzieller Ausgleich fundiert zu prüfen und auf längere Sicht anzustreben. Eine kurzfristige Änderung des Verteilschlüssels würde sich nicht nachhaltig auswirken. Der <b>Verzicht auf die Pro-Kopf-Ausschüttung (Fr. 5.5 Mio./Jahr) erscheint uns richtig</b> , zumal deren Höhe im Vergleich zur Gesamtausschüttung (Fr. 1.5 Mrd./Jahr) vernachlässigbar klein ist.  <b>Wir unterstützen die Verstetigung der Gewinnausschüttungen.</b> Sie erleichtert nicht nur die Budgetierung bei Bund und Kantonen, sondern ist auch ein Beitrag zur besseren Verständlichkeit der kantonalen und eidg. Abschlüsse, da somit unerwartete Schwankungen der Ergebnisse durch Nationalbankgewinne vermieden werden. Die im Gesetz zu verankernde Kompetenz des EFD und der SNB, Vereinbarungen zur Verstetigung der Ausschüttungsbeiträge abschliessen zu können, institutionalisiert formell dieses Anliegen.

1.04	UR	<p>Wir <b>unterstützen die faktische Beibehaltung des Verteilschlüssels</b> zwischen den Kantonen (gemäss Wohnbevölkerung und Finanzkraft) bis zur Einführung des Neuen Finanzausgleichs. Somit unterstützen wir auch den Verzicht auf die Pro-Kopf-Ausschüttung von 80 Rp. an die Kantone.</p> <p>Eine <b>Verstetigung</b> der Ausschüttung an die Kantone ist <b>aus Gründen der Planbarkeit sinnvoll</b>. Dies hat jedoch nichts mit der Gewinnermittlung zu tun. <b>Vielmehr ist der Gewinn, anders als heute, unabhängig von der geplanten Ausschüttung zu ermitteln</b>. Allfällige Differenzen sind ausdrücklich auszuweisen.</p>
1.05	SZ	<p>Wir sind damit <b>einverstanden</b>, dass zwischen der Nationalbank und dem zuständigen Departement eine <b>Vereinbarung</b> abgeschlossen und die Ausschüttungsbeträge mittelfristig verstetigt werden. Zusätzlich regen wir an, dass <b>das zuständige Departement die Kantone vor dem Abschluss dieser Vereinbarung anhört</b>.</p>
1.06	OW	<p>Im Gesetz wird vorgesehen, dass der Verteilschlüssel gemäss Wohnbevölkerung und Finanzkraft bis zur Einführung des Neuen Finanzausgleichs beibehalten werden soll. Insbesondere ist der <b>Finanzkraftanteil</b> des Verteilschlüssels für die finanzschwachen Kantone von grösster Bedeutung. Diese Formulierung ist deshalb aus unserer Sicht <b>von zentraler Bedeutung</b> für die Akzeptanz der Revision des Gesetzes.</p> <p>Der Gewinnanteil der SNB ist für die Kantone zu einem <b>wichtigen Bestandteil der Staatsfinanzierung</b> geworden. Der Abschluss einer <b>Vereinbarung zwischen EFD und SNB zur Verstetigung der Ausschüttungsbeträge ist empfehlenswert</b>. Eine solche Vereinbarung lässt eine verlässliche Budgetierung und Abrechnung zu. Durch die Vereinbarung werden starke Schwankungen, wie sie z.B. beim Kantonsanteil an der Verrechnungssteuer auftreten, vermieden. Die Vereinbarung sollte jedoch in kürzeren Abständen den Gegebenheiten angepasst werden können. Wir befürworten deshalb <b>eine Vereinbarung über einen Zeitraum von 3 anstelle von 5 Jahren</b>.</p>
1.07	NW	<p>Die <b>Pro-Kopf-Ausschüttung kann vernachlässigt werden</b>.</p> <p>Bis zur Einführung des neuen Finanzausgleichs kann <b>am Verteilschlüssel zwischen den Kantonen festgehalten</b> werden. <b>Später</b> unterstützen wir eine Aufteilung nur auf die <b>Wohnbevölkerung</b>.</p> <p>Als Konsequenz der Begrenzung der Reserven erwarten wir in den kommenden Jahren eine <b>wesentlich höhere Gewinnausschüttung</b>.</p>
1.08	GL	<p>Am heute gültigen Verteilschlüssel (2/3 an Kantone; <b>80 Rp. Pro Kopf der Bevölkerung</b>; der Rest zu 2/3 an die Kantone nach Wohnbevölkerung und Finanzkraft) sollte <b>bis zur Einführung des Neuen Finanzausgleichs festgehalten</b> werden. Nach der Einführung des NFA sollte, wie dies im Gesetz vorgeschlagen wird, auf die Pro-Kopf-Ausschüttung (heute 80 Rp.) verzichtet werden.</p>
1.09	ZG	<p>Die faktische <b>Beibehaltung des Verteilschlüssels</b> zwischen den Kantonen bis zur Einführung des neuen Finanzausgleichs unterstützen wir. Ebenso <b>befürworten</b> wir den <b>Verzicht auf die Pro-Kopf-Ausschüttung</b> von 80 Rp.</p> <p>Die bisherige Regelung, nach welcher die SNB mit dem Eidg. Finanzdepartement jeweils für die Dauer von fünf Jahren eine feste Ausschüttungspraxis vereinbart, soll gemäss Art. 28 Abs. 2 E-NBG gesetzlich verankert werden. Die letzte solche Vereinbarung datiert von 1998 und sieht vor, dass die SNB ihre Rückstellungen im Gleichschritt mit dem durchschnittlichen Wachstum des nominalen Bruttosozialproduktes der letzten fünf Jahre ausweitet. <b>Vereinbarungen</b> zur Verstetigung der Ausschüttungsbeiträge zwischen SNB und Eidg. Finanzdepartement <b>erleichtern die mittelfristige kantonale Finanzhaushaltsplanung</b>. <b>Wir befürworten eine solche Vereinbarung allerdings nur unter der Berücksichtigung des oben zur Frage der Gewinnausschüttung Gesagten und unseres Kommentars zu Art. 27 E-NBG (Gewinnermittlung)</b>.</p>
1.10	FR	<p>Enfin, <b>nous approuvons le maintien de la clé actuelle de répartition</b> entre d'une part la Confédération et les cantons (un tiers/deux tiers) et d'autre part entre les cantons. Nous sommes aussi <b>d'accord de renoncer au versement aux cantons de 80 centimes par tête</b> de population. Ce versement est en effet négligeable par rapport au montant convenu du bénéfice distribué.</p>

1.11	SO	Wir <b>unterstützen die Beibehaltung des Verteilschlüssels</b> zwischen den Kantonen (gemäss Wohnbevölkerung und Finanzkraft) <b>bis zur Einführung des Neuen Finanzausgleichs</b> . Wir würden eine <b>Vereinbarung zur Verstetigung der Ausschüttungsbeträge begrüßen</b> , um stark schwankende Erträge zu vermeiden. <b>Allerdings dürfen die verstetigten Ausschüttungen längerfristig die Kantone nicht benachteiligen</b> .
1.12	BS	Am <b>Verteilschlüssel</b> zwischen den Kantonen (gemäss Wohnbevölkerung und Finanzkraft) soll <b>bis zur Einführung des neuen Finanzausgleichs festgehalten</b> werden. Danach ist ausschliesslich auf die Wohnbevölkerung abzustellen. Eine <b>Verstetigung</b> der Ausschüttung an die Kantone ist <b>aus Gründen der Planbarkeit sinnvoll</b> . Dies hat jedoch nichts mit der Gewinnermittlung zu tun. <b>Vielmehr ist der Gewinn (anders als heute) unabhängig von der geplanten Ausschüttung zu ermitteln</b> . Allfällige Differenzen sind ausdrücklich auszuweisen.
1.13	BL	Unterstützung der Position der FDK
1.14	SH	Bei der Gewinnverteilung sind wir <b>mit der Beibehaltung der Gewinnverteilregel</b> , wonach 1/3 an den Bund und 2/3 an die Kantone fallen, <b>einverstanden</b> . <b>Dem Verzicht auf die Pro-Kopf-Ausschüttung an die Kantone können wir dagegen nicht beipflichten</b> , sondern ersuchen Sie, daran festzuhalten.
1.15	AR	Die Verteilung des Nationalbankgewinnes nach bisherigem Schlüssel mag gewisse Mängel aufweisen. Sie ist aber akzeptiert. Zudem befindet sie sich im Zusammenhang mit dem Neuen Finanzausgleich ohnehin in Diskussion. Es erscheint deshalb wenig sinnvoll, den Verteilschlüssel zum jetzigen Zeitpunkt zu verändern. <b>Der Regierungsrat befürwortet aus diesem Grunde die faktische Beibehaltung des Verteilschlüssels zwischen den Kantonen bis zur Einführung des NFA und unterstützt gleichzeitig den Verzicht auf die Pro-Kopf-Ausschüttung von 80 Rappen an die Kantone</b> .
1.16	AI	Der Standeskommission erscheint es <b>unabdingbar, dass die Gewinnverteilregel unverändert übernommen wird</b> . Demgegenüber kann <b>auf die Pro-Kopf-Ausschüttung</b> an die Kantone in Anbetracht des geringen Betrages <b>verzichtet</b> werden.
1.17	SG	<b>Die Verstetigung der Gewinnausschüttungen ist nicht Sache der Nationalbank, sondern der öffentlichen Hand. Von Vereinbarungen zwischen dem Eidgenössischen Finanzdepartement und der Nationalbank ist deshalb abzusehen. Dafür sollen Bund und Kantone untereinander Übereinkommen zur Verstetigung treffen</b> . Art. 28 Abs. 2 sieht eine Verstetigung der Gewinnausschüttungen an Bund und Kantone vor. Sie soll zwischen dem zuständigen Departement des Bundes und der Nationalbank jeweils für einen bestimmten Zeitraum vereinbart werden. Die Bestimmung entspricht der seit 1992 angewendeten Praxis. Sie führte dazu, dass die Nationalbank in ihren Geschäftsberichten jeweils während mehreren Jahren genau die gleichen Reingewinne auswies. <b>Der Reingewinn der Nationalbank sollte jedoch Abbild sein des Gesamterfolges abzüglich der nach Art. 27 E-NBG vorgenommenen Rückstellungen. Verstetigungsbemühungen haben in der Erfolgsrechnung der Nationalbank nichts zu suchen und sie gehören auch nicht in deren Verantwortungsbereich</b> . Dagegen halten wir es für angezeigt, dass <b>Bund und Kantone</b> , welche beide ein Interesse an einer Verstetigung haben, diese mit entsprechenden <b>Übereinkommen</b> selbst vornehmen. Sie stützen sich dabei auf Gewinnprognosen der Nationalbank ab. <b>Im Dienste der Verstetigung zurückbehaltene Gewinnanteile sind in der Rechnung der Nationalbank gesondert auszuweisen und zu verzinsen</b> . Wir beantragen, Art. 28 Abs. 2 zweiter Satz in diesem Sinn zu ändern.
1.18	GR	Wir <b>begrüssen ausdrücklich die Regel der Gewinnverteilung</b> zwischen Bund und Kantonen. Mit dem <b>Verzicht auf die Pro-Kopf-Ausschüttung</b> von 80 Rappen an die Kantone aus Gründen der Vereinfachung können wir uns <b>einverstanden</b> erklären.
1.19	AG	Der Kanton Aargau unterstützt die <b>faktische Beibehaltung des bisherigen Verteilschlüssels</b> zwischen den Kantonen bis zur Einführung des neuen Finanzausgleichs. Deshalb möchte der Kanton Aargau <b>bis zur Einführung des neuen Finanzausgleichs an der bisherigen Praxis der Pro-Kopf-Ausschüttung von 80 Rappen an die Kantone weiterhin festhalten</b> . Es macht keinen Sinn, bereits gewisse Elemente des neuen Finanzausgleichs vorwegzunehmen und andere erst nach dem definitiven Inkrafttreten des neuen Finanzaus-

		gleichs anzuwenden.
1.21	TI	<p>Siamo <b>d'accordo di mantenere l'attuale chiave di riparto</b> degli utili fino all'entrata in vigore della Nuova Perequazione Finanziaria; va comunque approfondita la possibilità di liberare le riserve superflue prima dell'entrata in vigore della NPF valutando anche modo queste potrebbero coprire parte del fabbisogno della NPF nel periodo di transizione dal vecchio al nuovo sistema.</p> <p>Riteniamo più trasparente la distribuzione degli utili effettivi, anche se siamo consapevoli di un rischio di fluttuazioni. La politica finanziaria cantonale subirebbe comunque scossoni importanti quando fosse chiamata ad anni di distanza a rispondere ai conguagli; si introdurrebbe un ulteriore elemento di incertezza nella gestione delle finanze pubbliche. Inoltre, nei periodi in cui l'utile è costante per alcuni anni si stimolerebbe la crescita di spesa pubblica senza le necessarie garanzie di poterla mantenere anche in future tramite i proventi della BNS.</p>
1.22	VD	<p>Quant à la proposition de <b>supprimer l'indemnité de 80 centimes par habitant</b> en faveur des cantons, que ne représente proportionnellement qu'une faible partie des bénéfices distribués, <b>le Conseil d'Etat l'accepte par souci de simplification</b>. En revanche, le strict respect de la clé de répartition des bénéfices telle que fixée à l'art. 99 de la Constitution doit être assuré jusqu'à l'introduction de la réforme de la péréquation financière.</p>
1.23	VS	<p>Le <b>maintien de la clé de répartition actuelle</b> du bénéfice en fonction de la population de résidence et de la capacité financière ne soulève <b>pas d'objection</b> de notre part.</p> <p>Il en va de même de la <b>création d'une base légale</b> concernant la convention permettant d'assurer une distribution constante du bénéfice, solution qui présente des avantages manifestes en matière de planification financière.</p> <p>La <b>suppression de l'indemnité de 80 centimes par tête</b> de population à verser aux cantons diminue la part revenant à ceux-ci. Vu l'importance relativement minime de cette indemnité par rapport à l'ensemble du bénéfice distribué, et les avantages de simplification, cette suppression <b>peut être acceptée</b>. Il est également à relever que, globalement et <b>compte tenu du fait que dorénavant la plupart des prestations fournies par la Banque nationale à la Confédération seront onéreuses, la position des cantons ne s'en trouve pas péjorée</b>.</p>
1.24	NE	<p>La loi en vigueur prévoit que le bénéfice, après dotation du fonds de réserve et distribution d'un dividende aux actionnaires, sert à verser aux cantons une indemnité de 80 centimes par habitant. Le solde revient pour un tiers à la Confédération et pour deux tiers aux cantons. Les experts proposent de <b>renoncer à la répartition préalable de l'indemnité de 80 centimes</b>, dont le montant total est négligeable par rapport au bénéfice distribué. Nous approuvons cette modification.</p> <p><b>Le maintien de la clé de répartition entre les cantons</b> (en fonction de la population et de la capacité financière) <b>s'impose clairement</b>. Tout abandon prématuré du critère de la capacité financière créerait un préjudice grave aux cantons financièrement faibles avant l'entrée en vigueur de la nouvelle péréquation financière et de la répartition des tâches entre Confédération et cantons.</p> <p>Afin de faciliter l'établissement des budgets cantonaux et fédéraux, <b>la distribution d'un montant constant de bénéfice sur une période donnée est une solution judicieuse</b>. <b>Nous considérons toutefois que les cantons devraient être associés à la convention prévue à l'article 28, alinéa 2</b>. La part des cantons au bénéfice de la BNS représente aujourd'hui déjà un apport substantiel dans les budgets des cantons et influe donc indirectement sur le niveau de la fiscalité et de l'endettement. De ce point de vue, il est nécessaire et légitime que les cantons soient associés à la convention.</p> <p>En conséquence, nous vous proposons de modifier l'article 28, alinéa 2 comme suit:</p> <p><i>Art. 28 Répartition du bénéfice</i></p> <p><sup>1</sup><i>Inchangé</i></p> <p><sup>2</sup><i>La part du bénéfice qui dépasse le dividende revient pour un tiers à la Confédération et pour deux tiers aux cantons. Afin d'assurer une distribution constante à moyen terme, le département fédéral compétent, une délégation des cantons et la Banque nationale fixent par convention, pour une période donnée, le montant annuel du bénéfice distribué à la</i></p>

		<p><i>Confédération et aux cantons.</i></p> <p><sup>3</sup><i>Inchangé</i></p> <p>La délégation des cantons pourrait être constituée au sein de la Conférence des directeurs cantonaux des finances.</p>
1.25	GE	<p>Le calcul actuel utilisé pour la répartition du bénéfice entre les cantons, qui se base sur les critères de population et de capacité financière, <b>devra être impérativement modifié dès l'entrée en vigueur de la réforme de la péréquation</b>. Les parts cantonales au bénéfice devront alors être déterminées uniquement par rapport au nombre d'habitants.</p> <p>La <b>stabilisation à moyen terme du bénéfice annuel</b> distribué est importante dans la mesure où elle facilite la planification financière des collectivités publiques et <b>doit donc être maintenue</b>.</p>
1.26	JU	<p>Il est judicieux, par souci de simplification, de <b>renoncer à verser aux cantons l'indemnité de 80 centimes par habitant</b>. Par contre, <b>nous demandons que la clé de répartition entre les cantons soit immédiatement changée</b> dès lors que le projet de « Réforme de la péréquation et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) » n'entrera pas en vigueur avant 2006 et dès lors que l'inefficacité du système actuel (visant à réduire les disparités entre cantons faibles et cantons forts) est patente. Il faut ainsi modifier l'alinéa 3 de l'article 28 de la façon suivante :</p> <p><i>Art. 28 Répartition du bénéfice</i></p> <p><sup>3</sup><i>L'excédent revenant aux cantons est réparti à raison de 3/8 en fonction de leur population de résidence ordinaire et à raison de 5/8 en fonction de leur capacité financière.</i></p> <p>D'autre part, <b>l'idée d'une convention visant à assurer une distribution constante du bénéfice est judicieuse. Pourtant, les cantons, en tant qu'actionnaires de premier ordre de la BNS, devraient être associés à l'élaboration de cette convention</b>. Nous sommes d'avis que la Conférence des directeurs cantonaux des finances pourrait dans ce cadre représenter valablement les cantons.</p>
3.01	FDP	<p>Die FDP <b>begrüss</b>t die <b>Abkehr von der bisherigen Pro-Kopf-Ausschüttung</b> (Art. 27 Abs. 3a NBG) an die Kantone, unter gleichzeitiger Beibehaltung der bisherigen Gewinnverteilungsregeln.</p> <p><u>Abs. 2</u></p> <p>Die in Art. 28 Abs. 2 E NBG vorgeschlagene gesetzliche Regelung der bisherigen Praxis zur <b>Verstetigung der Gewinnausschüttungen (für die Dauer von 5 Jahren) ist ebenfalls zu begrüßen</b>. Wir würden es hierzu aber auch ausdrücklich begrüßen, dass in diese Vereinbarungsverhandlungen über die festen Gewinnausschüttungsbeträge - neben der SNB und dem EFD - <b>auch eine Vertretung der Kantone in die Verhandlungen mit einbezogen</b> wird.</p>
3.02	CVP	<p><u>Abs. 2</u></p> <p>Sie unterstützt die Schaffung einer gesetzlichen Grundlage für den Abschluss einer <b>Vereinbarung</b> mit dem Ziel, stetige, prognostizierbare Auszahlungen sicherzustellen. Jedoch sollte diese unseres Erachtens nicht zwischen EFD und SNB geschlossen werden, sondern <b>zwischen dem EFD und den Kantonen, da letztere hier Mitsprache haben müssen</b>. Die SNB soll ihren Gewinn nicht verstetigt ausweisen, sondern gemäss Geschäftsergebnis; <b>die Verstetigung der Ausschüttungen ist nicht Aufgabe der SNB</b>.</p> <p><u>Abs. 3</u></p> <p>Die CVP stimmt der <b>Beibehaltung des Gewinnverteilungsschlüssels unter den Kantonen</b> bis zur Einführung des NFA zu.</p>
3.03	SPS	<p><u>Abs. 2</u></p> <p>Die <b>Verstetigung</b> der Gewinnausschüttung können wir <b>unterstützen</b>. Sie erleichtert die Budgetierung bei Bund und Kantonen. Wir könnten uns vorstellen, darüber hinaus <b>in konjunkturellen Schwächeperioden</b> mit hoher Arbeitslosigkeit eine <b>höhere Ausschüttung</b> zu vereinbaren als in Zeiten der Hochkonjunktur. Damit könnte ein stabileres Ausgabenverhalten der Kantone und des Bundes, das zur konjunkturellen Stabilität beiträgt, unterstützt werden.</p>

		<p><u>Abs. 3</u></p> <p>Wir bitten den Bundesrat, in der <b>Botschaft</b> darzustellen, welche <b>Auswirkung eine andere Gewichtung</b> beim Verteilschlüssel zwischen den Kantonen (3/8 gemäss Bevölkerungszahl, 5/8 gemäss Finanzkraft) auf die einzelnen Kantone hätte.</p> <p>Im Zusammenhang mit der Gewinnverteilung weisen wir darauf hin, dass die in diesem Jahr lancierte KOSA-Initiative einen neuen Modus der Gewinnverteilung vorsieht. Wir sind aber damit einverstanden, dass diese Frage nicht in der vorliegenden Gesetzesrevision abgehandelt wird.</p>
3.04	SVP	<p><u>Abs. 1</u></p> <p>Die Bundesverfassung (Art. 99) schreibt vor, dass die Nationalbankgewinne zu mindestens 2/3 an die Kantone gehen. Die SVP kann sich in Art. 28 Abs. 1 eine <b>Erhöhung der Höchstdividende auf höchstens 10 Prozent</b>, anstelle der vorgeschlagenen 6 Prozent, des Aktienkapitals vorstellen.</p> <p><u>Abs. 2</u></p> <p>Die SVP beantragt den <b>zweiten Satz des 2. Absatzes zu streichen</b>. Der auszuschüttende Gewinn hat sich aus dem tatsächlichen Gewinn, abzüglich der für die Währungsreserven notwendigen Mittel und abzüglich der Dividendenzahlungen zusammzusetzen. Die SVP fordert <b>aus Gründen der Transparenz die Ausschüttung der effektiven jährlichen Erträge</b> und nicht die Ausschüttung von für einen bestimmten Zeitraum vereinbarten Gewinne. Die Kantone haben sich nach Ansicht der SVP selber zu organisieren, wie sie mit allenfalls stärker schwankenden Gewinnbeteiligungen haushalten.</p> <p><u>Abs. 3</u></p> <p>Die SVP fordert, dass <b>der den Kantonen zufallende Anteil pro Kopf der Wohnbevölkerung des Kantons auszubezahlen</b> ist. Ein Ausgleich unter den Kantonen zu schaffen ist nicht Sache dieses Gesetzes, sondern soll im Rahmen des NFA geregelt werden. Dies würde die Transparenz der Finanzströme wesentlich erhöhen.</p> <p><u>Exkurs</u></p> <p>Zusätzlich verweist die SVP auf ihre <b>Goldinitiative</b>, in der sie fordert, dass die Bundesverfassung (Art. 99) folgendermassen ergänzt wird:</p> <p><i>Art. 99 3a (neu): Werden Währungsreserven für die geld- und währungspolitischen Zwecke nicht mehr benötigt, so sind diese oder deren Erträge von der Nationalbank auf den Ausgleichfonds der Alters- und Hinterlassenenversicherung zu übertragen. Die Bundesgesetzgebung regelt die Einzelheiten.</i></p> <p>Diese von der SVP vorgeschlagene Regelung des Umgangs mit überschüssigen Goldreserven auf der Ebene der Bundesverfassung würde die Unabhängigkeit der SNB weiter verankern und klären in Bezug auf die für die SNB notwendigen Währungsreserven, damit diese ihre Zielsetzung optimal erreichen kann.</p>
3.05	PLS	<p>La <b>clé de répartition entre les cantons doit absolument être maintenue</b> selon les règles actuelles tant qu'une nouvelle péréquation financière n'a pas été adoptée. Le parti libéral suisse <b>peut cependant se rallier</b>, au vu des arguments présentés, <b>au versement des 80 centimes par tête</b> de population.</p> <p>La <b>conclusion d'une convention relative à la distribution du bénéfice</b> nous paraît <b>souhaitable</b>. Elle est indispensable pour permettre aux cantons de conduire une politique budgétaire à moyen terme. <b>Les cantons devraient d'ailleurs, sous une forme à déterminer, être associés à la négociation de cette convention.</b></p>
3.06	Grüne	Vgl. Kommentar zu Art. 17 (Mindestreserven) und Art. 27 (Gewinnermittlung).
4.01	economie-suisse	Wir <b>befürworten die Fortführung des heutigen Gewinnverteilungsschlüssels</b> 1/3 Bund und 2/3 Kantone <b>unter Verzicht auf die Pro-Kopf-Ausschüttung</b> von 80 Rp. an die Kantone. Auch wenn der SNB-Gewinn nicht in erster Linie ein Fiskalinstrument ist, kann für die Zukunft wohl davon ausgegangen werden, dass die Währungsreserven dank dem erweiterten Geschäftskreis der SNB ertragreicher bewirtschaftet werden können. Die <b>bisherige Praxis der mittelfristigen Verstetigung</b> der jährlichen Gewinnausschüttungen an Bund und Kantone <b>im Rahmen einer mittelfristigen Vereinbarung zwischen dem Finanzdepartement und der Nationalbank hat sich bewährt, was für die Übernahme</b>

		<b>in das neue Nationalbankgesetz spricht.</b>
4.02	USAM	<p>La répartition du bénéfice porté au bilan de l'exercice par un tiers à la Confédération et deux tiers aux cantons doit être <b>maintenu</b> du moins jusqu'à l'entrée en vigueur de la réforme de la péréquation et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons.</p> <p>Pour ce qui est du <b>dividende, fixé au maximum à 6 %</b>, du capital actions, il apparente les titres de la BNS à des titres à revenus fixes, <b>limitant les fluctuations</b> boursières à l'évolution des taux d'intérêts. Ce faisant on évite ainsi une spéculation en fonction des résultats de la BNS, <b>ce qui est souhaitable</b> puisque son but premier n'est pas d'engranger des bénéfices, mais de maintenir la stabilité des prix.</p>
4.03	SAV	Unterstützung der Position <b>von economiesuisse</b> .
4.04	SBV	Wir sind mit der vorgeschlagenen Regelung <b>einverstanden</b> . Es gibt keinen Anlass, an der Methodik der abschliessenden Regelung der Gewinnverteilung etwas zu ändern. Der <b>Verzicht auf die Pro-Kopf-Ausschüttung ist richtig</b> , zumal deren Höhe mit rund 5.5 Mio. CHF im Vergleich zur Gesamtausschüttung von gegenwärtig 1.5 Mrd. CHF vernachlässigbar klein ist. Wir <b>begrüssen</b> ferner die im Gesetz verankerte Kompetenz des EFD und der SNB, <b>Vereinbarungen</b> zur Verstetigung der Ausschüttungsbeiträge abschliessen zu können.
4.05	FRSP	<p>Nous <b>approuvons la proposition de renoncer à verser aux cantons l'indemnité de 80 centimes par tête</b> de population. La somme en résultant, de l'ordre de 5.5 millions de francs est en effet négligeable par rapport au montant global de 1.5 milliard. Nous nous rallions aussi au <b>maintien de la clef de répartition actuelle</b> (5/8 en fonction de la population de résidence et 3/8 compte tenu de la capacité financière) jusqu'à l'entrée en vigueur de la NPF.</p> <p>L'article 28 alinéa 2 du projet donne une <b>base légale à la convention</b> passée en avril 1998 entre le DFF et la BNS <b>afin d'assurer une distribution régulière du bénéfice</b>.</p> <p>Bien que nous ne nous opposions pas formellement à cette manière de faire, nous tenons toutefois à formuler les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Alors que <b>c'est la fixation des réserves nécessaires qui devrait en bonne logique déterminer le bénéfice disponible</b> (résultat global moins les provisions pour réserves), l'on procède à la démarche inverse en fixant d'abord le montant du bénéfice.</li> <li>➤ Comme sur le plan mondial la situation financière et monétaire peut rapidement se modifier, <b>la LBN devrait à notre avis prévoir la possibilité pour la BNS de dénoncer la convention si l'augmentation des réserves n'atteint pas au moins 70% du niveau nécessaire</b>.</li> </ul>
4.06	SGB	Wir <b>unterstützen die Verstetigung</b> der Gewinnausschüttung. Sie erleichtert die Budgetierung bei Bund und Kantonen. Wir könnten uns vorstellen, <b>darüber hinaus in konjunkturellen Schwächeperioden mit hoher Arbeitslosigkeit eine höhere Ausschüttung</b> zu vereinbaren als in Zeiten der Hochkonjunktur. Damit könnte ein stabileres Ausgabenverhalten der Kantone und des Bundes, das zur konjunkturellen Stabilität beiträgt, unterstützt werden.
4.07	SKV	Wir sind <b>mit einer Verstetigung einverstanden</b> . Sie erleichtert die Budgetierung bei Bund und Kantonen. Denkbar – und <b>sinnvoll</b> – erschiene uns auch der <b>Einbau einer anti-zyklischen Komponente</b> . Höhere Ausschüttungen in konjunkturellen Schwächephasen würden die Haushalte von Bund und Kantonen stärken und damit zur konjunkturellen Stabilität beitragen; in konjunkturellen Boomphasen hätte diese Praxis hingegen eine (erwünschte) dämpfende Wirkung.
5.08	RBA	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.09	VSKB	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.10	VSV	<p>Aufgrund des historischen und in den E-NBG übernommenen Konzepts der spezialgesetzlichen Aktiengesellschaft ist die Gewinnverteilung zweistufig.</p> <p><b>Für den Aktionär der SNB hat die Anlage weitgehend Obligationencharakter</b>. Der Dividendenanteil ist durch Limitierung der Dividendenausschüttung auf 6% des Nominalwertes eigentlich unattraktiv. Ein Anspruch auf thesaurierte Gewinne, welche im Li-</p>

		<p>liquidationsfalle durch Auflösung der Rückstellungen auszuweisen sind, besteht auch bei Auflösung der SNB nicht.</p> <p><b>Die Ausschüttung der übrigen Gewinne an Bund und Kantone erachten wir als sinnvoll.</b> Insbesondere erscheint uns die Regelung „Ein Drittel für den Bund, zwei Drittel für die Kantone“ im Lichte der heutigen Verteilung der Staatsaufgaben auf Bund und Kantone als zweckmässig.</p> <p>Die Gewinnverteilungsvorschriften sind allerdings „toter Buchstabe“, wenn keine Vorschriften darüber bestehen, wie der zu verteilende Gewinn ermittelt wird.</p>
5.11	Industrie-Holding	Die <b>Beibehaltung der heutigen Praxis</b> ist zu <b>begrüssen</b> .
5.12	CP	<p>La répartition du bénéfice porté au bilan de l'exercice par un tiers à la Confédération et deux tiers aux cantons est maintenu. Le Département fédéral compétent et la Banque nationale conviennent toutefois, pour une période donnée, du montant annuel du bénéfice distribué à la Confédération et aux cantons. <b>Nous pensons qu'en l'occurrence la BNS étant une création des cantons, ces derniers doivent être associés de plein droit à cette décision.</b> En second lieu, il faut que <b>la période fixée soit aussi longue que possible</b>, de telle sorte d'un côté que la Confédération et les cantons connaissent la somme dont ils pourront disposer et de l'autre ne puissent, à court et moyen terme, spéculer sur des augmentations de cette ressource. Il faut en effet <b>éviter que la BNS puisse être soumise à des pressions visant à distribuer plus généreusement son bénéfice.</b></p> <p>Pour ce qui concerne le <b>dividende, fixé aux maximum à 6%</b> du capital actions, il apparente les titres de la BNS à des titres à revenus fixes, limitant les fluctuations boursières à l'évolution des taux d'intérêts. <b>On évite ainsi une spéculation en fonction des résultats de la BNS, ce qui est souhaitable</b> puisque son but premier n'est pas de faire des bénéfices, mais de maintenir la stabilité des prix.</p>
6.03	J.-P. Forney	<p><u>Vorschlag für Abs. 2:</u></p> <p><i>„Der Betrag des Bilanzgewinns, der die Dividendenausschüttung übersteigt, fällt zu 2/6 an den Bund, zu 3/6 an die Kantone und zu 1/6 an die weiteren Aktionärinnen und Aktionäre. ....“</i></p>
6.04	F. Moser	<p>In Abs. 1 ist die <b>Beschränkung der Dividende auf höchstens 20 % des einbezahlten Grundkapitals zu erhöhen</b>. Dies bedeutet eine Anpassung an die Inflation. Die Dividendenpolitik kann flexibler gestaltet werden. Die Aktionäre werden entschädigt für ihre Verluste die damals bei der Einführung (bzw. Änderung) dieser Beschränkung verursacht wurden. Die Mehrheit der Aktionäre sind seit der Gründung der SNB weitgehend unverändert (öffentlich-rechtliche Körperschaften).</p> <p>Der Aktienkurs ist weniger durch die Dividendenpolitik beeinflussbar, als durch die allg. Markttendenzen, die Rendite anderer Aktien, die Golddeckung, die Rückkaufsmöglichkeit der Aktie durch die SNB, etc. Eine Erhöhung der Dividende bedeutet nicht zwangsmässig eine Erhöhung des Börsenkurses. Die Aktien der SNB sind nicht Obligationen, sondern Risikopapiere (Art. 68 Liquidationserlös von nur 10 %).</p> <p>Die vorgeschlagene Dividendenerhöhung ermöglicht <b>ein gerechteres Entgelt der Aktionäre für ihre Treue und ihre Treuhänderfunktion</b>.</p>
6.05	H. Schmid	<p>Eine <b>Erhöhung der Dividende, z.B. um 2 %</b>, hätte für die Nationalbank eine zusätzliche Dividendenleistung von Fr. 500'000 zur Folge. Gemäss 93. Geschäftsbericht (37 % Privataktionäre) entfielen somit auf die Privataktionäre Fr. 185'000. die restlichen Fr. 315'000 kämen ja der öffentlichen Hand wiederum zu Gute. Der zusätzliche Ausschüttungsbetrag von 185'000 wäre im Vergleich mit den 1.508 Mrd. Fr. Ablieferung an Bund und Kantone doch bescheiden.</p> <p>Die Privataktionäre stehen <b>loyal</b> zu der Gesellschaft und bekennen sich mit hrem Engagement zur Schweiz. Sie kommen aus verschiedenen Sprachregionen und sind in den letzten 10 Jahren nicht aus Spekulationsgründen auf Wachstumswerte umgestiegen, sondern sind dieser Schweizerischen Gesellschaft trotz bescheidenen Erträgen loyal geblieben. Es ist nicht zu übersehen, dass <b>bei steigenden Zinssätzen ein Substanzverlust</b> vorprogrammiert ist.</p>

	<p>Zudem stärkt es die <b>Imagepflege</b>, wenn die Aktionäre gut über ihre Gesellschaft reden. In den letzten Jahren hat die Schweiz genug unter negativen Schlagzeilen gelitten. Die Stärke der Schweiz liegt doch in der gerechten und fairen Behandlung ihrer Minderheiten. Die Privataktionäre sind nun einmal da. Diese Kategorie wurde von Ihren Vorgängern kreiert. Es kann davon ausgegangen werden, dass die Privataktionäre seinerzeit willkommen waren.</p> <p>Bei einer gesetzlichen Festhaltung an der Dividende von max. 6 % und einer ersatzlosen Streichung des non-versés wären die Privataktionäre für längere Zeit von einer Anpassung ausgeschlossen.</p>
--	--

## Chapitre 5: Organisation

Tableau 31: Art. 30 Organes

N°	Abréviation	Propositions
1.03	LU	Betreffend die Lokaldirektionen und -komitees ist festzuhalten, dass diese ursprünglich dazu dienten, die regionale Geldversorgung entsprechend den lokalen Bedürfnissen und Besonderheiten sicherzustellen. Die Geldpolitik und mit ihr die Geldversorgung werden aber seit langem vom Direktorium einheitlich für die ganze Schweiz festgelegt und durchgeführt. <b>Es macht somit keinen Sinn, Lokaldirektionen und -komitees als eigenständige Organe der SNB beizubehalten.</b> Die von diesen Organen heute noch wahrgenommenen Aufgaben der Bargeldversorgung und Berichterstattung über die regionale Wirtschaft können auch durch lokale Vertretungen der SNB wahrgenommen werden. Die Luzerner Kantonalbank AG führt an ihrem Hauptsitz eine Agentur der SNB (s. Kommentar zu Art. 3 E-NBG). Die Aufhebung der Lokaldirektionen und -komitees hat auf diese Agentur keinen Einfluss.
1.14	SH	Wir halten eine <b>Änderung der Organisationsstruktur mit dem künftigen Verzicht auf einzelne Organe für angebracht.</b>
1.16	AI	Die vorgeschlagene <b>Vereinfachung</b> der Organisation wird <b>begrüsst.</b>
1.23	VS	Nous devons relever que <b>la réduction du nombre des organes</b> de la BNS (suppression du comité de banque, des directions locales et des comités locaux) <b>répond à un souci manifeste de simplification et d'efficacité.</b>
1.24	NE	Selon le droit en vigueur, la Banque nationale dispose de sept organes dont cinq sont chargés de la surveillance et du contrôle et deux s'occupent de la direction. Les experts proposent <b>d'alléger la structure organisationnelle</b> de la banque qui, de fait, ne répond plus aux exigences actuelles. Seuls sont maintenus l'assemblée générale des actionnaires, le conseil de banque, la direction générale et l'organe de révision. Nous <b>approuvons pleinement cette modification.</b>
3.01	FDP	<b>Wir stimmen dem vorgeschlagenen Verzicht auf Bankausschuss, Lokalkomitees und Lokaldirektionen zu.</b>
3.05	PLS	<b>Nous approuvons les propositions de simplification de l'organisation de la BNS.</b> Nous pouvons donc approuver la réduction des membres du conseil de banque et le maintien de la désignation par le Conseil fédéral et l'assemblée générale.
4.01	economie-suisse	Mit der Verkleinerung des Bankrats und der damit verbundenen <b>Auflösung des Bankausschusses</b> sind wir grundsätzlich <b>einverstanden.</b> Was die <b>Lokalkomitees</b> angeht, so wird insbesondere von einzelnen Handelskammern und Industrieverbänden aus der Ostschweiz angeregt, dieses <b>Organ als Beratungsgremium für die regionale Wirtschaftsbeobachtung beizubehalten.</b>
4.02	USAM	La <b>suppression du Comité de banque</b> et son remplacement par le Conseil de banque, qui passe de 40 à 15 membres <b>est justifiée.</b>
4.03	SAV	Unterstützung der Position von <b>economiesuisse.</b>
4.04	SBV	Wir sind <b>mit der vorgeschlagenen Vereinfachung der Organisationsstruktur einverstanden.</b>
4.05	FRSP	Sur le plan général, <b>nous trouvons opportun et justifié de réduire le nombre des organes de la BNS</b> en renonçant au comité de banque, aux directions locales et aux comités locaux. A l'avenir, la BNS disposera ainsi, de manière rationnelle, de quatre organes, soit l'assemblée générale des actionnaires, le conseil de banque, la direction générale et l'organe de révision qui remplacera l'ancienne commission de gestion.
4.06	SGB	<b>Wir unterstützen die Vereinfachung der Organisationsstruktur.</b>
5.03	SNB	Wir <b>befürworten die im Gesetzesentwurf vorgesehene, gestraffte Organisation</b> der SNB. Es ist für eine effiziente Führung der Bank unerlässlich, dass die Zahl der Organe von heute sieben auf vier reduziert und ihr Zusammenspiel optimiert wird. Eine wichtige

		<p>Voraussetzung hiezu bildet die Verkleinerung und Professionalisierung des Bankrats, die mit einer Stärkung seiner Kompetenzen verbunden werden soll. Es erscheint sinnvoll, im neuen NBG die Aufgaben des Bankrats in möglichst enger Anlehnung an das revidierte Aktienrecht zu umschreiben; so wird der Bankrat seine Rolle als Organ für die Administrationsaufsicht der SNB noch wirksamer wahrnehmen können. Für die Führung der Geld- und Währungspolitik bleibt das Direktorium allein zuständig. Die jeweiligen Kompetenzen von Bankrat und Direktorium könnten indessen noch deutlicher abgegrenzt werden, als dies im Gesetzesentwurf der Expertengruppe geschehen ist (s. Kommentar zu den entsprechenden Gesetzesartikeln).</p> <p>Im Zusammenhang mit der geplanten Straffung der Organisationsstruktur ist nicht zu übersehen, dass die <b>Verkleinerung des Bankrats und der Verzicht auf die Lokalkomitees als Organe in den Regionen mit einem gewissen Befremden aufgenommen</b> werden könnten. Auch werden immer wieder Befürchtungen geäußert, die Nationalbank könnte ihre Präsenz in den Regionen (Vertretungen) weiter abbauen.</p> <p>Wir nehmen diese Bedenken ernst. Es gilt dem Eindruck entgegenzuwirken, nach der starken Verkleinerung des Bankrates und der Abschaffung der Lokalkomitees verfüge die Nationalbank über keine "Antennen" in den Regionen mehr, über die sie sich ein Bild von den Auswirkungen der Geldpolitik auf den Wirtschaftsverlauf machen könne. Deshalb treten wir dafür ein, dass die <b>Wirtschaftsbeobachtung und die Kontaktpflege in den Regionen als wichtige Anliegen der SNB auch im Gesetz sichtbar werden</b>. Insbesondere möchten wir vorschlagen, dass die Wirtschaftsbeobachtung in den Regionen von Beiräten an den einzelnen Bankstellen begleitet und unterstützt werden kann. Diese regionalen Beiräte (ohne Organfunktion) würden an die Stelle der Lokalkomitees treten. Sie würden nach unseren Vorstellungen vom Bankrat eingesetzt; ihre Aufgaben und Tätigkeit wären im Organisationsreglement näher zu umschreiben (s. auch Kommentar zu Art. 39 E-NBG).</p>
5.08	RBA	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.09	VSKB	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.11	Industrie-Holding	<b>Die Vereinfachung der internen Organisationsstruktur der SNB ist zu begrüßen.</b>
5.12	CP	<p><b>La suppression du Comité de banque et son remplacement par le Conseil de banque, qui passe de 40 à 15 membres, n'est pas souhaitable.</b> En effet, le Conseil de banque est une caisse de résonance représentant, par ses 40 membres, pratiquement l'entier du corps socio-politique helvétique. Trop large pour être véritablement opérationnel, il joue toutefois un rôle non négligeable, tout en disposant potentiellement d'un pouvoir important. Le <b>comité de banque</b> composé, quant à lui, du président, du vice-président, du Conseil de banque et de huit autres membres dudit Conseil, joue le rôle effectif du <b>Conseil d'administration</b>. Nous sommes d'avis que <b>le maintien de cette structure bicéphale, mais en même temps intégrée puisque le Comité sort du Conseil, est de nature à garantir à la fois information et efficacité.</b></p> <p>Nous sommes par ailleurs d'avis qu'il serait utile d'<b>inclure dans les tâches du Comité de banque une compétence de supervision de la gestion interne de la banque</b>, cette fonction ressortissant par excellence à la tâche d'un Conseil d'administration.</p>
5.13	HEV	Der HEV ist <b>mit der neuen Organisationsstruktur</b> und dem Verzicht auf Bankausschuss, Lokalkomitees und Lokaldirektionen <b>einverstanden</b> .

Tableau 32: Art. 31 Fonctionnement de l'assemblée générale

N°	Abréviation	Propositions
1.26	JU	Le <b>mode de désignation du président</b> de l'assemblée générale devrait être prévu par la loi.

**Tableau 33: Art. 32 Convocation de l'assemblée générale, objets portés à l'ordre du jour**

N°	Abréviation	Propositions
6.01	FBS	Wie bisher <b>sollen 10 Aktionärinnen und Aktionäre Anträge einreichen können</b> . Die vorgesehene Erhöhung auf 20 Unterschriften für Anträge an die Generalversammlung wäre eine unangebrachte und unnötige Beeinträchtigung der Aktionärsrechte. Im Verlaufe der letzten Jahrzehnte wurden ohnehin nur sehr wenige Anträge gemacht.
6.02	INWO	Wie bisher <b>sollen 10 Aktionärinnen und Aktionäre Anträge einreichen können</b> . Die vorgesehene Erhöhung auf 20 Unterschriften für Anträge an die Generalversammlung wäre eine unangebrachte und unnötige Beeinträchtigung der Aktionärsrechte. Im Verlaufe der letzten Jahrzehnte wurden ohnehin nur sehr wenige Anträge gemacht.

**Tableau 34: Art. 33 Tätigkeiten der assemblée générale**

N°	Abréviation	Propositions
3.02	CVP	Wir schlagen vor, Art. 33 lit. d wie folgt zu präzisieren: <i>d. Beschlussfassung über die Verwendung des Bilanzgewinnes unter Berücksichtigung von Art. 28.</i>

**Tableau 35: Art. 36 Election et durée du mandat du conseil de banque**

N°	Abréviation	Propositions
1.00	FDK	Die Finanzdirektorenkonferenz ist <b>mit der Verkleinerung des Bankrats einverstanden</b> und der Ansicht, dass eine <b>Mitgliederzahl von 15 angemessen</b> ist. Allerdings sollten <b>mindestens drei der vom Bundesrat zu wählenden Mitglieder Delegierte der Kantonsregierungen</b> sein. Art. 36 E-NBG ist mit einem neuen Absatz 2 zu ergänzen: Art. 36 Abs. 2 (neu; zwischen Abs. 1 und bisherigem Abs. 2 einzufügen): <sup>2</sup> <i>Mindestens 3 der vom Bundesrat zu wählenden Mitglieder sind im Einvernehmen mit den Kantonen zu nominieren.</i>
1.01	ZH	Eine <b>Verkleinerung des Bankrats, unter gleichzeitiger Verstärkung seiner Kompetenzen, ist sehr zu begrüßen</b> . Im Hinblick auf die Eigentumsverhältnisse am Aktienkapital der SNB (s. Geschäftsbericht 1999) würden wir es jedoch <b>begrüssen, wenn den öffentlich-rechtlichen Aktionären</b> (vor allem Kantone und Kantonalbanken), die 63 % der eingetragenen Aktien vertreten, <b>ein höheres Gewicht bei der Wahl der Bankratsmitglieder eingeräumt</b> würde. Aus diesem Grund schlagen wir vor, <b>dass dieser Aktionärsgruppe (d.h. den Kantonen) die Wahl von 8 Mitgliedern zustehen soll, dem Bundesrat die Wahl von 7 Mitgliedern</b> .
1.02	BE	Wir bitten Sie, in Art. 36 des Gesetzesentwurfs die Bedingung aufzunehmen, dass <b>mindestens drei der Mitglieder des Bankrates zum Zeitpunkt ihrer Wahl einer Kantonsregierung angehören müssen</b> .
1.03	LU	Wir <b>unterstützen die Verkleinerung des Bankrates</b> und die damit verbundene Vereinfachung der Organisationsstruktur. Ebenso unterstützen wir dessen Stärkung. Immerhin ist aber festzuhalten, dass <b>der neue Bankrat gegenüber dem bisherigen Bankausschuss grösser ist, so dass die Entscheidungsfindung etwas schwerfälliger ausfallen dürfte</b> .
1.04	UR	Die Bestimmungen in Art. 36 – 39 E-NBG sind zweckmässig.
1.05	SZ	Es ist <b>richtig, den Bankrat auf 15 Mitglieder zu verkleinern</b> und seine <b>Kompetenzen auszuweiten</b> .
1.06	OW	Die Bestimmungen bezüglich Zusammensetzung und Aufgaben des Bankrates sind zweckmässig. In diesem Sinne unterstützen wir die Absicht, die Kompetenzen des Bank-

		rates zu stärken und den Bankrat als Administrativaufsicht aufzuwerten. Mit der Verkleinerung des Bankrates sind wir einverstanden. <b>Mindestens drei der vom Bundesrat zu wählenden Mitglieder sind jedoch im Einvernehmen mit den Kantonen zu nominieren.</b>
1.07	NW	Die Regelungen betreffend Zusammensetzung und Aufgaben des Bankrats (Art. 36 – 39 E-NBG) sind <b>zweckmässig</b> .
1.08	GL	Die Regelungen betreffend Zusammensetzung und Aufgaben des Bankrats (Art. 36 – 39 E-NBG) sind <b>zweckmässig</b> .
1.09	ZG	Mit der <b>Verkleinerung des Bankrats auf 15 Mitglieder</b> sind wir einverstanden. Wir fordern allerdings die gesetzliche Verankerung, dass <b>mindestens drei der vom Bundesrat zu wählenden Mitglieder Delegierte von Kantonsregierungen</b> sein müssen. Die in Art. 37 Abs. 2 E-NBG gewählte Formulierung der Vertretung von Landesgegenden und Sprachregionen sowie die Aufzählung des möglichen Kandidatenkreises in Art. 37 Abs. 1 E-NBG ist keine Gewähr für die Wahl von offiziellen Kantonsdelegierten. <b>Das bisherige Wahlverhältnis Bundesrat/GV hat sich bewährt und wir befürworten dessen Beibehaltung.</b>
1.10	FR	<b>Nous approuvons la réduction du nombre des membres du Conseil de 40 à 15 membres et estimons ce chiffre judicieux.</b> Nous pensons toutefois que <b>parmi les neuf personnes nommées par le Conseil fédéral, trois membres au moins doivent être des délégués des gouvernements cantonaux.</b> Il faut modifier l'art. 36 P-BNS en conséquence.
1.11	SO	Wir sind <b>mit der Verkleinerung des Bankrates einverstanden. 15 Mitglieder erachten wir als angemessen. Allerdings sollten mindestens drei der vom Bundesrat zu wählenden neun Mitglieder Delegierte der Kantonsregierungen sein. Die Nomination dieser Kantonsdelegierten hat im Einvernehmen mit den Kantonen zu erfolgen.</b>
1.12	BS	Die Regelungen betreffend Zusammensetzung und Aufgaben des Bankrats (Art. 36 – 39 E-NBG) sind <b>zweckmässig</b> .
1.13	BL	Unterstützung der Position der FDK
1.14	SH	Wir halten eine <b>Verkleinerung des Bankrats von 40 auf 15 Mitglieder für angebracht.</b>
1.15	AR	Ein zusätzlicher Abs. 2 müsste eingefügt werden, welcher bestimmt, dass <b>mindestens drei der vom Bundesrat zu wählenden Mitglieder Delegierte der Kantonsregierungen sind und im Einvernehmen mit den Kantonen nominiert werden.</b>
1.17	SG	<b>Wir begrüßen die Verkleinerung des Bankrates; die Stellung der Kantone im Bankrat muss jedoch gestärkt werden. Es ist sicherzustellen, dass das in der Verfassung verankerte Gesamtinteresse des Landes gewahrt bleibt.</b> Die Grösse des Bankrates steht im <b>Spannungsfeld zwischen Meinungsvielfalt und Effizienz</b> . Um letzterem nachzukommen, begrüßen wir die Verkleinerung des Bankrates von heute 40 auf neu 15 Mitglieder. Gleichzeitig muss aber sichergestellt werden, dass dies nicht auf Kosten der Meinungsvielfalt geht, und das in Art. 99 Abs. 2 BV verankerte Prinzip, wonach die Geld- und Währungspolitik im Gesamtinteresse des Landes zu erfolgen hat, gewahrt bleibt. <b>Die Stellung der Kantone im Bankrat muss deshalb gestärkt werden. Zwei Möglichkeiten</b> sind dabei denkbar: Falls der Aktionärskreis der Nationalbank auf die Kantone beschränkt wird (siehe Kommentar zu Art. 1 E-NBG), sollen <b>9 Mitglieder des Bankrates von der Generalversammlung und 6 vom Bundesrat</b> gewählt werden. Falls der Aktionärskreis weiterhin offen bleiben sollte, kann dem vorliegenden Gesetzesentwurf jedoch nur zugestimmt werden, wenn <b>mindestens 3 der vom Bundesrat gewählten 9 Bankratsmitglieder Delegierte der Kantonsregierungen</b> sind. Art. 36 ist entsprechend zu modifizieren.
1.18	GR	Wir erachten die Straffung der Organisationsstruktur, welche eine Reduktion des Bankrates von 40 auf 15 Bankräte zur Folge hat, als sinnvoll. Im Zusammenhang mit diesem Punkt <b>unterstützen wir den Vorschlag FDK ausdrücklich, wonach drei der neun vom Bundesrat gewählten Mitglieder des Bankrates zum Zeitpunkt ihrer Wahl Mitglied einer kantonalen Regierung sein sollen.</b> Eine so vorgenommene stärkere Einbindung der Kantone rechtfertigt sich nicht zuletzt vor dem Hintergrund der Beteiligungen und Interessen der Kantone an der Schweizerischen Nationalbank.

1.19	AG	Unterstützung der Position der <b>FDK</b>
1.20	TG	Unterstützung der Position der <b>FDK</b>
1.22	VD	<p>Le Conseil d'Etat approuve la réduction du nombre des membres du conseil de banque à 15.</p> <p>Actuellement les cantons ne sont pas représentés au niveau des organes de la BNS alors même qu'ils sont à la base de la création de la Banque nationale. <b>Le Conseil d'Etat demande que parmi les 9 membres élus par le Conseil fédéral, trois d'entre eux au moins soient des délégués des gouvernements cantonaux.</b> Il propose dès lors de modifier l'art. 36 du projet de loi sur la BNS conformément aux termes contenus dans la prise de position de la Conférence suisse des directeurs des finances, soit :</p> <p><i>Art. 36 Election et durée du mandat</i></p> <p><sup>1</sup><i>Le Conseil de banque se compose de 15 membres. Le Conseil fédéral nomme 9 membres et l'assemblée générale en élit 6.</i></p> <p><sup>2</sup><b>Parmi les membres que le Conseil fédéral élit, trois d'entre eux, au moins, doivent être nommés après consultation et en accord avec les cantons.</b></p> <p><sup>3</sup><i>Le Conseil fédéral désigne le président ou la présidente et le vice-président ou la vice-présidente.</i></p> <p><sup>4</sup><i>La durée du mandat est de quatre ans.</i></p> <p><sup>5</sup><i>Le mandat des membres du Conseil de banque est renouvelable. La durée totale de leur mandat ne doit pas excéder douze ans.</i></p>
1.23	VS	<p>Pour des raisons d'efficacité, <b>la réduction, de 40 à 15, du nombre de membres du conseil de banque peut être acceptée.</b></p> <p>En accord avec la CDF, nous sommes d'avis toutefois que l'article 36 du projet devrait être complété par une disposition <b>prévoyant que, parmi les membres nommés par le Conseil fédéral, trois au moins doivent être des délégués des gouvernements cantonaux.</b></p>
1.24	NE	<p>Nous <b>approuvons pleinement la réduction du conseil de banque de 40 à 15 membres</b>, neuf d'entre eux étant nommés par le Conseil fédéral.</p> <p>Un conseil de banque composé de quinze membres est approprié aux tâches qui lui sont reconnues par la loi spéciale. Un tel conseil se doit d'être efficace s'il veut pouvoir surveiller et contrôler la conduite des affaires de la BNS. Il paraît <b>nécessaire en outre que le Conseil fédéral nomme la majorité des membres du conseil de banque.</b> Il en va de l'homogénéité de la loi et de l'affirmation de la prépondérance du Conseil fédéral en la matière. <b>On pourrait, bien entendu, imaginer que le Conseil fédéral ne nomme que huit membres, ce qui conduirait l'assemblée générale à en élire sept.</b></p>
1.25	GE	<p>Nous sommes <b>d'accord avec la réduction de 40 à 15 membres</b> du Conseil de banque et la suppression du Comité de banque, dont les tâches sont reprises par le Conseil, dont les compétences sont en outre renforcées. Nous <b>approuvons le maintien du rapport entre les membres nommés par le Conseil fédéral et ceux qui sont élus par l'assemblée générale.</b></p>
1.26	JU	<p>Nous approuvons la volonté de renforcer les compétences du Conseil de banque. Dans cette optique, nous sommes persuadés que <b>la réduction à 15 du nombre de membres du Conseil de banque est judicieux</b> et que le nouvel organe pourra ainsi fonctionner de manière optimale et assumer pleinement ses responsabilités étendues.</p> <p>Nous pensons toutefois que <b>parmi les 9 personnes nommées par le Conseil fédéral, trois membres, au moins, doivent être des délégués des gouvernements cantonaux.</b> Il faut, en conséquence, modifier l'art. 36 de la manière suivante :</p> <p><i>Art. 36 Election et durée du mandat</i></p> <p><sup>1</sup><i>Le Conseil de banque se compose de 15 membres. Le Conseil fédéral nomme 9 membres et l'assemblée générale en élit 6.</i></p> <p><sup>2</sup><b>Parmi les membres que le Conseil fédéral élit, trois d'entre eux, au moins, doivent être membres d'un gouvernement cantonal au moment de leur nomination. La nomination</b></p>

		<p><i>intervient après avoir consulté les cantons.</i></p> <p><sup>3</sup>Le Conseil fédéral désigne le président et le vice-président.</p> <p><sup>4</sup>La durée du mandat est de quatre ans.</p> <p><sup>5</sup>Le mandat des membres du Conseil de banque est renouvelable. La durée totale de leur mandat ne doit pas excéder douze ans.</p>
3.01	FDP	<p>Der Reduktion des Bankrats auf 15 Mitglieder stimmen wir zu und würden darüber hinaus <b>für eine weiteren Reduktion auf 9 - 11 Mitglieder</b> plädieren.</p> <p>Dem trotz Reduktion <b>proportional in etwa gleichbleibendem Wahlverhältnis</b> zwischen Bundesrat und Generalversammlung sowie der <b>Stärkung der Kompetenzen des Bankrats</b> stimmen wir ebenfalls zu.</p>
3.02	CVP	<p>Die CVP stimmt der <b>Verkleinerung des Bankrates auf 15 Mitglieder</b> i. S. der Schaffung schlanker und effizienter Organisationsstrukturen und des Erfordernisses der kostengünstigen Erbringung öffentlicher Leistungen zu. Zwar dürfte dadurch die notwendige angemessene Berücksichtigung der Landesgegenden und Sprachregionen (Art. 37 Abs. 2) eher erschwert werden, jedoch sind <b>15 Mitglieder die oberste Grenze</b> für ein aktives Gremium.</p> <p>Die CVP stimmt dem vorgeschlagenen Wahlverhältnis bzw. der <b>Wahl von neun Mitgliedern des Bankrates durch den Bundesrat und deren sechs durch die Generalversammlung</b> zu.</p>
3.03	SPS	<p>Wir <b>unterstützen die Verkleinerung des Bankrates</b> und die damit verbundene Vereinfachung der Organisationsstruktur. Ebenso unterstützen wir dessen <b>Stärkung</b>. Allerdings ist im Auge zu behalten, dass der Bankrat eine Institution beaufsichtigt, welcher in der Ausübung ihrer Aufgaben eine enorm grosse Autonomie zugestanden wird. Da die Geldpolitik eines der wirksamsten wirtschaftspolitischen Instrumente überhaupt darstellt, kommt den Aufgaben der SNB eine grosse politische Bedeutung zu.</p> <p><b>Wahlbehörde für den ganzen Bankrat muss der Bundesrat sein.</b></p>
3.04	SVP	<p>Die SVP ist <b>mit der vorgeschlagenen Verkleinerung des Bankrats</b> (von 40 auf 15 Mitglieder) <b>einverstanden</b>, könnte sich aber <b>auch eine Verkleinerung auf 11 Mitglieder</b> vorstellen. Ebenso spricht sich die SVP für die damit einhergehenden <b>Stärkung der Kompetenzen</b> (Verzicht auf die Organe Bankausschuss, Lokalkomitees und Lokaldirektionen) <b>und Verantwortung des Bankrats</b> aus. Die Führung würde mit 11 Mitgliedern noch einmal wesentlich erleichtert, erlaubt aber trotzdem eine angemessene Vertretung aus allen Regionen der Schweiz und gewährleistet die Meinungsvielfalt.</p> <p><b>Am Wahlverhältnis ist festzuhalten.</b></p>
3.05	PLS	<p>Un conseil de <b>15 membres</b> paraît approprié si l'on veut maintenir une représentation, en particulier des régions, suffisante. Il peut cependant paraître trop important s'il joue le rôle de l'actuelle comité, <b>9 membres</b> pourraient suffire. La question mériterait peut-être d'être reprise. <b>Pour le parti libéral suisse, il est indispensable à la fois d'avoir un organe efficace et d'assurer une représentation régionale suffisante. Les deux principes peuvent paraître contradictoires et c'est pourquoi nous demandons que la question soit reprise.</b></p>
4.01	economie-suisse	<p>Grundsätzlich sind wir <b>mit der Verkleinerung des Bankrats einverstanden</b>. Den <b>Wahlmechanismus</b> für die Mitglieder des Bankrates – in <b>Weiterführung des gegenwärtigen Proporz</b>, wonach neun Mitglieder durch den Bundesrat und sechs durch die GV ernannt werden – für <b>sachgerecht</b>.</p>
4.02	USAM	<p>La réduction du Conseil de banque de 40 à 15 membres est justifiée. Le <b>nombre de 15 constitue un bon compromis</b>. Il garantit au Conseil de banque à la fois une certaine représentativité sociale et politique et un mode de fonctionnement efficace.</p>
4.03	SAV	<p>Unterstützung der Position <b>von economie-suisse</b>.</p>
4.05	FRSP	<p>En ce qui concerne le conseil de banque <b>nous approuvons la réduction du nombre de ses membres de 40 à 15.</b></p>

		En accordant au <b>Conseil fédéral le droit de nommer 9 membres sur 15</b> , le projet maintient, à notre avis à juste titre, le rapport entre les membres désignés par notre exécutif et ceux élus par l'assemblée générale. La prépondérance accordée au Conseil fédéral devrait lui permettre d'optimiser la composition du conseil de banque dont nous approuvons par ailleurs le renforcement des compétences. Cette évolution est en effet conforme à la tendance générale que l'on peut observer dans le domaine des sociétés anonymes.
4.06	SGB	Wir <b>unterstützen die Verkleinerung</b> des Bankrats und sind der Ansicht, dass <b>alle 15 Mitglieder vom Bundesrat gewählt</b> werden sollen.
4.07	SKV	Die Vorgabe von <b>15 Mitgliedern</b> erscheint uns <b>vertretbar</b> . Die Mitglieder des Bankrats sollten <b>alle vom Bundesrat gewählt</b> werden.
5.03	SNB	Wir beantragen Ihnen, Art. 36 Abs. 1 E-NBG wie folgt zu fassen: <i>"Der Bankrat besteht aus 11 Mitgliedern. Der Bundesrat wählt 6 Mitglieder, die Generalversammlung 5."</i> Der Expertenbericht (S. 149) hebt zu Recht hervor, dass in allzu grossen Aufsichtsgremien keine meinungsbildenden Diskussionen mehr geführt werden können, und erachtet einen zahlenmässigen Rahmen von 10-15 Mitgliedern für den künftigen Bankrat als angemessen. <b>Wir würden es vorziehen, an die untere Grenze dieser Bandbreite zu gehen</b> und die Zahl der Bankräte auf 11 festzulegen. Damit würde die Verantwortung der einzelnen Bankräte in der Entscheidungsbildung gestärkt, ihre Identifikation mit dem Amt gefördert und die Arbeitseffizienz des Gremiums erhöht. Sodann erachten wir die von der Expertengruppe vorgeschlagene Neuregelung der <b>Wahlbefugnisse (Bundesrat/Generalversammlung) proportional zum heutigen Schlüssel (25/15) nicht als sachgerecht</b> . Die direkte Wahl von Mitgliedern des Bankrates durch den Bundesrat ist ein äusserst einschneidender Eingriff in die angestammten Befugnisse einer Generalversammlung. Um die verfassungsrechtlich vorgezeichnete "Mitwirkung und Aufsicht des Bundes" bei der Verwaltung der SNB (Art. 99 Abs. 2 BV) wahrzunehmen, <b>genügt es vollauf, wenn der Bundesrat die Mehrheit der Mitglieder des Bankrates, einschliesslich des Präsidenten und des Vizepräsidenten, ernennen kann</b> . Damit ist ihm ein bestimmender Einfluss auf die personelle Zusammensetzung dieses Gremiums gesichert.
5.10	VSV	Wir erachten die Zahl von 15 Mitgliedern des Bankrats als nach wie vor etwas hoch. Ein aus <b>zehn Personen</b> bestehender Bankrat dürfte genügen, um meinungsbildende Diskussionen innerhalb dieses Gremiums führen zu können und die Meinungsvielfalt zu gewährleisten. Das <b>bestehende Wahlverhältnis</b> ist historisch gewachsen und soll beibehalten werden.
5.13	HEV	Der HEV ist mit der vorgeschlagenen Reduzierung des Bankrates auf <b>15 Mitglieder</b> einverstanden.
6.01	FBS	Um die Unabhängigkeit der Notenbank zu verstärken, <b>soll die Generalversammlung neun Mitglieder des Bankrates und der Bundesrat nur deren sechs wählen</b> .
6.02	INWO	Um die Unabhängigkeit der Notenbank zu verstärken, <b>soll die Generalversammlung neun Mitglieder des Bankrates und der Bundesrat nur deren sechs wählen</b> .

**Tableau 36: Art. 37 Conditions à remplir pour devenir membre du conseil de banque**

N°	Abréviation	Propositions
3.01	FDP	Wir begrünnen die nach Art. 37 E-NBG notwendigen <b>ausgewiesenen Kenntnisse als Wählbarkeitsvoraussetzung</b> für künftige Mitglieder des Bankrats.
3.03	SPS	Damit der Bankrat in seiner Kontrollfunktion auch wirklich die „Gesamtinteressen des Landes“ im Auge behält, schlagen wir hinsichtlich der Zusammensetzung folgende Ergänzung von Art. 37 Abs. 2 vor: <i>„Die Landesgegenden und Sprachregionen sowie die relevanten politischen Kräfte und die Sozialpartner sollen angemessen im Bankrat vertreten sein.“</i>

3.06	Grüne	Die in Art. 37 formulierten Kriterien für den Einsitz im Bankrat <b>verlangen nicht explizit Kenntnisse in Geldpolitik</b> . Es fragt sich, ob dieser Rat das richtige Gremium ist, um die Direktion der Nationalbank kritisch zu überwachen und seine nun umfassenderen Kompetenzen wahrzunehmen.
4.01	economie-suisse	<b>Zwischen dem neuen Anforderungsprofil</b> für die Mitglieder des Bankrats (Art. 37) <b>und den Aufgaben</b> dieses Organs (Art. 39) besteht eine gewisse <b>Diskrepanz</b> . Gemäss Expertenbericht gehören eine ökonomische Ausbildung und Forschungserfahrung, ein vertieftes Verständnis für die Funktionsweise der in- und ausländischen Finanzmärkte sowie eine breite Erfahrung in der Unternehmungsführung zu den Kernqualitäten. Diese <b>Anforderungen liessen erwarten, dass der Bankrat</b> in Anlehnung an das Aktienrecht <b>die Unternehmensziele und die Wahl der Mittel, um diese Ziele zu erreichen, überprüft</b> . Dem ist aber, wie der Expertenbericht überzeugend darlegt, richtigerweise nicht so, so dass die <b>Aufsicht des Bankrates der Natur nach nur eine Administrativaufsicht</b> sein kann. Da die eigentlichen geld- und währungspolitischen Befugnisse einzig und allein in der Kompetenz des Direktoriums liegen, ist es deshalb unerlässlich, dass dieses einer umfassenden <b>Rechenschaftspflicht</b> unterliegt.
4.02	USAM	Au vu de la complexité des questions à aborder et de l'importance des décisions qu'il sera appelé à rendre, il faudra veiller à ce que le Conseil de banque soit <b>composé d'experts</b> .
4.03	SAV	Unterstützung der Position <b>von economiesuisse</b> .
4.06	SGB	Wir unterstützen die <b>Stärkung</b> des Bankrats. Allerdings ist im Auge zu behalten, dass der Bankrat eine Institution beaufsichtigt, welcher in der Ausübung ihrer Aufgaben eine enorm grosse Autonomie zugestanden wird. Da die Geldpolitik eines der wirksamsten wirtschaftspolitischen Instrumente überhaupt darstellt, kommt den Aufgaben der SNB eine grosse politische Bedeutung zu. Damit der Bankrat in seiner Kontrollfunktion auch wirklich die „Gesamtinteressen des Landes“ im Auge behält, schlagen wir folgende <b>Ergänzung von Art. 37 Abs. 2</b> vor: <i>„Die Landesgegenden und Sprachregionen sowie die relevanten politischen Kräfte und die Sozialpartner sollen angemessen im Bankrat vertreten sein.“</i>
4.07	SKV	Die Geldpolitik stellt eines der wichtigsten wirtschaftspolitischen Instrumente dar, den Aufgaben der SNB kommt grosse politische Bedeutung zu. Diese Institution muss die „Gesamtinteressen des Landes“ im Auge behalten. Der Bankrat ist dabei ein sehr <b>gewichtiges Kontrollorgan</b> , in dem <b>die relevanten politischen Kräfte und die Sozialpartner sowie die Landesgegenden und Sprachregionen angemessen vertreten</b> sein müssen. Nebst den persönlichen Qualifikationen der Mitglieder ist auch entscheidend, dass das Gremium über die <b>erforderliche Infrastruktur</b> verfügt, um die ihm übertragenen Aufgaben und Kontrollen erfüllen zu können.
5.10	VSV	Bei der Zusammensetzung des Bankrats sollen die Landesgegenden und Sprachregionen ausgewogen berücksichtigt werden. Dies veranlasst uns zu folgender Bemerkung: Die gegenseitige Rücksichtnahme ist Grundlage unseres Bundesstaates. Das NBG soll u.a. revidiert werden, weil die SNB auf sich immer schneller ändernde, globale Sachverhalte reagieren können soll. Unser Land gehört zu keinem Wirtschafts- bzw. Währungsblock. Das bedingt eine Anlehnung an das, was unsere massgeblichen Wirtschaftspartner unternehmen, und schränkt entsprechend unseren Handlungsspielraum ein. In diesem oben beschriebenen Umfeld kommt den Analysen und Handlungen der SNB allergrösste Bedeutung für alle Wirtschaftssubjekte in der Schweiz zu. Die <b>volkswirtschaftliche Bedeutung der SNB bedingt, dass bei der Auswahl von Personen ausschliesslich auf fachliche Kriterien abgestellt wird</b> ; eine wie auch immer geartete Quotenregelung und die damit verbundenen Diskussionen reichen der Institution und unserem Land nur zum Nachteil.
5.13	HEV	Aus Sicht des HEV wäre eine <b>stärkere Gewichtung der Wirtschaft im Bankrat</b> erwünscht.
6.03	J.-P. Forney	<u>Abs. 1:</u> <i>„In den Bankrat gewählt werden können ..... oder Wissenschaft. Sie müssen nicht Aktionärinnen oder Aktionäre sein.“</i> Wie kann ein Mitglied des Bankrats an der GV teilnehmen, wenn er/sie nicht Aktionär/in ist (s. auch Art. 39 Bst. d und e).

Tableau 37: Art. 39 Tâches du conseil de banque

N°	Abréviation	Propositions
1.00	FDK	Wir <b>unterstützen</b> die Absicht, die <b>Kompetenzen des Bankrates zu stärken und den Bankrat als Administrativaufsicht aufzuwerten</b> .
1.05	SZ	Wir regen an, in Abs. 2 (Bst. b und g) anstelle von „ <i>Vertretungen</i> “ in einem weit gefassten Sinn von „ <i>Einrichtungen</i> “ zu sprechen (s. auch Kommentar zu Art. 3 E-NBG).
1.09	ZG	Die beabsichtigte <b>Kompetenzstärkung des Bankrats</b> unterstützen wir. Es scheint uns wichtig, dass dieses <b>Gremium als Administrativaufsicht über die SNB aufzuwerten</b> . Kernkompetenzen kommen dem Bankrat im Bereich der Organisations- und Finanzverantwortung der SNB zu.
1.10	FR	Nous approuvons la volonté de renforcer les compétences du Conseil de banque et de soumettre ce Conseil à une autorité de surveillance.
1.11	SO	Wir <b>unterstützen</b> die Absicht, die <b>Kompetenzen des Bankrates zu stärken und den Bankrat als Administrativaufsicht aufzuwerten</b> .
1.13	BL	Unterstützung der Position der FDK
1.15	AR	Die Absicht, die <b>Kompetenzen des Bankrats zu stärken</b> und den <b>Bankrat als Administrativaufsicht</b> aufzuwerten, ist zu unterstützen.
1.16	AI	Die vorgeschlagene <b>Erweiterung und Präzisierung der Kompetenzen</b> des Bankrats werden von der Standeskommission <b>begrüsst</b> .
1.18	GR	Unterstützung der Position der FDK
1.19	AG	Unterstützung der Position der FDK
1.22	VD	Le Conseil d'Etat est <b>favorable au renforcement des compétences</b> du conseil de banque qui deviendra le seul organe chargé de la <b>surveillance administrative</b> de la BNS.
1.23	VS	Le <b>renforcement des compétences</b> du Conseil de banque répond à un souci d'efficacité, et <b>trouve notre agrément</b> .
1.24	NE	Enfin, le <b>renforcement des compétences</b> du conseil de banque va également dans le sens d'une plus grande efficacité. Il s'inscrit dans la ligne générale des dispositions applicables aux conseils d'administration des sociétés anonymes. Cette extension de compétences tend par ailleurs à étendre de manière notable la responsabilité du conseil de banque et de ses membres.
3.02	CVP	Der Bankrat war bisher ein eher schwaches Gebilde; die <b>Stärkung seiner Kompetenzen</b> ist daher in den Augen der CVP notwendig.  Zusätzlich zu den vorgeschlagenen Aufgaben des Bankrates (Art. 39) ist nach Meinung der CVP auch seine <b>Mitsprache bei der Bestimmung der Währungsreserven zu prüfen</b> (vgl. Kommentar zu Art. 27 E-NBG).  Zudem sind wir der Ansicht, dass der <b>Bankrat</b> – als Zeichen für die Unabhängigkeit der SNB und in Annäherung an das Modell der privatrechtlichen Aktiengesellschaft bzw. die Befugnisse derer Verwaltungsräte – zukünftig das <b>Wahlgremium für das Direktorium</b> der SNB sein sollte. Angesichts der politischen Bedeutung des Direktoriums ist indessen die <b>Bestätigung der Ernennungen durch den Bundesrat</b> vorzusehen.  Schliesslich soll dem Bankrat die <b>Bestellung von lokalen Beiräten</b> – deren Schaffung die CVP <b>als Ersatz für die abzuschaffenden Lokalkomitees</b> beantragt – obliegen. Die lokalen Beiräte sollen keine Organe mit Entscheidungsbefugnissen sein, aber als „Antennen“ in den Regionen dienen, damit darüber, wie sich die Auswirkungen der Geldpolitik in den Unternehmen gestalten, Auskunft erhältlich sein wird (s. auch Kommentar zu Art. 3 E-NBG)
3.03	SPS	Dem Bankrat soll die Kompetenz gegeben werden, die Vorschläge des Direktoriums bezüglich den <b>Währungsreserven</b> zu genehmigen (s. auch Kommentar zu Art. 27 E-NBG).  Zudem beinhaltet die <b>Aufsichtsverantwortung</b> („beaufsichtigt und kontrolliert die Geschäftsführung der Nationalbank“) des Bankrates auch die <b>Überprüfung der geldpolitischen Entscheidungen des Direktoriums</b> . Auf eine solche könnte nur verzichtet wer-

		den, wenn die Ziele der Geldpolitik im Gesetz sehr präzise beschrieben werden könnten, ohne dass ein erheblicher Interpretationsspielraum verbleiben würde, der für die Umsetzung der Geldpolitik und für ihre Wirkung von erheblicher Bedeutung ist. Wie bereits erwähnt, werden die mit der Geldpolitik betrauten Organe Tag für Tag vor Zielkonflikte gestellt, über die sie dem Bankrat Auskunft erteilen sollten, was übrigens bereits heute der Fall ist. Diese Aufgabe ist derart selbstverständlich, dass sie nicht explizit in das Gesetz aufgenommen werden muss – allerdings dürfen die Erläuterungen in der <b>Botschaft</b> diese Funktion nicht ausschliessen.
3.06	Grüne	Dem Bankrat werden neu politisch heikle, verteilungsrelevante Entscheidungen übertragen, etwa die Höhe der Besoldung des Direktoriums oder die Überwachung der Anlage der Aktiven und das Risikomanagement. Die Löhne des Direktoriums sollten unserer Ansicht nach vom Bundesrat bestimmt werden (Art. 40 E-NBG). Die verteilungsrelevante <b>Überwachung der Anlage der Aktiven und das Risikomanagement sollte im Auftrag des Bundesrates professionell durchgeführt</b> werden.
4.04	SBV	Wir sind <b>mit der vorgeschlagenen Erweiterung und Präzisierung der Kompetenzen</b> des Bankrats einverstanden.
4.06	SGB	Dem Bankrat sollte die <b>Kompetenz</b> gegeben werden, die <b>Vorschläge des Direktoriums bezüglich den Währungsreserven zu genehmigen</b> (s. auch Kommentar zu Art. 27 E-NBG). Zudem beinhaltet die <b>Aufsichtsverantwortung</b> („beaufsichtigt und kontrolliert die Geschäftsführung der Nationalbank“) des Bankrates <b>auch die Überprüfung der geldpolitischen Entscheidungen des Direktoriums</b> . Auf eine solche könnte nur verzichtet werden, wenn die Ziele der Geldpolitik im Gesetz sehr präzise beschrieben werden könnten, ohne dass ein erheblicher Interpretationsspielraum verbleiben würde, der für die Umsetzung der Geldpolitik und für ihre Wirkung von erheblicher Bedeutung ist. Wie bereits erwähnt, werden die mit der Geldpolitik betrauten Organe Tag für Tag vor Zielkonflikte gestellt, über die sie dem Bankrat Auskunft erteilen sollten, was übrigens bereits heute der Fall ist. <b>Diese Aufgabe ist derart selbstverständlich, dass sie nicht explizit in das Gesetz aufgenommen werden muss – allerdings dürfen die Erläuterungen in der Botschaft diese Funktion nicht ausschliessen.</b>
4.07	SKV	In Art. 39 müsste verdeutlicht werden, dass zu den Aufgaben des Bankrates <b>auch die Überprüfung der geldpolitischen Entscheidungen des Direktoriums</b> und die oben erwähnte <b>Überwachung der Währungsreservepolitik</b> (s. Kommentar zu Art. 27 E-NBG) gehört.
5.03	SNB	Die verschärften gesetzlichen Wählbarkeitsvoraussetzungen für den Bankrat (insbes. Art. 37 Abs. 1 E-NBG) sollten ihren Niederschlag finden in einem umfangreicheren Aufgabenkatalog. Wir beantragen Ihnen deshalb, den Katalog der Aufgaben des Bankrates in Art. 39 Abs. 2 wie folgt zu ergänzen bzw. zu präzisieren: <u>Neue lit. c</u> <b><i>Er kann bei den Bankstellen Beiräte einrichten, die für die regionale Wirtschaftsbeobachtung herangezogen werden.</i></b> Die landesweite Verankerung der SNB mittels regionaler Beiräte soll der SNB erlauben, trotz stark verkleinertem Bankrat weiterhin den " <b>Puls der Wirtschaft</b> " zu fühlen (s. auch Kommentar zu Art. 30). Die "Kann"-Vorschrift lässt der SNB andere Möglichkeiten offen, falls sich die - als <b>Ersatz für die Lokalkomitees</b> gedachten - Beiräte in der Praxis nicht bewähren sollten. Die konkreten Aufgaben der Beiräte, ihre Zusammenarbeit mit der Leitung der Bankstelle, der sie zugeteilt sind, sowie ihr Sitzungsrythmus sollen im Organisationsreglement beschrieben werden. <u>Neue lit. d</u> <b><i>Er entscheidet über die Höhe der Rückstellungen.</i></b> Die Rückstellungspolitik der SNB hat eine hohe Bedeutung für die Gewinnausschüttung; sie wird deshalb in Art. 27 E-NBG besonders geregelt. Rückstellungen können grundsätzlich gebildet werden aus dem Rückbehalt von Erträgen (die ihrerseits aus realisierten Erträgen und Wertveränderungen von Aktiven bestehen). Die Wertveränderungen von Aktiven sind ganz wesentlich durch die Zusammensetzung der Währungsreserven geprägt; diese wiederum richtet sich nach geldpolitischen Erfordernissen und ist vom Direktorium

		<p>zu bestimmen (dazu nachstehend Art. 43 Abs. 2 lit. b E-NBG).</p> <p>Die Bildung von Rückstellungen impliziert <b>erhebliches Ermessen bei der Rechnungslegung</b>. In der Frage, wie hohe Rückstellungen die SNB gemäss den Kriterien von Art. 27 E-NBG zu bilden hat, <b>soll der Bankrat das letzte Wort haben</b>. Dies erscheint <b>sachlogisch</b>, weil der Bankrat auch zuständig ist, die Jahresrechnung der SNB zuhanden von Bundesrat und Generalversammlung zu verabschieden (Art. 39 Abs. 2 lit. d bzw. neu lit. f E-NBG). Der Entscheid über die Höhe der Rückstellungen determiniert den Gewinnausweis der SNB über die mittlere Frist, d.h. während der Mehrjahresperiode, für welche EFD und SNB eine Vereinbarung zur Versteigerung der Gewinnausschüttungen (Art. 28 Abs. 2 E-NBG) abschliessen. Es entspricht dem Konzept des Aktienrechts, diesen "Vorab-Entscheid" über den jährlichen Gewinnausweis durch den Bankrat verantworten zu lassen. Zudem ist die Kompetenz des Bankrats zum Entscheid über die Höhe der Rückstellungen geeignet, indirekt den (in Art. 99 Abs. 3 BV vorgeschriebenen) Aufbau der Währungsreserven zu beeinflussen.</p> <p><u>Änderung von bisheriger lit. d:</u></p> <p><i>Er verabschiedet den <b>Jahresbericht</b> und die Jahresrechnung zuhanden von Bundesrat und Generalversammlung.</i></p> <p>Der Ersatz des Ausdruckes "Geschäftsbericht" durch "Jahresbericht" entspricht der aktienrechtlichen Terminologie (s. Kommentar zu Art. 7 Abs. 1 E-NBG).</p> <p><u>Neue lit. k (einzufügen unmittelbar vor der letzten litera):</u></p> <p><i><b>Er legt in einem Gehaltsreglement die Grundsätze der Entlohnung fest.</b></i></p> <p>Es fällt auf, dass im Gesetzesentwurf der Expertengruppe an verschiedener Stelle davon die Rede ist, wer Einzellöhne (des Direktoriums: Art. 40 Abs. 4; des übrigen Personals: Art. 43 Abs. 2 lit. g E-NBG) festzulegen hat. Nirgends jedoch wird gesagt, wer für die Gehaltspolitik der SNB insgesamt zuständig ist. Wie im Expertenbericht (S. 154) dargelegt, soll inskünftig nicht mehr der Bundesrat, sondern der Bankrat die Besoldungsgrundsätze für das Personal der SNB regeln. Dieser Systemwechsel gelangt deutlicher zum Ausdruck, wenn dem Bankrat auf Gesetzesstufe explizit die Kompetenz eingeräumt wird, die Grundsätze der Entlohnung festzulegen. Die Kompetenz rundet die übrigen Zuständigkeiten des Bankrats im personellen Bereich (bisherige lit. f-h) in sinnvoller Weise ab.</p> <p><u>Bisherige lit. h:</u></p> <p>Streichung des 2. Satzes</p> <p>Nach Art. 39 Abs. 2 lit. h (2. Satz) E-NBG in der Fassung der Expertengruppe kann der Bankrat das Direktorium ermächtigen, Angestellten die Prokura oder die Handlungsvollmacht zu erteilen. Diese Regelung stellt eine bewusste Abweichung vom zwingenden Aktienrecht dar, das die Erteilung des Zeichnungsrechts dem Verwaltungsrat vorbehält (Expertenbericht, S. 155). Es ist allerdings möglich, dass <b>das NBG direkt - und nicht via eine entsprechende Delegationsnorm der Bankrat - das Direktorium damit betraut, Angestellten die Prokura oder die Handlungsvollmacht zu erteilen</b>. Rechtssystematisch ist dieser Ansatz vorzuziehen. Er führt zur Streichung des 2. Satzes in Art. 39 Abs. 2 lit. h bzw. lit. 1 E-NBG, wogegen der Aufgabenkatalog des Direktoriums in Art. 43 Abs. 2 E-NBG entsprechend zu ergänzen ist (dazu Art. 43 Abs. 2 lit. h. E-NBG).</p>
5.08	RBA	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.09	VSKB	Unterstützung <b>Position SBV</b>
5.10	VSV	<p>Die Kompetenz des Bankrates soll erhöht werden. Bis auf die Überwachung der Anlage der Aktiven und das Risikomanagement ist der Bankrat mit administrativen Aufgaben, für deren Vorbereitung und Ausführung dem Bankrat wohl ein eigenes Sekretariat zur Verfügung stehen wird, beauftragt.</p> <p><b>Dass der Bankrat das Organisationsreglement der SNB dem Bundesrat zur Genehmigung vorlegen muss, ist ein Eingriff in die Unabhängigkeit der Zentralbank.</b> In jedem Fall muss hier die Kognition des Bundesrates auf Fragen der Gesetzmässigkeit beschränkt werden. Die Exekutive soll nicht in die Ermessensausübung der obersten Leitung der Zentralbank bei der Organisation eingreifen können.</p>

**Tableau 38: Art. 40 Nomination et durée du mandat de la direction générale**

N°	Abréviation	Propositions
1.03	LU	Zu Artikel 40 Abs. 4 des Entwurfes NBG betreffend das Direktorium schlagen wir die folgende Ergänzung vor: <i>„Die Besoldung wird vom Bankrat festgelegt. Sie bewegt sich im Rahmen der eidgenössischen Besoldungsordnung.“</i> Wir erwarten vom Direktorium eine sehr gute Leistung und befürworten daher auch eine sehr gute Besoldung seiner Mitglieder. Dies ist im Rahmen der eidgenössischen Besoldungsordnung möglich. Saläre, die über diesen Rahmen hinausgehen, sind nicht gerechtfertigt und richten grossen sozialen Schaden an.
1.04	UR	Die <b>Besoldung des Direktoriums soll weiterhin in der Kompetenz des Bundesrates</b> liegen und nicht auf den Bankrat übertragen werden.
1.12	BS	Die <b>Besoldung des Direktoriums soll weiterhin in der Kompetenz des Bundesrates</b> liegen und nicht auf den Bankrat übertragen werden.
3.03	SPS	Zu Artikel 40 Abs. 4 schlagen wir die folgende Ergänzung vor: <i>„Die Besoldung wird vom Bankrat festgelegt. Sie bewegt sich im Rahmen der eidgenössischen Besoldungsordnung.“</i> Wir erwarten vom Direktorium eine sehr gute Leistung und befürworten daher auch eine sehr gute Besoldung seiner Mitglieder. Dies ist im Rahmen der eidgenössischen Besoldungsordnung möglich. Saläre, die über diesen Rahmen hinaus gehen, sind nicht gerechtfertigt und richten grossen sozialen Schaden an.
3.06	Grüne	Die <b>Löhne des Direktoriums</b> sollten vom Bundesrat bestimmt werden.
4.06	SGB	Zu Artikel 40 Abs. 4 schlagen wir die folgende Ergänzung vor: <i>„Die Besoldung wird vom Bankrat festgelegt. Sie bewegt sich im Rahmen der eidgenössischen Besoldungsordnung.“</i> Wir erwarten vom Direktorium eine sehr gute Leistung und befürworten daher auch eine sehr gute Besoldung seiner Mitglieder. Dies ist im Rahmen der eidgenössischen Besoldungsordnung möglich. Saläre, die über diesen Rahmen hinaus gehen, sind nicht gerechtfertigt und richten grossen sozialen Schaden an.
4.07	SKV	Bezüglich der in Art. 40 Abs. 4 enthaltenen Bestimmung zur <b>Besoldung</b> des Direktoriums plädieren wir – mit Blick auf die Diskussionen zu Gehältern und Entschädigungen in andern öffentlich-rechtlichen Anstalten und Unternehmen – <b>für Transparenz bzw. für Offenlegung.</b>
6.03	J.-P. Forney	In Abs. 2 ist eine Altersgrenze von 65 Jahren einzuführen.

**Tableau 39: Art. 42 Révocation et nomination d'un remplaçant**

N°	Abréviation	Propositions
1.20	TG	Der vorgeschlagene Wortlaut bringt unseres Erachtens zu wenig zum Ausdruck, dass eine <b>Abberufung nur aus subjektiven, in der Person liegenden Gründen und nicht aus objektiven politischen Gründen über die zu führende Geldpolitik</b> erfolgen darf.
3.06	Grüne	Im Gegensatz zum geltenden Nationalbankgesetz ist eine <b>Abberufung des Direktoriums</b> gemäss Expertengruppe im vorliegenden Entwurf zum Nationalbankgesetz <b>neu „grundsätzlich nicht möglich“</b> (S. 11). <b>Damit wird jedoch die Erfordernis der Unabhängigkeit überstrapaziert.</b> Die Tätigkeit des Direktoriums muss angesichts der Bedeutung dieses Gremiums der öffentlichen Kontrolle unterliegen. Ist das Direktorium nicht in der Lage, seine Verantwortung für das „Gesamtinteresse des Landes“ wahrzunehmen, braucht es eine gesetzliche Grundlage, dieses abzusetzen, ohne dass die Schweizer Geldpolitik von einer unsinnigen Diskussion gelähmt wird, was denn die „Voraussetzungen der Amtsausübung“ genau sind. Zudem ist es eines demokratischen Staates unwürdig, BürgerInnen in Positionen zu hieven, aus denen sie fast nicht mehr entlassen werden können. Die Gefahr,

		dass deswegen die SNB nicht mehr von allzu starken kurzfristigen politischen Präferenzen abgeschirmt ist, besteht nicht. Dies zeigt die Praxis unter der alten Bestimmung. <b>Die Regelung des geltenden NBG mit der Abberufungsmöglichkeit „unter Angabe der Gründe“ (Art. 60 NBG) ist daher vorzuziehen.</b>
--	--	--

**Tableau 40: Art. 43 Tâches de la direction générale**

N°	Abréviation	Propositions
1.26	JU	<b>L'adoption de la convention sur la distribution du bénéfice</b> (article 28) représente un acte important. Cette tâche <b>mériterait d'être citée dans la loi.</b>
5.03	SNB	Wir beantragen Ihnen, den Katalog der Aufgaben des Direktoriums in Art. 43 <b>Abs. 2 E-NBG</b> wie folgt zu präzisieren bzw. zu ergänzen: <u>Änderung von lit. b</u> <i>Es bestimmt die <b>Zusammensetzung</b> der notwendigen Währungsreserven, einschliesslich des Anteils an Gold.</i> <b>Die Höhe der Währungsreserven ist eine Folge der geführten Geld- und Währungspolitik</b> (z.B. von Interventionen am Devisenmarkt) einerseits <b>und der Bildung von Rückstellungen</b> andererseits. Die Führung der Geld- und Währungspolitik obliegt konzeptionell und operativ dem Direktorium (Art. 43 Abs. 2 lit. a E-NBG); der <b>Entscheid über die mittelfristig notwendigen Rückstellungen soll dagegen Sache des Bankrates sein</b> (s. Kommentar zu Art. 39 Abs. 2 E-NBG). Demzufolge genügt es, in Art. 43 Abs. 2 lit. b E-NBG festzulegen, dass das Direktorium über die Zusammensetzung der Währungsreserven zu befinden hat. Über die "Höhe" der notwendigen Währungsreserven braucht an dieser Stelle nichts gesagt zu werden (vgl. auch Kommentar zu Art. 27 E-NBG). Weil die "asset allocation" der SNB in einem engen Kontext zur Geld- und Währungspolitik, unter Einschluss der Krisenvorsorge, zu sehen ist, sind die Entscheide über die Zusammensetzung der Währungsreserven zwingend vom Direktorium zu fällen. <u>Neue lit. h</u> <i>Es erteilt Angestellten die Prokura oder die Handlungsvollmacht.</i> Die Begründung ergibt sich ohne weiteres aus der vorgeschlagenen Streichung von Art. 39 Abs. 2 lit. h bzw. lit. 1 (2. Satz) E-NBG (s. Kommentar zu Art. 39 E-NBG).

**Tableau 41: Art. 45 Tâches de l'organe de révision**

N°	Abréviation	Propositions
5.03	SNB	Wir schlagen vor, die <b>Absätze 2 und 3 von Art. 45 E-NBG ersatzlos zu streichen.</b> Die Normen von Art. 45 Abs. 2 und Abs. 3 E-NBG sind materiell identisch mit Art. 729 bzw. 729a OR. Demgegenüber enthalten Art. 45 Abs. 1 und Abs. 4 E-NBG gezielte Abweichungen vom Aktienrecht (vgl. Art. 728 Abs. 1 bzw. Abs. 2 OR). Kraft allgemeiner Verweisung auf das Aktienrecht in Art. 2 E-NBG kann auf die Absätze 2 und 3 von Art. 45 E-NBG verzichtet und der Text des NBG so entlastet werden.

**Chapitre 6: Procédure et voies de droit****Tableau 42: Art. 48 Décisions**

N°	Abréviation	Propositions
5.03	SNB	Wir schlagen vor, in Art. 48 Absatz 1 E-NBG das Wort "anfechtbar" ersatzlos zu streichen. Da jede Verfügung der SNB anfechtbar ist (Art. 49 Abs. 1 lit. a E-NBG), kann auf dieses Adjektiv im Text von Art. 48 E-NBG verzichtet werden.

**Tableau 43: Art. 49 Jurisdiction administrative du Tribunal fédéral**

N°	Abréviation	Propositions
2.01	BG	<b>Nach dem Inkrafttreten des neuen Bundesgerichtsgesetzes wird allenfalls zu prüfen sein, ob die anfechtbaren Verfügungen im hoheitlichen Bereich zunächst vor dem Bundesverwaltungsgericht angefochten werden müssen.</b> Entgegen dem Erläuternden Bericht schliesst die verfassungsmässige Unabhängigkeit der Nationalbank einen solchen Beschwerdezug nicht zum vornherein aus.

**Chapitre 7: Dispositions finales****Tableau 44: Art. 52 Réduction du capital-actions, transfert du fonds de réserve**

N°	Abréviation	Propositions
1.26	JU	<b>Le fonds de réserve</b> ne devrait être transféré aux provisions visées à l'article 27, alinéa 2 que si cela se justifie réellement (éventuelle insuffisance des provisions). Dans le cas contraire, le montant en question <b>doit être considéré comme bénéfice à répartir entre la Confédération et les cantons selon la clé arrêtée à l'article 28, alinéa 3.</b>

**Annexe: Abrogation et modification du droit en vigueur****Tableau 45: Suppression de l'art. 64 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur les fonds de placement**

N°	Abréviation	Propositions
5.04	EBK	s. Kommentar zu Art. 14 E-NBG

### 9.3 Liste des abréviations

**Tableau 46: Liste des abréviations des participants à la consultation**

Abréviation	Participant
AG	Kanton Aargau
AI	Kanton Appenzell Innerrhoden
AR	Kanton Appenzell Ausserrhoden
ASB	Association suisse des banquiers / Associazione svizzera dei banchieri / Schweizerische Bankiervereinigung /
ASG	Association suisse des gérants de fortune / Associazione svizzera di gestori di patrimoni / Verband Schweizerischer Vermögensverwalter
BE	Kanton Bern
BG	Bundesgericht / Tribunal fédéral / Tribunale federale
BL	Kanton Basel-Landschaft
BNS	Banque nationale suisse / Banca nazionale svizzera / Schweizerische Nationalbank
BS	Kanton Basel-Stadt
CC	Commissione per la congiuntura / Kommission für Konjunkturfragen / Commission pour les questions conjoncturelles
CDF	Conférence des directeurs cantonaux des finances / Conferenza dei direttori cantonali delle finanze / Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren
CFB	Commission fédérale des banques / Commissione federale delle banche / Eidgenössische Bankenkommision
Comco	Commission de la concurrence / Commissione della concorrenza / Wettbewerbskommission
CP	Centre Patronal
CQC	Commission pour les questions conjoncturelles / Commissione per la congiuntura / Kommission für Konjunkturfragen
CVP	Christlichdemokratische Volkspartei / Parti Démocrate-Chrétien / Partito Popolare Democratico
EBK	Eidgenössische Bankenkommision / Commission fédérale des banques / Commissione federale delle banche
economiesuisse	economiesuisse Verband der Schweizer Unternehmen / Fédération des entreprises suisses / Federazione delle imprese svizzere
FBS	Freiwirtschaftliche Bewegung der Schweiz
FDK	Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren / Conférence des directeurs cantonaux des finances / Conferenza dei direttori cantonali delle finanze
FDP	Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz / Parti radical-démocratique suisse / Partito liberale-radical svizzero
FR	Canton de Fribourg
FRSP	Fédération Romande des Syndicats Patronaux
GE	Canton de Genève
GL	Kanton Glarus
GR	Kanton Graubünden
Grüne	Grüne - Grüne Partei der Schweiz / Les Verts – Parti écologiste suisse / I Verdi – Partito ecologista svizzero

HEV	Hauseigentümerverband Schweiz / Société suisse des propriétaires fonciers
Industrie-Holding	Industrie-Holding, Vereinigung schweizerischer Industrie-Holdinggesellschaften / Groupement de holdings industrielles suisses
INWO	INWO Schweiz, Internationale Vereinigung für eine natürliche Wirtschaftsordnung
JU	Canton du Jura
KfK	Kommission für Konjunkturfragen / Commission pour les questions conjoncturelles / Commissione per la congiuntura
LPS	Libérale Partei der Schweiz / Parti libéral suisse / Partito liberale svizzero
LU	Kanton Luzern
NE	Canton de Neuchâtel
NW	Kanton Nidwalden
OW	Kanton Obwalden
PDC	Parti Démocrate-Chrétien / Partito Popolare Democratico / Christlichdemokratische Volkspartei
PLR	Partito liberale-radicale svizzero / Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz / Parti radical-démocratique suisse
PLS	Parti libéral suisse / Partito liberale svizzero / Liberale Partei der Schweiz
Post	Die Post / La Poste / La Posta
Poste	La Poste / La Posta / Die Post
Posta	La Posta / Die Post / La Poste
PPD	Partito Popolare Democratico / Christlichdemokratische Volkspartei / Parti Démocrate-Chrétien
PRD	Parti radical-démocratique suisse / Partito liberale-radicale svizzero / Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz
PSS	Parti Socialiste Suisse / Partito Socialista Svizzero / Sozialdemokratische Partei der Schweiz
RBA	RBA-Holding
SAV	Schweizerischer Arbeitgeberverband / Union patronale suisse
SBV	Schweizerische Bankiervereinigung / Association suisse des banquiers / Associazione svizzera dei banchieri
SG	Kanton St. Gallen
SGB	Schweizerischer Gewerkschaftsbund / Union syndicale suisse / Unione sindacale svizzera
SGV	Schweizerischer Gewerbeverband / Union suisse des arts et métiers / Unione svizzera die arti e mestieri
SH	Kanton Schaffhausen
SHV	Schweizerischer Hotelier-Verein / Société suisse des hôteliers / Società Svizzera degli Albergatori
SIC	Swiss Interbank Clearing AG
SIS	SIS SegInterSettle AG
SKV	Schweizerischer Kaufmännischer Verband / Société suisse des employés de commerce / Società svizzera degli impiegati di commercio
SNB	Schweizerische Nationalbank / Banque nationale suisse / Banca nazionale svizzera
SO	Kanton Solothurn
SPS	Sozialdemokratische Partei der Schweiz / Parti Socialiste Suisse / Partito Socialista Svizzero
SSEC	Société suisse des employés de commerce / Società svizzera degli impiegati di commercio / Schweizerischer Kaufmännischer Verband

SSIC	Società svizzera degli impiegati di commercio / Schweizerischer Kaufmännischer Verband / Société suisse des employés de commerce
SVP	Schweizerische Volkspartei / Union Démocratique du Centre / Unione Democratica di Centro
SZ	Kanton Schwyz
TFA	Tribunal fédéral des assurances / Tribunale federale delle assicurazioni / Eidgenössisches Versicherungsgericht
TG	Kanton Thurgau
TI	Cantone Ticino
UBCS	Union des banques cantonales suisses / Unione delle Banche Cantionali Svizzere / Verband Schweizerischer Kantonalbanken
UDC	Union Démocratique du Centre / Unione Democratica di Centro / Schweizerische Volkspartei
UPS	Union patronale suisse / Schweizerischer Arbeitgeberverband
UR	Kanton Uri
USAM	Union suisse des arts et métiers / Unione svizzera die arti e mestieri / Schweizerischer Gewerbeverband
USS	Union syndicale suisse / Unione sindacale svizzera / Schweizerischer Gewerkschaftsbund
VD	Canton de Vaud
Verdi	I Verdi – Partito ecologista svizzero / Grüne - Grüne Partei der Schweiz / Les Verts – Parti écologiste suisse
Verts	Les Verts – Parti écologiste suisse / I Verdi – Partito ecologista svizzero / Grüne - Grüne Partei der Schweiz
VS	Kanton Wallis
VSKB	Verband Schweizerischer Kantonalbanken / Union des banques cantonales suisses / Unione delle Banche Cantionali Svizzere
VSV	Verband Schweizerischer Vermögensverwalter / Association suisse des gérants de fortune / Associazione svizzera di gestori di patrimoni
Weko	Wettbewerbskommission / Commission de la concurrence / Commissione della concorrenza
ZG	Kanton Zug
ZH	Kanton Zürich